



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14121 - 5 F

VENDREDI 22 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Etats-Unis-OLP : le dialogue suspendu

AINSI, rien ne va plus entre les Etats-Unis et l'OLP. Après trois semaines d'hésitation, le président Bush a annoncé - comme à regret - qu'il « suspendait » le dialogue officiellement noué il y a dix-huit mois entre Washington et la centrale palestinienne. Cette décision - attendue - ruine, sans doute pour longtemps, le bilan déjà maigre des laborieux efforts de paix de l'administration américaine au Proche-Orient.

M. Bush n'avait guère le choix. En refusant de condamner officiellement la récente tentative d'attentat palestinien sur une plage israélienne, qui fut à deux doigts de tourner au drame, M. Arafat rendait la riposte américaine inéluctable. Car les termes du contrat moral conclu entre Américains et Palestiniens reposaient dès l'origine sur la réputation sans équivoque par l'OLP de tout acte de terrorisme. Dès lors que l'un des membres de la direction palestinienne - Abou Abbas en l'occurrence - violait cet engagement sans être puni ni même nommément désavoué par M. Arafat, ce dernier ne pouvait échapper aux représailles diplomatiques de la Maison Blanche.

L'ÉPISEME souligne, une fois de plus, à quel point les acteurs, directs ou non, du conflit proche-oriental disposent d'une étroite marge de manœuvre. Harcelé depuis trois semaines par les nombreux « amis d'Israël », dont l'influence au Congrès n'est plus à démontrer, M. Bush se devait, sans sombrer dans l'incohérence, de faire respecter la parole et le crédit des Etats-Unis. Il s'y est résolu sans aucun enthousiasme et en prenant soin de laisser la porte ouverte à la reprise future du dialogue.

En face, M. Arafat a fait une nouvelle démonstration de sa faiblesse. Villendé depuis des mois par ses nombreux rivaux palestiniens qui l'accusent d'avoir, pour les besoins d'un dialogue resté infructueux, trop concédé aux Etats-Unis sans obtenir rien de concret en échange, le chef de l'OLP ne pouvait à nouveau prêter le flanc aux critiques des « radicaux », encouragés notamment par les harangues guerrières du président irakien Saddam Hussein. En outre, toute nouvelle concession de M. Arafat ne pouvait qu'être mal comprise des Palestiniens des territoires, à un moment où ceux-ci se sentent plus que jamais menacés par les intentions belliqueuses qu'ils prêtent à tort ou à raison au nouveau gouvernement israélien.

QUOI qu'il en soit, la suspension du dialogue américano-palestinien est pain béni pour les extrémistes de tous bords. En Israël, l'équipe au pouvoir se sent renforcée dans son rejet de toute négociation avec l'OLP, même si elle sait que son immobilisme irrite de plus en plus à Washington.

Dans le monde arabe, où resurgissent les vieux soupçons contre l'Amérique jugée trop pro-israélienne, les partisans d'une logique militaire se sentent confortés dans leur intransigeance envers l'Etat juif. Ici et là, des voix de plus en plus nombreuses mettent en garde, pour la première fois depuis longtemps, contre les risques de voir l'impasse diplomatique conduire à une nouvelle aventure guerrière.

Lire page 2
l'article de JAN KRAUZE

M 0147 - 622 0 - 5,00 F



Violente secousse dans le nord-ouest du pays

Près de deux mille morts lors d'un séisme en Iran

Un violent tremblement de terre a éprouvé toute la région du nord-ouest de l'Iran, proche de la mer Caspienne, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin. La secousse, de magnitude supérieure à 7, aurait fait, selon le bilan provisoire établi dans l'après-midi du

21 juin, environ deux mille morts et cinq mille blessés. La ville de Racht (300 000 habitants) a été la plus touchée. Cette région appartient au même système tectonique que l'Arménie, ravagée en décembre 1988 par un séisme de magnitude 6,9. (Lire page 32.)

**L'avenir
de M. Gorbatchev**
De plus en plus critiqué
par les conservateurs,
le président soviétique
pourrait renoncer
à diriger le PC.



Lire l'article de notre correspondant page 4

Le sacre raté de M. Iliescu

La cérémonie d'investiture du président roumain n'a pas atténué le malaise suscité par son rôle ambigu lors de la répression à Bucarest.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Tout y était sauf l'émotion. L'événement pourtant aurait pu provoquer, et dans le monde entier, un immense mouvement de sympathie. L'investiture, après quarante années d'une dictature atroce, du premier président élu au suffrage universel de la nouvelle République roumaine, ce n'était pas rien ! Or ce mercredi 20 juin, sous les lambris dorés de l'Assemblée de Bucarest, lorsque M. Ion Iliescu

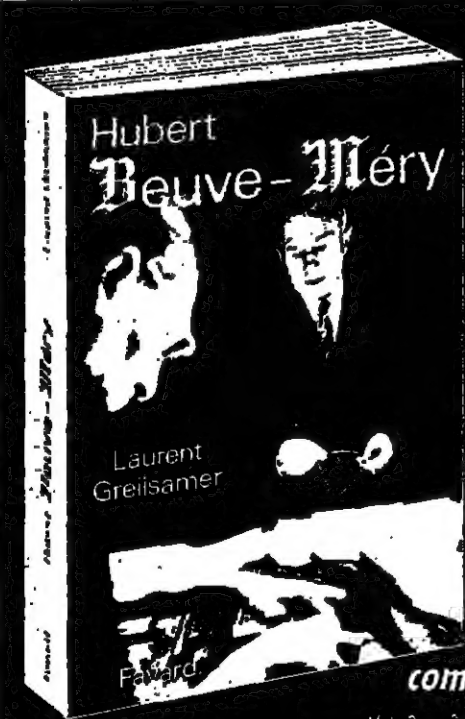
prononça le serment rituel et que les personnes présentes entonnèrent l'hymne national roumain, c'était en fait un arrière-goût d'amertume, un sentiment mêlé de gâchis et de colère qui dominait. A l'image des ambassadeurs des pays européens qui restèrent de glace et n'applaudirent à aucun moment durant toute la cérémonie.

Le discours du nouveau président ne contribua pas à dissiper le malaise. Certains en effet pensaient que M. Ion Iliescu profiterait de cette occasion pour lancer un vé-

ritable appel à la réconciliation nationale et trouverait les mots, justes pour apaiser la douleur de tous ceux qui ont souffert des derniers événements. M. Iliescu réaffirma l'irréversibilité du processus démocratique roumain et la nécessité de poursuivre la marche vers l'économie de marché, il fit appel à tous les Roumains pour réaliser cette tâche en n'oubliant ni les minorités nationales, ni les jeunes, ni les femmes...

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4



Une impressionnante
biographie,
pleine de
piété mais
dénudée de
complaisance.

Alain Peyrefitte de l'Académie française

Un portrait à hauteur de modèle...
L'auteur a réussi mieux qu'une brillante
biographie. Il a su échapper aux images
codées.

Jacques Nabecourt, L'Express

FAYARD

Les orphelins de Bernard Pivot

« Apostrophes » disparaît. Des éditeurs s'inquiètent
Des libraires espèrent retrouver leur rôle traditionnel de conseillers

De sa part, au moins, on attendait une note discordante. Un grincement dans le concert des louanges et des larmoiements. L'ombre d'une critique, d'une distance. Une goutte d'acide.

Mais non ! Jérôme Lindon, PDG des éditions de Minuit, éditeur de Beckett et du nouveau roman, le plus médiatiquement réfractaire aux médias des éditeurs français, le seul sans doute à se passer d'attrache de presse, n'a rien, résolument rien à déclarer contre « Apostrophes » et son animateur. Il ne faut pas compter sur lui pour troubler les cérémonies, mi-adiex de Greta Garbo, mi-funérailles de Victor Hugo, qui entourent le sabordage du grand paquebot. Certes, il

s'est toujours refusé à imposer « cette corvée » à ses auteurs, trouvant « quelque chose d'un peu dégradant » dans le fait d'aller se faire voir devant les caméras de Bernard Pivot. Il sait que « les gens qui regardent « Apostrophes » ne s'intéressent pas à l'écriture » et admet que le départ de l'animateur le concerne « aussi peu que si l'on supprimait le prix Goncourt ».

Mais c'est pour affirmer aussitôt que si Pivot n'était pas remplacé, le livre y perdrait des plumes. « Au moins, il lisait les livres, confia-t-il. Quand il a interviewé Marguerite Duras, il avait le trac et ça se voyait. Il avait du respect pour un certain nombre d'écrivains. » N'en jetez plus ! Si Jérôme Lindon, édi-

teur autoproclamé de la Vraie Littérature, celle qui « n'intéresse qu'un petit nombre de gens », y va lui aussi de sa couronne sur le très provisoire cercueil de Bernard Pivot, inutile alors de chercher, dans toute l'édition parisienne, la moindre réserve.

A l'unisson de la presse, qui n'eût sans doute pas consacré davantage de couvertures si l'Académie française avait décidé de s'autodissoudre, l'édition, comme un seul homme, met chapeau bas devant son Grand Sorcier des courtes de ventes.

LAURENT GRELSAMER
et DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 44 - section D

AFFAIRES

Spécial marchés financiers

■ Paris marche les lambris et la City. ■ Une Bourse pour Budapest. ■ Amsterdam affiche ses ambitions.

Les revers de fortune de Donald Trump.

pages 25 à 28 - section C

LIVRES • IDÉES

■ Enquête : ce que les Français ont lu cette année.

■ Sondage : les titres et les écrivains préférés du public.

■ Sélection : trente-cinq romans, essais, livres d'histoire ou de voyages.

Le feuilleton de MICHEL BRAUDEAU : « Un bilan de la saison »
La chronique de NICOLE ZAND : « Voyages en Russie »

pages 33 à 48 - section D

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Suisse-Allemagne, 8 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Luxembourg, 33 FL.; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 150 ESC ; République Tchèque, 275 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$.

ÉTRANGER

La suspension par Washington de son dialogue avec l'OLP

Dix-huit mois de politique américaine au Proche-Orient presque réduits à néant

WASHINGTON

de notre correspondant

La décision était à peu près inéluctable, du moins dans la logique politique américaine : le président Bush a donc annoncé, mercredi 20 juin, que les États-Unis « suspendent » leur dialogue, commencé il y a dix-huit mois, avec l'Organisation de libération de la Palestine. Washington sera disposé à reprendre ultérieurement ce dialogue, mais pas avant que l'OLP ne satisfasse aux exigences des États-Unis, à savoir une condamnation spécifique de la tentative de débauchement d'un commando palestinien sur une plage israélienne, le 30 mai dernier, et des sanctions contre le commanditaire présumé de l'opération, Aboul Abbas, membre de la direction de l'organisation.

Le président Bush a pris note du fait que Yasser Arafat avait rejeté toute responsabilité dans l'opération et avait condamné « toute attaque contre des civils », mais, a-t-il ajouté, « ce n'est pas suffi-

sant ». Les responsables américains n'ignoraient pas, que dans le contexte actuel, M. Arafat pouvait très difficilement se plier à leurs conditions, mais, une fois ces conditions posées, ils ne pouvaient eux-mêmes les oublier sans encourir de véhémentes critiques des amis d'Israël aux États-Unis et se faire taxer d'inconséquence. La solution choisie par l'administration ne faisait donc à peu près aucun doute, et la Maison Blanche a préféré agir avant que le Congrès ne donne de la voix, sous la forme d'une résolution.

M. Bush a tout de même attendu assez longtemps avant de passer à l'acte, comme pour apporter la preuve de ses hésitations et de sa bonne volonté, et, en annonçant sa décision, au cours d'une brève conférence de presse donnée en marge d'un déplacement dans l'Alabama, il n'a pas caché qu'elle lui pesait, ou du moins qu'il en distinguait clairement les graves inconvénients.

Ainsi le président américain a fait observer que cette décision

allait à l'encontre des souhaits de certains « proches alliés » des États-Unis (il s'agit des pays d'Europe et des pays arabes modérés). Quand on lui a demandé si la suspension du dialogue américano-palestinien ne risquait pas de faire dérailler définitivement le processus de paix, il a reconnu que ce risque le « préoccupait ». Même réaction quand on a suggéré que l'attitude américaine constituait un encouragement aux extrémistes, ou quand on a évoqué la possibilité d'un regain de violence (la veille, le secrétaire d'État adjoint chargé du Proche-Orient, M. Kelly, avait lui-même reconnu qu'une interruption du dialogue pourrait bien aboutir à ce résultat).

Un aveu d'impuissance

En fait, M. Bush donnait l'impression d'un homme qui agit contraint et forcé, et en est réduit à « espérer » - il a utilisé l'expression - à de multiples reprises - que les choses se passeront moins mal que

prévu. Ainsi, il « espère » que le processus de paix « avancera », et que « les États-Unis auront un rôle à jouer, en dépit du pas en arrière fait aujourd'hui ».

Cela sonnait presque comme un aveu d'impuissance et semblait un peu étrange dans la bouche d'un président américain sur un sujet où la responsabilité et l'engagement des États-Unis sont déterminants. Mais ce n'est pas la première fois que M. Bush semble baisser les bras, tout particulièrement dans les conflits où les forces paraissent trop légères : on l'a bien vu à propos des contestataires chinois ou des Lituanais.

Le président américain a cependant tenté de ménager l'avenir. Ainsi, il s'est efforcé de présenter sa décision comme « modérée » - il a utilisé lui-même l'expression, - et il a aussi eu quelques propos relativement louangeurs à l'égard de Yasser Arafat. Sans vraiment tenir la balance entre Palestiniens et Israéliens, il a rappelé que les États-Unis étaient opposés « à la violence et à la terreur », le premier

terme désignant souvent dans le vocabulaire politique américain les actions israéliennes dans les territoires occupés, le second étant exclusivement réservé à celles des Palestiniens.

Enfin M. Bush a rappelé qu'il avait écrit récemment à M. Shamir pour lui poser des questions « relatives au sérieux du processus de paix ». C'est l'expression qu'avait utilisée il y a huit jours le secrétaire d'État James Baker lorsqu'il avait, sur le mode caustique, suggéré aux Israéliens de téléphoner à la Maison Blanche lorsqu'ils seraient « sérieux à propos de la paix ».

Mais il y a là beaucoup plus l'expression d'une frustration qu'une volonté d'action. Loin de constituer une menace, ces propos paraissent indiquer que l'administration Bush va « laisser tranquille » pour un temps M. Shamir, comme l'a relevé avec satisfaction un commentateur aussi favorable aux « durs » israéliens que William Safire.

La « suspension » du dialogue formel, et fort peu productif, entre Washington et l'OLP ne signifie pas forcément que tous les contacts entre Américains et membres de l'organisation palestinienne cessent : ces contacts datent d'ailleurs de bien avant l'ouverture du « dialogue ». Mais dix-huit mois de politique proche-orientale des États-Unis semblent réduits à peu près à néant.

Le geste le plus délicat - la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur légitime - avait été épargné à M. Bush, puisque la

décision avait été prise dans les toutes dernières semaines de l'administration Reagan, ce qui réduisait les risques politiques de l'opération, et avait été d'autant mieux admis que M. Reagan et son secrétaire d'État George Shultz étaient considérés comme d'excellents et sincères amis d'Israël.

M. Bush, qui n'a pas tout à fait cette réputation, ni peut-être l'audace politique de son prédécesseur, pourrait éprouver plus de difficulté à refaire le même geste, en tout cas en cette année d'élections au Congrès. Tout indique donc que le processus de paix, du moins tel que les Américains, à la suite des Israéliens, l'envisageaient, va subir un long coup d'arrêt, sinon être définitivement enterré dans l'attente d'une autre approche.

La décision de M. Bush a été applaudie par les principales organisations juives américaines et approuvée par tous les dirigeants du Congrès. Mais, dans certains cas, avec bien peu d'enthousiasme, et presque un soupçon de mauvaise conscience : « Le président n'avait vraiment pas le choix », a déclaré, par exemple, M. Robert Dole, le chef de file des républicains au Sénat, mais « cette décision ne remplit personne de joie ». Le représentant de la Ligue arabe à Washington, M. Clovis Malsoud, y a vu « un coup porté à la paix », qui « pénalise la médiation palestinienne, et récompense l'intransigeance israélienne ».

JAN KRAUSE

« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres. Nous l'empruntons à nos enfants. » Saint-Exupéry

Michel BARNIER
CHACUN
POUR
TOUS
Le défi
écologique
Stock

326 p. 98 F

Un livre limpide et pédagogique.

Dominique de Montvalon, L'Express

Un essai remarquable.

Martine De Santo, Le Pelerin Magazine

Fidèle à lui-même, Michel Barnier surprend. Plus. Il dérange.

Philippe Haumont, Politis

La preuve que l'écologie est entrée de plain-pied dans les institutions. Une véritable révolution verte.

Roger Cans, Le Monde

Ces propositions brisent nombre de tabous et tentent de placer la haute Administration au service de la France propre.

Vincent Tardieu, Libération

Il n'est sans doute pas utile d'aller chercher plus loin. Le « grand dessein » qui fait si cruellement défaut à notre Société dont le cœur lassé de battre au jour le jour cherche désespérément des motifs d'emballement, en voilà un que Michel Barnier nous sert sur un plateau.

Gilles Debernardi, Le Dauphiné Libéré

Un ouvrage animé d'une grande liberté de ton et d'enthousiasme.

Claude-Marie Vadro, Le Journal du Dimanche

Stock

Un succès diplomatique pour Israël

JERUSALEM

de notre correspondant

La décision du président Bush de suspendre le dialogue entre les États-Unis et l'OLP constitue indéniablement un succès diplomatique pour Israël. Un succès que l'on salue avec autant plus de satisfaction à Jérusalem qu'il intervient au moment où le nouveau gouvernement de droite de M. Shamir se trouve extrêmement isolé sur la scène internationale. Le premier ministre israélien voit dans la décision du président Bush « une mesure importante et positive que nous attendions depuis longtemps ». « Les États-Unis, ajoute-t-il, ont reconnu une nouvelle fois qu'avec l'OLP ils avaient affaire à une organisation qui pratique le terrorisme et qui à notre avis constitue un obstacle à la paix ».

En fait, depuis le début de ce dialogue, il y a un an et demi, les responsables israéliens ont continuellement essayé de convaincre les Américains que l'OLP n'avait jamais respecté ses engagements de renoncer au terrorisme. C'était essentiellement M. Moshe Arens en tant que ministre des affaires étrangères dans l'ancien gouvernement d'union nationale qui menait cette campagne anti-OLP auprès des États-Unis. Aujourd'hui, M. Arens, qui détient le portefeuille de la défense dans le nouveau cabinet, considère la décision du président Bush comme un succès personnel.

À bien des égards la suspension du dialogue entre les États-Unis et l'OLP est aussi un défi pour Israël. Le nouveau gouvernement Shamir dispose d'un répit pour améliorer le climat de ses relations avec Washington. Un répit qui risque d'être bref. Pendant ce laps de temps, le nouveau gouvernement Shamir sera mis en demeure de

prouver qu'il existe, comme il l'affirme, d'autres voies - en dehors de l'OLP - pour promouvoir un dialogue avec les Palestiniens. L'opposition travailliste ne croit pas qu'il réussira. Tout en se félicitant de la suspension du dialogue avec l'OLP, le numéro deux travailliste, M. Itzhak Rabin, a en effet déclaré : « L'interruption du processus de paix par le gouvernement de droite israélien va mener à l'impasse et va remettre à l'ordre du jour l'idée d'une conférence internationale au Proche-Orient sous la tutelle des Nations unies ».

Pressions américaines sur M. Shamir

La décision du président Bush va accroître les pressions américaines sur M. Shamir pour qu'il fasse un geste, estimé la plupart des commentateurs de la presse. Depuis plusieurs jours le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a annoncé qu'il entendait rétablir les contacts directement avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. L'idée, qui en fait n'a rien de nouveau, est donc de poursuivre les « Palestiniens de l'intérieur » des interlocuteurs qui pourraient négocier avec Israël sans le feu vert de l'OLP.

Est-ce possible ? Après la décision du président Bush, toutes les personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza réaffirment au contraire leur allégeance à l'égard de l'OLP. Et au-delà d'un sentiment de colère contre les Américains, ils expriment aussi la crainte d'une escalade. L'un d'entre eux, M. Saïd Kanana, a déclaré : « C'est un coup porté aux modérés et un encouragement aux extrémistes de tout bord. À présent les partisans du recours aux armes à feu dans les territoires diront qu'ils avaient raison. » (Interim.)

Une décision qui va renforcer les extrémistes

déclare le numéro deux du Fath

TUNIS

de notre correspondant

La suspension du dialogue américano-palestinien, annoncée par le président Bush, ne semble pas devoir modifier la position de l'OLP arrêtée au lendemain de l'attentat qui lui avait adressé Washington, le 31 mai, à la suite du raid palestinien de la veille sur les côtes israéliennes.

« Tout ce que nous pouvions donner, nous l'avons déjà donné », a déclaré, mercredi 20 juin, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Yasser Arafat à la direction du mouvement Fath et l'un des rares dirigeants palestiniens actuellement présents à Tunis.

Depuis trois semaines, la direction de l'OLP répète qu'elle n'est impliquée ni de près ni de loin dans le raid du 30-mai, et qu'elle condamne toute action militaire contre des civils. Au moment où son autorité dans les territoires occupés est de plus en plus souvent

battue en brèche par les extrémistes et les courants religieux, il lui est difficile, à l'évidence, d'aller plus loin en condamnant formellement l'opération montée par le groupe du FLP d'Aboul Abbas. De même, elle ne peut exclure ce dernier du comité exécutif où il a été élu par le Conseil national palestinien (Parlement en exil), qui est seul habilité à le sanctionner.

Pour M. Salah Khalaf, l'OLP « ne souhaite pas une rupture du dialogue » avec Washington et ce sont les États-Unis qui mettent celui-ci « dans l'impasse » en posant « des conditions impossibles ». « La décision annoncée par le président Bush, que nous regrettons, aura pour conséquence de geler les efforts de paix », a ajouté le dirigeant palestinien. Elle va en outre renforcer les forces extrémistes et conforter Israël dans sa politique de blocage de la paix ».

MICHEL DEURE

ASIE

CHINE : libéré par Pékin

Le chanteur dissident Hou Dejian s'est réfugié à Taïwan

PÉKIN

de notre correspondant

On s'en doutait un peu depuis la réapparition mercredi 20 juin à Pékin des deux dissidents Zhou Duo et Gao Xin (le Monde du 21 juin) après trois semaines de silence : le troisième membre du groupe, le chanteur Hou Dejian, allait réémerger à son tour, mais à Taïwan, l'île nationaliste dont il est originaire. Il s'est en effet présenté le même jour aux autorités de Taïpei, après avoir, selon ses déclarations à la télévision locale, gagné l'île clandestinement à bord d'un bateau de pêche. « Tout ce que je puis dire est que j'ai dû quitter le continent », s'est-il borné à indiquer sur les circonstances de son départ.

Si les trois hommes n'ont guère été explicités sur les reproches qui leur furent adressés, il va de soi que Pékin avait pris ombrage de leurs déclarations réclamant la libération de leur quatrième compère en dissidence, M. Liu Xiaobo, universitaire accusé d'avoir « trahi » la Chine en dénigrant son patrimoine culturel.

L'administration étant aussi tatillonne d'un côté que de l'autre

du détroit, M. Hou a passé sa première nuit à Taïwan... en prison, pour être entré sans visa dans cette République de Chine qu'il avait quittée pour Pékin en 1983. Sa discrétion renforce cependant les soupçons qu'on pouvait entretenir sur le marché tacite passé avec les autorités communistes, qui ne pouvaient le traiter comme un vulgaire « contre-révolutionnaire » sous peine de déplaire à l'opinion taïwanaise, que Pékin cherche à séduire.

Des dissidents bien traités

Les deux autres dissidents ont, en effet, rapporté avoir été traités fort civilement par la police, qui a chargé lourdement, par contraste, le musicien expatrié M. Gao a ainsi indiqué à l'AFP qu'il avait été emmené au réservoir de Miyun, au nord-ouest de la capitale, et autorisé à écouter la radio et à aller à la pêche. Ce n'est pas précisément le sort réservé ici à un prisonnier politique.

Le PCC, de son côté, s'en est pris une nouvelle fois avec virulence à M. Liu Xiaobo, jeudi, par la voix du Quotidien du peuple. Mais le nouveau numéro de presti-

gitation auquel on vient d'assister confirme la chute vertigineuse d'autorité du régime. Il y a onze ans, le dissident Wei Jingsheng était condamné à quinze ans de prison pour avoir traité M. Deng Xiaoping de despote. Il est toujours en détention.

Nombre de ceux qui ont été libérés ces derniers mois après avoir été incarcérés pour leur participation au soulèvement de 1989 tombaient grosso modo dans la même catégorie des prisonniers de conscience. Aujourd'hui, Pékin s'arrange pour évacuer un problème similaire par une pirouette. L'Histoire progresse, même en Chine.

FRANCIS DERON

« JAPON : explosions à bord du porte-avions américain « Midway ». - Deux marins sont portés disparus et seize autres ont été blessés - dont six grièvement - à la suite de deux explosions qui se sont produites mercredi 20 juin à bord du porte-avions américain Midway alors qu'il se trouvait au large des côtes japonaises. - (AFP)

THAÏLANDE

Le général Chaowalit refuse le poste de conseiller du premier ministre

Le général Chaowalit Yongchaiyuth a rejeté sa nomination au poste de conseiller du premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, la qualifiant d'« inacceptable », a rapporté, jeudi 21 juin, la presse de Bangkok. Cette nomination, annoncée la veille, visait à mettre fin à la crise politique déclenchée par la démission, le 11 juin, du général Chaowalit de ses fonctions de ministre de la défense et de vice-premier ministre, et qui avait fait craindre un coup d'État militaire (le Monde du 13 juin).

Après avoir nommé le général au poste de « conseiller personnel », avec des responsabilités en matière de sécurité nationale, de diplomatie et de lutte anti-drogue, M. Chatichai avait déclaré aux journalistes que cette décision « satisfaisait l'armée ». Le général Chaowalit avait pris sa retraite de commandant en chef des forces armées pour rentrer au gouvernement en avril. Il en a démissionné à la suite des attaques d'autres ministres l'accusant sans le nommer de corruption. - (AFP)

AFRIQUE

Le sommet franco-africain de La Baule

M. Mitterrand lie l'octroi de l'aide française aux efforts de démocratisation

Le passage du discours de M. François Mitterrand, mercredi 20 juin, à La Baule, à l'ouverture du seizième sommet franco-africain, dans lequel il a annoncé la décision de Paris de ne plus faire que des dons aux pays les moins avancés a été apprécié. En revanche, l'annonce que l'octroi d'une aide serait désormais lié aux efforts de démocratisation a reçu un accueil plutôt mitigé.

LA BAULE

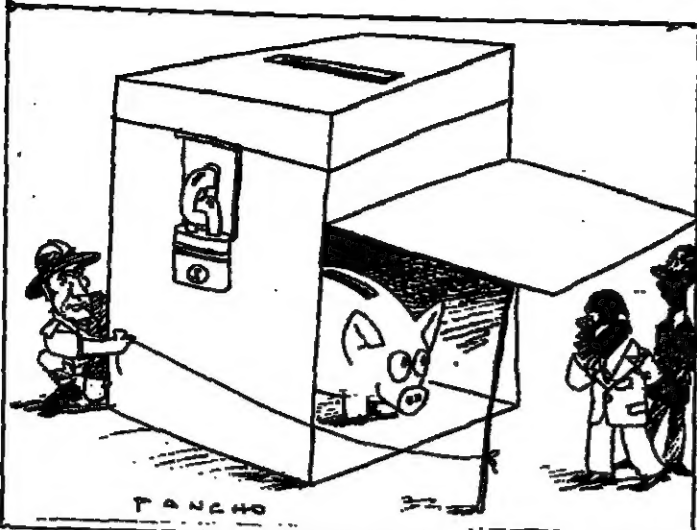
de notre envoyé spécial

Pent-être n'était-ce ni le moment ni le lieu d'exprimer des états d'âme? Mais plus d'un responsable africain présent à La Baule a qualifié de «réitéré» le discours de M. Mitterrand. Ce qui n'est pas toujours un compliment, dans la mesure où le «couplet» sur la démocratie, pour n'être pas moins attendu, a un peu irrité. «Si, pour obtenir une aide, il faut aller vers plus de liberté, ça n'engage à rien de la promesse», a commenté un ministre africain.

M. Abdou Dionf, chef de l'Etat togolais, qui, lui, pratique, non sans mal, depuis 1981, le multipartisme, «adhère totalement» aux propos du président français. Justifiant la conditionnalité de l'aide, il estime qu'«il faut donner une certaine prime aux pays qui se lancent dans le pluralisme politique» et invite même ses pairs africains à agir dans ce sens, «avant d'y être poussés par les événements».

«Liberté»: ce fut le mot de la fin. «Ce sera votre meilleure amie», a conclu M. Mitterrand. Comprenne qui voudra parmi les vingt-deux chefs d'Etat présents. Conseil d'Etat? Le président français avait pris la précaution de décaler, quelques instants plus tôt, cette «forme subtile de colonialisme» pour ne pas laisser à la France l'air de se présenter en permanence aux pays africains.

Pour aborder le sujet brûlant des libertés, M. Mitterrand y va sur la pointe des pieds. Leçon de modération, pour rappeler que la démocratie s'est installée en France «non sans mal, non sans accidents répétés», et qu'en Europe, dans les



années 40, sévissaient à la fois le nazisme, le fascisme, le stalinisme, le franquisme et le salazarisme.

Cela dit, constate M. Mitterrand pour s'en réjouir: «Enfin on respire, enfin on espère» - le souffle de liberté venu de l'Est «fera le tour de la planète» et le continent noir n'y échappera pas. Et d'évoquer un «schéma de rêve», qui n'est pas pour demain: élections libres, refus de la censure, multipartisme, indépendance de la magistrature, etc. «La démocratie est la seule manière de parvenir à un état d'équilibre», souligne-t-il, pour ajouter aussitôt qu'en la matière la France s'interdit d'imposer des solutions toutes faites, et ne se reconnaît que le droit de «dire son mot» à ses amis africains, de «tracer le chemin».

«Aller plus loin»

A chaque pays de fixer les étapes et l'allure de cette démocratisation. «Certains aller plus vite, d'autres plus lentement», remarque M. Mitterrand. D'autres, dont il conseille de suivre l'exemple, «marcheront pas

à pas». Et de glisser avec habileté, dans son adresse, une petite phrase qui en dit long et résume tout son propos: «La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté».

Dans cet appel, il y avait du souffle, même des accents gaulliens par moments. Mais aussi beaucoup de silence. D'aucuns auront ainsi regretté que le président français ait omis de «tirer un coup de champagne» à la jeunesse africaine, qui vit des jours difficiles, se contentant d'évoquer la nécessité de «restaurer la confiance entre un peuple et ses dirigeants, le plus souvent entre un Etat et un autre Etat, entre l'Afrique et les pays développés». Certains se seront en outre étonnés de l'absence de toute référence explicite au respect des droits de l'homme, qui sont pourtant sérieusement malmenés sur le continent noir.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, M. Mitterrand avait longuement évoqué la crise économique que traverse le continent noir, refusant de joindre sa voix à celles de tous ceux qui dénoncent, avec

complaisance, parfois même avec satisfaction, les maux dont souffre l'Afrique, «l'oubliée» de la croissance, la «laissez-pour-compte du progrès». Le président français s'exprime alors en homme de cœur et de... parti pris.

«Colonialisme pas mort, lance-t-il, celui des affaires et des circuits parallèles, pas celui de l'Etat». A ce propos, il dénonce de nouveau «l'insouciance et l'irresponsabilité» des pays les plus riches. Sur un ton de grande fermeté, M. Mitterrand réitère que, «fidèle à son histoire et à son avenir, la France ne se retirera pas de l'œuvre engagée depuis si longtemps» en Afrique.

Dans la foulée, il annonce la «décision unilatérale» de la France de «ne plus accorder que des dons aux pays les moins avancés» et de «limiter à 5 % au lieu de 10 %, les taux d'intérêt des prêts publics aux pays dits à revenu intermédiaire» (Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire et Gabon). Deux mesures qui représentent un futur manque à gagner, évalué sur une quinzaine d'années, d'environ 1 450 milliards de francs. Pas question d'en rester là. Le président français dit son intention d'entraîner les autres pays riches dans le sillage de sa politique et même «d'aller plus loin». Il évoque la possibilité d'«allonger les délais de remboursement des Etats les plus endettés par des moyens divers». Il réitère, en outre, son idée d'un «Fonds spécial mondial», alimenté par des droits de tirage spéciaux (DTS). Il se dit, au passage, «hostile» à une dévaluation du franc CFA qui, selon lui, «ne réglerait aucune difficulté» et se «porte garant» du rattachement du franc CFA à la future monnaie européenne.

Pas d'évaporation des crédits

Fausse naïveté? M. Mitterrand semble croire que tout va pour le mieux dans le monde de la coopération franco-africaine. D'évaporation des crédits, il n'en soupçonne pas. Pas de mauvaise gestion de l'aide depuis qu'il est aux affaires: «Je n'étais pas responsable au moment où ces pratiques ont pu exister», assure-t-il. Aux pays africains qui souffrent d'une évasion illicite de capitaux, il offre une assistance renforcée en matière douanière. Il n'en dira pas plus sur ce chapitre délicat de la moralité publique, se gardant, pour ne pas agacer son auditoire, de prononcer le mot «corruption».

«Pour qui sonne le glas? se demandera-t-on. M. Mitterrand. On croit qu'il sonne pour l'autre. Il sonne toujours pour soi». Le président interpellait ainsi, sur un mode littéraire, tous ceux qui se réjouissent un peu trop vite du malheur de l'Afrique...

JACQUES DE BARRIN

ALGERIE: 54 % des voix pour le FIS, 28 % pour le FLN

Les résultats officiels des élections risquent de prêter à contestation

Les résultats des récentes élections locales ont failli devenir le secret le mieux gardé d'Algérie. Il a en effet fallu près de dix jours aux autorités pour qu'elles fournissent enfin, mercredi 20 juin, les seuls chiffres vraiment significatifs du scrutin: le total des suffrages obtenus par chaque parti et non pas celui des communes, seuls résultats jusqu'ici officiellement accessibles (le Monde du 16 juin). Or ces résultats risquent d'être vivement contestés.

ALGER

de notre correspondant

Officiellement, 7 870 000 électeurs ont pris part au scrutin municipal: 4 331 472, soit 54,25 % des votants, ont choisi le FIS; 2 245 798, soit 28,13 %, ont opté pour le FLN. Les autres listes se partagent les électeurs restants.

Il faut croire que les longues vérifications invoquées par les autorités pour expliquer leur retard n'ont pas toutes été aussi minutieuses qu'annoncé, tant ces chiffres laissent parfois perplexes. Lors d'une conférence de presse, deux jours après le scrutin, le ministre de l'Intérieur, M. Mohammedi, avait annoncé 8 366 760 votants. Entre ce nombre et celui donné maintenant quelque 500 000 électeurs ont disparus. Dans plusieurs villes, le nombre des inscrits a connu des fluctuations similaires, de même que le nombre des listes enregistrées lors de la limite du dépôt.

Sans doute faut-il faire la part de l'expérience et de la désorganisation due notamment au déneigement, trois semaines avant le scrutin, du ministère de l'Intérieur. Mais d'autres données sont plus surprenantes. D'après les premiers chiffres fournis par le ministre de l'Intérieur, le FIS aurait gagné 55,42 % des communes contre 31,64 % au FLN.

Compte tenu du fait que le FIS a conquis toutes les grosses concentrations urbaines, le pourcentage de ses électeurs par rapport aux votants aurait dû être sensiblement supérieur à celui des communes gagnées. Or c'est l'inverse qui s'est produit: avec 55,42 % des communes, le FIS ne recueille, d'après le ministère de l'Intérieur, que 34,25 % des suffrages exprimés. Le FLN a lui conquis 31,64 % des communes avec seulement 28,13 % des suffrages.

Telles qu'elles sont, les statistiques du ministère de l'Intérieur risquent fort de faire l'objet de vives polémiques. Dans son journal, *El Moudjahid*, paru jeudi, le FIS publie en effet les chiffres collationnés par ses militants lors du scrutin départemental qui se tenait en même temps que le scrutin municipal. N'ayant pu rassembler à temps les

chiffres de toutes les communes, le FIS ne publie pas en revanche les résultats du scrutin municipal.

Pour les islamistes, le FIS a recueilli au scrutin départemental 82,51 % des suffrages (soit 6 582 534 voix) contre 17,49 % au FLN (soit 1 441 568 voix). Le ministre de l'Intérieur, lui, ne donne au FIS que 57,44 % des votants mais en accordé 27,53 % au FLN. Les résultats des scrutins municipal et départemental devant être normalement assez voisins, le FIS déduira facilement de ses relevés que le ministère de l'Intérieur a maquillé au détriment des islamistes les véritables résultats.

Quoi qu'il en soit, M. Abassi Madani se comporte comme s'il était le véritable maître du jeu. Lundi soir, le porte-parole des islamistes est apparu sûr de lui et dominant lors d'un débat télévisé sur *La Cinq*. S'il n'a dit qu'une seule chose c'est bien celle-ci: il est en faveur d'élections législatives rapides et, menace à peine voilée, il est prêt à faire entendre sa voix dans la rue.

Silence du président Chadli

Le responsable du FIS ne semble en effet pas autrement impressionné par les pronostics faits ici ou là sur une intervention de l'armée pour contrecarrer son irrésistible ascension. Sans doute sait-il que les militaires n'échappent pas aux aspirations qui agitent la société civile, et que, qu'à l'image du corps électoral, l'armée compte désormais dans ses rangs bon nombre de sympathisants du FIS. Comme pour montrer qu'ils n'avaient rien à craindre de ce côté-là, les islamistes ont d'ailleurs déjà annoncé que leur gouvernement réduirait sensiblement les crédits militaires pour financer leur politique.

De son côté, le président Chadli n'a toujours pas dit un mot. Châti surréaliste: alors que la direction du FLN se déchire comme jamais et que chacun attend de rapides décisions, le président affecte ostensiblement de se livrer à ses activités habituelles: *El Moudjahid* publie la sempiternelle photo où l'on voit le président serrer la main du visiteur de passage.

Dans de nombreux secteurs du pouvoir, on est convaincu que de nouvelles élections sont inévitables. Depuis une semaine, l'Etat marche au ralenti et les grandes directions administratives du pays, prudentes, ne fonctionnent plus que par inertie. L'appareil étatique se sent du vent avant de s'engager. Comme le dit un important membre du FLN pourtant peu suspect de sympathie à l'égard du FIS: «Nous sommes en état de surie. Il ne sert à rien de prolonger l'acharnement thérapeutique, il faut dissoudre le Parlement, organiser de nouvelles élections et réfléchir aux moyens qui nous permettront d'y participer honorablement».

GEORGES MARION

Les retards d'Hassan II

LA BAULE

de notre envoyé spécial

C'est triste à dire: l'exaltation n'est plus la politesse des rois, en tout cas pas celle du souverain marocain. La séance d'ouverture du seizième sommet franco-africain n'a-t-elle pas commencé avec près d'une heure de retard? Sa Majesté, qui devait prononcer la première allocution en qualité d'hôte du précédent sommet, s'est fait désirer.

Bloqué sur son bateau, le ferry *Marrakech*, enroulé dans le port voisin de Saint-Nazaire, Hassan II attendait, paraît-il, que le ciel se dégage pour gagner le palais des congrès. Tout au long de la journée, de séances de travail en réjouissances diverses, il a accumulé les retards, comme à son habitude avec une royale indifférence.

Accompagné d'une suite de quelque trois cents personnes, des ministres d'Etat aux serviteurs, en passant par les agents de la sécurité, le souverain chérifien avait embarqué, entre autres, avec lui, une Mercedes 800 et une Rolls-Royce. Ses pairs africains, qui ne désignent pas un certain déconcompte, ne tenaient pas la comparaison.

Le roi marocain sur avec talent, dans son discours, se pose en démocrate devant son auditoire africain, puisque, officiellement, le multipartisme existe dans son pays. Il sut aussi se faire le brillant avocat de ses pairs auxquels on demande de négocier «un virage à 180 degrés» et trouva cette formule pour traduire leur humeur un peu morose: «Les pays ne meurent jamais de pauvreté mais de fièvre».

J. DE B.

«Impossible de proposer un système tout fait»

«Nous continuerons d'être présents en Afrique et d'assister nos amis africains qui sont les compagnons de l'histoire», a assuré M. François Mitterrand en annonçant la limitation des taux d'intérêt sur les prêts accordés aux pays africains francophones à revenus intermédiaires. Le chef de l'Etat a ajouté qu'il demanderait le mois prochain à ses partenaires des sept pays les plus industrialisés (G 7) réunis à Houston d'«aller plus loin».

Il s'en est pris aux spéculations sur les maîtres premières, dont le résultat est de défaire «en quelques heures» ce qui a nécessité plusieurs années de travail. A propos de l'aide de la France, il a ajouté: «Peut-être fut-il des époques où l'argent se répandait avec prodigalité, sans contrôle, tentation permanente à de mauvaises gestions. Moi, je n'ai pas connu ce temps-là».

En ce qui concerne les changements politiques, M. Mitterrand a indiqué que, «parce que la démocratie est un principe universel, il ne faut pas oublier les différences de structures, de civilisations, de traditions, de mœurs. Impossible de proposer un système tout fait». «La France n'a pas à dicter je ne sais quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait de facto à l'ensemble des peuples qui ont leur propre conscience et leur propre histoire», a-t-il ajouté.

M. Mitterrand a réaffirmé qu'il n'était pas dans l'intention de Paris d'intervenir dans les «affaires intérieures» africaines. Il a dénoncé «cette forme subtile de colonialisme aussi perverse que toute autre» qui consiste à considérer qu'il y a des peuples supérieurs qui disposent de la vérité et d'autres qui n'en seraient pas capables».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction: Daniel Vernet
Administrateurs délégués: Antoine Griset, Melly Pierret
Rédacteurs en chef: Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 40-65-25-99; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-SEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10; Telex 261311 F MONDSIR

HENRY JAMES
UNE VIE
Leon Edel

PIERRE CITRON
GIONO
140 F

Editions du Seuil

EUROPE

POLOGNE : les conflits au sein de Solidarité

M. Lech Walesa veut « provoquer une guerre au sommet »

« Je ne veux pas être président. Mais il faut que je devienne président. » M. Lech Walesa a relancé l'offensive contre ses anciens conseillers, dans une interview publiée mercredi 20 juin sur deux pages de *Gazeta Wyborcza*, le quotidien de Solidarité.

Particulièrement visés sont ceux qui représentent « la gauche » de Solidarité, MM. Adam Michnik et Bronisław Geremek, mais aussi le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. « Mes collègues ont choisi une conception erronée de développement du scénario que j'avais moi-même construit, dit-il. « Maintenant, pour faire de l'ordre, je vais provoquer une guerre au sommet, afin que les généraux me rejoignent et que nous reprenions la route du pluralisme. »

« Je joue contre ma carrière et je me bats pour un nouveau système, parce que je n'aime pas le système qu'ils ont en train d'édifier », poursuit M. Walesa, qui se prononce en faveur de « divisions, au nom du pluralisme », au sein de Solidarité, entre la gauche et le centre-droit, dont il se réclame. « Tous ceux qui cherchent à escamoter cette différence sont contre moi. Il faut barrer la route au monopole de la gauche. »

Le président de Solidarité affirme que sans son soutien personnel, « Mazowiecki aurait continué d'être journaliste à Wicz (revue catholique qu'il dirigeait avant 1980) et Geremek ne serait pas devenu ministre. Au moment de la table ronde (en 1989), c'est moi qui ai dit : sans Michnik et Kuron à mes côtés, pas de négociations. Mazowiecki et Geremek étaient prêts à lâcher leurs collègues. Ils n'ont pas de sens politique. » — (UPI, AFP, Reuters.)

Les suites du massacre de Katyn

Varsovie demande à Moscou l'autorisation d'identifier les corps de nouveaux charniers

La Pologne a demandé à l'URSS l'autorisation d'exhumer et d'identifier les corps de deux fosses communes découvertes près de Kalinine (Russie) et de Kharkov (Ukraine), qui pourraient contenir les corps de milliers d'officiers polonais exécutés par les Soviétiques en 1940, a fait savoir mardi 19 juin le ministère des affaires étrangères de Varsovie.

Près de 15 000 militaires polonais avaient été faits prisonniers par l'armée rouge lors de l'invasion de la Pologne, en septembre 1939,

et répartis dans trois camps. Les corps de plus de 4 000 d'entre eux, détenus dans le camp de Kozielsk, furent retrouvés dans des charniers de la forêt de Katyn, en Biélorussie, en 1943. On ignorait tout depuis du sort des dix mille prisonniers restants, qui avaient été détenus dans les camps d'Ostaszew et de Starobielsk.

Moscou n'a reconnu que cette année la responsabilité du NKVD, la police politique de Staline, dans le massacre des officiers polonais. — (UPI).

Le sacre raté de M. Iliescu

Suite de la première page

Mais s'il dit son souhait de voir la Roumanie collaborer avec tous les pays, M. Ion Iliescu n'apparaissait pas vraiment convaincant. Était-il réellement convaincant ?

Tel était donc le paradoxe : six mois après la chute de Ceausescu, un mois après son élection triomphale — plus de 85 % des voix — M. Iliescu apparaît finalement comme bien seul. Et les événements des 13, 14 et 15 juin n'ont fait que renforcer cet isolement.

Isolément diplomatique. Certes, les ambassadeurs des Douze étaient présents à l'investiture de M. Ion Iliescu, bien que les ministres des affaires étrangères de la CEE aient déclaré à Luxembourg que la Communauté serait représentée « au plus bas niveau ». Il reste que leur attitude, mais aussi l'absence de tout représentant des États-Unis, témoignent de la méfiance des occidentaux.

Isolément économique. Les lenteurs des réformes, la pesanteur des structures existantes, le poids bureaucratique, les ambiguïtés du régime rendaient déjà la Roumanie suspecte aux yeux de ceux qui auraient pu y investir ou développer des relations commerciales. La venue des mineurs à Bucarest est un symbole qui n'est pas de nature à atténuer cette impression.

Isolément intellectuel. Comment, en écoutant Ion Iliescu lire son discours d'investiture, ne pas faire la

comparaison avec un autre discours, celui que M. Vaclav Havel prononça en janvier ? On a l'impression aujourd'hui que les intellectuels roumains à Bucarest, Paris, ou Londres, se voient entrer dans une nouvelle dissidence par rapport au régime.

A l'intérieur du pays, M. Ion Iliescu est toujours le personnage central de la vie politique et les événements des 13, 14 et 15 juin n'ont, semble-t-il, pas affecté sa popularité. Pourtant, quelques questions seulement à propos du déroulement de ces journées tragiques permettent de se rendre compte de l'absence du nouveau président — ou bien de son manque total de scrupules. Pour quoi, par exemple, la police et l'armée ont-elles laissé se développer, le 13 juin, les attaques contre le ministère de l'intérieur et le siège de la télévision sans intervenir ? Avaient-elles reçu des ordres en ce sens de leur hiérarchie, dans ce cas moins favorable au régime qu'elle veut bien le laisser paraître ? A moins que les militaires et les policiers « de base » n'aient tout simplement pas voulu en découdre avec les manifestants ? Ceux-ci étaient, certes, bien organisés. Par qui ? Une semaine après le début des événements et en dépit de mille arrestations, aucun semblant de preuve crédible n'a été apporté concernant le prétendu complot d'extrême droite dénoncé par les dirigeants roumains.

L'accusation de « dégoût » — nom que se donnaient les militants

L'offensive des conservateurs pourrait hâter le départ de M. Gorbatchev du secrétariat général

Après de longs débats, les députés russes ont finalement voté, mercredi soir, la reconstitution du Parti communiste de la Fédération socialiste soviétique de Russie. Ils devaient désigner jeudi les organes dirigeants.

MOSCOU

de notre correspondant
Le ton avait été donné dès le premier jour, mais les interventions qui se sont succédées mercredi 20 juin depuis la tribune du congrès constitutif du Parti communiste de Russie ont permis de mieux éclairer encore la formidable opposition que rencontre la politique menée par Mikhaïl Gorbatchev dans les rangs des communistes.

L'après-débat critiques à l'encontre de la direction soviétique et les appels constants de l'héritage idéologique du parti fondé par Lénine donnaient l'image de communistes en proie à une véritable crise existentielle. On cherchait en vain dans les discours l'ébauche d'un projet ou d'un programme. « Quelle idéologie avons-nous aujourd'hui ? », s'est exclamé un député de Novossibirsk après avoir critiqué, sans le nommer, Vadim Medvedev, l'idéologue du Kremlin.

L'amertume de M. Ligatchev

Ce n'est pas un hasard si plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de préserver l'étiquette « communiste ». Sans la légitimité idéologique que de nombreux communistes trouvent dans Lénine, leur parti n'a plus de raison d'être. On ressentait également très nettement l'appréhension des commu-

URSS : la conférence des communistes de Russie

nistes de voir peu à peu s'affaiblir le pouvoir d'Etat et d'être progressivement marginalisés de la vie politique.

L'intervention remarquée de M. Egor Ligatchev, qui n'a jamais caché au sein du bureau politique ses vives réticences aux changements, a été très révélatrice à cet égard. « De nombreuses questions, a-t-il déploré, n'ont pas fait l'objet de délibérations, ni au bureau politique, ni au cours d'un plénum du Comité central. »

M. Ligatchev, chargé de l'agriculture au comité central, s'est lamenté d'avoir été obligé d'envoyer de multiples « mémoires » au bureau politique pour défendre ses positions. « Parmi les dirigeants du Parti communiste ces derniers temps, commencent à disparaître le sens de la collectivité et de la démocratie, ainsi que le respect des opinions », a-t-il relevé.

« L'entente socialiste s'est effondrée, mais les positions impérialistes se sont énormément renforcées », a-t-il ajouté. M. Ligatchev a enfin souligné la profonde affinité idéologique qui le liait aux communistes russes dont le congrès « reflète mieux que tout autre congrès, selon lui, les sentiments actuels dans le parti et dans la société en général. Tout le monde est inquiet de ce qui se passe dans le parti. »

Face à ce malaise et à ces critiques constantes, Mikhaïl Gorbatchev a laissé soudain éclater sa colère. « Les camarades s'adressent très facilement au secrétaire général, au président du pays. Cela ne me concerne pas. Peut-être demain déjà, ou dans dix jours, ou dans douze jours, il y aura un autre secrétaire général ou président du parti. » Une déclaration qui faisait l'effet d'une bombe (nos dernières

éditions du 21 juin), mais que plusieurs personnalités s'employaient les heures suivantes à atténuer.

M. Iouri Prokofiev, le chef du Parti communiste de Moscou, assurait ainsi dans une conférence de presse que Mikhaïl Gorbatchev présenterait sa candidature au 28^e congrès du PCUS, qui s'ouvre le 2 juillet. Si un autre homme devait lui succéder à ce poste, « beaucoup dépendra alors de la personne qui sera élue et de la convergence de ses idées avec celles de Mikhaïl Gorbatchev ».

M. Gorbatchev a déclaré à plusieurs reprises ces derniers mois qu'il souhaitait conserver les deux fonctions de secrétaire général du PC soviétique et de chef de l'Etat, mais pas éternellement. L'offensive des conservateurs pourrait toutefois précipiter les choses. — (Inf-rim.)

La visite du premier ministre hongrois à Paris

« La France devrait jouer un rôle beaucoup plus important en Europe centrale »

déclare M. Jozsef Antall

BUDAPEST

correspondance

Pour sa première tournée officielle à l'étranger depuis sa confirmation à la tête du nouveau gouvernement conservateur hongrois, M. Jozsef Antall a choisi de se rendre en RFA puis en France où il doit rencontrer, vendredi 22 juin, le président François Mitterrand.

contrôlé ni son armée, ni la police, ni les mineurs, ni les autres... », constatait un avocat de Bucarest.

Reste à se poser une dernière question : à qui, en fin de compte, pourraient profiter ces trois journées dramatiques, sinon à tous les anciens ministres du régime Ceausescu ? Il faut comprendre, en effet, qu'aujourd'hui à Bucarest, la charge de la preuve a été renversée, et que sont suspects, non pas ceux qui pourraient avoir quelque chose à se reprocher pour leur attitude durant la dictature, mais ceux dont l'anticommunisme et l'antitotalitarisme sont jugés comme excessifs.

Il y a aujourd'hui plus de gens en prison pour leur participation, loin d'avoir été prouvée, aux manifestations des 13 et 14 juin, que pour leur complicité avec les atrocités — abondamment prouvées — du régime Ceausescu.

JOSE-ALAIN FRALON

entre la future Allemagne et la Pologne. Dix-huit parlementaires se sont abstenus. Réuni à Bonn, le Bundestag ouest-allemand devait voter la même déclaration dans la journée. La reconnaissance des frontières orientales de la Pologne constitue un pas supplémentaire vers l'unification allemande, à la veille de la reprise des négociations « deux plus quatre » à Berlin-Est entre les deux Allemagnes et les quatre Alliés vainqueurs de la seconde Guerre mondiale. — (Reuters.)

Dans un entretien accordé avant son départ pour Bonn à des journaux français dont *le Monde*, il a expliqué sans ambages les raisons de la priorité donnée à l'Allemagne : sur les vingt et un milliards de dollars d'endettement hongrois, 40 % sont des crédits japonais et 40 % des crédits allemands.

« Ces 40 % soulignent bien l'importance de la relation traditionnelle avec la RFA », mais, ajoutait-il aussitôt, « nous venons développer la coopération dans toutes les directions, surtout avec la France, qui selon nous devrait jouer un rôle beaucoup plus important dans cette région d'Europe centrale ».

M. Antall donne en exemple la possibilité de création de sociétés mixtes franco-soviéto-hongroises. « S'il n'y a pas de crise grave en Union soviétique », précise-t-il.

Lors du dernier sommet du pacte de Varsovie à Moscou, M. Antall a joué les francs-tireurs : poussé par l'opposition et la force du sentiment populaire hongrois à ce sujet, il a annoncé sa volonté de retirer la Hongrie du pacte d'ici un an et demi et de ne plus participer aux manœuvres communes.

Mais le premier ministre a reconnu qu'il n'a pas été suivi par les autres membres de l'organisation : « Les Bulgares se sont prononcés ouvertement pour son maintien. Les Polonais veulent garder l'organisation militaire, les Roumains n'ont pas pris de position claire, les Tchécoslovaques sont plutôt pour réformer et renforcer le rôle politique du pacte au détriment du militaire. L'attitude de la RDA est déterminée par le processus de réunification allemande. »

Le chef du gouvernement hongrois se refuse à lier, comme le fait Moscou, un démantèlement

de l'alliance Atlantique — qui estime-t-il « n'est pas en crise » — à toute dissolution du pacte de Varsovie, qui est selon lui « dépassé et inutile ». En tout état de cause, précise M. Antall, une « dissolution de l'OTAN ne peut être demandée que par ses membres ».

Quant à l'appartenance future de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, la Hongrie n'y est pas opposée si l'alliance transforme ses structures et offre des garanties à l'URSS et aux autres pays qui gardent des réserves à cet égard, précise-t-on au ministère des affaires étrangères hongrois.

Concernant ses relations avec les autres pays de l'Est, M. Antall précise qu'il a limité ses entretiens à Moscou, en marge du sommet du pacte, à ses homologues polonais, tchécoslovaques et allemands, outre bien sûr ses discussions avec MM. Gorbatchev et Ryjkov. « Je n'espère pas grand-chose, dit-il, d'une rencontre avec mes homologues roumains et bulgares ».

Propos recueillis par LAZSLO LISZKAI

DIPLOMATIE

« Il existe un coût du désarmement »

constate M. Chevènement

« Il existe un coût du désarmement », a déclaré, mercredi 20 juin, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui était l'hôte à Paris de la session européenne des responsables d'armement réunissant, depuis le 17 avril, une quarantaine de hauts fonctionnaires civils et militaires de dix pays de l'OTAN. « Le climat actuel, a-t-il expliqué, n'autorise pas la nécessité de pourvoir à la sécurité et de disposer de bons armements. »

C'est la deuxième année consécutive que la France a été chargée d'organiser une telle session dans le but d'améliorer les relations entre les directions d'armement, les états-majors, les responsables et les cadres d'entreprise de la

défense. M. Chevènement a insisté sur le besoin de garder « un niveau suffisant de recherche et de développement » en matière militaire pour trois raisons essentielles.

D'abord, « le désarmement touchera inévitablement les matériels les moins performants », a déclaré le ministre, et il aboutira à échanger la quantité des armements contre leur qualité. Certains ont parlé de « réarmement qualitatif ». La formule est suggestive, mais le sens général n'est cependant pas loin de traduire une réalité.

Ensuite, « nous nous attendons à ce que, du fait de la réduction des marchés d'armement américains, les États-Unis se montrent encore plus actifs sur les autres marchés. Il s'agit d'une compétition normale,

naturelle, mais à laquelle nous, Européens, devons nous préparer en maintenant, à un niveau aussi élevé que possible, notre compétence technique. Il faut d'ores et déjà y penser et, sans aller jusqu'à rendre obligatoire la présence communautaire », il faut nous attacher, dès l'amont, à intensifier nos recherches communes. Car il n'est pas normal que les Européens achètent davantage de matériels aux États-Unis qu'ils n'en achètent entre eux ». Enfin, conclut M. Chevènement, « les situations politiques peuvent un jour se retourner et nous devons, en matière d'armement, maintenir notre savoir-faire, ici, comme ailleurs, la veille est de beaucoup préférable aux rêveries optimistes ».

Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

GRATUIT

Votre 405 en version V.I.P. CUIR/BOIS

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois
(planche de bord et rappels sur les portes en loup d'orme)



PEUGEOT NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

LES BEST-SELLERS DE VOTRE ÉTÉ



Le
LIVRE
de
POCHE

Isabel ALLENDE
Eva Luna
Elisabeth et Robert
BADINTER
Condorcet
Françoise
CHANDERNAGOR
La Sans Pareille
Barbara
CHASE-RIBOUD
La Grande Sultrane
Fanny DESCHAMPS
Louison
ou l'heure exquise
Gérard DEPARDEU
Lettres volées

Françoise DOLTO
Tout est langage
Jean D'ORMESSON
Le bonheur à San Miniato
Benoîte GROULT
Les vaisseaux du cœur
P.D. JAMES
Sans les mains
Dominique LAPIERRE
La Cité de la joie
Bernard LENTERIC
La femme secrète

Amin MAALOUF
Samarcande
Gérald MESSADIÉ
L'homme qui devint Dieu
Jérôme PASTEUR
Chaveta.
L'arche d'or de Incas
Pierre REY
Sunset
Danielle STEEL
La vagabonde
Paul-Loup SULITZER
Kate
Tom WOLFE
Le bûcher des vanités
Cizia ZYKÉ
Paranoïa

Du 15/6 au 15/9/90, participez au GRAND PRIX DES LECTEURS DU LIVRE DE POCHE. Renseignements chez votre libraire.

C'EST A VOUS QUE NOUS LE DEVONS

CLAUDIO ABBADO · JEAN-PHILIPPE ALLARD · COLETTE ALLIOT-LUGAZ · JEANINE ALTMAYER · LYCOURGOS ANGELOPOULOS · BERNADETTE ANTOINE · PATRICK AUBAILLY · ANNE AZEMA · PIERRE BARRAT · AGNES BASTIAN · JULES BASTIN · MARCO BEASLEY · HERMANN BECHT · PIERRE BELFOND · DENISE BENABENQ · JOSEP BENET · TEREZA BERGANZA · ANDRE BERKVENS · ROMAIN BISCHOFF · DANIEL BIZERAY · CHRISTIAN BOESCH · BERNARD BONALDI · JEAN-LOUIS BONNIN · BRUNO BOTERF · MALCOLM BOTHWELL · VINCENT BOUCHOT · RAPHAEL BOULAY · PIERRE-ANDRE BOUTANG · JAMES BOWMAN · CHARLES BRETT · DEE DEE BRIDGEWATER · LAURENCE BRISSET · JEAN-PATRICE BROSE · JEAN-PIERRE BROSSMANN · ALAIN BRUNET · JOSEP CABRÉ · MARIE-FRANCE CALAS · PIERRE CAMANI · PHILIPPE CANTOR · CONSUELO CAROLI · TONI CASALONGUE · MARYSE CASTETS · MARGARITA CASTRO-ALBERTI · CLAUDIO CAVINA · GLENN CHAMBERS · ALAIN DE CHAMBURE · MICHAEL CHANCE · JEAN-LOUP CHARVET · PATRICE CHEREAU · WILLIAM CHRISTIE · SHIRLEY CLOSE · CHERYL COBB · PAMELA COBURN · THIERRY CONSIGNY · BRUNO CONSTANTIN · SHARON COOPER · JEROME CORREAS · JEAN CORTOT · FREDERIC COUBES · JEAN-PIERRE COURTIS · GUY COUTANCE · PHILIPPE COUTANT · EVA COUTAZ · REGINE CRESPIEN · HOWARD CROOK · LELLA CUBERLI · PAOLO DA COL · LUIS ALVEZ DA SILVA · VINCENT DARRAS · DOMINIQUE DEBART · FREDERIQUE DEJOIE · MICHEL DELAVAUD · HELENE DELAVAUT · RICHARD DEMBO · NADINE DENIZE · GRETA DE REYGHIERE · DOMINIQUE DESCAMP · BERNARD DESGRAUPES · PATRICK DEVERGNE · PHILIPPE DIBOS · GHENA DIMITROVA · ZDZISLAWA DONAT · ALAIN DUAULT · CATHERINE DUBOSC · RAYMOND DUFFAUT · LOUIS DUNOYER DE SEGONZAC · VIVIANE DURAND · ALAIN DUREL · JOHN ELWES · LOUIS ERLO · PASCAL ESCANDE · SIMON ESTES · JEAN-PAUL FAUCHECOURT · JILL FELDMAN · WILHELMENIA FERNANDEZ · JACQUES FEUILLIE · MAURICE FLEURET · LAURE FLORENTIN · ALAIN FONDARY · DELPHINE FOURMENT · BRIGITTE FOURNIER · DOMINIQUE FOURNIER · ERIK FREULON · THOMAS FULTON · JEFFREY GALL · CHRISTIAN GANGNERON · JEAN-FRANÇOIS GARDEIL · GEORGES GAUTIER · MICHEL GAUVIN · NICOLAI GEDDA · VERONIQUE GENS · STAN GETZ · SYLVIA GOMEZ-VAEZ · LAURA GORDIANI · RITA GORR · ULRIKA GORIG · HANS-PETER GRAF · MAUD GREDER · JACQUES GRIMBERT · JEAN GUEFFIER · ANTOINE GUERBER · JEAN-LOUIS GUILLAUMON · ERIC GUILLERMIN · ROBERT HALE · PETER HARVEY · ROLAND HAYRABEDIAN · BARBARA HENDRICKS · DIDIER HENRY · PHILIPPE HERREWEGHE · HERMAN HILDEBRAND · GEORGES-FRANÇOIS HIRSCH · IAN HONEYMAN · EMMANUEL HOOG · MICHEL HUBERT · LORRAINE HUNT · RENE JACOBS · ANNE-MARIE JAN · MAREK JANOWSKI · WILLIAM JOHNS · GWYNETH JONES · HELENE JOSSOUD · FRANCIS JOUIS · ANDRE JOUVE · JEAN-FRANÇOIS JUNG · SENA JURINAC · SŒUR MARIE KEYROUZ · MARIA-CHRISTINA KIEHR · RENE KOERING · PETER KOOY · VLADIMIR KOUJOUKAROV · PATRICIA KWELLA · HELLEN KWON · ALAIN LACOMBE · NICOLE LACOMBE · PIERRE LACROIX · BRIGITTE LAFON · MICHELE LAGRANGE · GARY LAKES · JEAN DE LAMBERTY · HERVE LAMY · THOMAS LANDER · MICHEL LAPLENIE · SUSAN LARSON · FRANÇOISE LASSERRE · MICHEL LASSERRE · DE ROZEL · GUILLEMETTE LAURENS · JEAN-MARIE LECOQ · CLAUDINE LE COZ · JEAN-MARIE LEHEC · GERARD LESNE · VINCENT LE TEXIER · STEPHANE LEYS · HEDWIGE DELIME · FLORENCE LIMON · ENEDINA LLORIS · JACQUES LOSSE · JANY MACABIT · JAMIE MAC DOUGALL · RENAUD MACHART · STEPHAN MACIEJEWSKI · JAMES MADDALENA · MATHIEU MAESTRINI · JEAN-CLAUDE MALGOIRE · FRANCIS MARECHAL · MARGARET MARSHALL · EVA MARTON · AGNES MELLON · HELEN MERRILL · ULRICH MESSSTHALER · JOCELYN MICHALON · JULIA MIGENES · DANIELE MILLOT · DREW MINTER · EDDA MOSER · HANS GEORG MOSER · PASCALE MOUREY · PATRICK MOUYREN · SAMUEL MULLER · ROSEMARY MUSOLENO · KENT NAGANO · DOUGLAS NASRAWI · CLAIRE NEWMAN · SIEGMUND NIMSGERN · MARTINE OLMEDA · LUBA ORGONASOVA · CLAUDE PANTERNE · MICHEL PAZDRO · MARCEL PERES · HELENE PERRAGUIN · JANET PERRY · LEONARD PEZZINO · PETER PHILLIPS · TOM PHILLIPS · FRANÇOIS PICHAT · MICHEL PIQUEMAL · IVETE PIVETEAU · MICHEL PLASSON · FRANÇOISE POLLET · DIANE POLYA · PASCALE POULARD · ISABELLE POULENARD · ISABELLE POUSSEUR · CHRISTOPH PREGARDIEN · MIREILLE QUERCIA · FLORENCE QUIVAR · DEREK LEE RAGIN · THOMAS RANDLE · FRANÇOISE REBOUL · GREGORY REINHART · JANINE REISS · JEAN-CLAUDE RIBER · FREDERIC RICHARD · JEAN-VINCENT RICHARD · JEAN-PAUL RIGAUD · NOEMI RIME · ROBERT RIOCHET · YVES SAIGRE · MATTI SALMINEN · CLAUDE SAMUEL · JORDI SAVALL · HANNA SCHAER · ANTON SCHARINGER · BARBARA SCHLICK · INGRID SCHMITHUSEN · GILLES SCHNEIDER · INGEBORG SCHNEIDER · ANDREAS SCHOLL · HANNA SCHWARZ · PETER SELLARS · SKIP SEMPE · ANTOINE SICOT · CRAIG SMITH · CAROLINE SONRIER · JEAN-LUC SOULE · KURT STREIT · NATHALIE STUTZMANN · JOEL SUHUBLETTE · JOSEF SVOBODA · JEFFREY TATE · RICHARD TAYLOR · PIERRE THAU · INGE THEIS · PIERRE THIRION-VALLAT · HUGUES TOUSSAINT · GERD TÜRK · BEATRICE URIA-MONZON · BETTY ET PAUL VAN DEN BERGHE · BERNARD VAN DEN MEERSCH · WERNER VAN MECHELEN · DOMINIQUE VELLARD · BIEKE VERKINDEREN · DOMINIQUE VERKINDEREN · ISABELLE VERNET · ALAIN VERNHES · JEAN-LUC VIALA · HERVE VIEL · DOMINIQUE VISSE · VINCENT VITTOZ · ENRICO VOLONTIERI · JUSTUS VON WEBSKY · MALCOLM WALKER · CAROLYN WATKINSON · MARY WESTBROOK-GEHA · PAUL WILLENBROCK · HELENE WILTZ · GOSTA WINBERGH · LORNA WINDSOR · STEPHEN WOODBURY · MONIQUE ZANETTI · TERESA ZYLIS-GARA

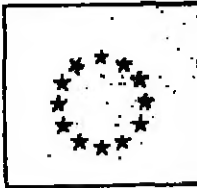
LA FONDATION FRANCE TÉLÉCOM,
MÉCÈNE DE LA MUSIQUE VOCALE,
REÇOIT L'OSCAR DU MÉCÉNAT 1990.



FONDATION
FRANCE
TELECOM

Handwritten signature or mark.

EUROPE 93



Le lancement du débat sur l'union politique au conseil européen de Dublin

Un casse-tête : la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres

Lundi 25 et mardi 26 juin, les douze chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne, réunis à Dublin à l'occasion du conseil européen clôturant la présidence irlandaise, débattront notamment de l'union politique européenne. Un thème que plus personne n'aborde sans évoquer le principe de subsidiarité.

Ne leur parlez pas des palombes ! Ni aux uns ni aux autres... ni à ceux qui enigmatisent l'Europe ni à ceux qui la souhaitent plus forte. Le pigeon ramier est devenu le symbole d'un malaise. La révolte des chasseurs de palombes du Sud-Ouest, indignés de voir que c'est à Bruxelles que leur loisir est réglementé, alimente le discours des détracteurs de la « machine bruxelloise ».

« Est-il normal qu'une pratique locale soit régie par de lointains bureaucrates ? », demandent ceux qui redoutent une « mainmise » de l'appareil européen. Et à Paris, dans les salons mêmes du pouvoir, les plus ardents défenseurs de l'Europe leur donnent raison. Aujourd'hui il est de bon ton de le dire haut et fort : les textes européens ont une fâcheuse tendance à s'immiscer dans les domaines où on ne les attend pas... Il est donc nécessaire de clarifier les choses afin de couper court aux arguments des nationalistes et, ce faisant, pouvoir aller plus loin.

« Il faut remettre l'Europe sur ses pieds. Qu'elle s'occupe du grand marché, non des entreprises artisanales, des très grands programmes de recherche, non des courses de taureaux, et des fusils de chasse », s'exclamaient en avril dernier, à l'Assemblée, un député national et européen, fervent adepte de l'Europe, M. Alain Lamassoure. C'était, en quelques mots, et avec quelques exemples vécus sur le terrain (M. Lamassoure est élu dans une région où l'on chasse la palombe),

plaider pour le principe de subsidiarité, ou - succinctement - une répartition efficace des compétences entre Etats et Communauté européenne.

M. Jacques Delors ne prononce plus un discours sans en parler. Les parlementaires européens, M. Valéry Giscard d'Estaing en tête, réfléchissent à la question. Depuis quelques mois, dès qu'il est question d'Europe, à Londres, comme à Paris et à Bonn, la « subsidiarité » est sur toutes les lèvres. Mot barbare, qui fait les choux gras de ceux qui se gaussent de l'« euro langage ».

Un adepte : M. Jacques Delors

A l'origine de ce phénomène, une rencontre. En mai 1988, le président de la Commission européenne est en visite à Bonn. Il y voit les onze ministres-présidents des Länder. Le débat est serré : depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique, un an auparavant, les régions ouest-allemandes se sentent des saisies de leurs prérogatives au profit de la Communauté européenne. Les ministres-présidents exposent alors à M. Delors leur conception de la répartition des pouvoirs.

A la base, un principe, qui n'est pas inscrit dans la Loi fondamentale, mais n'en régit pas moins les relations entre pouvoir fédéral et pouvoir fédéré en RFA, le principe de subsidiarité. Si le terme est abstrait, l'idée est simple : il s'agit d'organiser les responsabilités de manière décentralisée, « afin de ne jamais confier à une plus grande unité ce qui peut être mieux réalisé par une plus petite ».

Cette définition est l'une de celles qu'énonce M. Delors un an et demi après sa visite à Bonn, dans un discours prononcé à Bruges. Visiblement, le président de la Commission a « mordu » aux arguments des ministres-présidents allemands : son discours, considéré comme une réponse au fameux discours de Bruges de M. Thatcher

sur l'Europe des patries, est émaillé neuf fois du mot « subsidiarité ».

Si le terme n'a pas les honneurs du Robert, on en trouve une définition dans... l'encyclopédie *Quadragesimo Anno* de 1931, traitant de la défense de l'individu face à la montée du totalitarisme : « ... On ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquiescer de leur seule initiative et par leurs propres moyens, aussi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. »

« Cependant, note une universitaire, la notion de subsidiarité contient non seulement la supériorité, mais aussi le secours (...), l'idée de secours signifie que l'autorité la plus haute, celle qui possède davantage de moyens et de prérogatives, se doit d'aider l'instance la plus restreinte quand celle-ci en exprime le besoin (1). »

Une idée consensuelle

Le principe de subsidiarité se calcule sur le schéma suivant : la personne est supérieure à la société ; la société est constituée d'unités (de la famille à la structure fédérale) dont la plus haute ne doit intervenir qu'en cas d'incapacité de l'inférieure ; mais l'unité supérieure se doit d'aider l'inférieure si celle-ci est dans le besoin.

Appliqué à la Communauté européenne, ce principe - étudié notamment en France par le patron chrétien et dont on ne s'étonnera pas qu'il ait séduit M. Delors - est défini dans le projet de traité instituant l'union européenne, projet de M. Altiero Spinelli, voté par le Parlement européen en 1984 : « L'Union n'agit que pour mener les tâches qui peuvent être entreprises en commun de manière plus

efficace que par les Etats membres agissant séparément. »

On retrouve le terme dans l'Acte unique, à propos de l'environnement, domaine dont les dimensions dépassent évidemment les frontières. Un article du traité stipule que la Communauté agit dans la mesure où les objectifs « peuvent être mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau des Etats membres pris isolément ».

Un moyen d'offrir des garanties

Cette idée de ne confier à la Communauté que ce qui peut être mieux réalisé ensemble que séparément ne peut être que consensuelle. A gauche comme à droite, tout le monde est pour. M. Thatcher se réclame du principe avec la même détermination que M. Jacques Delors. Seul détracteur affiché, M. Jean-Pierre Cot estime que « ça arrange M. Delors d'être d'accord avec M. Thatcher sur un malentendu » et souligne que l'extrême droite applaudit lorsque le principe de subsidiarité est évoqué dans l'hémicycle. Pour le président du groupe socialiste du Parlement européen, le concept restera « ambigu, confus et dangereux » aussi longtemps qu'il ne sera pas clarifié.

Il est vrai que bien des zones d'ombre demeurent. Si tout le monde - ou presque - admet le principe, les idées divergent quant aux modalités d'application. Faut-il, selon la méthode prônée par M. Thatcher, procéder en déterminant d'abord ce qui n'est pas du ressort de la Communauté ? Ou faut-il, comme l'estime M. Delors, d'abord définir ce que la Communauté doit - ou devrait - faire, parce qu'elle le fait - ou ferait - mieux que les Etats ?

Faut-il, comme le disent les plus fédéralistes, établir la liste des compétences qui devraient relever de la Communauté ? Ou faut-il, comme le souhaitent les plus pragmatiques, garder à l'esprit que la construction européenne est une

« dynamique », ce qui exclut une répartition figée des compétences. La « zone grise » des pouvoirs partagés entre capitales et Communauté étant un facteur d'impulsion ?

M. Giscard d'Estaing, qui peaufine un rapport sur le sujet, estime que l'essentiel est de donner une définition du principe, de l'inscrire dans les traités à venir et de faire en sorte que les juristes puissent l'appliquer - ce qui suppose la transformation de la Cour de Luxembourg en une cour constitutionnelle qui serait garante du principe.

Selon le président du groupe libéral du Parlement européen, ou l'on étudie la question dans la perspective de l'élaboration d'une Constitution européenne, auquel cas il faut dresser les listes des compétences communautaires, des compétences partagées et des compétences nationales, ou le traité à venir va moins loin qu'un traité d'union - ce qui est fort probable - et alors la rédaction de listes est inutile.

La plupart de ceux qui réfléchissent à la question plaident pour le caractère évolutif de la construction européenne. Autrement dit, ils se refusent à effectuer un partage de compétences en termes de domaines : pas question de dire une fois pour toutes que le social ou le culturel, par exemple, relèvent ou de la compétence communautaire, ou de la compétence

nationale. En revanche, avant d'arrêter toute décision, il faut réfléchir, se demander s'il est préférable de la prendre au niveau communautaire. « Le principe de subsidiarité doit agir comme un réflexe, il faut toujours le garder à l'esprit - ce qui n'est pas toujours le cas auparavant », estime un de ses adeptes.

Mais, surtout, la subsidiarité est perçue comme le moyen de faire avancer la construction européenne sans provoquer de réflexes nationalistes. La Communauté aborde une période délicate. Il est question de politique étrangère commune, de monnaie unique... Mieux vaut offrir des garanties à ceux qui redoutent des transferts de souveraineté importants. Mieux vaut leur dire que, quand bien même Bruxelles traiterait de la monnaie par exemple, Paris continuerait à mener sa propre politique fiscale.

En un mot, prôner le principe de subsidiarité, c'est rassurer. Et c'est une façon d'ouvrir le débat sur la question fondamentale : la Communauté pour quoi faire, et comment la faire ?

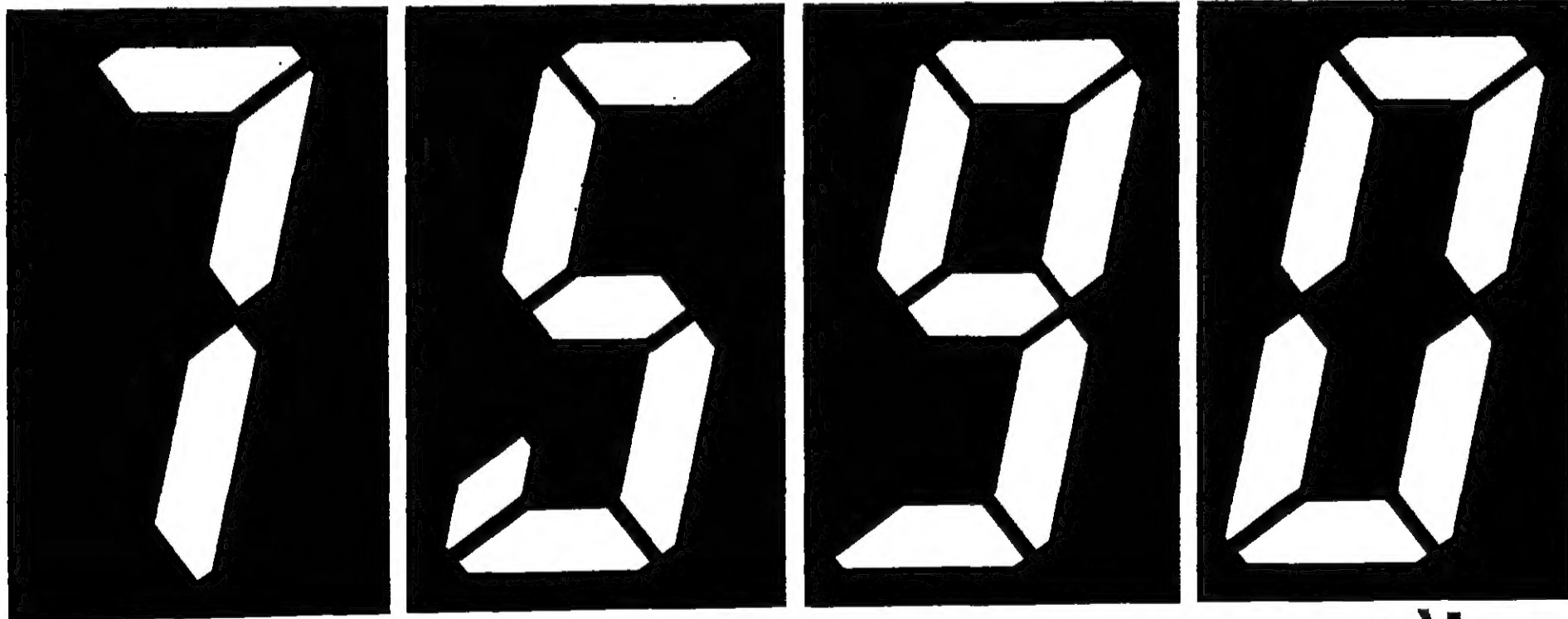
MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) « Le principe de subsidiarité : origines et fondements », par Chantal Milon-Delsol, Institut La Boétie, numéro 4, avril 1990.

□ Le premier ministre grec satisfait de sa tournée européenne. « J'ai le sentiment que la CEE fera tout ce qu'elle pourra pour aider notre pays dans cette période économique difficile et qu'elle reconnaît l'effort que nous faisons », a déclaré le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, qui a eu mercredi 20 juin à Bruxelles une rencontre et un déjeuner de travail avec le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. M. Mitsotakis, au pouvoir depuis début avril, achevait une tournée des capitales des Douze

dans le but de rétablir la « crédibilité » de la Grèce, qui souffre d'une inflation supérieure à 20 % et de déficits records. Athènes souhaite notamment obtenir une aide pour financer la part à sa charge dans les plans de développement régionaux qu'elle a soumis à la CEE. Dans ses conversations avec le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, M. Mitsotakis a également évoqué la question chypriote. La Grèce a obtenu que celle-ci soit mise à l'ordre du jour du sommet européen de Dublin. - (AFP)

La jonction dans :



mètres.

Le 18.06.90, il ne reste que 7590 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction.

La mise en service du système est prévue pour 1993.



Traversez avec nous.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés ont rejeté le projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires

Par 288 voix contre 285, les députés ont rejeté, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin, le projet de loi réformant certaines professions juridiques et judiciaires, présenté au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux. Depuis le début de cette législature, c'est la première fois que la conjonction des voix « contre » des groupes RPR, UDF, UDC et PC permet le rejet d'un texte, puisque le gouvernement n'a pas voulu recourir à l'engagement de sa responsabilité (article 49-3 de la Constitution). Seuls cinq députés de l'opposition n'ont pas suivi les consignes de vote de leur groupe : M. René André (RPR) a voté pour, M. Bruno Durieux (UDC) s'est abstenu, MM. Jacques Barrot, Jean-Jacques Hyst et Bernard Stasi, tous trois membres de l'UDC, n'ont pas participé au vote. Si le gouvernement décide de maintenir l'examen de ce projet par le Parlement, à la prochaine session, il sera soumis au Sénat dans sa version initiale.

Un immense silence incrédule a accueilli, à l'aube du jeudi 21 juin, l'annonce des résultats du scrutin public qui concluait au rejet du projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires. Le garde des sceaux en est resté pétrifié sur son banc, les députés socialistes se sont dévisagés avec inquiétude pour s'assurer qu'ils avaient bien entendu la même chose, les membres de l'opposition abasourdis par leur propre score n'ont pas bronché, et les représentants des groupes de pression, toujours présents dans les tribunes, en ont

lâché de stupeur leur stylo et leurs notes. A croire que personne n'avait gagné.

La politique venait de prendre un bien étrange revirement. Rarement un texte n'avait été soumis à une telle pression des lobbies : rarement les groupes n'avaient connu de telles divergences en leur sein : rarement les amendements avaient donné lieu à une telle diversité de parrainages ; bref, rarement un texte n'avait semblé moins politique. Et c'est pourtant celui-là qui a signé la première défaite parlementaire du gouvernement.

Le gouvernement et sa majorité battus, il est donc logique d'attribuer la victoire par K.O., à l'intergroupe de l'opposition. Mercredi dernier, il avait adopté le principe d'un vote « contre » des groupes UDF, UDC et RPR. Après l'échec cinglant, jeudi 14 juin, de sa motion de renvoi en commission du projet de loi, en raison de l'indiscipline de certains députés, l'intergroupe peut, cette fois, se prévaloir du respect de ses consignes de vote.

Mais la victoire a semblé bien amère à plus d'un élu de l'opposition. L'orateur du groupe centriste, M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), qui, à titre personnel, n'a pas participé au scrutin, ne décollait pas contre les « oukases déplorables » de l'intergroupe. Pendant toute la journée de mercredi, il avait tenté en vain de décider ses collègues de l'UDC à s'abstenir. Mais on lui avait répondu en substance que l'opposition ne pouvait pas se permettre de « renouveler les conneries de la semaine dernière ».

Le groupe UDF avait, en outre, opportunément diffusé, le même jour, un communiqué très sévère rappelant, à ses membres en particulier et à tous ceux de l'opposition en général, que les votes personnels ne devraient désormais être autorisés que sur des projets touchant à l'éthique ou à la morale

de chacun. Même en poussant très loin la conscience professionnelle, les députés avocats, notaires, conseils juridiques ou experts-comptables pouvaient difficilement faire entrer dans ce champ, le projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires.

Si la majorité des élus UDF, RPR ou UDC, qui avaient travaillé sur le texte et déposé de multiples amendements, ne le trouvaient pas satisfaisant, en l'état, nombreux toutefois étaient ceux qui croyaient à son amélioration au cours des navettes parlementaires. En fait, chacun semblait lâchement compter sur l'autre pour prendre le risque de désobéir à l'intergroupe et éviter ainsi le rejet du projet. C'est d'ailleurs dans cette indiscipline de quelques députés de l'opposition, qui avaient à plusieurs reprises adopté une position plutôt favorable au texte, que le gouvernement et le groupe socialiste espéraient de leur côté, trouver les voix nécessaires à la constitution d'une majorité.

« L'opposition devra assumer son vote »

En théorie, le compte y était. Le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), « a fait et refait ses comptes » à une voix près, le projet devait être adopté. Mais c'était compter sans l'absence, au moment du scrutin, de M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), qui avait annoncé sa volonté de voter pour, et sans les « erreurs » dans le maniement des clés de certains non-inscrits.

Si l'opposition semblait avoir du mal à savourer réellement sa victoire, les députés socialistes ne parvenaient pas à réaliser ce qui venait de leur arriver. D'autant que, à l'exception de ses membres professionnels du droit, directement concernés par la réforme, la majorité du groupe n'éprouvait pas de passion politique particulière pour un projet jugé d'« inspiration très largement libérale ». « L'opposition devra assumer son vote maintenant que le texte est rejeté », expliquait M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), après tout, c'est son électoral... Quant aux représentants des groupes de pression, qui ont suivi de bout en bout la discussion parlementaire, ils ne s'attendaient pas non plus à une telle conclusion. A l'annonce du scrutin, ils ont soudainement déserté les tribunes, visiblement agacés par ce retour inattendu de la politique, qui, après des mois d'efforts, venait de les renvoyer sèchement à la case départ.

P. R. - D.

o Réforme de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA). Les députés ont adopté définitivement, mercredi 20 juin, le projet de loi relatif à la réforme de l'OFPRA, présenté par M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. Ce projet tend à accélérer le traitement des demandes de statut de réfugié présentées devant l'Office (Le Monde des 23, 30 mai et daté 17-18 juin).

Par une proposition de loi sur le droit au logement

Les socialistes veulent faire obstacle à la spéculation foncière

Les députés socialistes doivent déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, d'ici à la fin de la session parlementaire, une proposition de loi destinée à lutter contre la spéculation foncière et à favoriser la construction de logements sociaux. Les grandes orientations de ce texte ont été présentées, mercredi 20 juin, devant le groupe socialiste, par M. Guy Malandain (PS, Yvelines). Cette proposition pourrait être soumise à l'examen du Parlement dès la session d'automne.

Les députés socialistes, qui semblent toujours rechercher désespérément « leur » réforme « de gauche », l'ont peut-être trouvée

construction de logements sociaux par une meilleure maîtrise de la spéculation foncière.

Le projet de réforme contient trois grandes orientations : obligation pour les communes de présenter une politique locale de l'habitat, lutte contre la hausse du prix du foncier, modification des règles d'urbanisme afin de renforcer le droit de préemption des communes sur certains terrains.

Sur le premier point, la proposition Malandain tend à donner un contenu plus réel à l'obligation, pour les communes, de développer une politique locale de l'habitat, afin de répondre au devoir de fournir un logement à toutes les catégories sociales de la population. La révision du plan d'occupation des sols (POS), soumise pour approbation au représentant de l'Etat dans le département, devrait désormais

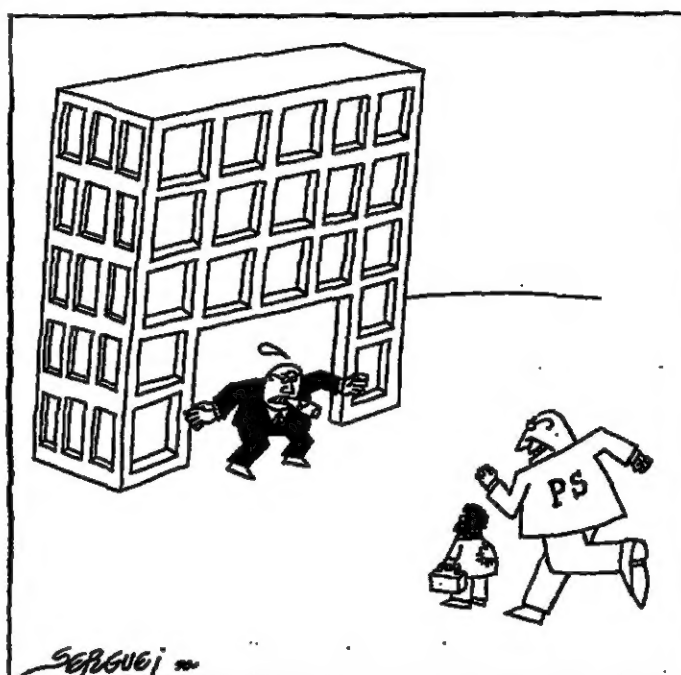
mun, grandes surfaces commerciales, services et commodités diverses, qui augmentent la valeur du terrain.

La proposition Malandain prévoit donc la possibilité de faire supporter en partie le surcoût foncier par ceux qui contribuent à l'urbanisation du terrain. Les conseils municipaux pourraient, sur délibération, décider que toute opération immobilière doit produire un pourcentage d'assiette foncière qui sera forcément utilisé à la construction de logements sociaux. Par exemple : lorsqu'une grande surface commerciale désire « installer dans une commune, le conseil municipal pourrait lui demander de fournir à la commune un certain pourcentage (de 5 % à 10 % au maximum) de la surface du terrain au prix HLM, sur place ou à un autre emplacement. C'est donc la grande surface qui supporte le surcoût foncier, en payant le prix du terrain à sa valeur et en le revendant à la commune au prix HLM. A charge ensuite, pour la commune, de le céder à une société d'HLM qui sera chargée de construire des logements sociaux.

En cas de rareté des terrains, le même principe s'applique, mais en compensation financière. La grande surface ou le promoteur immobilier devra reverser à la commune une somme correspondant à un pourcentage de la valeur du terrain, toujours au prix HLM, qui sera destinée à la réhabilitation de logements anciens dans le but de les transformer en habitat social.

Troisième orientation : l'élargissement du droit de préemption des communes. Les députés socialistes souhaitent modifier les règles d'urbanisme pour permettre à l'Etat et aux collectivités locales de constituer des « réserves foncières ». Il s'agit d'étendre à toutes les communes la possibilité de constituer des zones d'aménagement différé (ZAD), qui leur permettent d'exercer leur droit de préemption sur un terrain, en l'assortissant d'un délai de quatorze ans pour réaliser des équipements. Pendant cette durée, le terrain ne subit donc pas la spéculation foncière. Institué en 1962, cette règle d'urbanisme avait été supprimée en 1983.

PASCASLE ROBERT-DIARD



avec leur proposition de loi destinée à lutter contre la spéculation foncière. La mise en œuvre du droit au logement est, en effet, devenue un symbole politique pour un PS en manque d'identité. Appuyé par le président de la République, qui a indiqué à plusieurs reprises « et, récemment encore, à Auxerre — sa préoccupation face à la hausse immodérée du prix du foncier, cette réforme semble de plus faire l'objet d'un très large consensus au sein du gouvernement et du groupe socialiste. Elle est, d'ailleurs, la suite logique de la loi Besson sur le logement, adoptée au cours de cette session, qui renforce les pouvoirs des préfets en matière d'attribution de logements sociaux.

Cette loi, qui pose, en son article premier, le principe du droit au logement pour tous et partout, s'efforce de répondre au souci d'une meilleure gestion du patrimoine immobilier social existant. Dans l'esprit du gouvernement, il fallait lutter contre la constitution dans les communes « de ghettos de riches et de ghettos de pauvres ». La proposition de M. Malandain poursuit le même objectif, mais en s'attaquant, cette fois, à développer la

s'accompagner d'un programme local de l'habitat, comprenant des logements sociaux. En cas de refus de la commune, l'Etat pourrait intervenir en matière de construction de logements sociaux. « Nous devons considérer le logement social comme un équipement public, explique M. Malandain, au même titre qu'une autoroute ou un hôpital. Le préfet aurait un pouvoir de contrôle sur l'application de cette politique locale de l'habitat, par le suivi de l'attribution des permis de construire.

Compenser le surcoût de l'urbanisation

Deuxième orientation : la lutte contre la spéculation foncière. Pour justifier la rareté de l'offre de logements de type HLM dans les communes, les maires invoquent souvent le problème du surcoût foncier (la différence entre le prix plafond pour la construction d'HLM, fixé par décret, et la valeur réelle du terrain, souvent beaucoup plus élevée).

Ce surcoût foncier est généralement lié à la rareté des surfaces disponibles et à l'urbanisation plus ou moins grande de la commune (existence de transports en com-

o M. Carignon et l'élection présidentielle. — Alain Carignon, maire de Grenoble, mis en congé du RPR pour avoir pris la constitution d'un « front républicain » contre l'extrême droite, se démarque une nouvelle fois de la ligne de l'opposition. Dans une déclaration à Paris-Match, il critique le système des « primaires » pour l'élection présidentielle, alors qu'il l'avait prôné dès novembre 1988. Il écrit aujourd'hui : « Organisons un premier tour complètement ouvert à tout le monde, où seule compterait la qualité des hommes. Pour la gauche Lajoinie, Delors, Tapie, Fabius, Rocard, Jospin, pour la droite Giscard, Chirac, Noir, Pasqua, Briant, Léotard. Au second tour, seuls resteraient en lice les deux candidats arrivés en tête. Le Pen serait ainsi éliminé et les climats anciens auraient disparu. »

(Publicité)

Sous le haut patronage de
Monsieur François MITTERRAND
Président de la République
qui adressera un message aux participants.

Olivier STIRN
Président de « Dialogues 2000 »
vous invite aux :

ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS

2 et 3 juillet 1990 de 10h à 13h et de 15h à 18h30
CENTRE CHAILLOT-GALLIERA
28, Avenue George V - 75008 Paris

Avec la participation des personnalités suivantes :

Roger BAMBUCK	Bernard KOUCHNER
Jean-Michel BAYLET	Catherine LABRUSSE
Maurice BENASSAYAG	Brice LALONDE
Bernard BIOULAC	Jack LANG
Marc BLONDEL	Roger LERAY
Léila BOUACHARA	Pierre MAUROY
Jean CHARBONNEL	Alain MINC
Jean-Marie DAILLET	Pierre MIQUEL
Michel DURAFOR	Marc PAILLET
Jean-Paul ESCANDE	Marcel RIGOUT
Laurent FABUS	Michèle SELLIER
Françoise GASPARD	Yannick SIMBRON
Gérard ISRAEL	Jean-Pierre SOISSON
Pierre JOXE	Alain TOURAINE
Jean KASPAR	Antoine WAECHTER
	Émile ZUCCARELLI

Olivier STIRN, Ministre du Tourisme, fera la synthèse des travaux.

Michel ROCARD, Premier Ministre, définira ses propres orientations dans une communication adressée aux « États Généraux du Progrès ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
520 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN 0393-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimé
au « Monde »
12, rue Condorcet
94822 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1) 40-85-25-25

Tél. : (1

POLITIQUE

Au Palais du Luxembourg

M. Pasqua fait adopter par les sénateurs une réforme du droit de la nationalité

La majorité sénatoriale a adopté, jeudi 21 juin au matin, la proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité présentée par les quatre présidents de groupe de la droite sénatoriale : MM. Charles Pasqua (RPR), Ernest Cartigny (Rassemblement démocratique), Daniel Hoffel (Union centriste) et Marcel Lucotte (Républicains et indépendants). Cette proposition de loi a été examinée dans la nuit du 20 au 21 juin, à la suite d'une demande signée par trente sénateurs appartenant à la majorité sénatoriale.

Les sénateurs seraient-ils nostalgiques de la période « héroïque » pendant laquelle ils avaient résisté avec la plus grande énergie aux assauts des gouvernements socialistes, de 1983 à 1986 ? Après s'être opposés à la discussion de la proposition antiraciste et avoir solidement « verrouillé » le projet de loi constitutionnel, la majorité sénatoriale a réussi un nouveau coup politique en faisant adopter, contre l'avis du gouvernement, une proposition de loi modifiant le droit de la nationalité (voir encadré).

Préparée au cours de la réunion hebdomadaire de coordination du 19 juin, l'affaire a débuté rapidement. La motion demandant la discussion immédiate de la proposition de loi, cosignée par MM. Cartigny, Hoffel, Lucotte et

Pasqua, a été déposée au tout début de la séance du mercredi 20. Les sénateurs ne pouvant statuer sur cette demande qu'après la fin de l'examen des projets inscrits en priorité à l'ordre du jour, la discussion de cette motion n'a débuté que plus de treize heures plus tard, au beau milieu de la nuit.

Le mentor de la majorité, M. Pasqua, a gravi l'escalier conduisant à la tribune de l'hémicycle alors que 4 heures du matin venaient de sonner au carillon du Sénat. Sur un ton un peu monocorde, le président du groupe RPR a expliqué que la société française était menacée par une « véritable crise d'identité nationale, sous la pression de l'immigration, de l'intégrisme et de l'affaiblissement des valeurs ». « La question juridique de la nationalité n'épuise pas le problème de l'identité ni celui de l'immigration. Mais une bonne réponse à cette question est le préalable nécessaire à toute politique d'intégration et de renforcement de la cohésion nationale », a-t-il poursuivi. « Il est nécessaire et urgent que le législateur affirme que le droit de la nationalité a pour finalité d'assurer la pérennité de la nation française, ce qui est incompatible avec des mécanismes d'acquisition automatique », a conclu M. Pasqua.

M. Guy Allouche, opposé à la discussion immédiate, a attaqué sur tous les tons. « Est-il sérieux de vouloir examiner un tel sujet à une telle heure ? La proposition vient d'être déposée (1), la commission n'a pas désigné de rapporteur et on

veut nous imposer de délibérer dans des conditions douteuses », a-t-il souligné. « La vérité est que M. Pasqua veut montrer à M. Chirac que lui seul est capable de réunir l'opposition. Messieurs les présidents de groupe de la majorité, jusqu'à quand accepterez-vous d'être « tuteurs » ou « tuteurs » par le RPR ? », a persillé M. Allouche.

« Mauvais coup au petit matin »

M. Jean Popperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a condamné pour sa part « ce mauvais coup au petit matin ». Laconique, il a invité le Sénat « à se ressaisir ». Après l'adoption de la motion, M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a défendu en vain une question préalable (indiquant qu'il n'y a pas lieu de débattre), qui lui a donné l'occasion de tomber à bras raccourcis sur la proposition de loi. « Il y a ceux qui combattent le racisme et ceux qui combattent le racisme et ceux qui combattent le racisme », a-t-il lancé. M. Hoffel lui a répondu en mettant l'accent sur l'évolution récente de « zones proches et sur la montée de l'intégrisme ». A la suite du rejet de la question préalable, les sénateurs socialistes et communistes ont quitté l'hémicycle pour montrer leur hostilité à l'examen du texte, très succinct du fait de l'absence de rapporteur.

M. Etienne Dailly a tiré à sa manière les leçons de la « lecture » de la proposition. Après avoir déploré le fait que le texte n'ait pas été examiné en commission, d'où il serait sorti selon lui profondément modifié, il a exprimé sa gratitude aux présidents de groupe pour avoir fait « un rappel à l'ordre au gouvernement et à l'Assemblée nationale ». La proposition de loi a été adoptée à la quasi-unanimité de la droite, seuls neuf sénateurs du Rassemblement démocratique et européen se sont abstenus et la gauche n'a pas pris part au vote.

Lucides sur le sort que devrait faire le gouvernement à leur proposition — qui a peu de chances d'être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale — les sénateurs de la majorité n'ont pas manqué, néanmoins, de se congratuler pour ce succès. Le contraste était saisissant avec l'atmosphère pesante qui avait régné pendant la séance de nuit du 12 décembre dernier, au cours de laquelle une initiative similaire de M. Pasqua — l'examen d'une proposition sur le référendum d'initiative populaire — s'était heurtée à l'opposition d'une partie de la majorité sénatoriale, alors divisée.

GILLES PARIS

(1) La proposition de loi comportant les signatures des quatre présidents a été déposée le 7 juin dernier. Elle reprend, en des termes identiques, une proposition de loi du groupe RPR retirée pour l'occasion. La commission devait procéder à la désignation du rapporteur le vendredi 22 juin.

Les dirigeants socialistes veulent mettre en valeur leur contribution à la politique d'intégration

Les dirigeants socialistes contestent à M. Bernard Tapie l'exclusivité de la lutte « sur le terrain » contre le Front national. « Faire croire que rien ne se fait, tenter d'écarter l'idée qu'il s'agit de découvrir aujourd'hui une politique d'intégration est une injure pour tous ceux qui travaillent depuis des mois ou des années », déclare M. Pierre Mauroy dans un entretien publié par l'hebdomadaire du PS, *Vendredi*, dans son numéro du 22 juin, au sujet des propos de M. Tapie sur Antenne 2 le 12 juin.

Le bureau exécutif du parti, réuni mercredi 20 juin, a décidé de préparer un Livre blanc sur l'action menée dans ce domaine. Il a arrêté le principe d'une séance de travail associant la direction du PS et les maires d'une quinzaine de villes où sont situés certains des quartiers faisant l'objet d'un programme particulier géré par la mission Dauge. En outre, l'instance dirigeante du PS tiendra une réunion « décentralisée » dans une de ces villes.

Le bureau exécutif s'est préoccupé, aussi, de la préparation du projet de budget pour 1991, qui donnera lieu, jeudi, à une rencontre entre le premier ministre et les ministres concernés, d'une part, M. Louis Mermaz et les représentants du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, d'autre part. La question a été posée de l'éventuelle présence de M. Mauroy à cette réunion, afin de marquer l'attention que le parti porte à cette affaire. Le bureau exécutif s'est finalement rangé à l'avis de M. Michel Sapin, rocardien, qui a fait valoir que le parti devait conserver le statut d'instance entre le groupe et le gouvernement.

M. Mauroy a indiqué, au sujet de la préparation du budget, qu'il allait intervenir auprès du gouvernement pour que la justice soit une priorité inscrite dans la prochaine loi de finances. Il est revenu, d'autre part, sur le discours social de M. Michel Rocard et sur les propos de M. François Mitterrand dans l'entretien accordé au *Monde*, afin de souligner que la « nouvelle étape sociale » reste nécessaire.

P. J.

Le Monde

Au nom des « sages »

Si le droit de vote des étrangers apparaît d'une simplicité biblique — on est pour ou on est contre —, le code de la nationalité offre, en revanche, la possibilité de mille débats. Un avant-goût en avait été donné, en 1986 et 1987, quand M. Jacques Chirac était premier ministre de la cohabitation. Gauche et droite s'étaient alors affrontés avec passion, découvrant au fur et à mesure les articles et les sous-articles d'une loi à tiroirs qui touchait à des thèmes aussi sensibles que l'identité nationale, le droit des enfants ou les conséquences de la guerre d'Algérie.

Le débat s'est immédiatement focalisé sur l'attribution de la nationalité française aux fils d'immigrés. Selon la loi en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1973, l'enfant d'étrangers né en France est français à la naissance si l'un de ses parents est lui-même né ici (article 23). Quant à l'enfant d'étrangers né en France de parents nés tous deux à l'étranger, il devient français à dix-huit ans, sauf s'il en exprime le refus dans l'année précédant sa majorité (article 44).

« Il n'est pas admissible de devenir français sans le vouloir ou sans le savoir », déclarait le droite en 1986. Au caractère « autoritaire » de la loi, elle opposait la nécessité d'une « démarche volontaire » et même « solennelle » qui prendrait par exemple la forme d'un serment public. En face, la gauche opposait son veto, refusant le principe même d'un réexamen de la loi votée... sous Georges Pompidou. De nombreux syndicats et associations se joignaient à elle, tandis que le droite se fissurait. Désireux de sortir de ce bourbier, M. Chirac constituait,

le 22 juin 1987, une commission de « sages », présidée par M. Merceau Long, vice-président du Conseil d'Etat.

Cette commission pluripartite a bien travaillé, prenant même le risque d'organiser des auditions publiques, télévisées en direct. Son rapport, adopté à l'unanimité et remis à M. Chirac le 7 janvier 1988, ne remettait pas en cause le principe du « droit du sol » mais préconisait une série de réformes.

Une démarche personnelle

Pour les enfants d'étrangers nés en France, les « sages » soulignaient une démarche individuelle exprimant la volonté de devenir français. Mais selon une formule très souple, pouvant prendre différentes formes, au choix de l'intéressé. Il s'agirait simplement de remplir un formulaire, à l'occasion d'une démarche administrative (comme la demande d'une fiche d'état-civil). Cet acte individuel de volonté pourrait intervenir à n'importe quel moment, entre seize et vingt et un ans. La commission réclamait, d'autre part, une renégociation d'accords bilatéraux — notamment avec l'Algérie — pour contraindre les thuriféraires d'une double nationalité à effectuer leur service militaire dans le pays de résidence, c'est-à-dire, pour les béurs, en France.

Les « sages » proposaient également de mieux lutter contre les « mariages blancs » n'ayant d'autre but que de permettre à un étranger de devenir français. Selon eux, il faudrait que le candidat justifie d'une communauté de vie d'un an avec un conjoint français, et non

de six mois comme c'est le cas actuellement. Le rapport suggérait aussi de rendre les procédures de naturalisation plus rapides et plus transparentes.

Ce n'était pas tout à fait ce que souhaitait M. Chirac... Il a remercié chaleureusement la commission et rangé le dossier. La gauche, de nouveau au pouvoir en 1989, allait se charger de l'enfermer.

C'est en se réclamant du rapport des « sages » que le droite revient aujourd'hui à la charge. Sa proposition de loi ne reprend pas toutes leurs suggestions car certaines d'entre elles étaient de nature réglementaire et d'autres concernaient des conventions internationales. Mais elle incorpore toutes les mesures législatives préconisées par la commission, soit quarante-huit mesures sur cinquante. La nouvelle version de l'article 44 serait ainsi rédigée : « Tout étranger né en France de parents étrangers a le droit, à partir de l'âge de seize ans et jusqu'à l'âge de vingt et un ans, de se prévaloir de la qualité de Français à condition qu'il en manifeste la volonté... ».

La gauche, elle, ne veut toujours pas entendre parler d'une réforme du code de la nationalité, même si certaines associations, seules par le déer, réclament désormais une loi... encore plus libérale. M. Michel Rocard n'a retenu du rapport des « sages » que la nécessité d'accélérer les procédures de naturalisation et d'informer les candidats déboutés de la raison du refus. Cela n'exige pas une réforme de la loi. Le premier ministre a néanmoins créé un haut comité à l'intégration, dont le président n'est autre que M. Merceau Long.

ROBERT SOLÉ

Après l'entretien accordé au « Monde » par le président de la République Le RPR et le CNI reprochent à M. Mitterrand sa position sur le vote des étrangers

La commission exécutive du RPR a déclaré, au lendemain de sa publication dans le *Monde* du 20 juin, que l'entretien de M. François Mitterrand n'est qu'« un simple exercice de style, fait de soupirs et de lamentations visant à redresser une image qui se dégrade de plus en plus dans l'opinion publique ». « Révélatrice des incertitudes et des contradictions dans lesquelles le chef de l'Etat se trouve emporté depuis plus de deux ans, cette interview ne donne, selon le RPR, aucune « direction claire et affirmée de ce qui doit être la politique de la France ». Le RPR reproche

au chef de l'Etat, sur la question de l'immigration, « de raviver le foyer qu'il avait allumé, en soulignant la place prépondérante qu'occupe dans sa pensée le droit de vote des étrangers ».

De son côté, M. Edouard Balladur, dans un entretien publié par le *Figaro* le 21 juin, affirme que M. Mitterrand « prend des libertés avec les faits » lorsqu'il nie toute responsabilité dans la montée du Front national. Pour l'ancien ministre de M. Chirac, le président de la République « ne peut nier qu'il y a concomitance rigoureuse entre l'avènement du socialisme en

France et la croissance de l'extrême droite ». M. Balladur observe, cependant, que « dans les causes qui expliquent la montée du FN, il y a, bien sûr, aussi (les) divisions » de l'opposition.

Le président du CNI, M. Yvon Briant, estime que les propos de M. Mitterrand traduisent ses « incohérences », sa « malhonnêteté » et son « mensonge ». Il observe que face à la montée du « léninisme », le chef de l'Etat a décidé « de remettre le turbo », en provoquant une nouvelle fois la France avec son projet de vote des étrangers ».


JACQUES ATTALI

Après l'immense succès de "La Vie éternelle, roman"

du 6 au 12 janvier 1990
1 - Lignes d'horizon Jacques Attali Fayard

du 1^{er} au 7 juin 1990
1 - Le Premier Jour après moi Jacques Attali Fayard

TOP LIVRES EXPRESS réalisé par Nielsen



JACQUES ATTALI

Le premier jour après moi

ROMAN FAYARD

192 p. 75 F

POLITIQUE

L'Année de Gaulle

Tous gaullistes !

Suite de la première page

De Gaulle se faisait moquer comme anachronique, y compris dans ces colonnes, quand il affectait de toujours dire « la Russie », plutôt que l'URSS. Mais l'Histoire dont il était nourri lui avait appris que les idéologies passent et que les nations restent.

L'événement lui donne aujourd'hui raison. Quelque amour dépendant qu'on puisse éprouver pour elle, la nation n'est pas tout, n'a pas réponse à tout. De Gaulle était le premier à le reconnaître, qui a préconisé, dès le temps de la France libre, un regroupement des pays de l'Ouest du continent, ratifié après coup la construction communautaire, et lancé dès 1962, avec le plan Fouchet, l'idée, au demeurant bien vague, de confédération aujourd'hui reprise par François Mitterrand. Et ce n'est pas parce que tout un chacun découvre aujourd'hui l'immensité du tribut payé au Moloch stalinien qu'on peut se permettre d'oublier les millions de victimes sacrifiées aux idées du nationalisme, hérésie à maintes reprises dénoncée par les papes et assimilée par Einstein à une « maladie infantile... la rougeole de l'humanité ».

LES chiffres, de toute manière, limitent l'ambition d'une nation comme la nôtre. La population de

la planète augmente actuellement de trois individus par seconde. Celle de la France ne représente plus qu'un centième de l'humanité. Le raccourcissement des distances, la fabuleuse intensification des échanges de tous ordres dressent à l'exercice de l'indépendance d'infranchissables limites. Les idées, les modes, la compétition économique se jouent de surcroît des frontières, et il faudrait un nouveau rideau de fer, surveillé en permanence par une véritable armée, pour fermer hermétiquement celles de l'Hexagone à tous ceux, innombrables, qui rêvent de s'y établir.

La réponse au problème posé par le fait, maintenant reconnu par tous, que notre pays abrite d'ores et déjà un trop grand nombre d'étrangers à la CEE (16,5 % de la population totale, contre 5,3 en RFA et 4 en Grande-Bretagne) ne peut pas, sauf à la transformer en état policier, résulter seulement de mesures défensives. Ce qu'il faut, c'est décourager au départ, autant que faire se peut, par une aide efficace au développement du Maghreb et de l'Afrique francophone, les flux migratoires en provenance de ces contrées. C'est encourager l'intégration d'un maximum d'immigrants et plus encore

d'enfants d'immigrants dans une communauté nationale qui n'a cessé, en mille ans d'histoire, de s'enrichir d'affluents étrangers. Les ex-tenants de l'Algérie française devraient être, sauf à se contredire, les derniers à s'y opposer.

Aux Français qui paniquent devant l'avenir et cherchent à quelle planche se raccrocher, les hommes politiques dignes de ce nom devraient avoir à cœur de dire comment ils conçoivent la réponse à ces questions qui commandent la survie de ce qu'il faut bien appeler, même si le mot a été dévoyé par certains, l'identité nationale. De même qu'à celle de son articulation avec l'identité européenne dans le cadre des institutions communautaires de demain.

L'homme et ses racines

L'HOMME de cette fin de siècle est facilement porté à retrouver ses racines, qu'elles soient familiales, régionales, religieuses, nationales, voire tout simplement ethniques ou tribales. Il lui reste à accepter l'idée que des appartenances multiples, loin de s'exclure, s'ajoutent.

Rien certes ne serait plus judiciable à notre continent que de vouloir copier — sous quelle autorité — le système du creuset, du melting-pot qui pendant plus d'un siècle a poussé des

millions d'Européens désespérant de l'Europe à se placer sous la rude protection de la bannière étoilée et à accepter pour ce faire l'hégémonie sociale et culturelle des WASP, des anglo-saxons blancs et protestants. Leurs cousins demeurés de ce côté de l'Océan ont préféré rester fidèles à leur terre, à leur langue, à leurs coutumes. L'union qu'ils réalisent pas à pas entre eux tire une bonne partie de sa force de leur diversité, de leurs contrastes, de leur complémentarité, étant entendu qu'elle repose sur un même héritage culturel, où, passé le temps des anathèmes et des guerres fratricides, Rome et Athènes font bon ménage avec le christianisme et les Lumières.

En un temps où les impérialismes perdent partout de leur vigueur, l'Europe a un bel avenir devant elle si chacune de ses nations, et notamment la nôtre, veut bien prendre la mesure de ses chances et des moyens de les saisir. « La volonté de bâtir en commun », disait François Mitterrand dans un dîner que lui offrait à Paris, il y a peu, le président de la République fédérale, c'est l'espérance. « Le peuple français n'a-t-il pas besoin qu'on lui parle plutôt que des « courants » des partis ou des candidatures à de lointaines élections de ce que l'on peut précisément « bâtir en commun » et qu'on lui en parle sérieusement ?

ANDRÉ FONTAINE

La seconde guerre mondiale au feu des enchères à Drouot

« Les Français ont toujours un problème avec leur mémoire », faisait remarquer l'historien Pierre Azéma. Cela s'est vérifié le mardi 19 juin à Drouot. On y dispersait des documents historiques, du traité de Versailles aux dernières heures du régime de Vichy. De nombreux lots restèrent invendus. Le lendemain, en revanche, la France combattante, résistante et libérée ne manqua pas de susciter de nombreuses vocations.

C'est sans doute la première fois qu'une vente de cette qualité et de cette importance se déroule sur un tel thème. Au total, près de trente mille documents (tracés, photos, cartes postales, affiches, presse, correspondance, dessins, documents administratifs ou historiques) auront été soumis aux enchères. Ils proviennent en quasi-totalité d'un fonds constitué pendant près de trente ans par Gérard Silvain, ancien directeur de magasin à succursales multiples. « La source est aujourd'hui tarie », explique ce dernier. Les musées français et étrangers étaient donc au rendez-vous.

Furent d'abord dispersés un ensemble de documents sur le Berlin de la guerre civile, au lendemain de la signature du traité de Versailles, avec des tracts pro et antipartisans (1 000 F), puis des photographies de l'incendie du Reichstag et des brochures, vignettes et papillons nazis (1 300 F). Un marchand allemand dans la salle ne s'y est pas trompé : ces documents sont aujourd'hui rares et valent bien plus cher outre-Rhin. Le seul « frisson » de cette journée fut l'adjudication (19 000 F) de la carte de membre du Parti communiste français de Jacques Doriot. Ni les partis politiques français de l'entre-deux-guerres ni la vie quotidienne des Allemands avant 1938 ne déchaînent les passions. Comme les traces de l'Occupation qui laissent de marbre un public qui n'était pas tout jeune. « Ce sont de trop mauvais souvenirs », explique l'expert Marc Lefebvre. « Personne n'a envie d'acheter les cartes de rationnement qui les ont privés de dessert pendant quatre ans ! ». Le Musée pour la paix de Caen fit sans doute une bonne affaire en achetant pour sa future photothèque un ensemble de cinquante-six documents sur le cinéma de cette période (1 500 F). La bataille fut plus difficile pour décrocher le catalogue de l'exposition « Le juif en France » au palais Berlitz (4 200 F). « C'est sans doute surevalué », dira Françoise Le Boulanger, responsable du Centre de documentation, mais je n'en ai jamais vu dans les marchés de

« Les Français ont toujours un problème avec leur mémoire », faisait remarquer l'historien Pierre Azéma. Cela s'est vérifié le mardi 19 juin à Drouot. On y dispersait des documents historiques, du traité de Versailles aux dernières heures du régime de Vichy. De nombreux lots restèrent invendus. Le lendemain, en revanche, la France combattante, résistante et libérée ne manqua pas de susciter de nombreuses vocations.

Ces dernières se manifestèrent à de nombreuses reprises pour acquérir des documents concernant le régime de Vichy. En particulier les doubles dactylographiés de la correspondance entre le maréchal, Laval et Abetz (ambassadeur d'Allemagne à Paris) aux toutes dernières heures du régime entre le 17 et le 20 août 1944 (1 700 F).

Les enchères reprirent le lendemain avec des documents concernant de Gaulle, la Résistance et la Libération. Aux acteurs de la veille s'étaient joints les inconditionnels du « grand homme ». La France résistante n'eut pas les états d'âme de la France de Vichy. On ne compta qu'une dizaine d'invendus à l'issue de la séance. Faux dollars et fausses livres sterling imprimés par les nazis, fausses chansons (propagande antibritannique), et fausse édition de l'Humanité éditée par la propagande allemande le 10 août 1942 après la rupture du pacte germano-soviétique et qui titrait : « Les Staliniens ont trahi : la France et le socialisme doivent payer. Voir l'acte d'accusation » sont tous partis. Beaucoup de ces acquisitions iront rejoindre les collections du futur Musée de la presse. En revanche, Françoise Le Boulanger verra partir, « la mort dans l'âme », plus d'une centaine de documents du débarquement en Normandie (instructions secrètes, photographies, discours du général de Gaulle le 6 juin 1944, tracts allemands sur les troupes françaises et américaines). Ces documents ont été adjugés pour 27 000 F à un collectionneur américain qui depuis le début des enchères, avait maintenu son doigt levé jusqu'à ce que le marteau tombe sous les applaudissements de la salle.

AUCIE SEDAR

Le réenregistrement du procès de Klaus Barbie. À l'occasion du réexamen, jeudi 21 juin, par la commission des lois de l'Assemblée nationale, de la proposition de loi contre le racisme et l'antisémitisme, le groupe socialiste devait déposer un amendement tendant à autoriser la diffusion télévisée du procès de Klaus Barbie. L'ensemble du procès du criminel nazi, qui s'est tenu à Lyon de juin à juillet 1986, avait été exceptionnellement enregistré par des caméras de télévision, mais sa diffusion n'est autorisée qu'au terme d'un délai de vingt ans.

A l'Assemblée nationale

18 juin ou 10 juillet 1940 ?

« Le 18 juin les Français ont chaleureusement célébré l'appel du général de Gaulle. Notre Assemblée s'associe tout entière à cet hommage ! ». En ouvrant la séance des questions au gouvernement, mercredi 20 juin, M. Laurent Fabius a souhaité, après cette introduction, souligner également le courage et la lucidité des quatre-vingts parlementaires qui avaient refusé, le 10 juillet 1940, de voter les pleins pouvoirs au « vainqueur de Verdun ». « Au moment du choix décisif, quatre-vingts de nos anciens collègues refusèrent de se soumettre à la démocratie et de voter les pleins pouvoirs », a Philippe Pétain (1).

Le président de l'Assemblée nationale a alors précisé que trois députés étaient encore vivants, et que l'un d'entre eux — M. Maurice Montel — se trouvait dans les tribunes. Tous les députés se sont alors levés pour applaudir longuement et chaleureusement M. Montel. « Cinquante ans après, il est juste que nous rendions hommage aux quatre-vingts. Je le dis la reconnaissance de l'Assemblée nationale. »

Sur leurs bancs, plusieurs députés RPR qui n'avaient pas entendu le début de l'intervention de M. Fabius commencent à bouillir. M. Gabriel Kasper (RPR, Paris) s'exclame : « Un hommage sans citer le nom du général de Gaulle... » Le calme revenait quand le ministre chargé des

relations avec le Parlement, M. Jean Popperen reprenait la parole pour signaler que le chef de l'Etat, « averti de cet hommage, le tient pour particulièrement opportun (...) ». Sur les bancs RPR, la colère explosait. M. Pierre Bachelet (Alpes-Maritimes) criait : « Citez de Gaulle ! ». D'autres voix : « Et de Gaulle !, Et de Gaulle ! ». M. Kasper : « C'est une honte, inadmissible ! ».

Mme Michèle Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques) profitait alors de sa question pour repartir à la charge. « Je voudrais rappeler à l'Assemblée, puisque cela n'a pas été fait, que le 18 juin est avant tout le jour de l'appel du général de Gaulle », s'indignait-elle. Vifs applaudissements, les députés de droite et du centre — M. Raymond Barre en tête — se levèrent, bientôt suivis... par tous les députés socialistes et communistes, ainsi que les membres du gouvernement. Malgré cela, M. Jacques Toubon (RPR, de son banc, soutenu par M. Pierre Mazeaud : « Le 18 juin, ce n'est pas le 10 juillet (...) et nous parlerons du vote des socialistes en juillet 1940... ».

P. S.

(1) La Chambre des députés et le Sénat réunis en Assemblée nationale à Vichy le 10 juillet 1940, ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain par 569 voix contre 80 (dont Léon Blum). Les députés communistes déçus de leur mandat et les parlementaires embarqués sur le *Mustila* n'ont pas participé à ce vote.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit National



Le Crédit National et le rayonnement des entreprises françaises à l'étranger

Pour faire face à la mondialisation des marchés et des échanges et résister à une concurrence de plus en plus vive et diversifiée, les sociétés françaises ont réalisé d'intenses efforts à l'exportation, développé une stratégie dynamique d'implantation industrielle et commerciale à l'étranger.

Partenaire de l'entreprise à tous ses stades de développement, le Crédit National met à leur disposition une gamme diversifiée de services et de prêts : prêts à long et moyen terme en devises (dollars, Ecu...) apports en fonds propres, ingénierie financière de pointe, crédit-bail immobilier et mobilier. Sa filiale, la Banque CSLA, est active dans les crédits à l'exportation.

En outre, par ses filiales implantées aux États-Unis et en Europe, ou grâce aux accords de coopération passés avec des partenaires financiers étrangers, il offre aux entreprises la possibilité de bénéficier dans de nombreux pays, des moyens de financement les plus adaptés.

Le Crédit National confirme ainsi sa vocation de partenaire privilégié des entreprises françaises à l'étranger.

BASTÉ

Groupe BDDP

BUREAU VERITAS

CLUB MÉDITERRANÉE

ÉRAM

HACHETTE

CENTRES E. LECLERC

MAJORETTE

MATRA

PECHINEY

3 SUISSES 3 SUISSES INTERNATIONALE

INTERNATIONAL S.A.

Crédit National - 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Tél. (1) 45.50.92.05

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12 La Fête de la musique
Gaumont augmente son capital

13 La grève des magistrats
14 Le congrès du Syndicat national des instituteurs

15 La coupe d'Europe de football

Andy Warhol, un peintre de vanités

Toute sa vie, il a joué avec la mort, même si cette obsession se dissimulait derrière les mille et un visages de la mondanité. Rétrospective au Centre Pompidou

Le Centre Georges-Pompidou étant entré dans une ère d'austérité depuis qu'Hélène Artweller en est la présidente, la rétrospective Andy Warhol a bien failli ne pas s'y tenir. Il aurait fallu le regretter, car, en dépit des apparences, la peinture de Warhol, comme d'ailleurs son cinéma, n'est la plupart du temps connue que partiellement, à travers deux ou trois images-flashs des années pop, et sous forme de reproductions.

Or non seulement cette peinture de Warhol médiatiquement occultée par le phénomène Andy, dandy des sixties, bouffon de la jet set des seventies, et produit commercial des eighties, n'a jamais fait l'objet d'une grande exposition d'ensemble, mais encore elle souffre beaucoup d'être reproduite. Ce qui peut paraître paradoxal d'une œuvre qui use (abuse, diront les mauvais esprits) justement de la reproduction. Mais qui est normal d'une peinture qui se vit en surface par-dessus la mise à plat d'images répétées mécaniquement jusqu'à l'usure et la perte du modèle dans le report sériographique. Jusqu'à sa disparition, parfois, dans des masses d'ombres ramées, un encreage retravaillé par de nouveaux passages de couleurs brosseuses larges, à l'acrylique, qui leur donne une nouvelle consistance.

Si, comme le disait Warhol, n'importe qui pouvait reproduire le motif aussi bien que lui, cela ne voulait pas dire qu'il ne touchait pas aux images, ni même qu'il intervenait dessus comme une machine. Que Warhol soit un peintre bien plus peintre qu'on ne croit est un des premiers constats que l'on peut faire en visitant sa rétrospective posthume. D'où il ressort aussi que le peintre Warhol pourrait bien devenir l'un des vrais

classiques du XX^e siècle. Ce qui n'est pas encore tout à fait acquis, la surenchère des grands médias sur son œuvre (proportionnelle à celle du marché) ayant plutôt pour effet de la rendre suspecte de superficialité.

Or, et là encore, c'est un paradoxe, si effet de surface il y a dans l'œuvre de Warhol, qui s'orne d'ailleurs de toutes les plumes dont se pare une société du spectacle, on ne peut pas pour autant conclure qu'elle est futile et sans profondeur. Au-delà des gestes de provocation néo-dada, l'artiste, à froid, s'en est pris à la peau des images courantes, la sienne, qu'il ne supportait visiblement pas, celles des stars, Marilyn, bien sûr, et Liz, et Elvis, celles d'accidents de voiture atroces. Il y a achevé le travail de neutralisation de la réalité entamé par le processus de diffusion massive de ces images, forçant ainsi la réflexion sur le devenir de notre perception du monde par médias interposés. Par papier, toile, soie, pellicule et écran interposés.

Terrible Warhol, qui choisit de dépeindre le cas Marilyn et nous montre en multipliant son image et son sourire hollywoodien, stéréotypé, comment se perd une identité, et comment, sous le maquillage, la mort fait son œuvre. La mort qui est le compagnon du peintre presque des débuts jusqu'à la fin. Un peintre de portraits en série, qui n'a jamais peint que deux portraits : celui, implacable, de la société vue du dedans, et celui, beaucoup plus sensible, de l'homme qui justement vit dedans. Et dont l'histoire, qu'il soit héros, vedette, ou passant anonyme, finit inéluctablement de la même façon : par une désincarnation. Warhol, justement, a choisi de trai-

ter ce phénomène sur fond immatériel d'icône.

C'est sans doute pour rompre avec cette gravité de la peinture que Bernard Blistène, commissaire de l'exposition, l'a enveloppée dans le papier peint à motif de vache (bleu sur fond jaune) que l'artiste a imaginé en 1965, dans la foulée de ses grosses fleurs, pour changer d'air après deux ou trois années d'exercice intensif autour d'images sinistres, qui d'ailleurs étaient invendables.

La détestation de soi

Quel collectionneur aurait voulu de ses suicidés, de ses voitures retournées avec cinq cadavres dedans, de ses chaises électriques ou de ses scènes d'émeutes raciales ? Leur rassemblement après les boîtes de soupe Campbell, les paquets d'emballage de lessive Brillo, et les stars, fait définitivement pencher la balance en faveur d'un Warhol qui est tout sauf l'indifférence, même sous des dehors passifs, aussi passifs que l'image de la vache du papier peint, qu'en bon citoyen Warhol a finalement rattachée à l'idée de conserve et non à celle des grands espaces du western.

Warhol avait aussi, bien sûr, de l'humour et de la fantaisie. Il était double, triple, multiple, lui aussi. Et prompt à gérer ses contradictions et ses zones d'ombres en toute lucidité. A preuve les auto-portraits interrogateurs qui ponctuent toute sa peinture, tantôt positifs, tantôt négatifs, tantôt sérieux, tantôt grotesques, tantôt moches, tantôt beaux, reflet de son drame de visage pâle, qu'il grime, qu'il camoufle, dont il plonge une moitié dans la noirceur et la flou artis-

tique, mais dont il révèle aussi le grain grossier au Polaroid.

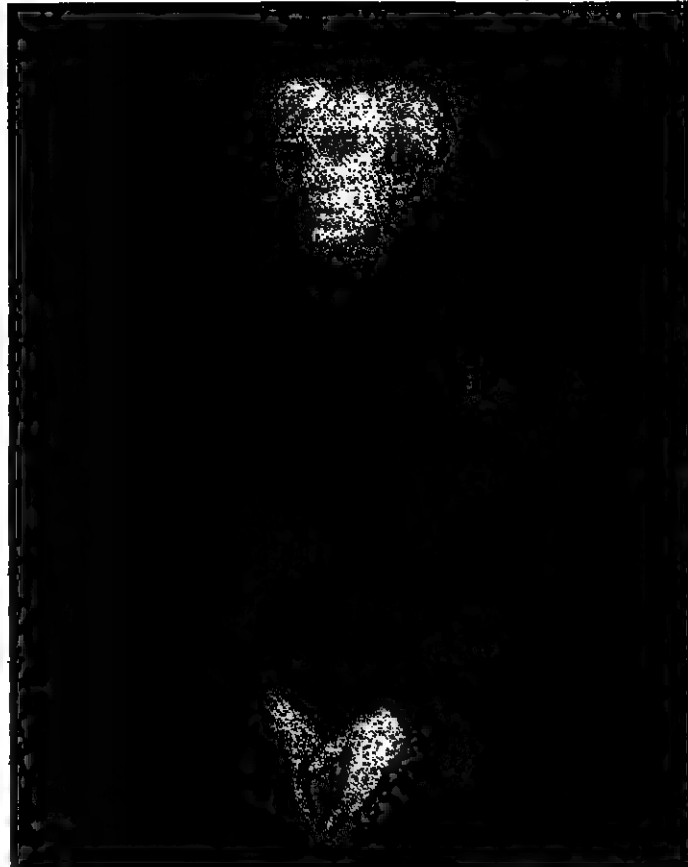
Warhol, sûrement, se détestait bien plus qu'il ne s'aimait. Warhol, sûrement, est le peintre de ses rêves de beauté, de gloire, de célébrité, et de sa propre vanité. Avant d'être un peintre de vanités, au sens traditionnel, qui étale les richesses du monde, peint des dollars à la place des pièces d'or, des boîtes de conserves à la place des fruits et légumes, et des portraits de stars à la place des princes. Où le crâne est toujours présent. La même tête de mort.

Quant aux fleurs, qui font tache avec la vache dans son œuvre, des critiques y ont vu un rapport avec les gouaches découpées de Matisse. C'est bien possible, Matisse étant - on le voit à travers quelques dessins du temps où Warhol était illustrateur de mode - visiblement une des références de l'artiste. Celui-ci, on pouvait s'en douter, n'a pas forgé son style en partant seulement des bandes dessinées dont il a fait l'un des sujets de ses premières peintures pop. Avec d'autres.

L'exposition montre tout cela fort bien au début de parcours, comme elle montre très bien, à la fin, l'irrépressible besoin de l'artiste de repenser son œuvre en la confrontant, à sa manière, à la peinture du passé (Raphaël et Vinci). Autre vanité. A un moment où justement on est moins sûr de la qualité et de la richesse de sa peinture, qui ne tient plus le rythme époustouflant des années 60.

GENEVIEVE BREERETTE

► Andy Warhol, rétrospective. Grande galerie du Centre Georges-Pompidou, (5^e étage), du 21 juin au 10 septembre. Catalogue, 480 p., 350 F.



ROBERT MAPPLETHORPE

Le touche-à-tout

On a beaucoup dit qu'Andy Warhol touchait à tout. Encore faut-il préciser qu'il y touchait à peine. Moins il en fait, plus ça marche. Il photographie un chien dans la rue, au polaroid, et revend la photo quelques 80 000 francs au maître du chien. C'est idiot, c'est admirable, c'est parfaitement logique. Cela s'appelle la valeur ajoutée. Elle peut n'être qu'une signature au bas d'un tableau, un archon quelconque. Warhol n'est pas le premier à poser son nom sur un objet banal. Au contraire, il ne fait que répéter une tradition millénaire d'années, celle qui vous fait aimer le profil des rois sur les monnaies.

Ce thaumaturge touche-à-tout a affleuré le rock'n'roll. Pas longtemps. Il découvre en 1965 dans une boîte de Greenwich Village une bande de musiciens, Lou Reed, John Cale, Maureen Tucker qui forment le Velvet Underground, un groupe météorique de rock noirâtre porté sur les mauvais garçons et la chimie amusante. Il leur adjoint Nico, un ancien mannequin, actrice fugitive, mène une pochette toute simple, blanche, avec une belle banane jaune grandeur nature, ou contre nature, c'est-à-dire, vous faire penser à Dieu sait quoi. Là-dessus, le Velvet Underground entre dans l'éternité éphémère de la marginalité musicale, et jusqu'à présent John Cale et Lou Reed se portent fort bien, merci.

ce qui n'était pas si évident au départ.

Au cinéma aussi, Warhol n'aura donné qu'une touche de ses doigts multiplicateurs de dollars. On connaît bien la période de sa collaboration avec Paul Morrissey à partir de 1968, les films Trash, Flesh, Heat, etc. avec des stars comme Joe Dallesandro, Viva, Ultra Violet, gigolos et travestis. En revanche, la période antérieure est de loin la plus riche. Warhol réalise de 1963 à 1967 des films muets en noir et blanc, Kiss, un baiser de trois minutes, Sleep, le sommeil du poète John Glenn pendant six heures (filmé non pas en temps réel comme on l'a cru, mais en diverses séquences, remontées, ralenties, répétées, somnifères au possible), Empire, un plan fixe de l'Empire State Building de l'aube au coucher du soleil, pendant huit heures, etc.

Ce n'était pas le premier, ni le dernier, à découvrir l'esthétique de la répétition - La Monte Young, Terry Riley en musique - ni celle de la banalité. John Lennon avait filmé lui aussi plusieurs heures de ciel bleu, vide. Bien d'autres la feront ensuite sans le savoir, par bêtise. Warhol aura du moins compris mieux que tous la puissance des images, la magie du nom qui les touche et les porte, la solitude qui occupe tout l'espace entre l'œil et l'écran.

MICHEL BRAUDEAU

Warholmania

Il paraît de plus en plus de livres sur Warhol mais on préfère ceux qu'il a écrits lui-même

« Je n'aime pas livrer mon background et, de toute façon, je l'invente différemment chaque fois que l'on m'interroge. Ce n'est pas tellement que ça fasse partie de mon personnage de ne pas tout dire, mais j'oublie ce que j'ai dit la veille et je dois tout réinventer (...). Je ne m'inquiète de rien de ce qu'on écrit sur moi. De toute façon, je ne lis pas grand-chose de ce qui s'écrit à mon propos, je regarde seulement les photos dans les articles, ce qu'on dit de moi n'a aucune importance. » (Andy Warhol, propos recueillis par G. Beng en 1967).

Si ceux qui, depuis sa mort, écrivent sur Warhol, sa vie, son œuvre, avaient médité ces sages maximes d'indifférence, peut-être auraient-ils renoncé à leurs ouvrages, ou publié seulement des albums de photos.

Ce n'aurait pas été plus mal, car il y a fort à craindre que leurs livres, essais, biographies, n'aient guère, au fond, d'importance. Les uns parce qu'ils étaient trop proches de lui, les autres parce qu'ils en sont trop loin, ne voient que l'apparence. La mise au point est floue.

Piété encyclopédique et malveillance

Ultra Violet, l'une des héroïnes de la Factory, publie-t-elle, avec une admirable célérité, Ma vie avec Andy Warhol ? C'est pour y parler d'elle-même avec passion et suggérer que Warhol est bien de la chance de la rencontrer. Aussi

u M. Jack Lang et le Musée de Nice. - Le ministre de la culture a fourni des précisions sur la durée du boycottage, par lui-même et par certains artistes, du Musée d'art moderne et d'art contemporain (MAMAC) de Nice inauguré jeudi 21 juin (Le Monde du 20 juin). M. Jack Lang a indiqué qu'il avait « suggéré aux artistes d'accepter que leurs œuvres soient déposées au musée une fois l'inauguration passée ». Il a ajouté qu'« il fallait distinguer la ville de son maire » et qu'il « comptait bien aller visiter le Musée de Nice ».

est-il à ses yeux légitime de se rembourser désormais aux dépens du défunt et de poser, si l'on ose dire, à la veuve de la main gauche.

David Bourdon, autre proche de l'artiste, se consacre-il à la défense de sa mémoire ? Il a la piété encyclopédique, la vénération démonstrative, et s'emploie à ranger en ordre chronologique événements, films et scandales. Mais il a le respect et l'exigence qu'il lui faut affirmer que Warhol a inventé le pop-art sans le secours d'aucun précédent et faire croire qu'il devint, tout naturellement, le grand ami de Lichtenstein, Rosenquist and Co.

Étrange thèse, quand on sait combien les peintres new-yorkais furent réticents à accueillir le transfuge de la publicité. Avec le même zèle purificateur, Bourdon réussit ce prodige d'ôter aux mises en scène de la Factory qu'il décrit tout comiques et toute efficaces provocatrices. Son Warhol soft n'est plus qu'un monument pour visites guidées.

Autre biographe, aussi malveillant que Bourdon est révérencieux, Victor Bockris. Il travaille à « l'américanisme », il collationne anecdotes, interviews, souvenirs des proches, coupures de presse, ragots, potins et calomnies, les coud bout à bout, et se garde comme de la gale de toute interprétation.

Son ouvrage peut ravir qui souhaite savoir avec quels amis Warhol eut des aventures, quand, combien de fois, le jour ou la nuit, quelles drogues il préférait, ses maladies infantiles, l'heure de sa mort - 6 h 31 - sa marque favorite de vêtements - Saint-Laurent of course - et la liste complète des invités à la party du tant chez Z.

Il ne faut rien attendre d'autre, ni analyse des œuvres, ni esquisse d'une réflexion picturale. Rarement vit-on biographe s'empêtrer aussi complètement dans le petit fait, vrai ou faux, et manquer l'essentiel.

Dans un genre antithétique, un essai, qui se veut sans doute polémique, a paru sous le titre Andy Warhol n'est pas un grand artiste. L'auteur de ce supposé brûlot, Hector Obalk, a contre Warhol un

terrible grief : il œuvrait en publicitaire et non en artiste « véritable ». On ne peut donc, évidemment, de procédés puisse avoir un sens, il semble n'en rien soupçonner, ni l'obsession du vide qui faisait écrire à Warhol des acheteurs de ses tableaux : « Je voudrais les aider à viduer leur espace ».

Cette littérature warholienne pèse très peu en comparaison des deux volumes d'écrits de l'artiste traduits en français. Ma philosophie de A à B expose sous forme de pseudo-dialogues et de saynètes burlesques les conceptions de Warhol sur l'art, l'amour, la vie, la mort, les sous-vêtements masculins et le téléphone.

Tout n'y est pas drôle. Il arrive même que l'on s'ennuie quelques pages durant avant de retrouver des aphorismes fondroyants tels que : « Ce qu'il y a de plus beau à Stockholm, c'est le McDonald's ». Ou, plus profond : « Le sexe est la nostalgie du sexe ».

Une ou deux pages par jour

Le Journal, vingt mille pages de manuscrits, de 1976 à 1987, près de huit cents dans l'édition française, contient le même mixte d'historiettes mondaines, de conversations rapportées ou imaginées, de portraits et d'observations acides.

Il ne peut se pratiquer qu'à la manière d'un dictionnaire ou d'une anthologie, une page un jour, deux le lendemain, et il y manque l'index et le glossaire que tout travail d'édition convenable exige d'ordinaire.

Mais sa lecture est aussi instructive que divertissante, comme l'on disait jadis. Parmi cent autres anecdotes qui peignent l'époque et son chaos, on en citera une, dédiée amicalement à tous les amateurs de peinture pompier : il paraît que William Bouguereau est le peintre préféré de Michael Jackson.

PHILIPPE DAGEN

► Ma vie avec Andy Warhol, Ultra Violet. Albin Michel, 320 p., 120 F.

► Andy Warhol, David Bourdon, trad. J. Bourriot. Flammarion, 432 p., 595 F.

Jean Dutourd

JEAN DUTOURD
de l'Académie française

Conversation avec le général

Flammarion

Style superbe. Un régal. A donner des complexes à tous ceux qui font profession d'écrire.

Jacques Duquesne - Le Point 49 F

JAN 10 1990

CULTURE

LA FÊTE DE LA MUSIQUE.

Bruno Lion, samaritain du rock ou cheval de Troie de l'Etat

Le rock est en première ligne de la Fête du 21 juin
Musique rebelle, il est devenu un enjeu politique

Il y a un peu plus d'un an, le ministre de la culture nommait Bruno Lion au poste de chargé de mission pour le rock et les variétés. La mesure marquait le passage d'un seuil. Depuis 1981, l'Etat n'avait pas manqué de sollicitude pour le genre, de la construction des Zénith de Paris et Montpellier à la loi de 1983 sur les droits des auteurs et des interprètes. La nomination de Bruno Lion était avant tout l'affirmation d'une volonté : coordonner l'action de l'Etat dans un domaine culturel qui s'était jusqu'ici passé de sa présence.

A l'instant du premier bilan, les sentiments des acteurs de la scène rock française, musiciens, managers, producteurs phonographiques, vont de l'enthousiasme raisonnable au soulagement. Malgré l'absence de budget propre, Monsieur Rock a vite dépassé la condition de gadget-alibi que d'aucuns lui avaient assignée et certaines actions engagées commencent à porter leurs fruits. Mais le rock fait aussi l'apprentissage de l'action culturelle. L'irruption des subventions, l'assimilation de règles du jeu qui n'ont plus rien à voir avec celles du show-business ou du milieu alternatif, ne vont pas sans douleurs.

Pour atténuer le choc de la première rencontre, Bruno Lion s'est

révélé un intermédiaire plus qu'a-déquat. Né et élevé dans le sérail (fils de Robert Lion, actuel président de la Caisse des dépôts et consignations, il a étudié le droit administratif), il est à l'origine du Centre d'information du rock (CIR), pierre angulaire du rock officiel comme ses tenants l'appellent par auto-dérision. En arrivant au ministère, il y a apporté une connaissance intime, celle du consommateur et celle de l'animateur, de la scène rock.

Instrument de la convivialité urbaine...

Bruno Lion explique l'absence de budget propre affecté à son poste par le refus de placer le rock dans un ghetto. En aidant les groupes à tourner dans des conditions décentes, en subventionnant les labels phonographiques indépendants et en soutenant l'effort de diffusion du rock français à l'étranger, il a réussi à désarmer les réticences. Il l'a fait en s'appuyant sur le réseau associatif, en se gardant le plus possible de choix artistiques (généralement délégués à des personnalités de la scène rock) et surtout en imposant une symbiose entre l'action de l'Etat et la vitalité nouvelle du rock français.

Cette reconnaissance avait obéi au double canon du rock (rebelle, ne

trouvant d'autre justification que le succès public) et du mouvement alternatif (nourri de l'anti-étatisme autonome). Le discours des fondateurs du Réseau rock - « Nous estimons que le rock doit être pris en compte par la collectivité au même titre que les autres formes d'expression », dit Maurice Liéou, l'actuel directeur du CIR - se heurtait à une méfiance instinctive. « La politique en direction du rock relève de l'intégration, de la création de nouvelles convivialités urbaines, il n'y a aucun mystère à ce sujet. Ce qui m'étonne c'est le temps que mettent les collectivités locales à comprendre cet enjeu », explique Bruno Lion.

A l'épreuve des faits, les oppositions de principe sont tombées. Lors d'une première incursion, sous le nom de Réseau rock, le CIR a fédéré diverses initiatives locales. « Finalement, nous sommes convenus qu'il fallait prendre le problème par l'information », explique Maurice Liéou. Cet organisme a officiellement vu le jour au printemps 86, avec une subvention de 300 000 F accordée juste avant le changement de locataire rue de Valois.

La première année fut exclusivement consacrée à une espèce de recensement de la France rock, associations, labels, lieux et artistes. De cette compilation fut tiré l'« Officiel du rock », guide à peu près exhaustif de la scène française. Cet outil destiné aux professionnels a cristallisé les demandes d'information et de formation des professionnels ou aspirants professionnels.

... ou acharnement thérapeutique ?

Mais les oppositions de principe ont laissé la place aux critiques circonstancielles. L'attribution de 3 millions de francs aux labels indépendants a provoqué quelques grincements de dents. Bertrand Slaba, qui dirige l'« Océan », maison de disques lilloise, a refusé de déposer un dossier : « Nous n'avons jamais disposé d'informations précises sur les critères de choix. Il est impossible d'une entreprise comme la nôtre d'habiller des prévisions budgétaires précises et d'évaluer des besoins. Ceux qui ont demandé 30 millions en ont eu 30 même s'ils en avaient moins besoin; ceux qui avaient demandé une plus petite subvention ».

Ouverture moscovite en mineur

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Succès de l'exportation française, la Fête de la musique a vu cette année s'ouvrir devant les yeux des Français. Déjà, l'an passé, la possibilité d'organiser une édition soviétique avait été évoquée. Mais il fallait d'abord évaluer un problème de date : beaucoup plus que la soliste d'été et le culte d'Apollon, le 21 juin évoque pour les Soviétiques l'anniversaire de l'invasion allemande de 1941.

Nikolai Goubenko, le nouveau ministre de la culture, a finalement résolu d'avancer la date de la Fête de la musique et a invité M. Lang à venir prendre part aux festivités. Accompagné de Catherine Lara, Eddy Mitchell, Charliette Couture et Alain Delon - la présence de ce dernier s'expliquant moins par sa contribution à la chanson française que par sa formidable popularité en URSS - le ministre français de la culture a pu mesurer en quelques heures la distance qui sépare la Fête telle qu'il l'a développée en France de sa version soviétique.

Dans l'après-midi, les rues de Moscou restaient vierges de toute manifestation musicale spontanée. Sur la place de la mairie, la fanfare de la garnison de Moscou donnait une aubade en se tenant juste au bord de la rue Gorki, presque sur le chemin des tramways, une position qu'on aurait dit étudiée à la fois pour faire plaisir aux automobilistes et pour éviter tout attroupelement. Place des Trois-Gares, une version réduite de la même formation se livrait à un exercice voisin.

La Fête de la musique avait pourtant été annoncée par voie de presse et à la télévision. Mais, que les Moscovites préfèrent réserver leur spontanéité à d'autres manifestations que

celles initiées par leur gouvernement ou que celui-ci maîtrise mal l'art de mobiliser les masses, l'essentiel des activités musicales du jour devait finalement avoir lieu dans la soirée dans les lieux ordinairement réservés à la musique, théâtres et salles de concert.

En attendant, la délégation française fut accueillie sur les marches du Théâtre des Variétés aux accents de Sweet Georgia Brown, interprété par un orchestre qui aurait pu faire les beaux soirs de l'ORTF. Pendant ce temps, le directeur du théâtre, petit homme à chapeau mou, distribuait des fleurs aux dames. Après avoir enchaîné sur une version moscovite de « L'école des fans » (gamins en collant interprétant des airs de variétés), on se dirigea vers le parc Gorki.

Là-bas, comme sur l'Arbat, les éventuels musiciens avaient été découragés par le temps, qui avait viré au froid pluvieux. Après avoir parcouru les couloirs sinistres de l'hôtel Victoria, on arrivait à une chambre à peine assez grande pour accueillir un orchestre ad hoc. Pourtant les vingt musiciens (plus un percussionniste en chapeau haut-de-forme) de l'Orchestre de chambre de Moscou avaient réussi à faire de la place pour deux rangées de fauteuils. Après avoir joué quelques mélodies de Tchaïkovski, Strauss (Johann) et Mozart, les jeunes femmes en noir et blanc posèrent pour un portrait de groupe avec acteur français.

En repartant vers l'aéroport, M. Kilchevski, le vice-ministre de la culture, qui avait joué le rôle d'écuyer tout le long, se désolait du temps et de la coincidence maligne qui avait fait tomber le 20 juin en plein milieu de la semaine. L'année prochaine, promettait-il, la fête pourrait vraiment commencer.

THOMAS SOTINEL

COMMUNICATION

Pour renforcer son réseau de salles et sa production

Gaumont augmente son capital de 232 millions de francs

M. Nicolas Seydoux a confié dans l'avenir du septième art français. Le PDG de Gaumont a décidé d'augmenter de 232 millions de francs le capital de la célèbre compagnie cinématographique : 281 438 actions nouvelles au nominal de 100 F seront émises au prix unitaire de 850 F, portant la prime d'émission à 750 F par action. A l'issue de cette augmentation de capital, M. Seydoux, qui détient aujourd'hui, directement et par l'intermédiaire de Cinépar, 67,8 % des actions, verra sa participation réduite à 55 %.

Cette augmentation de capital permettra à Gaumont, dont les résultats ont accusé une légère baisse en 1989 (56,4 millions de francs contre 69,1 millions en 1988), de poursuivre sa modernisation et son développement (le Monde du 21 mars). Le moment, estime en effet le patron de la société, est particulièrement propice, puisque les investisseurs financiers s'intéressent de plus en plus à l'image et que la situation économique du cinéma s'améliore.

« Autrefois adversaires, cinéma et télévision sont aujourd'hui partenaires », déclare M. Seydoux au cours d'une conférence de presse, mardi 19 juin. Vendre aux chaînes des films permet de leur vendre aussi des films plus anciens. La télévision aime le cinéma, elle commence à payer à un prix raisonnable les longs métrages qu'elle diffuse. Sans trahir le « secret » des prix de vente aux chaînes, le patron de Gaumont a indiqué que les droits de diffusion d'un grand film pouvaient atteindre « près de 10 millions de francs ». Ainsi les ventes du catalogue Gaumont qui comptent plus de deux cents titres, ont progressé en 1989 de 66 à 92 millions de francs.

Ces perspectives favorables sont encore confortées par le développement du marché de la vidéo et par

le lancement de nouvelles chaînes consacrées au cinéma. La chaîne câblée C'était hier, dont Gaumont et la Générale des eaux sont actionnaires, permettra ainsi de mieux valoriser les dix mille kilomètres de pellicules détenues par la société.

L'exploitation en salles, elle-même, se présente sous un jour favorable, après des années de crise qui ont vu chuter la fréquentation de 200 à 118 millions de spectateurs annuels entre 1982 et 1989. Le PDG de la Gaumont a en effet exprimé sa confiance dans une industrie « artisanale à forts investissements » (20 millions de F par film en moyenne). « Le cinéma, a-t-il dit, doit affirmer sa spécificité en jouant la carte du confort, de l'usage, du son, et d'une émotion différente. Les Américains ont gagné ce pari, nous le gagnons aussi ».

C'est pourquoi Gaumont poursuivra la modernisation de ses cent quatre-vingt-huit salles entamées ces dernières années avec le lancement de Gaumont-Rama, totalement renouées. Une politique qui a déjà permis au groupe de recueillir 15 % des recettes « salles » en France avec 3 % du parc seulement. Une politique, enfin, que Gaumont renforcera en continuant à investir dans des films à gros budgets après les succès du Grand Bleu et de Nikita de Luc Besson.

Enfin la note d'information sur l'augmentation de capital précise que Gaumont attend toujours une indemnisation de l'Etat après la résiliation de la concession de TV 6 au début de 1987 par la gouvernance de M. Chirac. Le principe de cette indemnisation, prévu par le contrat de concession de la chaîne privée, a été reconnu par un jugement du tribunal administratif de Paris mais l'Etat a fait appel.

Face au blocage de la vente de Pathé par M. Béréogovoy

M. Parretti saisit la Commission européenne

« Nous sommes victimes d'une véritable machination. Il est inadmissible qu'un député français comme M. François d'Aubert se livre à une telle campagne contre M. Gian Carlo Parretti sur la foi de simples bobards racontés par des journalistes. Il est inconcevable que le ministre des Finances, M. Parretti de l'ordre public, ne se soit pas prononcé sur ce casier judiciaire est vierge. La presse américaine a fait ses gros titres avec la décision française et cela gêne beaucoup notre OPA sur la Metro Goldwyn Mayer ». MM. Salvatore Picciotto et Jean-René Pliot, administrateurs de Pathé France, avaient réuni la presse, le 20 juin à Paris, pour dénoncer leur indignation et annoncer la contre-offensive après le gol par M. Pierre Béréogovoy de la vente de Pathé-Cinéma.

Le cabinet Loyrette qui défend les intérêts de M. Parretti, a déjà saisi la Commission des Communautés européennes en qualifiant la décision du ministre de l'économie et des finances de « détournement de procédure et abus de pouvoir ». M. Parretti espère que Bruxelles qui l'avait déjà soutenu l'an dernier, fera pression sur le gouvernement français. De plus, les conseils de l'homme d'affaires italien vont engager une procédure en diffamation contre M. François d'Aubert, député UDF de

la Mayenne, qui a demandé une commission d'enquête parlementaire sur l'origine des fonds de M. Parretti.

« M. d'Aubert et le gouvernement français servent objectivement les intérêts du cinéma américain », affirme M. Picciotto. Hollywood qui a déjà vu passer Columbia aux mains des Japonais, ne veut pas perdre la MGM. Et tandis qu'une entreprise européenne tente courageusement de prendre le contrôle d'une major américaine, le gouvernement français, lui, favorise l'implantation en France de parcs d'attractions américains et bloque la restructuration de Pathé ».

M. Parretti, lui, est resté aux Etats-Unis où il tente de rassembler avant le 23 juin, les fonds nécessaires pour boucler son OPA. Le quotidien britannique Financial Times affirmait le 19 juin que Time Warner, associé à l'homme d'affaires italien dans l'opération, songeait à retirer son offre de financement. Le Wall Street Journal fait état du scepticisme croissant des analystes financiers américains sur l'issue de l'opération. Interrogé, la direction de Time Warner indique qu'elle examine toujours le plan de financement de M. Parretti et qu'aucune décision n'est encore prise.

J.-F. L.

La crise de la SFP

M^{me} Tasca met en cause la gestion de M. Guillaume

Le plan d'entreprise prévoyant cinq cents suppressions d'emplois à la SFP - dont trois cents licenciements - est « cruel, certes, mais c'est aussi un plan solide et cohérent », a déclaré, mercredi 20 juin, le ministre délégué à la Communication, M^{me} Catherine Tasca. Répondant à une question du député communiste Georges Hage, M^{me} Tasca a estimé que « l'issue des problèmes très graves que la SFP résout dans des solutions responsables et durables ».

Le ministre qui s'exprimait à l'Assemblée nationale, a rappelé que pour le seul dernier exercice, la SFP affichait un déficit de 383 millions de francs. « La situation financière s'est dégradée en 1989 par une maîtrise incertaine tant des dépenses que des modalités de financement, et elle poursuivra. C'est la nouvelle équipe dirigeante qui assume aujourd'hui ce déficit ». Sans jamais nommer le précédent président de la SFP, M. Philippe Guillaume, élu depuis PDG d'Antenne 2 et FR 3, M^{me} Tasca a rappelé que « dès 1988, le gouvernement avait demandé un plan d'entreprise au PDG d'alors. Celui-ci a quitté la SFP sans avoir fait de propositions ».

Des propositions, M. Guillaume

en fait aujourd'hui, recevant à leur demande les organisations syndicales de son ancienne société. Dans une lettre adressée mercredi 20 juin à M. Jean-Pierre Hoss, son successeur, il suggère ainsi qu'Antenne 2, FR 3 et la SEPT s'efforcent d'évaluer le volume de commandes qu'elles pourraient adresser dans les années à venir à la société en difficulté.

M. Michel Hommel élu administrateur de « l'Est Républicain ». M. Michel Hommel, patron d'un groupe de presse spécialisé dans l'automobile et la télévision (Echappement, Têlé 77, TV Hebdo, TV Câble Hebdo...), a été élu mardi 19 juin au conseil d'administration de l'Est Républicain. En achetant en octobre dernier 6,5 % des actions du quotidien de Nancy, M. Hommel avait permis au PDG, M. Gérard Liganc, de consolider sa position, alors que le groupe Cora tentait de prendre le contrôle de l'entreprise.

le club france jeune

PARK AVENUE
92, rue d'Orléans PARIS 20^e

présentent NOSTALGIE 1951

LA NUIT DU BAC

avec PARK AVENUE

vendredi 22 juin 90

de 22 h à l'aube

Entrée: 100 F

EAU DE FONTAIN

5^e AVENUE
2815, AVENUE FOCH
75116 PARIS
01.45.00.00.13

NANTES PARIS TOULOUSE AUXERRE MARSEILLE
STRASBOURG MONTPELLIER LILLE ANGOULEME
LYON BASTIA QUIMPER NICE AIX-EN-PROVENCE
TOURS BORDEAUX CHAMBERY ANGERS AVIGNON

avec Corinne HERMES

SOCIÉTÉ

La journée de protestation des magistrats Un front uni des gens de justice

Une journée de protestation organisée jeudi 21 juin par les trois ordres de magistrats a reçu le soutien de la garde des Sceaux. Le garde des Sceaux, de son côté, a réaffirmé son soutien au mouvement.

Le mouvement de mécontentement des magistrats a suscité un large écho. La détermination des magistrats à faire savoir qu'ils ne se laisseront pas imposer des revendications par le Syndicat des magistrats (SGM) a été saluée. Le Syndicat des magistrats (SGM) a décidé de « ne pas approuver le mouvement de grève » et de « ne pas approuver le mouvement de grève ».

« aboutissent à de véritables dénis de justice », la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérée) avait, elle aussi, décidé de « s'associer » au mouvement de protestation des magistrats. La branche parisienne de la même fédération avait déclaré qu'elle l'approuvait.

Au sein de l'administration pénitentiaire, ce mouvement a été également encouragé, notamment par l'Union générale des syndicats pénitentiaires (UGSP), qui lui a apporté son « total soutien ».

Au sein des juridictions, le mécontentement des magistrats est, de même, partagé. Le Syndicat national CGT des fonctionnaires et agents des chanceries, cours et tribunaux, et conseils de prud'hommes s'y « associe pleinement ». Quant à l'Association des greffiers de France, elle avait, elle aussi, appelé à une « journée nationale d'action » pour jeudi. Le Syndicat autonome des fonctionnaires de justice

avait fait part, de son côté, de son « soutien » aux magistrats, de même que le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (Fédération de l'éducation nationale).

Sans des responsabilités

Répondant mercredi 20 à l'Assemblée nationale à une question de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), M. Pierre Arpaillange, ministre de la Justice, avait déclaré que « depuis des décennies, le Parlement et les gouvernements n'ont sans doute pas été assez attentifs à l'ample mutation des fonctions de l'institution judiciaire ».

Le 19 juin, M. Arpaillange avait demandé par lettre aux premiers présidents et procureurs généraux de « prendre toutes dispositions utiles pour assurer la continuité du fonctionnement du service public de la justice ». Il leur avait demandé « de faire appel aux

sens des responsabilités des magistrats afin que, dans le cadre de cette journée, ne soit menée aucune action de nature à entraver ou entraver le fonctionnement régulier des juridictions, ce qui à l'évidence serait contraire à leur statut ».

De son côté, le bureau exécutif du Parti socialiste a estimé mercredi que « la justice (devait) être une priorité budgétaire pour 1991 ». « Le parti », a-t-il annoncé, « va intervenir en ce sens auprès du gouvernement pour une revalorisation significative de ce budget ». Pour des raisons proches de celles de leurs collègues français, certains magistrats belges avaient décidé de ne pas prononcer de jugements, jeudi, pour obtenir, eux aussi, les moyens de s'acquitter de leurs tâches dans des conditions satisfaisantes.

La sujétion des juges

par Bertrand Le Gendre

INDÉPENDANCE de la magistrature, que les juges ont réclamée depuis la loi du 21 juin, est-elle une revendication récurrente qui alimente l'hypocrisie à la sainte Antienne des magistrats : le statut nous subordonne de notre inamovibilité au pouvoir en ce, retranchés des politiques : exercer des pressions sur la magistrature, n'est-ce pas la voie ?

Chacun se voit ainsi la face devant la réalité fort banale : l'indépendance des juges ne s'exerce que si elle ne sert pas, à l'encontre des gouvernements en particulier dont la situation, de tous temps et sous toutes les latitudes, est de mettre une indépendance à l'épreuve.

Les textes codifiant l'indépendance peuvent la conforter, ils ne la garantissent jamais, parce qu'elle est d'abord une affaire de tradition et de caractère. Or, de Bonaparte à de Gaulle, les juges se sont toujours accommodés des pouvoirs parlant haut et fort. Il n'y a eu, par exemple, qu'un seul magistrat pour refuser, en 1941, de faire allégeance au régime de Vichy. Tous les autres jurèrent « fidélité à la personne du chef de

l'Etat ». Si la magistrature s'enorgueillit d'actes de résistance aux pouvoirs en place, ces manifestations de courage sont généralement le fait d'individus isolés. Collectivement, les juges font rarement preuve de témérité : dans les moments difficiles, ils ont plutôt tendance à rendre des services que des arrêts.

Le président de la République ne peut guère s'étonner, malgré tout, que la magistrature redresse aujourd'hui la tête. Il a trop critiqué la sujétion dans laquelle les textes fondateurs de la V^e République confinent les juges, pour être surpris de voir ces derniers faire chorus.

Héritage du général de Gaulle, le Conseil supérieur de la magistrature est l'instrument prétendu de cette indépendance. Si sa composition est aujourd'hui tant critiquée, c'est que ses neuf membres sont tous nommés par le chef de l'Etat, même s'il le fait, pour six d'entre eux, sur une liste de noms proposée par la Cour de cassation. Avant de choisir les magistrats appelés à siéger à cette même Cour de cassation ou à devenir premier président de cour d'appel, le président de la République doit

nécessairement s'informer des positions du Conseil supérieur de la magistrature... qu'il n'a lui-même nommé et dont les choix sont, de ce fait, rarement de nature à le surprendre.

M. Mitterrand peut ainsi faire valoir, comme il s'y est employé au cours de ses récentes déclarations sur *le Monde*, qu'il ne lui est jamais arrivé en neuf ans de modifier une seule des propositions de nominations faites par cette haute institution. Et pour cause : les deux femmes et les sept hommes qui composent cette « haute institution » ont généralement pour caractéristique de ne pas vouloir déplaire au pouvoir en place.

Soupiasse

Fragilité de la sorte, l'indépendance des magistrats n'est plus encore par la course d'obstacles qui rythme leur carrière, quatre groupes répartis en deux grades, auxquels s'ajoute un échelon hors hiérarchie. Subordonnés aux caprices du pouvoir, le franchissement de ces obstacles exige beaucoup de courtoisie de la part des magistrats ou beaucoup d'indifférence quant à leur avenir professionnel.

L'indépendance est une vertu facile chez le premier président de la Cour de cassation (le plus haut poste - inamovible - de la magistrature), surtout s'il est déjà commandeur de la Légion d'honneur. Mais pour les autres ?

Après avoir dénoncé cette situation puis avoir promis d'y remédier, le président de la République, aujourd'hui, se tait. Au cours de son interview sur *le Monde*, il n'a pas eu un mot pour rappeler son engagement ancien d'« assurer (...) l'indépendance de la magistrature (...) par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature ».

L'explication officielle est désormais que cette indépendance « dépend de la conscience des juges » (M. Mitterrand) ou - variant - qu'elle est « beaucoup une question de caractère » (M. Pierre Arpaillange, garde des Sceaux). Ce qui n'est pas faux mais un peu court. Car on n'a jamais entendu dire que le président de la République se fasse beaucoup d'illusions sur le courage des magistrats.

Miser sur la seule « conscience » des juges, n'est-ce pas, du coup, laisser entendre qu'on s'accommode fort bien de leur soupiasse ?

Pour avoir autorisé l'interview d'un terroriste détenu

Le directeur de la prison de la Santé a été limogé

M. Jean Macé, le directeur de la maison d'arrêt de la Santé à Paris, a été relevé de ses fonctions, mercredi 20 juin, et muté, à Bordeaux, comme adjoint au directeur de l'administration pénitentiaire.

Le ministre de la Justice reproche à M. Macé d'avoir autorisé une équipe de télévision affirmant travailler pour l'AFP à filmer, dans sa cellule, André Olivier, l'un des chefs de la branche dite « lyonnaise » du groupe terroriste Action directe.

M. Etienne Mougeotte, vice-président de la chaîne, nous a déclaré que cette interview lui avait été proposée, après sa réalisation, par un producteur indépendant, M. Alain Blanchet, mais qu'il ne l'avait pas commandée et l'avait refusée.

M. Mougeotte considère que l'AFP n'a pas à diffuser un entretien « sans l'apologie du terrorisme » comme c'était, selon lui, le cas.

Menacé, sans que cela lui ait été officiellement signifié, de révocation, M. Macé a préféré demander lui-même sa mutation.

De nombreux journalistes ont été autorisés à visiter la Santé lorsqu'il en était le directeur. Comme l'administration pénitentiaire, dont c'est toujours la politique officielle, M. Macé estimait indispensable que l'opinion

soit informée de la réalité - peu reluisante - des prisons. Coupable d'une imprudence, il en paie, aujourd'hui, le prix.

Agé de trente-neuf ans, M. Macé a été, notamment, directeur de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) et de la maison centrale de Moulins (Allier), avant d'être promu, très jeune, directeur des prisons de Paris (le titre officiel du directeur de la Santé). En 1978 et 1981, il avait été candidat RPR aux législatives dans le Val-de-Marne, le département qui abrite la maison d'arrêt de Fresnes, dont il était, à l'époque, l'un des sous-directeurs. M. Macé n'est plus, aujourd'hui, militant du RPR.

Agé de quarante-sept ans et actuellement détenu à la Santé, André Olivier a été condamné le 29 juin 1989 (le *Monde* du 30 juin 1989) à la réduction criminelle à perpétuité dont dix-huit années « incompressibles », la peine maximum prévue actuellement par le code pénal. Il est considéré comme l'un - sinon le principal - des responsables de la branche lyonnaise d'Action directe, à laquelle on doit notamment trois meurtres, cinq tentatives d'homicides volontaires, quatre prises d'otages et trois attentats à l'explosif.

B. L. G.

Poursuivi pour avoir traité M. Le Pen de nazi

M. Roger Hanin relaxé par le tribunal de Toulon

La justice française, par la voix du tribunal de grande instance de Toulon (Var), a pour la première fois mercredi 20 juin mis sur le même plan les thèses de M. Jean-Marie Le Pen et l'idéologie nazie. Saisi d'une plainte en diffamation de MM. Le Pen et Le Chevallier, coéditeurs du *Front national* dans le Var et député européen, contre M. Hanin, le tribunal a en effet débouté les dirigeants du FN. Dans une intervention par le journal *Var-Matin*, l'auteur avait déclaré que les responsables du FN « ne sont pas seulement des fascistes mais de véritables nazis », rappelant que l'holocauste, « ce n'est pas un détail » (le *Monde* du 1^{er} juin).

Dans ses attendus, le tribunal estime qu'il existe « une troublante et essentielle adéquation entre les thèses de M. Le Pen et celles des fascistes et nazis ». Se référant à la déclaration

qualifiant de « point de détail » l'existence des chambres à gaz et au jeu de mots « Durefour-criminaire », le tribunal souligne « le caractère révélateur de l'ensemble de ces déclarations et comportements » et relève « une surprenante complaisance à l'égard du nazisme » de la part de M. Le Pen. Ce jugement de relaxe n'est pas définitif, les dirigeants du FN ayant la possibilité d'en interjeter appel.

M. Le Pen a déjà été condamné récemment trois fois au civil : deux fois pour le « point de détail » et une fois pour ses propos sur quatre journalistes d'origine juive. Lors de sa dernière condamnation pour le « point de détail » le 23 mai à Nanterre, les magistrats s'étaient bornés à reprocher à M. Le Pen d'avoir « commis une faute » en « banalisant » les persécutions infligées aux juifs et aux tsiganes par les nazis.

Portes fermées au tribunal de Reims

Les juges peuvent toujours juger, si l'intendance ne suit pas. Au tribunal de Reims, les greffiers se font rares et les parvis de conduire restent dans les mains des chauffards condamnés. Aussi magistrats et fonctionnaires ont-ils décidé ensemble de fermer les portes de leur tribunal, jeudi 21 juin. Et ce, bien avant que les syndicats ne fixent à ce même jour la date de leur journée d'action.

REIMS

de notre envoyé spécial

M^{me} Marie-Françoise Prêteux, premier greffier, responsable de l'application des peines, ouvre son tiroir secret. Là, s'accumulent les fiches de condamnations en attente d'exécution. La prison ferme y étiole les annulations de permis de conduire. « La notification des jugements ne me parvient pas, je ne peux donc assurer leur suivi », dit-elle tout simplement.

Les greffiers sont chargés de cette notification, mais, faute de personnel, ils ne peuvent l'effectuer en temps voulu. On ne pourvoit les postes vacants qu'avec plusieurs mois de retard ; on ne pallie pas les absences pour congé de maternité ou parental. L'effectif est rempli à 75 %, dont la moitié ne sont que des agents techniques de bureau (ATB).

Il n'y a donc pas grand monde pour dactylographier les jugements. Sauf procédure d'urgence, les jugements rendus à l'audience pénale à juge unique (par exemple pour les conduites en état d'ivresse) ne sont plus dactylographiés et donc plus exécutés depuis avril 1989. « Il est vraiment défilant de réclamer l'application de la peine deux ans après le jugement », estime M. Georges Guérin, substitut

du procureur de la République. Si les condamnés ont trouvé un emploi stable, la mesure risque de tout briser. Les justiciables et leurs avocats avancent cet argument pour obtenir un aménagement, voire une levée de la peine, ce qui entraîne encore un surcroît de travail judiciaire.

Il semble, en revanche, que le Trésor ne montre pas la même « compréhension » et que les amendes soient toujours recouvrées. Si, du moins, elles sont prononcées en correctionnelle. « La « tuciste » du tribunal de police qui notifie les amendes aux intéressés nous quitte en septembre », explique M. Joël Besson, greffier en chef. Elle ne sera pas remplacée. La perte sèche avoisinerait les 5 millions l'an. Soit de quoi engager quelques personnes... »

Toilettes réquisitionnées

Pas remplacé non plus, ce juge des enfants qui a obtenu sa mutation. « Pendant six mois, nous ne serons plus que deux magistrats au tribunal des enfants », confie M^{me} Marie-Dominique Vargès, premier juge des enfants. En conséquence, nous ne pourrions traiter les affaires concernant des mineurs délinquants ou en danger grave (abandons, sévices...) sur le secteur de Reims... »

Si le tribunal d'instance ne déploie aucun poste vacant, il voit cependant sa charge considérablement alourdie. « Entre 1980 et 1989, les affaires à traiter ont doublé, sans que l'effectif augmente », assure M. Jean-Pierre Franco, juge d'instance. Et l'on doit ajouter la loi Neiertz sur le surendettement. Songez que le siège rémois de la Banque de France, qui tente une première conciliation, a pu engager six personnes, à titre temporaire certes, et nous aucune. »

Ce fonctionnement au ralenti lise bien évidemment les victimes. Le personnel affirme traiter en priorité les cas entraînant le versement de dommages et intérêts, mais un jeune avocat répond qu'une de ses clientes, à la suite d'un accident de la route, a dû patienter quatorze mois après le jugement pour être indemnisée.

Venir se plaindre et réclamer son dû, c'est bien beau. Encore faut-il frapper à la bonne porte et, pour cela, être bien aigüillé. L'an dernier, magistrats et fonctionnaires avaient bénévolement mis sur pied un service d'accueil et de conseil. Dix mois plus tard, le renouveau était de temps. Aujourd'hui, une hôtesses déléguée par la préfecture renseigne les visiteurs. « Ce poste nécessite pourtant une personne formée et durablement installée », insiste M. Denis d'Erny, juge à la première chambre civile. Il faut écouter les gens pour leur indiquer le tribunal compétent. Sinon, ils errent de service en service, et tout le monde perd son temps. « Depuis l'expiration du contrat TUC de la préfecture, le 1^{er} juin, les fonctionnaires se relaient pour assurer une permanence téléphonique. »

Pour présenter ses revendications, le personnel du tribunal de Reims, réuni en assemblée générale, a préféré les portes fermées aux portes ouvertes. Tant mieux pour le coût, tant pis pour l'image. Les locaux illustrent, en effet, les propos. On refait les moquettes comme les services d'accueil, on transforme des couloirs en bureaux comme des agents techniques en greffiers. Le juge des enfants voit installer dans des fauteuils défoncés et les dossiers en retard s'empilent dans les corridors. Même les toilettes sont réquisitionnées pour la photocopieuse.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

FAITS DIVERS

La mort d'un jeune homme au cours d'une interpellation à Paris

Le policier auteur du coup de feu placé en garde à vue

Un jeune homme a été tué d'une balle tirée par un enquêteur de police, mercredi 20 juin dans le sixième arrondissement de Paris, au cours d'une interpellation en flagrant délit opérée par des policiers de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire parisienne. Selon les témoignages, le suspect était maîtrisé et ne paraissait pas dangereux quand le coup de feu est parti (nos dernières éditions du 21 juin).

Il est presque une heure de l'après-midi et la foule du Quartier latin est dense quand huit policiers en civil interpellent cinq personnes à l'angle du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel. Les policiers surveillent depuis une semaine trois hommes et deux femmes, qui leur semblent constituer une équipe de malfaiteurs spécialisés dans l'écoulement d'Eurochèques et de chèques de voyage falsifiés. Mercredi 20 juin, la filature permet aux policiers - qui appartiennent au cinquième cabinet de délégation judiciaire, spécialisé dans les infractions sur les chèques, et au dixième cabinet, chargé de la recherche des infractions à caractère économique et financier - d'intervenir en flagrant délit, après que les cinq suspects, tous dotés de faux papiers, eurent changé des chèques de voyage volés dans deux agences bancaires du Quartier latin.

Les trois hommes et les deux femmes sont placés au sol par les policiers. Les quatre premiers sont facilement maîtrisés. Le dernier se débat, face contre sol, alors que deux policiers tentent de lui passer les menottes. L'un d'eux le menace

avec son arme de dotation, un revolver Manurhin 38. Un coup de feu atteint le jeune homme en pleine tête et celui-ci décède au cours de son transport à l'hôpital.

Le policier qui a fait usage de son arme est un enquêteur du 10^e cabinet de délégation judiciaire, « l'antigang » de la police judiciaire spécialisée dans la délinquance financière. Cet enquêteur, M. Jean-Louis Scobbert, trente-six ans, en poste dans ce service depuis 1978, a été placé en garde à vue. L'Alcootest et la prise de sang effectués après les faits se sont révélés négatifs.

On cité policier, on insiste sur les circonstances « accidentelles » de la mort du jeune homme. Entendus par l'inspection générale des services (IGS), qui a été chargée de l'enquête, les inspecteurs et enquêteurs présents sur les lieux ont expliqué que le jeune homme aurait fait un mouvement pour se dégager au cours d'une interpellation qui fut mouvementée.

Des témoignages précis et accablants

Pour d'autres témoins directs des faits, qui nous ont spontanément contactés à la rédaction du journal, il s'agit d'une « bavure ». D'après ces témoignages concordants, le jeune homme, plaqué face contre sol, ne paraissait pas dangereux et ne plaçait visiblement pas les policiers en situation de légitime défense : les témoignages divergent sur la question de savoir si le suspect était ou non menotté au moment du coup de feu. Un étudiant en sciences politiques qui revenait de la Sorbonne à cycloteur raconte : « Le jeune homme était à terre et paraissait maîtrisé par les deux policiers, dont l'un appuyait le canon de son arme sur l'arrière du crâne. Je n'ai pas eu

l'impression qu'il essayait de se débattre au moment où le coup de feu a claqué et où j'ai vu le sang gicler. »

Un coursier, qui se tenait à 2 mètres de la scène, a assisté, lui, à l'ensemble de l'interpellation : « Le policier qui appuyait son pistolet sur la tempe de l'homme lui a crié à plusieurs reprises : « Arrête de bouger, sinon je te plante. » Il paraissait très énervé. Le coup est parti alors que le gars avait été menotté dans le dos. La femme et le fils d'un docteur, qui faisaient des courses dans le quartier sont formels : « L'homme avait des menottes dans le dos quand le policier a tiré à bout portant. Le coup de feu a claqué dans un moment de calme. » Selon M. Sébastien Julien, un lycéen de vingt ans qui se trouvait dans un taxi au moment des faits et qui a contacté l'AFP, « le jeune homme était allongé sur le ventre et n'avait pas encore les menottes. Il avait deux policiers sur lui. L'un pressait un pistolet sur sa nuque, tout en le tenant au col. L'autre était assis sur lui et s'apprêtait à lui passer des menottes derrière le dos, essayant de lui dégager la main droite pour lui passer les menottes dans le dos. Le premier policier était très énervé. Le suspect a fait un mouvement pour dégager sa main et le coup de feu est parti sur le côté arrière gauche du crâne, dont une grande partie a été ôtée », a déclaré le lycéen à l'AFP, précisant que le policier a paru « horrifié par son acte ».

L'inspection générale des services a été saisie de l'enquête sur les circonstances de la mort du jeune homme, lequel, dans la soirée de mercredi, n'avait, pas plus que les quatre personnes arrêtées, pu être identifié.

ERICH INCIVAN

Vendredi 22 juin : pas de retransmission (journée de repos avant les huitièmes de finale).

AGENDA

JEUDI 21 JUIN

LA FÊTE DE LA MUSIQUE A PARIS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

MARINA ABRAMOVIC & ULAY

Galerie contemporaines. Jusqu'au 19 août.

LES CONCOURS D'ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 27 août.

RAYMOND HAINS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

IMAGE. IMAGES. Atelier des artistes. Jusqu'au 1 septembre.

METRO-ART. Art et architecture des métropoles. Galerie du forum. Jusqu'au 2 juillet.

NOUVEAU DESIGN A LONDRES. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 27 août.

JEAN-LUC PARANT. Musée national d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

EDOUARD PIGNON. Musée d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

ALVARO SIZA. Galerie des dessins d'architecture. Jusqu'au 3 septembre.

TERRE ELUE - TERRE REVÊE. Elise Lasker-Schiller, Mania Cho'Nat. Galerie de la BPI 2 étage. Du 26 juin au 3 septembre.

ANDY WARHOL. RÉTROSPECTIVE. Grande galerie, 5 étage. Du 21 juin au 10 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.J. sf mar. de 12 h à 21 h 45.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de la France. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 novembre.

HOUEL : VOYAGE EN SICILE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 27 août.

LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES. (1984-1989). Pavillon de la France. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 27 août.

POLYPTYQUES OU LE TABLEAU MULTIPLE DU MOYEN ÂGE AU XIX^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 25 F, possibilité de billets couplés avec le reste d'entrée au musée. Jusqu'au 23 juillet.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830). Galerie et salle Moïse. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gratuites les jeudis à 15 h.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

THOMAS SCHUTTE. A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

ART PRÉCOLUMBIEN DU MEXIQUE. Galeries nationales (42-83-54-10). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 juillet.

COMPARAISON. Dessin et peinture à l'eau. Nef (42-56-09-24). T.J. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 juin.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages - cent photographies en noir et blanc, huit autographies. Galeries nationales (42-56-07-11). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

JOSEPH WRIGHT OF DERBY. (42-88-54-10). T.J. sf mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 juillet.

MUSÉES

ANIMAUX ET PAYSANS. Musée Bourdier, 25, rue de l'Yvette (46-47-53-49). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 septembre.

PARIS EN VISITES

«Exposition Wright de Derby», 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

«Le quartier juif du Marais», 15 heures, métro Saint-Paul.

«Le Montparnasse des artistes», 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

«Riches heures de la place Dauphine. La rue des Orfèvres et le grenier à sel au temps des corporations moyennes. Le Pont aux pleurs et les plus vieilles maisons de Paris», 14 h 30, 12, place Dauphine (H. Hauriol).

«Hôtels et jardins du Marais, place des Voies», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur du passé).

«Histoire du Marais : la rue du Temple, de la Barre-au-Bec à l'hôtel Jean-Bart», 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant le bureau de poste (Monuments historiques).

«Le château de la reine Blanche, l'hôtel de Julienne et l'hôtel Scipion», 15 heures, 17, rue des Gobelins (D. Bouchard).

«Le quartier juif du Marais», 15 heures, métro Saint-Paul.

«Le Montparnasse des artistes», 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 heures (salle de conférences) :

«Jordane. Epouges nébétéenne et romaine : fouilles sur le site de Khirbat ed-Dharir», par F. Villeneuve (entrée gratuite) ; 12 h 30 : «Un pari muséographique : l'abbaye de la Toussaint : la galerie David d'Angers», par V. Huchard ; 19 heures : «Vers le grand Versailles», par J.-P. Babelon.

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 :

«Définition et buts de la Loge unie des théosophes». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

LES ANNÉES V.I.A. Valorisation de l'innovation dans l'ameublement.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 août.

ARCHITECTURE EN TERRE DE PIERRE CULOT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

L'ART DU PAYSAGE DE AU HONNEN. Musée Camuschi, 7, av. Vélazquez (45-63-50-75). T.J. sf lun. et les 14 juillet et 15 août de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 septembre.

L'ART PREND L'AIR. Certe-volante d'artistes. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

BANG & OLUFSEN. Design et technologie. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

GLEN BAXTER. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-58-80-17). T.J. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

BRONZES ANTIQUES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-28). T.J. de 12 h à 18 h, mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

EDWARD S. CURTIS. IMAGES DE L'OUEST AMÉRICAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTFARNASSE 1918-1940. Musée Bourdier, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

JAMES ENSOR. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 juillet.

FRÈRE CASTIGLIONE. 1689-1766. PEINTRE DE L'EMPEREUR DE CHINE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-55). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 16 juillet.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain à la fin du XIX^e siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 18 septembre.

HOMMAGE AUX TILLES ET A RODIN PAR FRANÇOIS MORELLET. Musée Rodin, hôtel Biron, parc, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h. Du 28 juin au 30 septembre.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 juillet.

JEUX DE MIROIR. Actualités d'hier et d'aujourd'hui. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, galeries-vitrines, 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.J. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

ANDRÉ KERTESZ. Ma France. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 20 août.

MALI-MAAO BOGOLAN. ARTS GRAPHIQUES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F (13 F J.T.). Jusqu'au 3 septembre.

JULES ET PAUL MARMOTTAN. COLLECTIONNEURS PRESTIGIEUX AU MUSÉE. Marmottan, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

PARIS D'HOSPITALITÉ. Pavillon de l'Arsenal, 2 étage mezzanine Sud et Nord, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 septembre.

PARIS RACONTÉ PAR L'IMAGE

D'EPINAL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Cycle de conf. : histoire générale de Paris le jeudi de 18 h 15 à 19 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 août.

FRANÇOIS ALEXANDRE PERNOT (1793-1885). Musée de la vie romane - Maison Ramon-Schiffel, 16, rue Chapral (48-74-95-38). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juillet.

PIECES D'ÉCHECS. Bibliothèque Nationale, cabinet des manuscrits et archives, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.J. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

PLUMES & EN-TÊTES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1990. PHOTOGRAPHIES DE HUGUES DE WURSTBERGER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

LA PROPAGANDE SOUS VICHY. 1940-1944. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.J. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 juillet.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 20 F. Du 28 juin au 30 septembre.

LE ROI GUSTAVE III ET LE THÉÂTRE AU XVIII^e SIÈCLE. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-62-39-94). T.J. de 10 h à 18 h 30, sam. à 14 h 30. Rens. : 42.25.06.77. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 juillet.

ROUGE-MOÏSE. ESPACES PUBLICS ET ART DÉCORATIF. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 août.

SCULPTURES CONTEMPORAINES DU ZIMBABWE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F (J.T.). Jusqu'au 30 juillet.

LE THÉÂTRE DE LA MODE. Musée des Arts et Métiers, pavillon de la Mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

TREMPIN POUR DES IMAGES N-8. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-86-53). T.J. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

TROIS CONCOURS LANCÉS PAR LA VILLE DE PARIS. Pavillon de l'Arsenal, galeries d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-63-70-60). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 16 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

EXTRAITS LA COLLECTION DU MUSÉE DE L'ÉLYSÉE. Un musée pour la photographie. Lausanne. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.J. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 juillet.

BAYA, CHAIRIA, FAHREINISSA. TROIS FEMMES PEINTRES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 août.

VINCENT BIQUEL. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 juillet.

BENIN. TRÉSOR ROYAL. Collection du Musée pour l'Afrique, Vienne. Fondation Decker, 60, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. de 11 h à 19 h. Visites guidées (jeudi à 15 h). Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 23 septembre.

CENT RECETTES DE CUISINE DE DANIEL SPOERER ILLUSTRÉES. Gauthier Institut, innexa Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.J. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 28 juin.

LES COMPAGNONS DU DEVOIR : LA GRANDE ÉCOLE DES MÉTIERS. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-16-43). T.J. sf sam. et dim. de 8 h 30 à 18 h. Jusqu'au 27 juillet.

DESSINS VÉNITIENS DES COLLECTIONS DE L'ÉCOLE DES BEAUX-ARTS. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.J. de 13 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 juillet.

DESSINS A CHAUD. Centre culturel de la République démocratique allemande, 117, bd Saint-Germain (46-34-25-97). T.J. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h, sam. de 15 h à 20 h. Jusqu'au 7 juillet.

LÉON GISCIA. Paris Art Center, 36, rue Faguerre (43-39-47). T.J. sf dim. lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

NEMOURS. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Barryer (45-63-50-55). T.J. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 juillet.

OUKIVA THRENE SEBOT. Par Jasdu Buté. Livres en jargons, livres illustrés. Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sévigné (47-36-12-53). T.J. sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 juillet.

PLEINS FEUX SUR LA HAYE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-06-85-99). T.J. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 1 juillet.

PROMOTION 1990. Ecole d'Art Maryse Eloy, 48, rue Beaubourg (42-76-53-50). T.J. de 11 h à 19 h. Du 22 juin au 23 juin.

ERNESTINE RUBEN. Espace photographique du Paris. Nouveau Forum des Halles, place Cardin - 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h, sam. dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 15 juillet.

SUR LES PAS DE PALISSY. Le Louvre des annuaires, 2, pl du Palais-Royal (42-97-27-00). T.J. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 juillet.

THE MARKET STREET GROUP. Group d'artistes contemporains de San Diego, Californie. Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York (47-23-38-88). T.J. sf dim. de 10 h à 19 h. Du 21 juin au 7 juillet.

TIRE LA LANGUE, OU LES IRREQUILERS DU LANGAGE. Centre Walilone-Bruelles à Paris, Beaumont, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 août.

TREASURES DE LA FRISE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-06-85-99). T.J. sf lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 août.

VIENNE 1815-1848. Un nouvel art de vivre à l'époque de Biedermeier. Château et trianon de Bagatelle, domaine de Bagatelle, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F, entrée d'adulte : 5 F. Jusqu'au 15 août.

PÉRIPHÉRIE

AUVERS-SUR-OISE. Autour du docteur Gachet. Musée Daubigny et office de tourisme, rue de la Sansonne (30-36-10-06). T.J. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Voyage en musique, cent ans d'exotisme. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.J. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

BRETAGNE-SUR-ORGE. Festival de la Contrepartie, 21 heures : concert rock par Opéka, place de la Sorbonne.

CHARENTON-LE-PONT. L'Estampe de Picasso à Souleuvre. Hôtel de ville, pavillon d'Anno de Navard, 49, rue de Paris (43-68-62-60). T.J. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

LA DÉFENSE. Cent ans d'art belge. Grande Arche, foyer, salle de l'Arche (47-08-13-33). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 26 août. Cesar à la Défense. Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense (49-00-15-00). Jusqu'au 8 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Situations livry. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (46-70-15-71). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Fermé le sam. et dim. pendant le mois d'août. Jusqu'au 23 septembre.

JOUY-EN-JOSAS. Andy Warhol System : pub pop rock. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-48-48). T.J. de 12 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 9 septembre.

PONTOISE. Autour d'Otto Freundlich, œuvres du XX^e siècle des collections du Musée. Musée Taverdelacour, 4, rue Lemerclier (30-38-02-40). T.J. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 septembre.

POUILLEY-FRANCAIS. Festival de la Contrepartie, 21 heures : concert rock par Opéka, place de la Sorbonne.

SEPTIÈME arrondissement - 19 heures : Escale des beaux-arts : rock et musique électronique. 19 heures : jardins du Luxembourg : concert jazz 20 h 30 : à l'église Saint-Germain des Prés : chants liturgiques orthodoxes russes, par le Chœur Tchakovsky. Galerie de l'Est : groupes sud-américains ; rue Gozlin : l'Orchestre de chambre du Royaume de la musique interprète Bach, Vivaldi et Mozart. 21 heures : place Saint-Sulpice : Festival de la Forêt d'Europe : parvis du Théâtre de l'Europe : Festival des variétés.

SEPTIÈME arrondissement - 18 heures : le Conservatoire national supérieur de musique joue sur une péniche, du Musée d'Orsay au parc de la Villette. 19 h 30 : Maison de l'Amérique latine : musique chilienne. 20 heures : Champ-de-Mars : fanfare de l'Afrique 21 heures : palais de l'UNESCO : musique classique et chants d'Europe centrale.

HUITIÈME arrondissement - 18 h 30 : Maignon : l'Orchestre de Paris dans l'Opéra des Noirs de Figaro et Buzet. 20 h 15 : salle Gaveau : audition publique de petites formations classiques et jazz ; place du Trocadéro : soirée variétés de TF1.

NEUVIÈME arrondissement - 18 heures : station Auber : grand podium RATP rock et jazz. 20 h 45 : mairie : l'Ensemble Jean-Walter Audouin présente Mozart, Barber et Bach.

DEUXIÈME arrondissement - de 21 heures à minuit : place de la République : The Cure et The The.

QUINZIÈME arrondissement - 18 heures : place Jeanne-d'Arc : variétés, salsa, rhythm'n blues et rock.

QUATRIÈME arrondissement - 18 heures : place des Vaugasses : la chorale du CNRS chante de la musique française, italienne, espagnole et anglaise des siècles et du septième siècle. 20 h 30 : à la Saint-Louis en l'île : le chœur a cappella de Paris chante Brahms et Liszt. 21 heures : Emile Hache et l'Ensemble Strung and Co. place Lénine : Orchestre d'harmonie des gardiens de la paix : rock place Stravinsky par Espéran et Castle.

QUATRIÈME arrondissement - 18 heures : cabaret des Femmes de Paris : l'Orchestre national d'Ile-de-France, dans l'Enfance du Christ, de Berlioz. Hôtel d'Alibert : soirée brésilienne. 19 heures : place du Bourg-Tibourg : concert.

SEPTIÈME arrondissement - 19 heures : la Scala Cantorum reçoit dans sa salle 259 rue Saint-Jacques : l'Institut du monde arabe : musiques arabes du Maroc ; place Morge : podium rock 20 heures : jazz, place de la Contrepartie, 21 heures : concert rock par Opéka, place de la Sorbonne.

SEPTIÈME arrondissement - 18 heures : Escale des beaux-arts : rock et musique électronique. 19 heures : jardins du Luxembourg : concert jazz 20 h 30 : à l'église Saint-Germain des Prés : chants liturgiques orthodoxes russes, par le Chœur Tchakovsky. Galerie de l'Est : groupes sud-américains ; rue Gozlin : l'Orchestre de chambre du Royaume de la musique interprète Bach, Vivaldi et Mozart. 21 heures : place

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le **jeudi 21 juin à 0 heure** et le **dimanche 24 juin à 24 heures**.

Vendredi, le temps sera encore perturbé avec de nombreuses nuagies et de la pluie sur la moitié nord. Une amélioration se produira à partir de la mi-journée, mais des nuages et quelques pluies se montreront gênantes sur la moitié sud, tandis que la pluie sera au maximum de la moitié nord. Dimanche, une légère tendance orageuse s'amorçera.

Samedi : éclairs sur le Nord, éclaircies sur le Sud.

Sur la Bretagne, la journée clôturera sous un ciel très nuageux, puis des averses se produiront. Ces averses ensuite gagnent en cours de journée la Normandie et la Picardie.

Sur l'Aquitaine, nuages et belles éclaircies se pareront le ciel.

Sur les pays de Loire, la Centre, la Bourgogne, le ciel sera nuageux, la moitié sud aura de belles éclaircies l'après-midi. Des Pyrénées au sud du Massif Central, aux Alpes du Nord, à la France frontalière et à l'Alsace, le temps le matin, sera gris et pluvieux. Des éclaircies apparaîtront sur ces régions l'après-midi.

Sur la Méditerranée Sud-Est, le pourtour méditerranéen et la Corse, le temps sera bien ensoleillé malgré la présence de passages nuageux.

Le vent soufflera fort sur les côtes de la Méditerranée à 140 km/h le matin, puis se s'atténuera l'après-midi.

Les températures minimales seront froides : 10 à 12°C sur la moitié nord, 14 à 16°C sur la moitié sud. Les maximales seront comprises entre 19 et 24°C.

SITUATION LE 21 JUIN

Dimanche : des nuages au Nord, orages probables au Sud.

Sur le quart nord-ouest du pays les nuages seront encore au menu, ils *s'évaporeront en cours de journée* et pourront même donner des petites pluies côtières.

Sur le Nord-Est du pays, après un début de journée assez brumeux, passages nuageux et raves éclaircies alternent.

La moitié sud de la France profitera d'un soleil assez généreux. Toutefois des orages pourront éclater en soirée, notamment sur le relief.

Les températures maximales oscilleront entre 17 à 19 °C sur les côtes de la Manche et entre 20 à 24 °C dans l'intérieur sur la moitié nord. Sur la moitié sud, elles varieront entre 23 à 28 °C mais pourront atteindre 30 à 32 °C dans le Sud-Est.

1990 A 0 HEURE TU

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du
mardi 19 juin 1990 :

UN DÉCRET
- N° 90-491 du 13 juin 1990
portant organisation de l'Ecole
nationale des ponts et chaussées.

Est publié au *Journal officiel* du
mercredi 20 juin 1990 :

UN AVIS
- Relatif à la publication des
décisions prises par la Commis-
sion des opérations de Bourse au
cours de la période du 26 mars au
11 mai 1990 (art. 1^{er} du décret
n° 90-491 du 13 juin 1990).

LEGENDE

- ENSOLEILLÉ
- ÉCLAIRCIES PEU ENSOLEILLÉES
- NUAGEUX COURTES ÉCLAIRCIES
- TÊTES BRUMEUSES OU COUVERTES
- PLUIE OU BRUME
- NÉBES
- AVERSES
- ORAGES
- BRUMES ET BRUILLARDS
- JOURS DE DÉPLACEMENT

TEMPS PRÉVU LE 22 06 90

DÉBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé														
Valeurs horaires relevées entre														
le 20-8-90 à 6 heures TU et le 21-8-90 à 6 heures TU					le 21-8-90									
FRANCE					TOURS					LOS ANGELES				
ALACROIX	30	19	C	C	TOULOUSE	20	11	C	C	LUXEMBOURG	22	15	N	C
MARITIME	30	19	C	C	TOULOUSE-PYR.	22	12	C	C	MADRID	20	15	N	C
BOURG	21	12	C	C	ÉTRANGER					MADRID	22	15	N	
BOURG	21	12	C	C	ALGER	22	16	N	N	MEXICO	25	15	N	
CREST	20	17	C	C	AMSTERDAM	22	16	N	N	MILAN	27	16	C	
CAHORS	17	10	C	C	ATHENS	26	16	N	N	MONTREAL	22	12	C	
LYON-BROUARD	21	11	C	C	BANGKOK	23	27	D	C	MOSCOW	14	7	C	
CLERMONT-FER.	21	11	C	C	BARCELONE	23	27	D	C	NAIROBI	26	18	C	
DOON	21	11	C	C	BELGRADE	23	27	D	C	NEW-YORK	26	18	C	
CHERBOURG-H.	18	12	C	C	BERLIN	20	17	C	C	OSLO	22	14	C	
LIMOGES	22	12	C	C	BRUXELLES	20	15	C	C	PALMA-DE-MAJ.	29	19	C	
LYON	18	15	C	C	LE Caire	20	13	C	C	PARIS	20	14	C	
LYON-DELMAR.	18	15	C	C	CONAKRY	23	24	N	N	RIO-DE-JANEIRO	24	19	C	
NANCY	20	15	C	C	DAKAR	18	24	N	N	ROME	30	21	N	
NANTES	20	15	C	C	DELHI	35	28	N	N	SINGAPOUR	31	23	N	
NICE	24	17	C	C	DJIBOUTI	35	29	N	N	STOCKHOLM	19	14	C	
ORLÉANS-MONT.	20	15	C	C	GENÈVE	24	18	C	C	SYDNEY	25	16	C	
PAU	24	18	C	C	HONGKONG	31	27	N	N	TOKYO	28	21	C	
PERPIGNAN	24	18	C	C	ISTANBUL	27	18	D	D	TUNIS	40	21	C	
RENNES	19	12	C	C	JERUSALEM	25	15	D	D	VARSOUVE	30	18	C	
ST-DENIS	24	18	C	C	LEBONNE	25	15	D	D	VENISE	30	15	C	
STRASBOURG	23	15	C	C	LONGKAI	25	15	D	D					

D
DROUOT
MONTAIGNE

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Télex : 650 873

MARDI 26 JUIN, à 11 HEU 14 H 30
TABLEAUX ANCIENS
M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. MM. Turquin, Herdchaut et Laitreille, Peseux. Expo. publ. le 25-6 de 11 h à 22 h (Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446).

MERCREDI 27 JUIN à 21 H
ET JEUDI 28 JUIN à 14 H 15
BIBLIOTHEQUE DU CHATEAU DE PRYE
M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, commissaires-priseurs. M^{me} Vidal-Mégret, expert.

VENDREDI 29 JUIN à 21 H
TABLEAUX CONTEMPORAINS
M^{me} BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs. (Expo. : le 29-6, de 11 h à 18 h.)

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARCOLE (groupeement de C.F.), 52, rue Taikboul (75009), 48-74-18-84.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-51-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DELOIRIE, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-40-93-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LEGNORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 2, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
LOUVERNE, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-39.
PARIS-AUCTION : de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOEBANX-COUTURIER, 4, rue Drouot (75009), 47-40-93-99.
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-05.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-31-06.

MAIRIE DU IX ARRONDISSEMENT
SALLE DES EXPOSITIONS
6, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. : (1) 48-00-01-62

MARDI 26 et MERCREDI 27 JUIN à 14 H
ART D'EXTRÊME-ORIENT
M. Portier, expert. (Exposition publique le 25/6 de 11 h à 18 h, le mardi 26, le 27/6 de 11 h à 12 h).

VENDREDI 29 JUIN à 11 H ET 15 H
ART NOUVEAU-ART DÉCO
M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. M. et M^{me} Camard, experts. Exposition publique le 28-6 de 11 h à 18 h et le 29-6 10 h à 11 h. (Veuillez contacter François Tassin au (1) 42-61-80-07, poste 460).

HOTEL GEORGE-V. Salon de la Paix
31, avenue George-V, 75008 Paris

MERCREDI 27 et JEUDI 28 JUIN à 10 H
COLLECTION - C.S. HOLDER.
LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871
M^{me} JUTHEAU, commissaire-priseur. M. Raymond Goebel, Soluphil France, expert. (Expo. : à l'étude, sur rendez-vous le 22 et 25 juin de 11 h à 18 h à l'Hôtel George-V, le 26 juin 11 h à 20 h).

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale

AGENDA

ARNET DU MONDE

Naissances

Maria-Chère, Jean-Paul REGINENSI et Lucille TRONCY.

Le plaisir d'annoncer la naissance de

Antoine, Félix,

est le 14 juin 1990.

Ouchette, 9460 MAGNE.

Décès

Les familles Alonso, Lang-Willar,

maria, Haroche, Cortaret,

et amis, parents et alliés,

la tristesse de faire part du décès de

Eve ALONSO,

née Lang-Willar,

est à Paris, le 20 juin 1990.

Les obsèques auront lieu le vendredi

21 juin, au cimetière de Passy, à

Paris, à 14 heures.

La cérémonie religieuse sera à

Paris, à 14 heures.

« Je vous donne ma paix. »

Jean, XIV, 27.

Remerciements

— Lupon.

M. René Desnoix,

et toute la famille,

remercient bien sincèrement les

personnes qui ont témoigné des

sympathies, par leur présence, lors

des obsèques de

M^{me} Michèle DESNOUX.

Anniversaires

— Nandor CHESNEY

nous a quittés le 22 juin 1988.

La mort est un scandale.

— Il y a deux ans, le 22 juin 1988,

Jacques WALINE

était brutalement enlevé à l'affection

des siens.

Ses nombreux amis,

Son épouse Dominique,

née Ramadier,

Son fils Guillaume,

Sa fille Alix,

Et toute sa famille,

demandent à tous ceux qui l'ont connu

de se souvenir de l'homme qui a su

allier humour, courage et honneur, et

d'en garder la mémoire.

A son souvenir sont associés,

Son père, le

professeur Marcel WALINE,

ancien membre

du Conseil constitutionnel.

Son grand-père,

Paul RAMADIER,

ancien président du conseil.

Messes anniversaires

— Le samedi 23 juin 1990, à

11 h 30, on l'égilise Saint-Roch, sera

célébrée une messe de commémoration

en souvenir du grand compositeur

Henri SAUGUET,

disparu voilà un an.

Tous les amis du musicien et de la

musique sont conviés à cette célébration,

qui sera accompagnée d'un hom-

mage musical.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le samedi

30 juin, à 14 heures, salle Louis-Léon

(Paris-Sorbonne), M. Pierre Roca-

« Place et rôle de l'islam et de l'islamologie dans la vie et l'œuvre de Louis

Massignou ».

— Université Paris-I, le lundi 2 juillet,

à 9 h 30, salle C-22-04, centre

Pierre-Mondés-Franco, M. N'Gouessan

Tchéché : « Une application de la

théorie économique de la bureaucratie

à l'analyse de la politique monétaire de

la BCEAO ».

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne F.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu 21 juin

TF 1

20.40 Cinéma : Meurtres en direct. ■■

Film américain de Richard Brooks (1982).

La Fête de la musique.

En direct du Trocadéro, avec Nick Kamen,

Kim Wilde, The Christians, Chris Rea, Black

Box, Philippe Laval, Patrick Bruel, Rie, La

Soca dance, Charles D. Lewis...

0.00 Magazine : Spécial sports.

Club Mondiale 90.

0.10 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Magazine : Antipasti.

Le journal de la Coupe du monde de foot-

ball.

20.56 Sport : Football. Coupe du monde :

Irlande-Hollande, en direct de Palerme.

22.50 Informations : 24 heures sur la 2.

En direct de la place de la Bastille.

La Fête de la musique.

En direct de la place de la Bastille. Avec les

Négresses vertes, Kassav', Mory Kanté,

Chab Kheled, Les Gypsy Kings, Zouk

machine.

FR 3

20.35 La Fête de la musique :

L'été de Prague.

Emission présentée par Paul Amar en direct

de Prague, en présence du président

Václav Havel, et en duplex avec le prési-

dent François Mitterrand. Avec le groupe

de rock Minut, le Synchronized Orchestra.

TF 1

14.30 Feuilleton :

La clinique de la Forêt-Noire.

Série : Tribunal.

15.15 Variétés : La chance aux chansons.

16.15 Série : Vivement lundi.

16.40 Club Dorothea, Docteur Slump.

17.05 Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.50 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.25 Jeu : La roue de la fortune.

19.55 Divertissement :

Pas folles, les détes !

20.00 Journal, Météo, et Tapia vert.

20.35 Variétés : Avis de recherche.

Invité : Fabienne Egal. Avec Les Vaga-

bonds, Cock Robin, Christophe, Claude Bar-

zotti, Capelli d'Or, Desirables...

22.30 Magazine : Et si on se disait tout.

Invité : Jacques Séguéla.

23.30 Série : Tous en boîte.

0.20 Journal, Météo et Bourse.

0.40 Pleins feux sur l'entreprise.

Présentée par Alain Weiler et Emmanuel de

La Taille, en direct de Biarritz.

A 2

14.05 Série : Les cinq dernières minutes.

Paris, le 19 août, de Guy Llesensseur.

15.40 Après-midi show.

Spécial Para Astrid.

17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.25 Magazine : Giga.

Un toit pour dix : Les années collège.

Série : L'homme qui tombe à pic.

18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.25 Journal et Météo.

20.40 Apostrophes.

La 742^e et dernière. Florilège des meilleurs

moments de l'émission.

Invité d'honneur : Georges Lubin pour son

vingt-cinquième volume de la correspon-

dance de George Sand.

23.00 Journal et Météo.

Cinéma : Sept ans

de réflexion. ■■■

Film américain de Billy Wilder (1955). Avec

Marilyn Monroe, Tom Ewell, Evelyn Keyes

(v.o.).

FR 3

14.03 Magazine : Camé vert. Châteaux forts

d'Alsace.

14.30 Série : Lady blue.

Magazine : Télé-Caroline.

16.05 Dessin animé : Tom Sawyer.

Dessin animé : Mollersalmo.

17.55 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

Jeux : La classe.

20.05 Magazine : Thalassa.

Ob sont passés leur balnéaire ? de Ramon

Gutierrez et Philippe Spinau.

Audience TV du 20 juin 1990 (BAROMETRE Le Monde / SOFRES/NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,9	Roue fortune	Inc	Actuel. rég.	Nulle part	Reporters	Cathy et Alne
		14,4	5,5	18,2	1,6	4,0	3,4
19 h 45	52,5	Roue fortune	Dessinez	10-20 infos	Nulle part	Journal	Dis donc papa
		24,9	8,5	10,0	3,2	2,9	2,8
20 h 16	63,8	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Cosby show
		25,3	14,8	11,5	3,2	5,0	4,5
20 h 55	67,7	Sacré soirée	Pub	Monte-Cristo	Cinéma salles	Histoires...	la ve
		23,9	19,9	6,9	2,4	11,6	3,3
22 h 08	64,0	Sacré soirée	Mondiale	Monte-Cristo	Le fingeur	Histoires...	Fran la ve
		18,4	19,0	9,4	2,8	12,5	2,9
22 h 44	51,5	Sacré soirée	Mondiale	Monsieur Hire	Débat	Ehron John	
		20,7	21,7	1,9	0,6	5,8	1,6

23.00 Journal et Météo.

23.30 Sport : Football. Coupe du monde

Angleterre-Egypte, en direct de Caglan.

1.15 Musique : Carnet de notes.

Sonate Arpegione en la mineur, de Schu-

bert.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Jackknife. ■

Film américain de David Jones (1988).

22.10 Flash d'informations.

22.15 Cinéma : Frantic. ■■

Film américain de Roman Polanski (1987).

Avec Harrison Ford, Betty Buckley, Emma-

nuelle Segner (v.o.).

0.10

Pain, amour et fantaisie. ■■

Film italien de Luigi Comencini (1953).

Avec Gina Lollobrigida, Vittorio De Sica,

Marisa Merlini (v.o.).

LA 5

20.30 Drôles d'histoires.

20.40 Téléfilm :

Strip-teaseuse malgré elle.

22.20 Série : Deux flics à Miami.

23.25 Sport : Voile. Kourou cup.

23.30 Magazine : Désir.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma : Fame. ■

21.35 Téléfilm : Un Anglais à l'étranger.

22.40 Journal et Météo.

23.05 Magazine : Faut pas rêver.

Italie : Cinecita ; Australie : Coober Pedy

0.00 Musique : Carnet de notes.

Sonate Arpegione en la mineur, de Schu-

bert.

0.15 Magazine : Aventures de l'esprit.

CANAL PLUS

15.15 Magazine : Dornact.

15.30 Cinéma : Mignon est partie. ■

Film franco-italien de Francesco Archibugi

(1988). Avec Stefania Sandrelli, Céline

Beauvallet, Leonardo Rusa.

17.20 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 18.30.

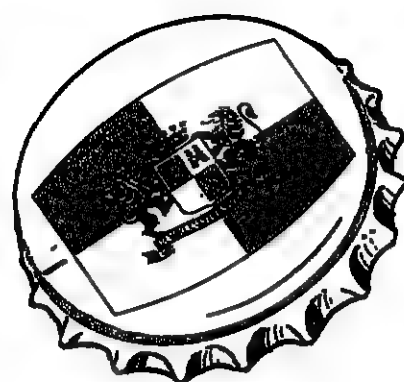
18.10 Dessins animés : Ça cartoon.

18.30 Sport : Athlétisme.

Setting de Saint-Denis, en direct.

20.30 Flash d'informations.

FÊTE DE LA MUSIQUE. CONCERTO EN SOLO OU EN CHŒUR OUVERTURE...



SACHEZ CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

 **KRONENBOURG.**
BRASSONS NOS DIFFÉRENCES.

Monde

23 D'activités des Douanes
et de l'installation

BILLET

de la Corse
à Manche

Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche. Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche.

Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche. Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche.

Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche. Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche.

Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche. Le billet de la Corse à la Manche est un billet de train à destination de la Corse et de la Manche. Il est valable pour les voyageurs de la Corse et de la Manche.

Le Monde
UNION FINANCIÈRE
Renseignements :
06-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS

 **COMPAGNIE**

Résultat au 30/06/90

1990

23 Directives des Doctes sur l'assurance automobile et la libre installation des non-actifs

24 Les socialistes et le patrimoine
30 Rapprochement entre Promodès et Codex

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

BILLET

De la Corse à la Manche

Après la Corse en mai, la Manche en juin... Les car-ferries restent à quai. Hier les dessertes de l'île à partir de Marseille, Ajaccio et Bastia étaient paralysées et les lignes italo-corses en souffrance. Aujourd'hui, c'est au tour de Calais d'être bloqué et des navires qui, à partir de Douvres, font la navette entre la Grande-Bretagne et le continent se détournent vers Boulogne ou Zeebrugge.

Dans les deux cas, des filiales d'entreprises nationales sont au cœur des événements sociaux et à chaque fois ce qui pose problème c'est le régime d'armement des nouveaux car-ferries mis en service à la veille de la saison touristique. La comparaison, toutefois, s'arrête là puisque dans le conflit corse la SNCM se heurte à un syndicat minoritaire et autonome, celui des travailleurs corses, mais pouvait compter sur l'appui de la CGT, toute-puissante à Marseille. Aujourd'hui, sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais, la SNAT, nouvelle filiale maritime de la SNCF, est dans l'impossibilité de mettre en service son car-ferrie tout équipé, le *Fiesta*, car les équipages, tant les marins que les officiers, appuyés par la CGT et la CFDT, contestent les modifications d'horaires de travail imposées par la direction. Exécédée par des grèves tourmentées, et décidée à faire preuve de vigueur, la direction de la SNAT a déposé le rôle d'équipage, ce qui correspond en fait à un lock-out. Une décision « extrême » qui n'a pas été approuvée par les pouvoirs publics. Escalade : les « travailleurs » bloquent les six passerelles du port de Calais et ont enté un autre car-ferrie de l'ex-SNCF.

Pour améliorer la rentabilité de l'exploitation maritime et essayer de l'aligner sur la « mode » des bateaux de British Ferries (qui armant un navire identique au *Fiesta* à des conditions plus économiques) la SNAT veut que les équipages passent quarante-huit heures à bord, dont quatorze heures de travail, suivies de deux jours de repos à terre, au lieu de vingt-quatre heures, dont dix-huit heures de travail à bord, suivies de quarante-huit heures de repos à terre dans le régime précédent. Un régime, de toute manière, assez confortable...

Les syndicats devaient être reçus par le ministre de la mer le 21 juin. M. Jacques Mellick n'envisage pas « d'envoyer les CRS pour une nouvelle bataille de Calais... », mais il en appelle plutôt, à juste titre, à la raison et à une période de transition. Elu du Pas-de-Calais, il est en tout cas directement concerné et se doit, lui aussi, d'être sur le pont.

F. Gr.

Le Monde
PUBLIÉ FINANCIER
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE OPTORG

Résultat au 30/6/90

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 19 juin 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se soldent par un bénéfice net de 168 887 175 F comprenant un résultat positif exceptionnel, après IS, de 130 632 000 F.

Après distribution d'une action gratuite pour dix actions anciennes, elle a décidé la mise en paiement le 17 juillet 1990 d'un dividende global de 14,25 F représenté par un dividende net de 9,50 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 4,75 F.

En contradiction avec le plan Delors

Londres propose que l'écu circule dans la CEE parallèlement aux monnaies nationales

Au lieu d'abolir les monnaies nationales comme le propose le rapport Delors, faisons circuler une monnaie européenne commune parallèlement à celles-ci. Telle est la surprise faite mercredi 20 juin à Londres par le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, avec évidemment l'aval de M. Thatcher.

LONDRES

de notre correspondant

M. Major a procédé de manière très agressive en lançant sa bombe à l'occasion d'un dîner de gala offert au patronat ouest-allemand sans la présenter comme une proposition formelle de son gouvernement avant le conseil européen de Dublin, à la fin de ce mois.

Interrogé à ce sujet, un responsable de son équipe a indiqué que M. Thatcher ne manquerait sans doute pas d'évoquer à Dublin l'existence de ce projet devant ses onze partenaires, mais qu'elle ne le déposerait pas sous forme d'un document détaillé en bonne et due

forme. Cette nouvelle proposition rappelle un peu par son esprit celle que les Britanniques avaient avancée en novembre dernier et à laquelle ils ont apparemment renoncé. Il s'agissait alors de laisser toutes les monnaies européennes circuler librement dans la Communauté, et que la meilleure

L'élément essentiel est, dans tous les cas, le refus d'une monnaie commune émise par une banque centrale unique, comme le prévoit la troisième étape du rapport Delors. M. Thatcher a une nouvelle fois été très claire sur ce point lorsqu'elle a affirmé, lundi 18 juin au micro de la BBC, qu'une telle monnaie ne verrait pas le jour « de son vivant ».

M. Major estime que son projet a le mérite d'être souple et progressif. Il ne s'agit pas d'imposer par décret l'union monétaire européenne en créant des structures rigides, mais de donner sa chance à la monnaie commune, l'écu, tout en laissant une certaine liberté d'action à chacun des douze États qui garderaient, pendant une période sans doute très longue, leur propre monnaie. Le chancelier de

l'Echiquier propose la création d'une nouvelle institution, beaucoup plus modeste qu'une banque centrale, qui prendrait le nom de Fonds monétaire européen. Sa première mesure consisterait à émettre des billets de banque libellés en écus.

Ceux-ci pourraient être utilisés par les touristes et les hommes d'affaires dans toute la Communauté. « Cette idée frapperait l'imaginaire populaire. Et, dans la mesure où ces billets seraient de plus en plus utilisés, ils pourraient aider à constituer un important marché en écus », explique-t-il.

Une opération « neutre »

Ces écus seraient émis en échange de la remise au Fonds monétaire européen de dépôts correspondants effectués dans les monnaies nationales. Il s'agirait donc d'une opération « neutre ». Dans une phase ultérieure, l'écu pourrait devenir une monnaie à part entière, et ne serait pas défini par référence aux monnaies nationales. Le Fonds monétaire européen aurait pour mission de garan-

tir un tel « écu dur », qui ne serait jamais dévalué. La nouvelle institution fixerait les taux d'intérêt sur cet « écu dur ». Le Fonds monétaire européen aurait également pour tâche de coordonner l'intervention des États membres pour la défense de leurs monnaies respectives face notamment au dollar et au yen. La livre appartiendrait alors déjà au mécanisme de régulation des changes du Système monétaire européen. M. Major a réaffirmé mercredi l'intention de son gouvernement de procéder à cette adhésion « lorsque les conditions seront remplies ». Cela pourrait être le cas cet automne, selon une rumeur persistante dont s'est fait écho le *Financial Times*.

Le chancelier de l'Echiquier admet que son projet va susciter des polémiques. Il sait qu'on va l'accuser de chercher à torpiller le plan Delors ou à faire diversion. Mais il estime que son idée a le mérite de laisser un espace de liberté en matière monétaire aux gouvernements concernés. Il y a encore trop de divergences entre les économies européennes, comme le montrent les niveaux différents d'inflation, pour procéder à l'union

monétaire. « Une tentative prématurée ne serait pas viable et aboutirait à un échec massif, à la fois économique et politique », affirme-t-il.

M. Major considère d'ailleurs que son projet laisse l'avenir ouvert. « A très long terme, si les peuples et les gouvernements le décident ainsi, l'écu pourrait devenir la monnaie unique », explique-t-il. Il s'agit en quelque sorte, une fois encore, de laisser jouer le marché. La monnaie européenne commune gagnera la bataille finale si les Européens la préfèrent à leurs monnaies nationales, mises en concurrence.

Cette nouvelle offensive britannique laisse un peu perplexe. M. Major croit-il vraiment que son projet puisse aboutir ? Ou s'agit-il seulement de ne pas apparaître à court d'idées face au plan Delors ? Les responsables du Trésor ont en tout cas réussi à maintenir le secret le plus absolu jusqu'au dernier moment. Londres n'a pas davantage lâché le terrain avec ses partenaires européens. Le texte du discours de M. Major a été envoyé à M. Delors quelques heures seulement avant qu'il soit prononcé.

DOMINIQUE DHOMBRES

Rupture des négociations avec le patronat

Les syndicats italiens appellent à la grève générale après le Mondiale

Rupture des négociations syndicats-patronat, agitation amorcée dès le mercredi 20 juin dans les ateliers, manifestations communistes de soutien « aux travailleurs en lutte » annoncées pour le 22 juin, grève de 1,5 million de métallos décidée pour le 27 et appel à la grève générale de l'ensemble des salariés italiens, secteurs privé et public confondus, pour le 10 juillet, soit deux jours après la fin du Mondiale de football. Les modalités de cette mobilisation, sans précédent depuis 1982, devaient être décidées jeudi 21 juin à Rome. L'été sera très chaud dans la péninsule.

ROME

de notre correspondant

Objet du litige : la sacro-sainte échelle mobile des salaires, que la Confindustria, première organisation patronale industrielle du pays, a condamnée à mort, mercredi, par une lettre officielle au gouvernement et aux trois grandes confédérations syndicales du pays (CGIL, CISL, UIL). Le dernier accord sur ce mécanisme d'indexation partielle des salaires sur l'inflation – les augmentations salariales annuelles ne pouvaient pas être inférieures à moins de la moitié de la hausse officielle des prix – datait de fin 1985 et était automatiquement reconduit chaque année. En juin 1989 encore, la Confindustria s'était engagée à poursuivre de la sorte. C'est terminé.

« Les coûts du travail dans le secteur industriel », écrit M. Sergio Pininfarina, président de ce CNPF transalpin, qui regroupe environ cent trente mille entreprises (pour 3,5 millions de salariés) évoluent de manière si grave qu'ils pénalisent lourdement notre système vis-à-vis des autres pays européens. » Bien entendu, les syndicats dénoncent furieusement cette « brutale » remise en question de la parole donnée et, entre « l'arrogance patronale » des uns et « l'irrespon-

sabilité syndicale » des autres, les partenaires sociaux, qui avaient plus ou moins enterré la hache de guerre depuis quelques années, ont retrouvé sans effort la rhétorique traditionnelle des conflits les plus durs.

Etrange conflit, en vérité, quand on sait que les confédérations syndicales affirmaient se tenir prêtes à réaménager toute la structure des salaires dans le secteur privé, y compris l'échelle mobile. A une condition toutefois : que soient d'abord renégociées les conventions collectives par branche, qui viennent à échéance cette année, et qui, pour certaines, sont déjà en discussion, comme celle de la métallurgie.

Ce sont les revendications jugées « excessives et irréalistes » des métallos, réclamant environ 40 % d'augmentation sur quatre ans, qui ont mis le feu aux poudres.

Coût du travail parmi les plus élevés

Pas question d'aller plus loin, a, en substance, rétorqué le patron des patrons. Les statistiques montrent que les coûts du travail en Italie sont déjà parmi les plus élevés d'Europe et qu'ils augmentent beaucoup plus vite que chez ses concurrents directs (+4 % en 1988 et +3,5 % en 1989, contre +1,3 % et +2,1 % en France). Les charges sociales sont également plus lourdes – 100 litres d'augmentation pour le salaire équivalent à 226 litres de coût supplémentaire pour son employeur. « Allons, disait, le 17 juin, M. Pininfarina, nous avons déjà perdu trois points de compétitivité l'an dernier et un point de plus dans les premiers mois de cette année. Le déséquilibre est structurel. » En clair : arrêtons tout cela et essayons enfin d'unifier un peu l'ensemble du système en renégociant, avant toute autre chose, la structure des salaires industriels dans ce pays.

On connaît maintenant la réponse des syndicats. Outre les grèves prévues, les trois grandes centrales font déjà pression sur le Sénat pour qu'il entérine une loi récemment votée par les députés qui contraindrait tous les employeurs de la péninsule à reconstruire l'échelle mobile au moins jusqu'au début de 1992. L'épreuve de force engagée par le patronat contre les syndicats, avec prise en otage d'un mécanisme certes coûteux mais cher aux salariés, est, au fond, de nature tactique. En réalité, chacun l'a compris, c'est le gouvernement qui est mis au défi de tenir ses innombrables promesses sur la réduction du déficit public, la chasse à l'évasion fiscale et l'abaissement des charges sociales.

PATRICE CLAUDE

Troisième équipe pour Renault, semaine de quatre jours pour Peugeot

Les constructeurs d'automobiles aménagent le temps de travail de leurs salariés

Les constructeurs d'automobiles français, qui éprouvent des difficultés pour répondre à la demande, tentent d'élever leur capacité de fabrication en aménageant les horaires de leurs salariés. Alors que Peugeot va instaurer dans son usine de Poissy la semaine de quatre jours avec dix heures de travail quotidien, Renault devrait introduire l'année prochaine une troisième équipe à Flins. En espérant que le marché ne se retournera pas...

Multiplier les investissements est devenu trop coûteux. Miser sur la formation des hommes ne peut porter ses fruits qu'à moyen terme. La gestion des stocks à flux tendus s'accompagne de goulets d'étranglement que les nouvelles formes d'organisation de la production ne parviennent pas à résorber. Restait l'allongement de la durée d'utilisation des équipements de montage grâce à la modification des horaires de travail. Ce gisement de productivité, l'industrie automobile française estime ne plus pouvoir le négliger alors que certains de ses concurrents – General Motors en Belgique et Rover en Grande-Bretagne, notamment – se sont déjà lancés sur cette voie.

Pour M. Michel Auroy, directeur de Renault-Flins (Yvelines), ébauchement construit en 1952, « développer la production en augmentant les immobilisations est de plus en plus difficile dans des usines anciennes ». Un nouvel atelier de peinture constituerait en effet un investissement d'un milliard de francs pour la région qui, à la différence de ses concurrents, est encore lourdement endettée. Dès lors, la création d'une troisième équipe (dont les horaires s'étaleront de 19 h 40 à 1 h 25 pendant quatre jours et jusqu'à 4 h 40 le cinquième jour) est apparue comme la solution la plus efficace.

La décision dépendra de la réponse du marché au nouveau modèle – la Clio – qui y est fabriqué et de la charge de travail des autres unités de la Région. Mais cette réorganisation bouscule aussi les habitudes et engendre des inquiétudes, que la CGT s'efforce d'entretenir. Aussi, bien qu'il dispose d'éléments lui permettant d'affirmer qu'il ne manquera pas de volontaires pour la future équipe de nuit, M. Auroy reste-t-il « très prudent » tout en reconnaissant que « la sensibilité culturelle » du milieu professionnel a beaucoup évolué et qu'une telle opéra-

tion « aurait été impossible il y a trois ou quatre ans ». La création de la troisième équipe, d'abord envisagée pour l'automne prochain, ne devrait donc pas voir le jour avant « le courant de l'année 1991 ». Ces modifications augmentent de 16 % à 19 % la capacité de production de Flins, dont les effectifs pourraient s'accroître d'un millier de personnes, facilitant l'accueil d'anciens de Billancourt. Des discussions sont également en cours pour mettre en place des équipes de week-end.

« Il n'y a pas de cas général. Il n'y a que des cas particuliers », assure de son côté M. Roland Vardanega, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot. « A Mulhouse et à Poissy, nous allons progressivement passer de 1 200 à 1 500 véhicules/jour. A Mulhouse, avec un investissement d'un peu moins de 100 millions de francs nous y parviendrons sans modifier les horaires du montage, car nous disposons de l'espace suffisant. En revanche, c'est impossible à Poissy : il faudrait reconstruire une usine. Cela coûterait trop cher et la configuration de l'établissement ne s'y prête pas. »

Dix heures de présence quotidienne

A Poissy, deux équipes opèrent des mars 1991. Chacune travaillera un peu plus de neuf heures trente-cinq, soit environ dix heures de présence quotidienne à l'usine avec les repas, contre sept heures et quarante-deux minutes actuellement. La durée hebdomadaire du travail restera inchangée (trente-huit heures trente) mais un jour de repos supplémentaire « mobile » sera institué. Les équipements de Poissy fonctionneront quatre-vingt-seize heures quinze par semaine contre soixante-dix-sept heures actuellement et quelque cinq cents emplois seront créés. Les réactions syndicales oscillent entre méfiance et hostilité, certains militants redoutant une recrudescence des accidents du travail.

Au sein du groupe PSA, la situation de Citroën est sensiblement différente. Comme chez Renault et Peugeot, plusieurs activités hors montage fonctionnent de nuit, mais l'usine de Rennes (d'où sortent les trois modèles de la gamme : AX, BX et XM) dispose en outre de greniers de stockage qui lui procurent une utile marge de projet particulier, car nous disposons d'une souplesse de fonctionnement suffisante », souligne M. François Cusey, directeur central du personnel de la firme au

chevron. Troisième équipe ou semaine de quatre jours ? D'accord sur le constat, Peugeot et Renault divergent sur les moyens. « Il nous paraît difficile de stabiliser en permanence un tiers de l'effectif sur une équipe de nuit », affirme M. Vardanega. Par contre, les dirigeants de Renault font remarquer que la semaine de quatre jours implique que les équipes ne seront pas homogènes. « Nous considérons la stabilité des équipes comme prioritaire. Sans elle, la tâche de la maîtrise et la gestion de la qualité sont plus difficiles », considère M. Auroy. Un inconvénient que M. Vardanega ne cherche pas à nier. « C'est un vrai défi que nous avons à relever. Dans la semaine, il y aura cinq personnes pour tenir quatre postes. Cela signifie un énorme effort de polyvalence des salariés qui fera l'objet de plans de formation très, très importants. »

Un avantage non négligeable

Contrairement au schéma prévu à Poissy, une réduction du temps de travail est programmée à l'usine Renault de Flins. La troisième équipe, rémunérée sur la base de trente-huit heures trente, sera présente trente et une heures trente par semaine conformément à l'accord conclu avec tous les syndicats (sauf la CGT). Chez Renault, on ajoute que cette contrepartie tient également à « des raisons culturelles propres à l'entreprise ». En revanche, le directeur du personnel de Peugeot exclut une telle éventualité. « Toute réduction du temps de travail est une réduction du potentiel de production et entraîne des coûts supplémentaires. Nous ne pouvons pas nous le permettre, sauf à accepter de compromettre la compétitivité et l'avenir de nos usines en France. Pour que l'usine de Poissy reste compétitive, prévient-il, elle doit augmenter de 25 % la durée de fonctionnement de ses équipements. Si l'on exclut la nuit et le samedi, seul le système de quatre jours par semaine le permet. »

Peugeot et Renault – qui, en dépit de leurs conceptions divergentes, échangent fréquemment des informations – se retrouvent pour reconnaître que l'aménagement du temps de travail offre un avantage non négligeable : contrairement aux investissements lourds, il n'est pas irréversible. Un atout de poids au regard d'un marché automobile qui reste imprévisible. Accessoirement, il peut également permettre de réduire le recours – onéreux – aux heures supplémentaires.

JEAN-MICHEL NORMAND



Le GAN et le CIC, c'est l'énergie de 50 000 personnes. Groupe GAN, la Bancassurance en action.

Le GAN et le CIC forment aujourd'hui le Groupe GAN, premier groupe européen de Bancassurance. 50 000 collaborateurs, un résultat net de 2,5 milliards de Francs en progression de 27% en 1989, des capitaux propres de 13,7 milliards de Francs en augmentation de 38%. Cette solidité permet au Groupe GAN de développer une stratégie axée sur l'optimisation des complémentarités entre l'Assurance et la Banque, le renforcement de la compétitivité du Groupe et le développement de l'internationalisation. L'exploitation des synergies financières et commerciales permet ainsi au Groupe GAN de faire bénéficier tous ses partenaires de cette nouvelle force.

Avec le Groupe GAN l'énergie d'un grand projet se lève.

**L'énergie
de tous
les projets**



les Douze adoptent des
sur l'assurance auto
liberté d'installation

LES FINANCIERS DES

DÈS A PRÉS

des informations
des Assemblées
des actionnaires
et mise à dispos
des rapports ann
et responsables

3615 LM puis

36.15 LMBAC
Brevet des c

POUR VOS
CORRIGÉS
TAPEZ
36.15 LMBAC
36.15 EDUC

Service des corrigés vous est
HACHETTE
Éducation

Je tiens à remercier

ÉCONOMIE

EUROPE

La préparation du marché unique

Les Douze adoptent des directives sur l'assurance automobile et la liberté d'installation des non-actifs

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Franchisant un nouveau pas dans la libération des services de l'assurance, les ministres des Douze ont établi, mercredi 20 juin, un projet d'accord sur la responsabilité civile automobile. Après examen par le Parlement européen, la nouvelle directive pourra être appliquée au 1^{er} janvier 1993.

A l'instar des décisions prises en matière d'assurance-dommages (juin 1988) et d'assurance-vie (décembre 1989), les polices automobiles pourront être contractées auprès d'une compagnie établie dans un autre Etat membre que celui où le souscripteur réside. Les conditions seront celles en vigueur dans le pays du preneur d'assurance.

Toutefois, à la demande de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, la future législation distinguera les « grands risques » (flotte automobile des entreprises) et les « risques de masse » (contrats souscrits par des individus). Dans le premier cas, pour les entreprises possédant un parc important de véhicules à moteur, les polices seront établies selon les règles applicables dans le pays où la compagnie d'assurances est installée. Dans le second, l'Etat dans lequel le risque est situé conservera la faculté de fixer des conditions aux compagnies étrangères.

Moyennant quelques précautions techniques, la France et l'Allemagne fédérale ont finalisé

ment accepté cette extension. En fait, il est d'ores et déjà prévu que le but final à atteindre, en principe en 1995, est la généralisation de la règle selon laquelle les compagnies d'assurances pourront vendre des polices dans l'ensemble de la Communauté aux mêmes conditions que celles exigées par leur législation nationale.

Les Douze ont, à l'exception, pour l'instant du Danemark, arrêté les directives ouvrant, au 1^{er} juillet 1992, la liberté d'installation des ressortissants communautaires non actifs (retraités, étudiants, rentiers) dans l'Etat membre de leur choix. Le conseil des ministres confirme ainsi sa position arrêtée en décembre dernier, sans tenir compte, toutefois, des recommandations formulées par le Parlement européen.

Pour obtenir le droit de s'installer, les non-actifs devront être couverts par une assurance-maladie et déclarer aux autorités du pays d'accueil qu'ils disposent de revenus suffisants.

Les ministres européens ont aussi décidé qu'à compter du 1^{er} janvier 1993, les transports de marchandises par route ne devront plus, sauf pour les importations des pays tiers, s'arrêter aux frontières entre les Etats membres. Les opérations de contrôle administratif et sanitaire et le paiement de la TVA s'effectueront à la destination finale.

MARCEL SCOTTO

INDUSTRIE

Avant d'autres restructurations

Philips réorganise sa division « ordinateurs »

AMSTERDAM

de notre correspondant

Moins de dix jours après avoir annoncé une baisse importante du bénéfice de l'année en cours en raison, notamment, du coût des « mesures de restructuration » en préparation, Philips a commencé de passer aux actes. Deux cent dix emplois vont être supprimés, dont cent cinquante d'ici à la fin de l'année, dans la branche Data Systems (sept cents salariés), qui fait partie de la division Systèmes d'information (ordinateurs et logiciels).

Selon le porte-parole de cette division, M. Cor Vreken, cette mesure constitue « la première phase » d'un plan de restructuration « en profondeur ». L'objectif est que la division « sorte du rouge d'ici deux ans ».

Le montant des pertes enregistrées en 1989 avoisinerait officiellement 1,5 milliard de francs, pour un chiffre d'affaires évalué à quelque 9,5 milliards de francs.

Démentant que la suppression

de deux cent dix emplois soit un signe avant-coureur du retrait total de Philips du marché des mini-ordinateurs, M. Vreken nous a néanmoins laissé entendre que ces mesures indiquent qu'un coup de frein allait être donné à la mise au point de mini-ordinateurs « maison » : « Le développement se fera désormais à partir de hardware standard et portera sur le software ».

Bien que Data Systems soit appelé à perdre un petit tiers de ses salariés, dont un nombre indéterminé sera licencié, la mesure qui la frappe est de faible portée à l'échelle de la division mère, qui emploie de 15 000 à 16 000 personnes dans le monde entier. Or Philips dit se préparer à opérer des « choix stratégiques » dans sa gamme de produits informatiques. D'autres élagages sont en conséquence prévisibles.

CHRISTIAN CHARTIER

EN BREF

■ Rencontre entre le CNPF et la CFE-CGC. — Une délégation de la CFE-CGC, conduite par M. Paul Marchetti, et composée de son nouveau bureau exécutif a été reçue, le 20 juin, au CNPF par M. François Perigot et M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale. Soucieux du sort des cadres, dans les négociations de branches sur les bas et les moyens salaires, M. Marchetti a affirmé avoir obtenu l'assurance que le CNPF se « décide à traiter l'ensemble des personnels dans les négociations qui s'ouvrent ». Dans le cas contraire, a-t-il ajouté, la CFE-CGC « saurait s'en souvenir et le mouvement en désertant les entreprises françaises et en allant travailler dans d'autres entreprises de la Communauté européenne ».

■ Grève de la faim à La Ciotat. — Trois militants CGT du comité des chômeurs de La Ciotat ont commencé le 20 juin une grève de la faim pour « exiger du gouvernement qu'il cède l'outilage des chantiers navals au groupe Lexmar », candidat à la relance du site. Les trois militants, qui se sont installés dans une église de la ville, sont « déterminés à aller jusqu'au bout de leurs forces », a affirmé un syndicaliste. Ils réclament en outre « l'abolition de la notion de fin de droits et la gratuité des transports pour les personnes sans emploi ».

■ Suppressions d'emplois chez Vallourec. — Vallourec Industrie, filiale du groupe Vallourec (10 700 salariés), spécialisée dans le tube en acier non soudé, envisage de supprimer 516 emplois dans ses unités de production du nord de la France. Recueillie auprès de la direction de l'usine d'Aulnoye-Aymeries, cette information devrait être annoncée lors du comité central d'entreprise du 27 juin prochain au cours duquel un plan social sera présenté. Ces mesures, qui devraient concerner les sites d'Aulnoye-Aymeries et de l'Anzin employant respectivement 1 731 et 239 salariés, pourraient en fait entraîner la fermeture de la tuberie d'Anzin.

■ Manifestation pour la Sécurité sociale militaire. — Pour défendre leur régime particulier de Sécurité sociale, 5 000 mineurs, selon la CGT, 2 500 selon la police, ont manifesté, le 20 juin après-midi à Paris, et se sont rassemblés devant les locaux de la caisse des mines, avenue de Ségur. La CGT craint un avant-projet de décret qui entraînerait une refonte du régime particulier de Sécurité sociale, puis son intégration dans le régime général. Les mineurs et leurs familles bénéficient d'avantages plus importants dans leur propre régime, et le personnel de la caisse des mines pourrait subir des suppressions d'emplois, en cas de regroupement. Le projet est néé par la diminution du nombre de cotisants (60 000), en raison de la fermeture des mines, alors que l'on compte 500 000 bénéficiaires, dont des retraités et des veuves.

Libres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an
Librairie GUENEGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-93

SOCIAL

Scrutin renvoyé au second semestre 1993

Accord en vue sur les élections à la Sécurité sociale et la retraite à soixante ans

Les élections destinées à renouveler les caisses primaires de Sécurité sociale auront lieu au second semestre 1993 mais les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale seront renouvelés comme prévu au 1^{er} avril 1991, en tenant compte des résultats des élections de 1983.

Ce schéma devrait être rapidement officialisé par le gouvernement, qui va déposer un projet de loi, un accord définitif entre les organisations syndicales étant acquis. Celui-ci devrait prévoir le maintien de FO à la présidence de la caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS) et de la CFTC à celle de la caisse nationale d'allocation familiale (CNAF).

En revanche, la CFE-CGC abandonnerait la présidence de la caisse nationale d'assurance vieillesse

(CNAV) au profit de la CFDT et prendrait la tête de l'ACOSS (chargée du recouvrement des cotisations) qui serait transformée en caisse nationale.

Par ailleurs, le dossier du financement du surcoût de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite paraît en voie de règlement. Les partenaires sociaux et l'Etat ont prévu de se réunir en début de semaine, en principe lundi 25 juin, pour se mettre définitivement d'accord sur le renouvellement de l'accord de 1983. En conséquence, la cotisation UNEDIC (assurance-chômage) affectée à l'ARRCO (retraite complémentaire de l'ensemble des salariés) baisserait de 0,2 point au 1^{er} octobre. Le financement de l'Etat pourrait s'élever à 3,75 milliards de francs de 1990 à 1993.

J.-M. N.

sur le marché automobile et à un accroissement des coûts de production.

■ La Chine achète dix avions en crédit-bail. — Pour la première fois, l'administration aérospatiale chinoise va acheter des avions en crédit-bail. Guinness Peat Aviation, première société mondiale de crédit-bail et de locations d'avions, vient de signer un contrat de 450 millions de dollars (2,5 milliards de francs) pour la fourniture en crédit-bail de dix Boeing-737 à la nouvelle compagnie China Southern, qui opère dans la région de Guangzhou. Jusqu'à présent, la Chine payait comptant ou utilisait des prêts bancaires à long terme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DÈS A PRÉSENT

Toutes les informations concernant les dates des Assemblées Générales des actionnaires et la mise à disposition des rapports annuels seront disponibles sur :

3615 LM puis AVIS

Un récapitulatif des entreprises ayant communiqué sur ces sujets paraîtra tous les samedis (daté dimanche-lundi), dans nos colonnes.

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

- Philosophie
- Français (dièves en 1^{er})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

⇒ BREVET

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Unisep

MNEF

InterEdition

ESIG

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE AST
puis OSP

Vente sur publications judiciaires
Palais de Justice de PARIS
Lundi 9 JUILLET 1990 à 14 h
LOGEMENT
35, rue Montcalm
à PARIS 18^e
Mise à Prix : 20 000 F
S'adresser à 1) M^{re} BURG, avocat
à Paris 17^e, 42, rue Ampère.
Tél. : 46-22-26-15.
2) M^{re} VANCHET, avocat associé de la SCP LYONNET DU MOUTIER, GUILBERTAUX, VANCHET.
Tél. : 43-60-63-21 - Ts avocats près le T.G.I. PARIS, sur place pr visiter

Vente au Palais de Justice de PARIS, le Lundi 9 JUILLET 1990 à 14 heures
IMMEUBLE DE RAPPORT
14, rue Louis Bonnet
à PARIS 11^e
comprendant un BATIMENT en façade, élevé à caves d'un rez-de-ch., de 5 étages carrés et d'un 6^e lambrissé — une ANNEXE sur cour, élevée sur terre plein d'un rez-de-chaussée — une CONSTRUCTION au fond cour, élevée sur terre-plein d'un rez-de-ch. — Cour — Courtille — pour la 70m
Mise à Prix : 200 000 F
S'ad. pour rend. à la S.C.P. BLIAH-STIBBE-ULLMO, avocats à Paris 1^{er}, 18, rue Duphot. Tél. : 42-86-03-99 — Visites : le 5 juillet de 12 h 30 à 15 h 30.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 5 JUILLET 1990 à 9 heures 30
UNE PROPRIÉTÉ
comprendant pavillon élevé partie sur terre-plein et partie sur sous-sol à usage de cave, rez-de-chaussée : entrée, cuisine équipée, chambre — salle de bains, salon — salle à manger, w.c., salle de jeux — Étage : 3 chambres, salle de bains, w.c. — petit bâtiment accolé servant de chaufferie
GARAGE INDÉPENDANT — Sur un TERRAIN DE 6 a 60 ca.
LA VARENNE-SAINT-HILAIRE (94)
Commune de SAINT-MAUR-des-FOSSES
79, rue Marignan
MISE A PRIX : 250 000 F
S'ad. à M^{re} William BODERE, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 40-42, av. de Gail-Lacoste (94140) ALFORTVILLE. Tél. : 43-75-31-55 — MINTEL : 3616 JAVEN.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 5 JUILLET 1990 à 14 heures
EN UN LOT
APPARTEMENT de 3 PIÈCES
principales, salle de bains, w.c., cuisine, loggia
CAVE — EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT
COURBEVOIE (Hauts-de-Seine)
65, boulevard Saint-Denis
MISE A PRIX : 450 000 F
S'adresser à M^{re} FRADET-BALADE, avocat, 65, bd Maréchal-Joffre (92340) BOURO-la-REINE. Tél. : 46-61-92-14 — M^{re} GONTHIER ROULET, avocat, 7, rue Guy-de-Maupassant à Paris (116) Tél. : 43-04-52-54
Au Greffe du T.G.I. de NANTERRE.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 5 JUILLET 1990, à 14 heures
composée de 2 APPARTEMENTS
de 3 pièces principales
MAISON MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
49-51, boulevard du Colonel-Fabien
MISE A PRIX : 300 000 F
S'ad. à M^{re} Michel POUCHARD, avocat à ASNIÈRES-sur-SEINE (92600), 9, rue Robert-Levergne. Tél. : 47-93-94-14 — Et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE — Et sur les lieux pour visiter le MERCREDI 27 JUILLET 1990 de 17 h à 18 h et le MARDI 3 JUILLET 1990 de 10 h à 11 h.

Le Monde

des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

JOURNALISTE PRESSE SPÉCIALISÉE

Nous recherchons un(e) jeune journaliste pour prendre en charge la responsabilité d'une lettre confidentielle et des rubriques news de trois mensuels.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à :
NOUBIZ, Marie-Laure GUÉRIN
54, rue Étienne-Marcel, 75017 Paris.

PROFESSEUR D'ANGLAIS

de langue maternelle anglaise ou écossaise
Tél. : 42-27-44-55

secrétaires

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE REGION PARISIENNE

STENO-DACTYLO

Adresser candidature sous pli fermé à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Valenciennes
75007 Paris.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

9^e arrdt
PARIS-9^e, ST-GEORGES, rare 5 p., dans un hôtel part. classé historique par ses armoires Louis XV, Alexandre DUMAS, J. RENOU, P. 1 400 000 F. TRIENNES 42-27-98-98.

12^e arrdt
F. D'ESLANTINE 5 p., duplex, 3 chères + bur. abte, 12 p., pierre de t., stand, bato. 4 750 000 F. 42-27-98-98.

14^e arrdt
MAISON D'ARTISTE
FRÈS MAIRIE, 10 p., BEAUX VOLUMES, CLAIR, 3 300 000 F. 45-41-11-00.

18^e arrdt
ABBESSES, STUDIO IMM. RECENT
18 000 F LE M²
VUE/JARDIN, PKX POSSIBLE, MEUB. RECENT 42-05-13-43.

appartements achats
Recherche 3 à 4 p. PARIS prêt. 10 p. 75, 145, 180, 210, 240, 270, ou sans travaux, PRIX COMPT. chez nous. 48-73-48-07 même soir.

hotels particuliers

NOGENT/BOIS REFAIT NEUF, LUXE
TRIPLE RÉCEPT. 3 CHÈRES, 2 SALLES DE BAINS MARBRES, DRESSING, CUIS. EQUIPÉE, JARDIN 280 m² ET GARAGE 200 m². PPTAIRE 45-02-13-43

maisons individuelles
BOULOGNE BOIS
Hôtel part., récept. + 4 chères, 10 p., terrasse, Garage 42-33-04-30.

propriétés
METROPOLE LILLOISE
(Tourcoing), vende maison bourgeoise, surface habitable 280 m² sur quatre vergers, petit jardin, grand garage, environnement calme et verdoyant. Tél. : (011) 20-26-13-76.

terrains
ANTONY
TERREIN 8 000 m², IMMA. NEUF, BURX 500 m², ACTIVITES 1 500 m², PISCINE POSSIBLE 1 000 m², 70 PKGS. 48-02-13-43.

bureaux

Locations
DOMICILIATION BUREAUX, TÉLÉCOM, TSEK AGECO 42-94-95-28

DOMICILIATIONS
Construction de sociétés et tous services. 43-58-17-50.

locaux commerciaux

Ventes
Dans commune du sud-ouest de Rennes (15 000 habitants), à vendre local commercial (700 m² environ) en magasin, 200 m² de réserve + grenier, 3 bureaux + 2 chambres froides + cuisine, parking privé de 200 m² environ. Excellente situation (place de l'Église) emplacement de 1^{er} ordre M. Vallier. Tél. : 95-34-59-08.

fonds de commerce
Ventes
Vide location de bel et confortable local commercial, 100 m², bien situé, salle d'au.oyer, cuisine, salle de 25 000 F. Paris 15^e. Tél. : 43-56-74-86.

RECHERCHONS

SECRÉTAIRE

25-40 ANS, DIVISION BUREAU, BONNE CONSCIENCE ET INFORMATION, CONTACT CLIENTS, TRAVAIL DE PRÉCISION, ASSURANCE ATTENTION ET MÉTHODE. Poste à pourvoir en septembre 1990. S'adresser à : SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE REGION PARISIENNE, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune étudiante anglaise 19 ans, parle anglais, français et espagnol. Ecrire à : Catha Jackson, M. Fern, Galabourgh, Cleveland TS14 6SW, Angleterre.

Si une parfaite connaissance des Relations Presse et Publicité, d'une réelle maîtrise des techniques de communication, sont pour les entreprises les facteurs décisifs de son expansion, nous recherchons un(e) professionnel(le) expérimenté(e) de 10 à 15 ans d'expérience. Diplômé(e) anglais, esp., fr. et esp. pour être immédiatement opérationnel(le) de poste social de responsabilité. Ecrire sous n° 8963 Le Monde Publicité, 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

capitaux propositions commerciales

Producteur allemand des moyens de transport, des produits permettant aux PME de se développer, cherche un partenaire sérieux et expérimenté. Nordland Group GmbH a COLOGNE, Heimbachweg 24, D-50823 Leck.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAQUES ROMANTIQUES
SE CHOISISSANT CHEZ JULIET, 20470, Avenue de la République, Gilly, 18, rue d'Arcade, 75004 Paris. 43-54-00-83.

Cours

Recherche anglais allemand pr. réunions, conférences, séminaires. Tél. : 42-46-87-04 soir.

150 livres sterling mensuelle, 10 h de cours d'anglais, logement individuel, école de langues agréée, petits groupes, max. 10 élèves par cours, 21, rue de Valenciennes, 75004 Paris. 43-54-00-83.

Interprétariat

Etudiante allemande, maîtrise parfaite l'anglais, d'été sur terrain de camping ou dans un bar-casé aux mois d'août et de septembre. G. Just, Richard Wagner-Str. 17, D-7140 Ludwigsburg.

Vacances

Tourisme

Loisirs

SAINT-TROPEZ

ILE GRECQUE

VACANCES EN CORSE

A LOUER

SUD FRUITIERE

A LOUER

PROX. plage et cont. nat.

Le Monde

CHACQUE MERCREDI

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 800 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

ÉCONOMIE

Les socialistes et le patrimoine

Une fiscalité de gauche reste difficile à appliquer dans une Europe libérale

Préoccupés par les inégalités en France, les députés socialistes voudraient que les plus-values mobilières réalisées par les particuliers et les entreprises (placements de trésorerie, titres de participations) soient davantage taxés (le Monde du 21 juin). Le rapport rédigé par M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, va dans ce sens. Mais le gouvernement qui prépare le marché unique européen n'est pas du tout de cet avis, craignant une fuite des capitaux.

Réduire les inégalités sociales est devenu le leitmotiv d'une gauche qui depuis sept ans a dû corriger la plupart de ses analyses économiques, sous la pression de la crise d'abord (1981-1983) puis sous la contrainte de la construction européenne, accélérée en 1985 par M. François Mitterrand. Une Europe qui s'est révélée beaucoup plus libérale et de droite que ne l'avait imaginé le président de la République.

Au fil des années, la gauche a dû abandonner pas mal des idées auxquelles elle tenait, depuis le rôle qu'il convient de faire jouer au secteur public jusqu'à celui qui doit assurer l'entreprise privée. Ces abandons ne vont pas sans remords de conscience et le PS, pour s'abandonner, a pris l'habitude de harceler un gouvernement dont la tâche n'est pas si facile — malgré une bonne conjoncture économique — puisque s'imposent à lui les choix européens du président de la République. Dimanche 17 juin au cours du colloque organisé par les socialistes sur le thème « Réussir la nouvelle étape sociale », M. Michel Rocard a dû de nouveau s'opposer aux impatiences un peu désordonnées des uns et des autres, notamment à celles de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, en proposant un programme de trois mois, l'issue duquel chacun pourrait le juger.

Le tracass fiscal qui agite les parlementaires socialistes depuis l'automne dernier ne concerne pas seulement les plus-values mobilières, même si c'est une OPA spectaculaire — celle de Suez sur le groupe Victoire — qui a déclenché toute l'affaire et est à l'origine du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine. Le député socialiste de la Corrèze s'attaque également — si l'on peut dire — aux droits de succession. Et dans ce domaine comme dans celui des plus-values, ses propositions ne sont pas aussi neutres qu'il y paraît.

Les contradictions du rapport Hollande

Les droits de succession ne seraient pas globalement alourdis et certaines dispositions proposées vont nettement dans le bon sens, comme l'allègement du régime fiscal des collatéraux et des non-parents, « excessivement pénalisés », souligne à juste titre le rapport qui fournit une information inédite et surprenante : les impôts payés sur les successions en ligne collatérale et entre non-parents ont représenté en 1987 la coquette somme de 8,5 milliards de francs, soit beaucoup plus que la moitié (5,7 % très exactement) des sommes rapportées à l'Etat par l'ensemble des droits de succession. C'est assez dire l'importance du problème posé par des héritiers dont l'excessive imposition n'a jamais porté à discussion, parce que chacun ignorait qu'elle concernait autant de Français (1).

Beaucoup plus discutables est la proposition Hollande de modifier les droits de succession en ligne directe. Non que le barème actuel ne souffre aucune critique. Mais partant de la double idée qu'il faut alléger les petits héritages en même temps qu'il est impossible de relever le taux le plus élevé de 40 %, M. Hollande propose un barème « long » qui vaudrait également entre époux et aboutirait à alourdir l'imposition des héritages moyens. Nouvelle contradiction par rapport aux intentions déclarées.

Ce qui différencie le régime des successions à la française des régimes étrangers est — en simplifiant — la lourdeur de l'imposition jusqu'à 5 millions de francs. Or, au lieu d'atténuer cette différence, le rapport Hollande l'accroît. A partir d'une part successorale de 2 millions de francs, l'imposition passerait de 16,7 % de l'héritage à 21,1 % malgré un relèvement de l'abattement à la base de 275 000 à 325 000 francs. Pour une part successorale de 3 millions de francs, l'impôt passerait de 17,8 % à 24 %. S'agit-il là de sommes tellement importantes qu'il faille les imposer beaucoup plus ? Le prix d'un appartement à Paris apporte au moins un début de réponse.

La contradiction qui fausse la démarche suivie par M. Hollande assurant vouloir favoriser les petits et

moyens héritages — donc les cadres, catégorie sociale à choyer — apparaît plus clairement encore dans le haut du barème. Il s'agit là d'héritages très importants avec des parts atteignant 30, 40, 50 millions de francs. Aussi justifié soit-il, le choix fait de ne pas relever le taux de 40 % aboutit à ce qu'une part successorale de 50 millions de francs voit son imposition à peine alourdie : 38,3 % de l'héritage contre 37,4 % dans le barème actuel. D'une certaine façon, les héritages moyens « paieraient » à la place des gros, ce qui est la démarche inverse de celle souhaitée par M. Pierre Mauroy, qui, dimanche plaidait, de façon assez nouvelle d'ailleurs, « pour cette immense classe moyenne qui éprouve un sentiment d'abandon ».

Le barème Hollande aurait un autre inconvénient : il alourdirait la transmission des petites et moyennes entreprises situées pour la plupart dans la zone comprise entre 1 et 10 millions de francs. L'auteur l'a bien vu puisqu'en guise de compensation, il multiplie les propositions d'abattements, de réductions, de donations jusqu'à arriver à des baisses de moitié des droits. Point trop n'en faut peut-être.

Multipliation des projets

Les propositions Hollande dont certaines ne sont pas discutables, quand il s'agit par exemple de réduire les droits de mutation à titre onéreux (ventes d'immeubles, de fonds de commerce, options de droits sociaux), ont le défaut de n'être pas chiffrées, et surtout de ne pas former un ensemble à la philosophie compréhensible par tous, d'être parfois franchement en contradiction avec les objectifs affichés : recherche de l'efficacité économique, de la mobilité du capital, allègement de la charge fiscale pesant sur les classes moyennes, nécessité de construire l'Europe, encore que sur ce dernier point, M. Hollande soit particulièrement discret. Le risque existerait aussi, en modifiant la tax-

tion des plus-values immobilières, de faire monter les prix en raréfiant l'offre. Actuellement, leur taxation pour les particuliers disparaît au bout de vingt-deux ans de détention. M. Hollande propose de porter ce délai à trente-deux ans. Il y a fort à parier que beaucoup de propriétaires attendraient quelques années de plus pour vendre. Réduction qui rendrait les prix et mettrait un peu plus hors de portée des Français l'achat d'un logement en ville. Tels sont, qu'on le veuille ou non, les comportements les plus courants.

Dans la mesure où le député de la Corrèze reconnaît que la fiscalité n'est pas l'arme adéquate pour réduire les inégalités sociales, n'aurait-il pas dû rechercher en priorité à taxer plus lourdement les revenus et les capitaux nés de la spéculation, à la différence de ceux nés du travail et de l'épargne véritable ? La démarche était toute différente ; peut-être aurait-elle été plus fructueuse. C'est la période initiale, celle des premiers mois ou des premières années au cours desquelles naissent les profits qu'il fallait davantage taxer, non la période finale.

A force de multiplier les projets de réforme fiscale — depuis la taxe d'habitation jusqu'aux plus-values en passant par la future contribution sociale de solidarité qui ressemble déjà beaucoup à un impôt — les socialistes vont se créer une faïence image de marque : celle de députés inventant une taxe nouvelle chaque jour. Il n'est pas sûr du tout que leurs électeurs apprécieront. Ni peut-être M. Mitterrand qui pensant aux législatives de 1993 pourrait intervenir pour calmer le jeu. Après l'avoir désorganisé en inquiétant les milieux d'affaires et la Bourse par des déclarations plus égalitaires qu'euro-pennées faites à Auxerre le 29 mai. Autre contradiction...

ALAIN VERHOLLES

(1) Sur 210 459 successions déclarées en 1987, 110 423 étaient en ligne collatérale et entre non-parents.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION DEVIENT DASSAULT AVIATION

Les actionnaires des Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation se sont réunis en assemblée mixte ordinaire annuelle et extraordinaire le 19 juin 1990 sous la présidence de monsieur Serge Dassault et ont approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Dans son allocution, le président a exposé que l'action de restructuration interne menée depuis trois ans dans tous les domaines allait permettre à la société de faire face aux défis de la nouvelle décennie grâce à :

- l'adaptation de son potentiel industriel ;
- la spécialisation de ses usines ;
- la rationalisation de l'information industrielle ;
- la réorganisation des Directions de vente et d'après-vente.

L'année 1989 est caractérisée par la réalisation d'un chiffre d'affaires de 17,359 millions de francs, montant comparable à celui de 1988, et par un doublement du bénéfice net qui, après impôts, provision, participation et intéressement du personnel de 136 millions de francs, s'élève à 294,7 millions de francs contre 146,4 millions de francs en 1988.

La capacité d'autofinancement de la société en 1989 est de 945,8 millions de francs, soit 3,45 % du chiffre d'affaires, contre 638,4 millions de francs en 1988.

Les commandes reçues se sont élevées à 16 549 millions de francs contre 15 963 millions de francs en 1988. Le Civil et l'Espace représentent 28 % du total de ces commandes.

Dans le domaine civil, les Falcon 50 et 900 ont gagné en parts de marché, notre société occupant maintenant plus de 25 % du marché des avions d'affaires à réaction. Cette part devrait s'accroître avec le lancement du Falcon 2000.

Dans le domaine spatial, nos activités se sont développées avec le démarrage des études d'Hermès dont le lancement définitif doit être décidé en 1991.

Les capitaux propres au 31 décembre 1989, après affectation des résultats approuvés par l'assemblée générale, sont en excédent de 1 751 millions de francs par rapport au montant de l'actif net immobilisé.

La société n'a aucune dette à moyen ou long terme en dehors de celles correspondant à la mobilisation des crédits fournisseurs accordés à ses clients étrangers.

L'assemblée générale a approuvé le paiement au titre de l'exercice 1989 d'un dividende unitaire brut 1989 de 13,3 francs par action dont 4,5 francs de crédit d'impôt. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 2 juillet 1990.

L'assemblée a également ratifié la nomination de M. Thierry Allaguerre comme nouvel administrateur, en remplacement de M. Jean-François Theodore, et renouvelé M. Bruno Ravellin-Faloux comme administrateur.

Au terme de la partie ordinaire de l'assemblée, le président a souligné que la stratégie de la société était :

- d'améliorer la gamme de ses productions actuelles avec les Mirage 2000-5, Mirage 2000 S, AlphaJet, ATL 2, Falcon 50 et Falcon 900 ;
- de préparer de nouvelles générations d'avions de combat et d'affaires avec le Rafale et le Falcon 2000 ;
- de rechercher des alliances et des coopérations pour de nouveaux programmes civils et militaires ;
- de développer ses activités dans le domaine spatial.

Il a en outre rappelé que l'objectif de répartition du chiffre d'affaires est : — militaire : 55 % — civil : 35 % — spatial : 10 %.

Dans sa partie extraordinaire, l'assemblée a décidé de simplifier la dénomination de la société, qui de Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation devient DASSAULT AVIATION afin de rendre son usage plus aisé dans les relations commerciales et internationales et d'affirmer son appartenance au groupe Dassault Industries.

Le président a enfin présenté aux actionnaires les résultats consolidés du groupe Dassault Aviation.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 19 518 millions de francs contre 18 819 millions de francs en 1988.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 582,5 millions de francs, en augmentation de 36 % par rapport à celui de 1988 (427,7 millions de francs) et s'élève à 300,2 millions de francs après déduction des intérêts minoritaires.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

AFFAIRES

La Bourse de Paris entre les lambris et la City

La place française a bien réussi son internationalisation. Mais dans la perspective du grand marché des capitaux elle ne fait pas le poids face à Londres

La Bourse de Paris serait-elle cette année à mi-chemin de leur traversée, ne voyant plus la cote d'origine et n'apercevant toujours pas la terre à rallier ? Le tout en voguant sur une mer agitée où il faut à tout prix maintenir son cap et éviter les tempêtes pour accéder au premier. Derrière elle, la place française a laissé son passé d'agent de change, supprimé en mars 1987 avec le lancement d'une révolution culturelle basée sur l'internationalisation. Devant, à moins de trois ans du grand marché, c'est l'inconnu, avec une seule certitude : la volonté britannique de prendre en main les destinées des Bourses européennes. Et les Anglais en bon marins ont plusieurs milles d'avance.

Pourtant le « Big Bang » à la française a suivi de peu celui de la City, concrétisé en octobre 1986. Le 10 mars de l'année suivante, MM. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, et Xavier Dupont, alors syndic de la Compagnie des agents de change, annonçaient à la surprise générale une réforme des structures de la Bourse mettant fin à une tradition séculaire de corporatisme. L'idée était alors d'ouvrir ce milieu protégé pour lui donner une véritable dimension internationale. Finalement les agents de change, ou plutôt les sociétés de bourse ayant plus de moyens financiers.

En échange, ces firmes devaient affronter au mieux l'explosion des transactions et l'afflux d'actions étrangères amenées par les privatisations. Une loi en janvier 1988 avait fixé cette orientation ouvrant officiellement le capital des entreprises aux intervenants étrangers. Vint ensuite le temps des unions : mariages de raison plus que d'amour. Les banques françaises, les assureurs, les courtiers s'aggrégèrent dans cette brèche accompagnés par de nombreux intervenants étrangers.

Si les Européens sont nombreux avec une prédominance anglaise, pas moins de six participations à degrés divers, les Américains arrivent modérément dans deux sociétés de Bourse, mais de manière moins feutrée tout de même que les Nippons. Ces derniers ont opté pour l'entrée symbolique (5 % ou 7 %) dans trois firmes, n'apparaissant pas aux postes de décision. La redistribution des cartes a été extrêmement rapide et a mis fin irrémédiablement à l'ancienne homogénéité des agents de change. Aujourd'hui, même si le paysage n'est pas totalement remodelé, se définissent quatre grandes catégories de sociétés de Bourse de taille sensiblement égale, représentant chacune plus ou moins le quart des quarante-quatre établissements parisiens recensés. A côté des sociétés adossées à des banques françaises dotées de réseaux de collecte, apparaissent celles associées soit à des établissements nationaux n'ayant pas de tels réseaux, à des compagnies d'assurances ou à des firmes de courtages. Viennent ensuite celles ayant choisi l'indépendance et ne s'étant pas dotées d'actionnaires de référence ; et enfin celles alliées ou reprises par des étrangers.

Tout repenser

Mais, là encore, au sein de chaque catégorie les stratégies ne sont pas les mêmes. Si, par exemple, la Dresdner Bank, via la BIP, a décidé de se constituer un réseau en reprenant pas moins de quatre sociétés, une autre banque allemande Oppenheim a porté son choix sur une seule entreprise. Cette mutation s'accompagne également d'une révolution culturelle profonde provoquée principalement par le bouleversement des courants d'affaires traditionnels mais aussi par l'apparition de nouveaux métiers, et l'émergence de nouveaux hommes. Rien de ce niveau des dirigeants, entre le tiers et la moitié des anciens agents de



change ont été remplacés dans leurs fonctions... L'effet le plus dévastateur de cette nouvelle donne reste la modification « du flux de circulation des ordres » obligeant chaque société à tout repenser pour attirer vers elle les investisseurs.

Les grands pourvoyeurs d'ordres que sont les banques à réseaux (BNP, Société générale, Crédit Agricole...) ont, contrairement à leurs intentions initiales, rapatrié vers leur société de Bourse propre toute la demande de leur clientèle, amputant ainsi le marché d'une part non négligeable du volume de transactions. Seule la Caisse des dépôts et consignations, pourtant actionnaire de trois ex-chargés, continue à répartir ses besoins entre l'ensemble des intervenants. « La part du marché libre s'est considérablement réduite », tous les jours nous sommes obligés de trouver des clients.

Ces réflexions reviennent souvent chez les opérateurs n'ayant pas de marché captif. La concurrence s'est donc amplifiée sur des

volumes restreints entraînant de fait une érosion des marges bénéficiaires encore plus forte depuis la libéralisation des courtages, voici un an. Il ne fait plus bon aujourd'hui d'être un simple intermédiaire en actions ou obligations. « Chacun a recherché à définir mieux ses métiers sachant que l'intermédiaire, meurt central de l'activité, est attaqué », raconte Xavier Dupont, ancien initiateur de cette réforme et actuel président de Dupont Denant, une société adossée au Crédit national.

Dans ce cas, tout en restant présent sur le marché des actions et obligations malgré la conjoncture, la politique de sa firme est de renforcer sa position, notamment dans le domaine obligataire, tout en consacrant d'importants efforts à la recherche, à l'analyse financière et en participant aux opérations de fusions-acquisitions dans le cadre du Crédit national.

La démarche est analogue pour de nombreuses sociétés de Bourse qui n'entendent pas se retirer pour l'instant de leur activité de base.

Elles s'intéressent à des degrés différents à des nouvelles techniques, comme la contrepartie, ou aux produits du MATIF et du marché des options. Beaucoup souhaitent étendre leur savoir-faire dans l'intermédiation à l'engouement financier, au « corporate finance » (fusion-acquisition), voire, parfois, à l'immobilier comme le fait désormais Tuffier Ravier Py. Mais, tous ces programmes, ajoutant aux indispensables investissements techniques à réaliser dans le cadre des projets de modernisation de la place, nécessitent d'importants fonds propres.

Manque de transparence

A ce jour, la situation est pour le moins confuse. Impossible de se faire une véritable idée sur l'état de santé des intervenants ni sur leur part de marché. Dans le premier cas, il n'est plus possible de comparer leurs résultats.

Grâce à ce manque de transparence, Paris est l'une des rares Bourses à être un marché dont les parts réunies ensemble dépassent les 100 % et surtout la seule place à posséder un podium doté d'une seule marche. Profitant de ce flou, la plupart des intervenants revendiquent des fractions de marché supérieures à la réalité et s'attribuent généralement des premières places dans leur secteur. Quelquefois des secondes, mais rarement au-delà.

Il semble cependant que, à ce jour, quatre sociétés se détachent nettement du peloton et s'affichent comme les plus actives sur le marché non captif. Il s'agit de deux firmes françaises : Chevreux de Virieux du groupe Suez, et Cholet Dupont dans lequel le Crédit lyonnais a une forte participation. Et de deux britanniques : Bacoit Allain, filiale de Warburg, et DLP James Capel.

Un marché trop exigu

Quoi qu'il en soit, de multiples voix s'élèvent pour affirmer que le marché est trop exigu pour autant de monde et que l'année 1990, si elle continue sur cette lancée, sera extrêmement difficile pour de nombreuses sociétés. Pourtant, paradoxalement, le nombre d'intervenants ne va aller qu'en s'amplifiant. Dès le 1^{er} janvier prochain, la quinzaine de sociétés de Bourses régionales seront autorisées à opérer sur le marché national. Un an plus tard, le nombre de sièges à la Bourse sera supprimé. Et que dire, le 1^{er} janvier 1993, avec l'abolition totale des frontières de la Communauté...

Si les autorités du marché grâce à la réforme et portées par la situation économique française, ont atteint leur objectif principal, à savoir réussir l'internationalisation de la Bourse de Paris, il reste à présent à confirmer cette action qui a limité le transfert des transactions en valeurs françaises vers la City. Le combat doit être mené sur deux fronts, l'un local et l'autre bruxellois, l'adversaire étant la Grande-Bretagne. Ce pays, pour la première fois, est nommé désigné comme tel dans un document officiel.

L'éditorial du rapport annuel 1989 de la Société des Bourses françaises (SBF), organisme chargé du fonctionnement de la place financière, n'hésite pas à affirmer : « La SBF a choisi et la rentabilité de son exploitation dans la nouvelle structure du marché sont des conditions nécessaires pour rendre possible l'ambition internationale de la place, et pour promouvoir dans la Communauté européenne un modèle de marché à l'architecture plus affirmée que le modèle londonien ».

Le 1^{er} janvier 1993, les autorités du marché grâce à la réforme et portées par la situation économique française, ont atteint leur objectif principal, à savoir réussir l'internationalisation de la Bourse de Paris, il reste à présent à confirmer cette action qui a limité le transfert des transactions en valeurs françaises vers la City. Le combat doit être mené sur deux fronts, l'un local et l'autre bruxellois, l'adversaire étant la Grande-Bretagne. Ce pays, pour la première fois, est nommé désigné comme tel dans un document officiel.

nien. C'est dire que le risque d'une domination anglo-saxonne pèse sur l'organisation future des marchés.

« La grande question », reconnaît Gérard de la Martinière président de Meeschaert Rousselle, et ancien directeur général de la Bourse, est de savoir si le futur marché européen des capitaux n'est pas entrain de bouleverser le schéma actuel en réunissant pour la circonstance les Anglais, les Allemands et la Commission autour d'une stratégie basée sur un marché de gré à gré.

En effet, si sur l'initiative française les projets prévoient la création d'une cote européenne rassemblant deux ou trois cents des plus grandes valeurs des douze pays de la Communauté et négociable sur chaque place, une deuxième disposition venant d'outre-Manche ajoutée au mois de mai peut tout remettre en cause. Elle prévoit la création d'un marché de gros en valeurs mobilières destiné aux grands institutionnels. Il s'agirait soit d'un marché parallèle à chacune des places fonctionnant entre banques, soit d'une sorte de troisième Bourse sans règle venant s'ajouter au douze existantes. Un développement incontrôlé pourrait à l'extrême vider de leur substance les autres marchés, et surtout mettre un terme à tous les efforts de transparence engagés par plusieurs pays depuis trois ans.

Affronter l'assaut

L'un des seuls moyens de résister à cette délocalisation est de renforcer le poids de la place française en la dotant de grands intermédiaires. Pour la SBF, le salut viendra des établissements bancaires et la conclusion de son rapport annuel est sans appel : « Il reste néanmoins aux plus grands groupes financiers français à engager leurs moyens et leur renommée sur des projets d'intermédiation puissants ayant Paris pour base, afin que la réforme de la Bourse devienne un plein succès. » Selon M. Rousselle, président de la SBF : « Seules les grandes banques peuvent relever un tel défi, profitant de leur réseau international qui est le troisième du monde. Nous n'avons pas de société d'intermédiation indépendante qui ait pu constituer un tel réseau. » Cette opinion fait grincer les dents de certains courtiers indépendants. Ils rejettent ce jugement de Salomon et excluent de toute possibilité de développement et redoutent si ces projets se concrétisent la tentation d'une main-mise des banques sur le marché à la manière allemande.

S'orienter-ils alors vers une Bourse à deux niveaux d'intervenants, composés dans un cas de quelques grands français et étrangers se partageant le plateau et dans l'autre d'une majorité de petits se contentant des miettes ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. « Une chose est sûre, affirme Michel Jollant, responsable de l'analyse financière chez DLP James Capel, le marché européen sera contrôlé par des entités appartenant à la Communauté ou les Anglo-Saxons seront dominants. Déjà les gens qui investissent le mieux sur ce marché sont ceux de Londres. » Reste donc à se préparer en conséquence pour affronter cet assaut.

D'autant que les Britanniques ont toujours entendu affirmer leur suprématie. Dans son ouvrage *La Nouvelle Bourse*, Jean-Claude George relate cette anecdote : interrogé en 1988 sur l'existence possible d'une place boursière mondiale, M. Jeffrey Knight, directeur général de la place anglaise répondait « Oui, au ciel... ou à Londres ».

DOMINIQUE GALLOS

Les tours de table

Les quarante-quatre sociétés de Bourse parisiennes (niveau de participation au 1^{er} mars).

● **Alliées à des banques de dépôts ayant des réseaux de collecte :**
Patrick du Bouzet : BNP, 50,27 %
De Cholet Dupont : Crédit lyonnais, 39,94 % ; Nippon (Japon), 5 % ; UAP, 5 % ; Comelbank (RFA), 5 %
Delahaye, Ripault : GENE-FINANCE-Société générale, 74,91 %
Dynabourse : Ségéspar Titres-Crédit agricole, 89,92 %
Michel : Ségéspar Titres-Crédit agricole, 87,11 %
Elysees Bourse : Crédit commercial de France, 100 %
Goy, Hauvette : BRED, 51,02 %
Hayaux du Tilly : Ségéspar Titres, 10 % et SA des Vallées de Brunoy (Crédit agricole), 20 %
Richard : Société lyonnaise de Banque, 35,93 % ; Ségéspar Titres-Crédit agricole, 11,08 % ; SDR du Sud-Est, 8,6 % ; SDR Centrest, 8,2 % ; SDR Sodacco, 8,20 % ; Marusan (Japon), 5 %
● **Alliées à des établissements financiers sans réseau de collecte :**
Chevreux, de Virieux : Banque Indosuez, 49 %
Courcoux Bouvet : Paribas UK Holding Ltd, 100 %
De Compiègne : Banque parisiennne d'investissement et d'arbitrage (Duménil Labié), 35 % ; M. Jacques Barabé, 32,5 %
Dupont, Denant : Domibourse-Crédit national, 51 %
Magnin : Omnium industriel et financier (filiale BUE), 75 %
Nouailhetas : Groupe Palas, 95 %
Schelcher, Prince : Compa-

gnie parisiennne de récompte, 100 %
Soulie, Teller : Via Banque, Société de banque et de financement, 49 %

● **Associés à des courtiers :**
Meunier de la Fourrière : groupe Viel, 43,25 %
De Finacor Bourse : Finacor, 55 % ; Batif 22,5 % ; Crédit mutuel Artois-Picardie, 22,5 %
● **Filiales d'assureurs :**
Alphabourse : Banque pour l'industrie française, GAN, 100 %
Meeschaert Rousselle : Axa-Midi, 100 %
● **Associées à des étrangers (établissements financiers ou courtiers) :**
Aubouyeau, Labouret, Olivier : France BBL, 90 % ; elle-même filiale à 100 % de la banque belge Bruxelles-Lambert
Bacoit, Allain, Farra : Warburg Group (GB), 87,63 %
Ducatel, Duval : Société de banque suisse, 89,46 %
Dufour, Lacarrière, Pouget : James Capel (GB), filiale de la Hongkong and Shanghai Banking Corp, 100 %
FIP Bourse : Premium, filiale de la BIP appartenant à la banque allemande Dresdner Bank, 59,40 %
Hamant : NMB Bank (Pays-Bas), 100 %
Massonaud, Fontenay : Amsterdam Rotterdam Bank (Pays-Bas), 50,1 %
Mételland : Banque Oppenheim (RFA), 50 % ; Banque Pierson (Pays-Bas), 50 %
Nivard Flornoy : Morgan Guaranty (USA), 87,23 %
Didier Philippe : Bankers Trust (USA), 49 %
Pugot, Mahé : Barclays de Zoete Wadd (GB), 75 % ; Odier Bungenier et Courvoisier, 2 % ; L'Oréal, 1 % ; Groupe

Mornay, 1 % ; Assurances mutuelles agricoles, 1 %
Seillier : National Westminster Bank (GB), 99,80 %

● **Actionnaires multiples :**
Fauchier-Magnant : Caisse des dépôts et consignations, 10 % ; UAP, 10 % ; Kleinwort-Benson (GB), 10 %
Ferri-Germe : Crédit foncier de France, 15 % ; Caisse des dépôts, 10 % ; UAP, 5 %
François Dufour Kervem : Banque de Neufville, Schlumberger, Maillet, 25,31 % ; Caisse des dépôts, 7,92 % ; UAP, 7,92 % ; Nomura International (Japon), 7,92 %
Oddo : Compagnie financière du Phénix (AGF), 25 % ; Instituto bancario San Paolo di

Les quinze sociétés de Bourse de province : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy (participation au 1^{er} mars).

● **Alliées à des banques de dépôts ayant des réseaux de collecte :**
Blisson Bonasse (Marseille) : Société marseillaise de crédit, 75,36 % ; Holding Saint-Honoré, 15 %
Gilbert Dupont (Lille) : Crédit du Nord, 34 % ; Domibourse (Crédit national), 15 %
De Portzamparc (Nantes) : Banque populaire Bretagne-Atlantique, 34 %
Michaux (Lyon) : Crédit lyonnais, 49,9 % ; société de Bourse Cholet Dupont, 20,1 %
● **Alliées à des établissements financiers sans réseaux de collecte :**
Brac de la Perrière (Lyon) : Banque d'arbitrage et de crédit, 60 %
Jean-Louis Champell (Bor-

Torino (Italie), 10 % ; Caisse des dépôts et consignations, 4 %

Tuffier Ravier Py : Caisse centrale des banques populaires, 12,45 % ; Kuwait Investment Authority (Koweït), 6,92 % ; Groupe maison familiale, 4,35 % ; Charterhouse (GB), 4,15 %

● **Indépendants :**
Boscher ;
Gorgeu, Perquel, Krucker SA ;
Leven, Chausserie SA ;
Jean-Pierre Pinatton SA ;
Saintoin, Roulet SA ;
Patrice Wagny SA.

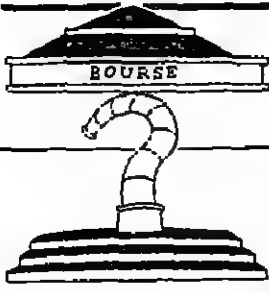
deux) : Catroux Gestion, 48 %
Jacques Douillet (Nancy) : Omnium industriel et financier (BUE), 70 %

Dubly Motte (Lille) : Omnium industriel et financier (BUE), 51 %
Girardet (Lyon) : Domibourse (Crédit national), 34 %
Kempf (Nancy) : Caisse de gestion mobilière (Suez), 100 %

● **Associées à des étrangers :**
DG Bourse (Bordeaux) : DG Finance, 100 % ; filiale de DG Bank (RFA)
Henry de Champavain (Nantes) : Premium, filiale de la BIP, elle-même contrôlée par la banque allemande Dresdner Bank, 58,35 %
Gérard Delore (Lyon) : Premium, 65 %
De Kerhor (Bordeaux) : Premium, 66 %
● **Indépendant :**
Dubus (Lille).

Paul DUBOUCHET
Maître de conférences de droit public à l'université des Antilles et de la Guyane
LES NORMES DE L'ACTION/DROIT ET MORALE
Introduction à la science normative
L'HERMÈS éditeur / Diffusion MEDILIS, Tél. : 46-34-07-70
9-13, rue Séguier, 75006 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT : **Le Monde SANS VISA**



Les petits actionnaires ont-ils déserté ?

Le temps se serait-il arrêté ? Qui si on se réfère aux estimations du nombre de porteurs de valeurs mobilières en France. Le dernier chiffre connu, et publié consciencieusement chaque mois par la Commission des opérations de Bourse, porte sur une évaluation faite en... 1987. La France comptait cette année-là 10 millions d'actionnaires, dont 6 millions de petits porteurs directs. Un niveau record, atteint grâce aux privatisations, laissant loin derrière les 1,5 million recensés en 1977 et les 3 millions de 1982. Depuis, aucune donnée n'a été communiquée, et beaucoup d'intervenants penchent pour une réduction sensible de cet actionariat direct, dont le nombre oscillerait entre 4 et 4,5 millions. Un niveau qui reste encore élevé, battant en brèche l'idée que les petits porteurs ont déserté la Bourse.

Le temps des privatisations a permis de mesurer l'attrait du public pour les entreprises françaises et aussi pour la Bourse. Trois ans plus tard, la lecture de l'actionariat des firmes retournées au privé (voir tableau) permet de départager ces deux conceptions. Les joueurs sont partis rapidement quelques semaines, voire quelques mois plus tard après avoir engrangé des gains notables. Ne sont restés alors en majorité que des personnes croyant au développement de l'entreprise. La réduction du nombre de petits porteurs a été très importante dans toutes les sociétés revenues sur le marché boursier. Elle s'explique également par la concentration des ordres.

Les familles ayant droit à des titres pour chacun de ses membres (parents ou enfants) les ont le plus souvent rassemblés dans un portefeuille unique. D'autres ayant eu trop peu d'actions ont préféré s'en défaire rapidement en raison des coûts des droits de garde. Tel est le cas principal de la BTP, devenue depuis Compagnie du BTP, où le million d'actionnaires s'étaient vu remettre individuellement un titre. Démarche analogue pour la BIMP, où avait pu être attribuée une action et

demie. Des réductions se sont faites également d'office, comme dans le cas de la Sogéna. Cette banque de Strasbourg, qui avait plus d'actionnaires que de clients, les a quasiment tous perdus après l'offre publique d'échange lancée sur elle par la Société générale, possédant désormais 92,9 % des actions.

La part du public représente encore un niveau appréciable dans certaines firmes. A TF 1, les 200 000 actionnaires détiennent entre 10 % et 15 % du capital. Chez Paribas, la part revenant aux 1 250 000 millions de petits porteurs avoisine les 7 %. La Compagnie financière de la rue d'Antin, qui revendique la première place française, voire européenne, en nombre d'actionnaires individuels, a pu tester leur fidélité à deux occasions : lors d'une augmentation de capital et au cours du bras de fer engagé avec la Navigation mixte.

En 1989, 700 000 personnes ont répondu à la souscription d'ABSA (actions à bons de souscription d'actions), apportant ainsi 30 % des 4 milliards de francs levés lors de cette opération. Peu après, ils ont été peu nombreux à se défaire de leurs titres pendant le duel Paribas-Mixte. Et pourtant la tentation fut grande. Acquisée à 405 F à la privatisation, l'action

tombée à 257,50 F en janvier 1988 a culminé un temps à 732 F. Elle évolue actuellement aux alentours de 620 F. « Les actionnaires font preuve d'une grande maturité », constate avec satisfaction M^{me} Roselyne Pierre, leur représentante au conseil d'administration, en précisant que Paribas va reprendre sa campagne auprès de ses porteurs, approche un moment mise en veilleuse. Ce que n'a jamais arrêté sa grande rivale Suez. Chez Havas, même souci des petits actionnaires, et la dernière opération décidée en avril prenait en compte leurs intérêts. Les dirigeants ont décidé d'attribuer une action gratuite pour trois détenues, trois étant le nombre de titres obtenus lors de la mise en vente publique en 1987. L'action a dans le même temps été divisée par deux. La 7 mai, le nombre de titres ayant été augmenté par ses opérations, l'action qui cotait auparavant 1 741 F est tombée en toute logique à 654 F. Comme souvent dans ces cas-là, les appels effluents n'ont pas manqué tant aux sièges des banques que de la société. Preuve que la culture financière, même si elle progresse chez les détenteurs de titres, a encore du chemin à faire. Et que les cardiologues ont encore de beaux jours devant eux...

D. G.

L'actionariat des privatisées

SOCIÉTÉS	Nombre d'actionnaires (en millions)	
	à la privatisation	en juin 1990
Saint-Gobain	1,547	0,900
Paribas	3,804	1,250
Sogéna	0,850	0,050
BTP	1,030	?
BIMP	0,523	entre 0,020 et 0,100
CCF	1,650	entre 0,300 et 0,400
CGE	2,237	1,000
Agence Havas	0,730	0,200
Société générale	2,238	0,700
Suez	1,600	entre 0,800 et 1,000
TF 1	0,415	0,200
Matra	0,285	0,210

(*) Quelques milliers

Une mutation douloureuse et sans gloire

La fin de la Compagnie des agents de change et sa métamorphose se sont accompagnées de turbulences auxquelles la place de Paris n'était guère préparée

Q'ELLE était belle la Compagnie des agents de change lorsqu'en décembre 1987 le Parlement vota la loi mettant fin à son monopole des transactions à la Bourse de Paris ! Après plus de cent cinquante ans de règne sans partage sur le marché français des actions et des obligations, ce fut aussi la fin d'un mythe.

Depuis 1801, l'article 76 du code de commerce lui avait attribué le monopole de la négociation des titres, les agents de change jouissant, en outre, du statut d'officiers ministériels nommés par décret du ministre des finances. Pour entrer dans la Compagnie, il fallait montrer patte blanche, présenter une surface financière suffisante et, surtout, recevoir l'agrément des autres agents de change, soucieux de leur respectabilité : comme au Jockey-Club, il ne fallait pas que l'impératrice reçoive des « boules » noires lors du vote de ses pairs. Ces derniers, au surplus, responsables, sur leur patrimoine, de la bonne fin de leurs opérations, se montraient peu désireux d'admettre dans leurs rangs un personnage susceptible d'être défaillant financièrement, la solidarité de la Compagnie devant jouer en ce cas.

Officier ministériel, donc, en même temps que commerçant, l'agent de change jouissait d'un prestige bien établi, dont le symbole était sa présence à la corbeille de la Bourse de Paris, tous les jours ouvrables, sauf le vendredi saint évidemment : on ne se livre pas aux jeux d'argent pour l'anniversaire de la mort de Jésus-Christ. Par-dessus tout, la Compagnie avait accumulé ce sacro-saint fonds de garantie, alimenté par les cotisations des agents, qui n'avait pratiquement jamais servi.

Las ! A peine votée la loi de décembre 1987, une première charge d'agent de change (ou plutôt une « société de gestion ») disparaît le 5 janvier 1988. JFA Buisson, était placée en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Motifs : « Graves carences de gestion » et un passif dépassant 100 millions de francs. Une seconde

société de Bourse, Baudouin, subissait bientôt le même sort, pour les mêmes motifs (graves manquements dans la gestion et la surveillance de la société). C'étaient déjà de beaux scandales, du jamais vu, mais le pire était encore à venir.

L'émotion fut grande en effet lorsque la Société des Bourses françaises elle-même, l'héritière de la Compagnie, dut révéler en juin 1988 qu'une bonne partie du sacro-saint fonds commun avait été croquée en spéculations malheureuses sur le MATIF. C'était le coup de grâce donné à une corporation déjà fortement ébranlée par les scandales précédents.

Carences de gestion

Quoi ! La vertueuse Chambre syndicale des agents de change, chargée de surveiller et de moriger ses adhérents avec un pouvoir de sanctionner qu'elle ne se privait pas d'utiliser au nom de la morale boursière et de la déontologie, devait confesser l'existence d'un trou béant dans ses comptes, plus de 600 millions de francs auxquels il fallait ajouter, par la suite, 700 millions de francs d'argent frais pour provisionner d'autres sinistres de sociétés de Bourse, une quinzaine. « Qui gardera les gardiens eux-mêmes ? » gémissait déjà, il y a mille huit cents ans, le poète latin Juvénal... Ce fut la Berezina. Et aussi la « seconde mort » d'une Compagnie dont les agents venaient de perdre leur statut d'officiers ministériels et se trouvaient rayés au marché et au droit commun.

On a glosé à l'infini sur les causes de cet effondrement, moral autant que financier. L'explosion de transactions à partir de 1984 fit craquer, puis implorer les frêles structures administratives des charges d'agents de change. On cite également les dramatiques carences de la gestion et du contrôle : ainsi, les autorités du MATIF avaient constaté, avec effroi, que la charge JFA Buisson n'avait pu fournir de données valables sur les opérations des six mois précédents sur le marché.

FRANÇOIS RENARD

L'été se lève sur la première Bourse de l'Est

Après quarante-deux ans d'interruption, la Hongrie se dote à nouveau d'un marché de valeurs mobilières pour réaliser son vaste programme de privatisations

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Ce premier jour de l'été vient d'être salué par l'inauguration de la Bourse de Budapest. Si depuis deux ans dans cette perspective, les investisseurs tentent de s'initier aux techniques boursières, le développement d'une telle initiative se heurte à des difficultés de taille, une inflation galopante, l'absence de culture financière de toute une génération, sans parler de la concurrence difficile avec Vienne.

De tous les pays d'Europe de l'Est, la Hongrie est celui qui en matière financière a évolué le plus vite. Au début des années 80, les autorités magyars décidèrent de se préparer à la réouverture de la Bourse qui avait fonctionné pendant près d'un siècle, de 1864 à 1948, avant d'être supprimée avec l'apparition du régime communiste. En 1982 une loi instaura alors la possibilité d'émettre des obligations. La première valeur de ce type sera émise l'année suivante, et actuellement pas moins de 400 titres sont recensés, représentant 30 milliards de forints (environ 3 milliards de francs). Les premières actions sont apparues plus tard et ne se sont vraiment développées que depuis la loi de 1988 autorisant les entreprises d'Etat à se transformer en sociétés anonymes. Sur les 350 firmes ayant opté pour un tel statut, seules 80 sont aujourd'hui cotées et l'activité réelle ne porte que sur une douzaine d'entre elles.

C'est donc sur la base d'un marché essentiellement obligataire qu'a été réhabilitée la notion de Bourse en décembre 1987. Pas moins de vingt-huit intervenants (quatre agents de change et vingt-quatre firmes filiales de groupes financiers) ont décidé de participer aux premiers pas de cette place financière en se réunissant dans une petite salle au premier étage de l'Internatio-

national Trade Center dans le centre de Budapest. D'une journée par semaine, le nombre de séances a été porté à trois (mardi, mercredi, jeudi) d'une heure chacune depuis le mois d'octobre 1989. Les techniques de cotation ont été apprises à Francfort, Londres ou Milan, seules places financières européennes à montrer de l'intérêt à une telle initiative.

Jeudi 21 juin, trois mois après la promulgation de la loi créant la Bourse de Budapest, l'ouverture officielle du marché s'est faite dans cette salle. Toutefois, à la fin de l'année, les boursiers rejoindront leurs nouveaux locaux actuellement en cours d'aménagement. En s'installant, quelques centaines de mètres plus loin, dans l'immeuble réservé à la Banque de Budapest de crédit et de développement, la Bourse occupera alors un lieu plus spacieux. Toutefois, elle ne retrouvera pas son implantation originelle occupée par les installations de la télévision.

Obstacles économique et culturel

Continuité de lieu, mais aussi continuité d'activité. Le démarrage officiel du marché en ce premier jour de l'été n'a en rien modifié le déroulement de cette brève séance de cotation, si ce n'est qu'elle a connu plus d'affluence, qu'elle a été ponctuée par des discours de personnalités et par l'annonce de nouvelles introductions de valeurs, comme celles de l'agence de voyages Ibusz, de la chaîne de magasins Skala et de la Banque de Budapest. Mais structurellement la majorité des transactions continue à s'effectuer hors Bourse, directement entre les banquiers.

Pour développer cet embryon de marché, les autorités boursières ont à affronter deux obstacles majeurs d'ordre économique et culturel.

Les premières obligations émises au milieu des années 80 ont été extrêmement bien accueillies par le public, mais l'engouement fut de

brève durée. En 1987, l'introduction d'un nouvel impôt sur le revenu et surtout la hausse des prix ne rendait plus intéressants de tels placements. Et la tendance n'a fait que s'aggraver depuis dans ce pays où l'inflation avoisine les 20 %. Aucun intérêt donc d'acheter des obligations ou des actions qui paissent de plus d'une fiscalité très lourde. Les Hongrois, déjà peu enclins à l'épargne, préfèrent donc investir leur peu d'économies dans le seul placement rentable à leurs yeux : les devises étrangères.

La plaquette de présentation de la Bourse insiste, quant à elle, sur l'absence de culture, en consacrant dans sa présentation chronologique ces quelques mots : « 1948 : année où la Bourse de Budapest a été supprimée parallèlement à la transformation socialiste du pays. Durant les décennies suivantes, plusieurs générations ont été élevées sans aucune connaissance du rôle et des fonctions économiques de la Bourse. »

Pour tenter de combler cette lacune, les autorités envisagent de vastes formations afin d'initier les gens à l'économie de marché. Des campagnes télévisées sont prévues avant le lancement des privatisations. « C'est le domaine où le chemin restant à parcourir est le plus long », reconnaît M^{me} Gyöngyi Agoston, la jeune directrice de la Bourse. Mais de tels programmes sont onéreux et certaines banques reconnais-

sent même ne pas avoir assez de moyens à consacrer à leur formation interne.

Si, pour ces multiples raisons, l'épargne hongroise devrait dans un premier temps être difficile à drainer vers ce nouveau marché financier, il ne reste plus qu'à séduire les investisseurs étrangers. Mais là, l'expérience et la petite taille de cette jeune place risquent de ralentir les ardeurs, sans parler des incertitudes économiques ou des problèmes inhérents à la non-convertisibilité du forint. Les gestionnaires peu enclins traditionnellement aux risques préféreront investir sur les valeurs hongroises indirectement, via l'Autriche. Les financiers de Budapest ne s'y sont pas trompés et comptent profiter de l'engouement sur la place viennoise depuis plusieurs mois pour lancer leur propre place. Dans cette perspective, la majeure partie du capital d'Ibusz mis en vente depuis le 21 juin est proposée sur le marché autrichien (le Monde du 19 mai).

Mais cette initiative ne risque-t-elle pas d'avoir l'effet contraire à celui attendu ? Plutôt que d'insuffler un élan à la première Bourse d'Europe de l'Est, elle pourrait entraver son développement et la reléguer à un simple rôle de Bourse satellite dans l'orbite autrichienne.

D. G.

Amsterdam affiche ses ambitions

La place néerlandaise vient de lancer le premier indice européen des valeurs

LA Bourse d'Amsterdam a décidé de montrer les crocs. La place batave a la ferme intention de s'imposer comme un centre financier de premier ordre sur le Vieux Continent. « Je ne crois pas à l'hégémonie de Londres sur les transactions boursières en Europe. Mais plutôt à la coexistence de trois à quatre centres financiers régionaux d'importance », affirme avec constance M. Pop Hoogendijk, ancien membre du directoire d'AMRO, le principal établissement de crédit des Pays-Bas.

Cette haute figure des milieux bancaires inclut bien entendu Amsterdam sur cette short list. Ambition avouée : faire de la place néerlandaise la capitale boursière du Benelux. Objectif tacite : s'imposer comme la seule Bourse du continent capable de faire de l'ombre à la City de Londres. Paris nourrit d'ailleurs le même projet. Mais entre ces deux places aux dents longues l'heure n'est plus aux prévenances. L'affaire de la Berd a laissé des traces.

La bataille est donc lancée. Fort de sa prééminence sur le marché des options - l'European Option Exchange (EOE) d'Amsterdam est le premier et le plus ancien marché d'Europe sur ce type d'instruments, devant Londres, avec 26 % des transactions réalisées dans la CEE - la place néerlandaise s'apprête à griller sur le poteau la plu-

part de ces homologues de la Communauté. Amsterdam va en effet lancer dès le 15 juillet prochain un indice européen, regroupant les cent principales valeurs communautaires. « Les Américains ont le Dow Jones, les Japonais le Nikkei. Il manque un indice européen. C'est pourquoi nous créons l'European Top One Hundred », explique J. Westertorp, le directeur général de l'EOE.

Coté en écus

Parmi les valeurs sélectionnées figurent quinze « blue chips » françaises : PSA, Lafarge, Coppel, BSN, LVMH, la Navigation mixte, la CGE, la Compagnie du Midi, Michelin, la Société générale, Thomson-CSF, Elf-Aquitaine, la Générale des eaux, Michelin et Saint-Gobain. Le concept de valeur communautaire a par ailleurs été quelque peu élargi puisque l'indice devrait inclure des sociétés suisses et suédoises.

Particularité : l'European Top One Hundred - calculé en temps réel - sera coté en écus. Les promoteurs de cet indice n'excluent pas une sous-cotation en dollars pour attirer les investisseurs américains. L'AMEX (American Stock Exchange), la deuxième Bourse de New-York, qui s'est imposée sur le marché des warrants (droits de souscription avec options de vente ou d'achat) sur indices boursiers étrangers, a négocié une priorité pour lancer un produit sur le futur indice créé à Amsterdam.

Soutenus par les pouvoirs publics, qui ont récemment décidé de supprimer la taxe sur les transactions boursières (le fameux « impôt de Bourse »), les responsables des marchés néerlandais mènent ainsi une politique commerciale agressive. Tout en priant pour que les taux d'intérêt ne s'envolent pas trop haut, pas trop vite.

CAROLINE MONNOT

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Poissons, fruits de mer et trusquets toute l'année. Parking Loggange.

YUGARAJ Ak conditionné 43-26-44-91 14, rue Dauphine (6^e) F. lundi

SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millan (Gaul-Millan.)

SIEMENS

Pour découvrir le meilleur de la technologie informatique, suivez les pointillés.



IN2. Un modèle de centre de compétence mondial du Groupe Siemens. Implanté en France.

Le monde est grand mais c'est tout naturellement vers la France que Siemens, premier constructeur européen en informatique, s'est tourné pour développer sa dimension européenne. La France et IN2.

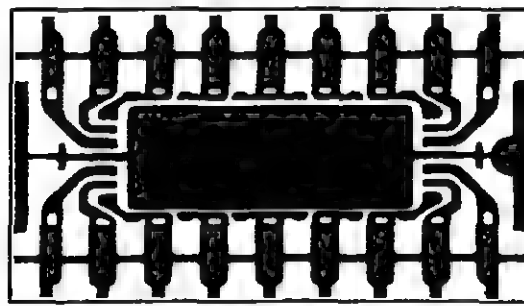
Aujourd'hui, l'alliance de la créativité de l'ingénierie française et de la puissance technologique de Siemens a un nom : IN2 Groupe Siemens.

S'appuyant sur deux sites industriels : Plaisir près de Paris pour la mini-informatique et Haubourdin pour la micro-informatique, cette nouvelle société ainsi créée propose une offre complète d'ordinateurs, utilisant les principaux standards internationaux et allant des micro-ordinateurs personnels aux plus grands systèmes centraux. Gage d'ouverture et de pérennité.

En investissant en France à long terme, Siemens affiche clairement sa stratégie : faire d'IN2 un centre de compétence mondial qui conçoit et fabrique des produits pour l'ensemble du groupe, dans les grands standards du marché (la gamme PICK ainsi que certains mini et micro-ordinateurs sous UNIX® et MS-DOS®). Enfin, au-delà de la fourniture des systèmes, offrir aux utilisateurs le meilleur service et la meilleure sécurité des investissements.

Une telle entreprise n'aurait pas été possible sans un réel partenariat entre les ingénieurs et chercheurs français d'IN2 et de Siemens. Aujourd'hui, les 6.000 hommes et femmes de Siemens en France réalisent 1,2 milliard de francs à l'exportation. Ajouter à cela une forte valeur ajoutée de 2 milliards de francs et des achats auprès de ses partenaires français de 2,3 milliards de francs, le résultat est un beau bilan pour l'économie française. Et un bel exemple de partenariat entre 2 pays européens.

* Marques déposées par ATT et Microsoft.



Si vous voulez en savoir plus sur Siemens, contactez :
Siemens SA
39-47 Boulevard Ornano
93527 St-Denis Cedex 2
Tél. : 49.22.31.00

AFFAIRES

Les revers de fortune de Donald Trump

Pendant plus de dix ans, Donald Trump a transformé en or tout ce qu'il touchait... avec l'argent des autres. Il lui faut maintenant passer à la caisse

NEW-YORK

de notre correspondant

« **P**ENDANT des années, j'ai surpris des tas de gens. Et la plus grosse surprise est à venir... ». En étant ses quarante-quatre ans le 16 juin à Atlantic City — une petite cité balnéaire sinistre, située à deux heures de route de New-York et qui veut rivaliser avec Las Vegas — Donald Trump arbore encore un large sourire. De façade. Depuis plusieurs jours, les mêmes banquiers qui, il n'y a pas si longtemps, collectionnaient les innombrables « cover stories » que la presse économique et les gazettes de supermarché consacraient à leur client-fétiche sont à ses trousses. Ils ont admis — un peu tard — que le magnifique édifice construit à sa propre gloire par cet ancien promoteur immobilier du Queens devenu le coqueluche de l'Upper East Side, le quartier chic de Manhattan, reposait sur des bases singulièrement vermoulues.

La vérité s'est imposée en moins d'un mois. Le même décalé qu'il a fallu pour voir Robert Campeau, le numéro un de la grande distribution aux États-Unis, s'effondrer sur ses rayons. Idem pour Drexel Burnham Lambert, l'orgueilleuse banque d'affaires new-yorkaise, contrainte, toute honte bue, de vendre la semaine dernière aux

enchères ses gommes et ses crayons (en fait ses ordinateurs, ses bureaux et les tee-shirts à son effigie...) pour payer une infime partie de sa faillite. A la mi-mai, dans un modeste article paru en pages intérieures, le *Wall Street Journal* sonnait l'alarme : Donald Trump mettait en vente la dizaine d'appareils assurant chaque jour la desserte aérienne entre New-York et Boston d'une part, Washington d'autre part. Une affaire rachetée il y a à peine un an à Eastern Airlines, la compagnie de Frank Lorenzo toujours en banqueroute, pour 365 millions de dollars.

Certes, en dépit des efforts déployés pour battre Panam qui assure la même liaison, la Trump Shuttle perdait régulièrement de l'argent, mais de là à la mettre en vente en catimini... Quelques jours plus tard, coup de tonnerre. Dans un article repris par les chaînes de télévision, le magazine *Forbes* annonce que l'empire de Donald ne vaut plus trippette. On est bien loin des 3 milliards de dollars avancés il y a à peine trois ans par la presse économique, voire de l'estimation de 1,7 milliard formulée fin 1989 par cette publication.

Compte tenu de la dette écrasante qui pèse sur chacun des hôtels, casinos, résidences, voire sur son yacht au luxe tapageur, tous frappés du patronyme devenu nom commun, Donald Trump ne « vaut » plus que 500 millions de dollars. Un prix théorique qui suppose une vente des actifs au prix du jour.

Avant qu'ils ne se déprécient sous le double effet d'une conjoncture malsaine (dans l'immobilier et les jeux, les deux piliers de Trump Organisation, la société-holding du groupe) et d'une image ternie.

Ce dernier point a son importance. Au moins autant que les 2,3 milliards de dollars d'endettement calculés par *Forbes* (soit 255 millions de dollars de plus que ceux avancés par la presse) il faut ajouter plus de 700 millions de « junk bonds » sur un milliard de dollars investis dans la dernière réalisation de « Citizen Trump » : le Taj Mahal, son troisième — et grandiose — casino d'Atlantic City construit autour de trois mille machines à sous.

Une situation financière opaque

Pendant un temps, le bâtisseur de cathédrales converties en mètres carrés de bureaux et en tables de black jack a encore les faveurs du public. On le plait même très sincèrement lorsqu'il perd en octobre dernier trois de ses adjoints (dont le grand maître de ses casinos) dans un accident d'hélicoptère en route pour Atlantic City. Mais c'est le lit à baldaquin de sa chambre à coucher, abondamment photographié pour la presse du cœur, qui lui vaudra sa première mise à l'écart.

Qu'un homme d'affaires que d'au-

séprenne d'une start-up et délaïse son épouse, voilà qui n'intéresse guère la place publique. Ni les banquiers. Mais quand le couple, étroitement uni dans les affaires, se déchire à pleines pages dans les tabloïds new-yorkais, les épisodes conjugaux prennent un tout autre dimension. Surtout quand les cinq lettres écarlates TRUMP, apposées sur toutes les tours, et longtemps synonymes de réussite (d'où une valeur marchande supplémentaire que Donald n'hésitait pas à monnayer), éclatent d'une lumière blafarde un divorce aux rebondissement grotesques et une situation financière jusqu'à singulièrement opaque.

Donald Trump a longtemps eu la cote. Sans que ses nombreuses affaires, et encore moins la société qu'il cofonde, soient inscrites sur le plus petit marché boursier. Ce qui l'aurait naturellement contraint à publier les informations légales qu'exige toute inscription à la cote. On sait tout sur l'enfance de Donald Trump, la façon dont il a roulé ses concurrents et adversaires tout le bien qu'il pense de son grand frère, le fait qu'il puisse se passer d'attaché-case (1). En revanche, un flux total régnait sur la situation financière de son entreprise que ne compensent guère les interviews données au compte-gouttes, simplement pour entretenir l'intérêt sur ce personnage qui se veut aussi insaisissable que mythique.

Jusqu'au dernier moment, il a cher-

ché à nier l'évidence, s'insurgeant avec violence contre cette tendance au « basing » (le matriquage) qu'il ressentait — à juste titre — dans les médias. Mais les faits sont là. Avant de laisser — peut-être — la place à l'huissier, les vingt-cinq principaux banquiers qui ont eu l'insigne honneur de lui prêter de l'argent sur sa simple bonne mine sont venus frapper à sa porte. « Les discussions sont courtoises et chacun s'efforce d'avancer », affirme l'un des privilégiés admis au tour de table. En fait, ils se forcent surtout de sortir au plus vite de ce qui s'annonce déjà comme un désastre pour leur futurs comptes de provisions pour risques.

Tordr le bras

Le 15 juin, Donald Trump n'a pas pu régler 43 millions de dollars d'intérêts sur ses « junk bonds ». Pas plus que 30 millions restant dus sur un prêt consenti par l'un des grands noms de la finance new-yorkaise. Voilà qui manque d'élégance. Mais le promoteur-croupier dispose encore de quelques cartes. « Nous ne sommes pas au bout de nos surprises », annonçait-il la semaine dernière en soufflant les bougies de son gâteau d'anniversaire.

De fait, Donald sait que « ses » banquiers ne peuvent pas lui tordre le bras trop fort. Sous peine de perdre les 2 milliards de dollars qu'il leur doit.

Alors, il a poussé l'audace jusqu'à leur demander 60 millions. Juste pour payer les intérêts sur des emprunts venant à échéance. Quitte à mettre en gage la Trump Tower, où il a élu domicile en 1982, lorsque furent posés les derniers murs en marbre rose.

En revanche, il fera tout pour sauver le Plaza Hotel, le palace qui domine Central Park. Sans doute pour rembourser Ivana, son épouse, qui assure la bonne marche de l'affaire, de ne pas chercher à l'enfoncer en ce moment après lui avoir réclamé une pension exorbitante pour son divorce. L'ancienne championne de ski — et top model — est une femme de cœur. « Donald et moi sommes des partenaires. Dans le mariage comme dans les affaires », réplique-t-elle aux détracteurs. Mais il est difficile d'échapper à la « Trump mania ». Pour ne pas être en reste sur son mari, aujourd'hui déboulonné, elle a lancé sous licence l'Ivana Collection, une série de vêtements du soir assortis d'une ligne de bagues, de cosmétiques et de lingerie portant sa griffe. Pour paraître sa nouvelle image, Ivana vient même de faire la couverture du dernier numéro du *Vogue* américain. Comme Donald au bon vieux temps.

SERGE MARTI

(1) Donald Trump. Le plaisir des affaires, éditions Égo-Press. Carrière distribution, 300 p.

Les griffes françaises sur le marché mondial

L'an dernier, le luxe français a encore amélioré ses performances. Mais une étude récente montre que ses positions sur le marché mondial ne sont pas inexpugnables

MÊME si certains commencent à s'inquiéter des conséquences de la chute du yen sur leurs prochains chiffres d'affaires, la plupart des industriels français du luxe ont toutes les raisons de se réjouir des résultats de 1989. L'an dernier en effet, les entreprises membres du Comité Colbert ont réalisé un chiffre d'affaires total de 27,127 milliards de francs, en hausse de plus de 25 % par rapport à 1988. Tous les secteurs ont progressé, mais c'est celui de la couture et des accessoires qui emporte la palme avec une hausse de 42 % des ventes. Les exportations, qui représentent 69 % du chiffre d'affaires, ont, elles, progressé de 27 %. Ces résultats, qui seront rendus publics le 27 juin prochain, justifient le colloque organisé le 7 juin dernier sur le thème : « L'industrie du luxe, un atout pour la France ». Quarante personnes avaient participé à cette rencontre organisée par l'Institut d'études politiques par le Comité Colbert qui réunit 70 entreprises parmi les plus belles marques françaises. Une étude réalisée par le cabinet McKinsey, véritable photographie de la place du luxe français sur le marché mondial, servait de présentation aux débats.

Cruauté de l'Histoire et des images : les organisateurs du colloque n'avaient pas résisté à l'envie de projeter les extraits d'une conférence de presse du président Georges Pompidou, qui déclarait en septembre 1972 : « Chère vieille France !... La haute couture et de bonnes exportations, du cognac, du champagne, des bordaux et du bourgogne : c'est terminé. La France a commencé et largement entamé une révolution industrielle. » Vingt ans plus tard à peine, l'étude de McKinsey indique que, si le luxe pèse seulement 0,5 % du PIB, les 20 000 emplois créés dans ce secteur en quatre ans représentent 3 % de la totalité des nouveaux emplois pendant la même période. Avec 22 milliards de francs réalisés à l'exportation, le luxe gomme un tiers du déficit commercial de la France.

Une fois passée cette autosatisfaction, le but de l'étude consistait à dépister les atouts et les handicaps de l'industrie nationale. Pour cela, le cabinet McKinsey, qui a travaillé gracieusement, a adressé un questionnaire à 432 entreprises correspondant à une définition préalable du luxe avec comme critères notamment la marque, la création, la qualité et le prix élevé du produit. Ils ont ensuite divisé leurs conclusions

en trois chapitres : la position de leadership, les défis, les pistes de développement.

La position de leadership : Les marques françaises sont les seules « généralistes » du luxe. Dans sept secteurs (accessoires de mode-marquetterie, champagne, cristallerie, haute couture — prêt-à-porter de luxe, parfumerie, spiritueux et vin), elles détiennent plus de 50 % d'un marché mondial évalué pour 1989 à 298 milliards de francs. De 1985 à 1989, il a cru en moyenne de 8 % par an et les marques françaises ont augmenté de 3 % leurs parts de marché grâce notamment aux spiritueux, chaussures, et cosmétiques. Cependant les auteurs du rapport ont détecté quelques faiblesses. Lorsque la concurrence locale est forte, les marques françaises enregistrent de moins bonnes performances : aux États-Unis et au Japon, par exemple, les cosmétiques français se vendent mal. Plus grave : dans des secteurs traditionnels comme la haute couture, le prêt-à-porter ou les vins, les parts de marché se sont érodées. Les Italiens en ont particulièrement profité qui au cours des quatre dernières années peuvent se targuer d'une croissance de 14 % contre 10 % seulement pour les Français.

Les défis : La France n'a plus le monopole du luxe qu'elle a détenu jusqu'au début des années 60 et elle est confrontée à une concurrence de plus en plus forte. Italiens, Américains, Allemands et Britanniques se sont mis à leur tour à créer des marques. Du coup les lancements de produits sont de plus en plus nombreux et coûtent de plus en plus cher. Certains industriels traditionnels se sont convertis au luxe et brouillent le paysage. C'est notamment le cas dans les vins et spiritueux. L'évolution de la distribution contraindrait les industriels du luxe à beaucoup de sagacité. Enfin certaines particularités locales ou réglementations peuvent influencer sur la demande.

Les pistes de réflexion. Pour aider les marques françaises à accroître leur position dominante, les auteurs du rapport ont défini douze axes, parmi lesquels la consolidation des savoir-faire, le renforcement de la gestion des réseaux de distribution et la préservation de l'image en cas de déclinisme de la marque. Ils suggèrent aussi de mener quelques actions collectives pour « renforcer la place de la France comme carrefour mondial du luxe et assurer la promotion de son image ».

F. Ch.

BIBLIOGRAPHIE

« La Guerre du cacao »

La Guerre du cacao, sous-titrée *histoire secrète d'un embargo* (1), a les formes et le rythme, les détails crus (parfois excessifs) d'un polar où rien n'est caché au lecteur, ni l'aspect physique des protagonistes, ni leurs larcins, ni leurs gestes grossiers, ni leurs arrière-pensées insupportables. À croire que les trois auteurs ont fait preuve d'une grande imagination. Leur propos est pourtant des plus sérieux. Au moment où les relations franco-africaines montrent autant leurs limites que leur incroyable rigidité à l'égard des liens du passé, la Guerre du cacao apporte une pièce convaincante du compromis — pour ne pas dire de la compromission — entre l'Elysée et la Côte d'Ivoire, sa vitrine sur le continent noir qu'il regarde aujourd'hui comme un remords.

Lorsqu'à l'été 1988 le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny décrète l'embargo sur son cacao, le négociateur international voit rouge. Selon des techniques habituelles, les grands marchands ont vendu à l'avance des fèves ivoiriennes qu'ils ne possédaient pas. Parmi ceux-là, la firme française Sucres et Denrées, dirigée de fraîche date par Serge Varsano, un jeune PDG de trente-deux ans que les auteurs décrivent comme un personnage ambitieux, pressé de montrer ce qu'il sait faire. Comme les cours mondiaux s'effondrent, le « Viex » (Houphouët) se raidit : plus une fève ne sortira de Côte d'Ivoire. La Malaisie profite de l'absence pour placer son cacao. Les industriels diversifient leurs approvisionnements. La Côte d'Ivoire, qui ne rembourse plus sa dette depuis le printemps 1987, s'enfonce dans le marasme pendant qu'une récolte record commence à pourrir dans la moult tropicale.

Plaffant de remonter avec les gros coups inaugurés par son père Maurice, le roi du sucre dans les années 60, Serge Varsano réagit par une action d'éclat. Au « Viex » désespéré, il propose (contre l'avis de ses propres collaborateurs) d'acheter 400 000 tonnes de cacao, la moitié de la production du pays, et d'en stocker 200 000 tonnes pour faire remonter le marché. Le « bélier de Yamoussoukro » est aux abois. Il accepte.

Patron du cacao chez Philipp Brothers, la firme américaine concurrente de Sucres et Denrées, Derek Chambers, n'est pas près de digérer ce contrat du siècle. Lui aussi convoitait la récolte ivoirienne. Pour gagner cette manche, Serge Varsano n'a pas seulement séduit le président Houphouët-Boigny. D'après les auteurs, il a reçu l'appui de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du chef de l'État, responsable à l'Elysée de la cellule africaine. Alors que la crise ivoirienne grossit, l'administration française est divisée. Le Trésor, à l'inverse du ministère de la coopération, prône la stratégie de l'abandon, note que la Côte d'Ivoire représente seulement 0,5 % des échanges extérieurs de la France. Les investisseurs privés quittent l'Afrique, qui coûte 12 milliards de francs par an au budget de l'État. Les partisans

d'une modernisation de l'économie française se prononcent pour la remise en cause de la priorité africaine. A l'Elysée aussi, le successeur de Guy Penne aux Affaires africaines, M. Jean Audibert, n'est pas sûr de sa place : il n'est pas question que la France « verse des deniers publics à une entreprise privée pour permettre le bouclage d'une affaire purement commerciale ».

C'est pourtant ce qui arrivera. En décembre 1988, la Caisse centrale de coopération économique débloque 400 millions de francs au titre du « soutien aux filières agricoles » de la Côte d'Ivoire. Le même jour, cette dernière versera la somme à la compagnie Sucres et Denrées pour financer une opération de stockage de 200 000 tonnes de cacao. Les auteurs affirment que ce stockage n'a jamais eu lieu... En quittant (fin) l'Elysée pour devenir ambassadeur de France en Algérie, Jean Audibert dira au président de la République : « Si vous maintenez votre fils, vous vous exposez ».

Affaires de dupes

Comment Paris a-t-il pu participer à une telle combinaison, pour le moins critiquable ? En Côte d'Ivoire, lit-on dans la Guerre du cacao, « Jean-Christophe Mitterrand ne jouit pas d'une cote démesurée. Il lui faudrait une opération d'éclat. Serge Varsano la propose : stocker le cacao de Côte d'Ivoire et faire remonter ainsi les cours de Londres. Politiquement l'idée est séduisante. Sous des apparences liées-mondiales, la France fera un geste qui ne coûtera pas trop cher tout en profitant à sa principale maison de négociation, engagée dans une lutte sans merci avec le géant américain Philip Brothers ».

Affaire de dupes en vérité tant pour la Côte d'Ivoire que pour l'Elysée qui n'a rien réglé du tout et s'est affaibli — en particulier Jean-Christophe Mitterrand — dans la mésaventure. Les auteurs laissent entendre que les 400 millions de francs versés à Sucres et Denrées dépassent largement les coûts estimés du stockage, d'autant que celui-ci a été escamoté. En signant au printemps 1989 un contrat de 300 000 tonnes de cacao ivoirien, Philip Brothers a rendu au négociant français la monnaie de sa pièce et les passes d'armes décrites dans l'ouvrage sont dignes d'une bagarre de loup affamé. Retenons que cette guerre n'a pas eu de vainqueur éclatant, même si les auteurs laissent penser que Derek Chambers est plus malin et finalement plus fort que Serge Varsano. L'accaparement partiel par le président Houphouët-Boigny d'une partie de la récolte ivoirienne relativise son rôle de victime, tout en éclairant sur les provenances de la cécité personnelle qui lui permet de se réconcilier avec Dieu dans la basilique de Yamoussoukro boudée par Jean-Paul II.

ERIC FOTTORINO

(1) La Guerre du cacao, histoire secrète d'un embargo, de Jean-Louis Combrault, Corinne Montaut et Stephen Smith. Calmann-Lévy, 217 p. 89 F.

DROIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE À FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Juillet 1990, vous pouvez bénéficier du tarif de lancement.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

"Droit des Sociétés Jupiter" LGDJ
Maîtriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUIN 1990

MOBILISATION POUR L'ENVIRONNEMENT
La protection de l'environnement est un enjeu majeur de notre fin de siècle. Une prise de conscience tardive, mais définitive, des dangers qui menacent notre planète.

PANNE SÈCHE POUR LA TERRE
Protéger notre planète, c'est d'abord préserver ses ressources naturelles du gaspillage aveugle. Le Monde Dossiers & Documents en décrit la nécessaire sauvegarde. Au premier rang de ces richesses : l'eau.

CONJURER LA MENACE
Toutes concernées par les problèmes de l'environnement, les nations doivent toutes réagir ensemble. Seule une coopération internationale peut conjurer la menace d'une disparition des conditions mêmes de survie sur la Terre.

LES VERTS ONT MURI
Les Verts, premiers artisans de cette conscience écologique mondiale, ont vu leur combat reconnu d'abord par le grand public, avant de devenir aujourd'hui une force politique majeure. Le Monde Dossiers & Documents retrace cette évolution.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION DEVIENT DASSAULT AVIATION

Alors que notre société a connu un bon exercice 1989, avec un chiffre d'affaires consoli-

dé de 19.518 millions de francs en hausse de 3,7% sur 1988 et un résultat net consolidé de 583 millions de francs en progression de 36%, l'avenir peut être envisagé avec confiance : d'ores et déjà le carnet de commandes s'élève à plus de 40 milliards de francs.

Ces performances ont été réalisées dans un environnement difficile caractérisé par les bouleversements politiques et économiques que connaît le monde.

C'est dans ce contexte que notre groupe industriel accentue son déploiement dans les domaines civil et spatial et prend la nouvelle dénomination DASSAULT AVIATION.

Bientôt nos efforts nous permettront de rééquilibrer nos différents pôles d'activité et de réaliser 45% de notre chiffre d'affaires dans les activités non militaires.

C'est un grand défi que le Groupe a relevé. Un bon équilibre a été trouvé. Les programmes MIRAGE 2000 et RAFALE, deux des avions de combat les plus modernes du monde en l'an 2000, le programme

ATLANTIQUE 2 de patrouille maritime et le programme ALPHA JET, d'entraînement et d'ap-

pui, procurent à DASSAULT AVIATION la gamme la plus complète d'avions militaires. La société se place également parmi les tous premiers constructeurs mondiaux d'avions d'affaires, notamment grâce à la formidable réussite commerciale des avions FALCON 50 et 900, à la sortie prochaine du FALCON 2000 et elle s'affirme comme l'un des grands partenaires mondiaux de l'industrie spatiale.

Beaucoup de ces programmes ont été réalisés en coopération avec de grands noms de l'industrie aéronautique mondiale et demain c'est dans ce même esprit de coopération que seront concrétisés de nouveaux projets.

Face à cette nouvelle donne, l'outil industriel a été adapté, d'importants investissements en Recherche et Développement ont été entrepris, des hommes de talent sont mobilisés autour d'un projet d'entreprise ambitieux.

C'est un nouveau groupe industriel qui émerge. DASSAULT AVIATION est prêt à affronter l'avenir.



MARCHÉS FINANCIERS

Nouvelle concentration dans la distribution

Promodès et Codéc négocient un rapprochement

Le groupe succursaliste Promodès (enseignes Continent, Champion, Shopi) a engagé des négociations avec la coopérative de commerçants Codéc (enseignes Lion, Codéc, Codi) en vue d'un rapprochement, qui pourrait se concrétiser avant la fin de l'année. Promodès a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 51,9 milliards de francs, dont 54 % en France (le reste essentiellement en Espagne et aux États-Unis), et un bénéfice net de 1,7 milliard.

Promodès exploite 69 hypermarchés et emploie un peu plus de trente-trois mille personnes. Codéc, coopérative de commerçants fondée en 1924, regroupe 764 sociétés, qui ont réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 17,8 milliards de francs, et un bénéfice de 15,8 millions de francs, après mise en œuvre d'un « plan social » de réorganisation du groupe.

Le groupe Codéc, qui avait, en 1984, racheté le groupe Viniprix, avec pour objectif la vente de magasins acquis à ses sociétaires, a rencontré depuis des difficultés croissantes, devant recourir en 1987 à l'émission de billets de trésorerie et mettant en place un plan de cession d'actifs de 225 millions de francs.

Les conditions juridiques et financières d'un rapprochement sont en cours de négociation. La création d'une filiale 50/50 commune aux deux groupes est envisagée, le préalable accepté étant le maintien de l'enseigne et des marques Codéc. La difficulté réside dans le mariage d'une coopérative avec une entreprise capitaliste. L'accord de chacun des sociétaires, dont le patrimoine doit être protégé, est en effet indispensable pour que le projet d'une centrale d'achats commune, la rationalisation de la gestion, voire le franchisage puissent devenir opérationnels.

Après l'attaque par M. Pelège

La SAE va reclasser environ un quart de son capital

A l'issue d'une assemblée générale houleuse, pendant laquelle l'ancien président de la SAE, M. Maurice Mathieu (détenteur d'une part non négligeable d'actions), s'est vivement pris à M. Michel Pelège, M. Jean-Claude Jammes, président du groupe, a annoncé que 25 à 30 % du capital allait faire l'objet d'un reclassement. L'intention des dirigeants du groupe serait de répartir des titres entre cinq ou sept grands actionnaires, dont la moitié seraient étrangers. On sait qu'il y avait parmi eux un groupe espagnol. La Caisse des dépôts, qui possède 8,8 % de la SAE, est prête à céder

une partie de ses actions pour faciliter le reclassement. Au cours de l'assemblée générale du 20 juin, 68,7 % du capital étaient représentés et identifiés, ce qui signifie qu'au moins 30 % du capital est très dispersé entre des centaines de petits porteurs. Sur ce total le promoteur Michel Pelège et ses alliés représentaient le tiers des droits de vote, et les actionnaires traditionnels de la SAE environ deux tiers.

Même si M. Pelège a accepté de ramener sa participation dans le total du capital de la SAE à 20 %, comme il s'y était engagé au début de l'année, les cicatrices de la récente bataille boursière et financière sont loin d'être effacées.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI
ET DES SALINES DE L'EST

Réunie le 18 juin 1990, l'assemblée générale extraordinaire a modifié les statuts afin de permettre la distribution éventuelle du dividende en actions et de mettre en conformité avec la loi les dispositions concernant la garantie de gestion des administrateurs. Elle a également renouvelé, en majorant légèrement les plafonds prévus, les autorisations données au conseil d'administrer des obligations convertibles ou à bons de souscription.

A l'issue de cette assemblée, l'assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1989. Le bénéfice net s'est élevé à 103 203 682 F après une plus-value nette à long terme de 7 700 826 F (contre 99 385 971 F après une plus-value nette à long terme s'élevant à 14 033 246 F au titre de l'exercice précédent).

L'assemblée a reconduit l'autorisation donnée au conseil d'opérer éventuellement en Bourse sur les actions de la compagnie. Elle a également fixé le dividende à 30 F par action, payable en numéraire ou en actions, et assorti d'un avoir fiscal de 15 F conduisant à un revenu global de 45 F contre 40,50 F l'an dernier. Le prix d'émission des actions à créer contre le versement du dividende est fixé à 589 F.

ALLOCATION DE M. PHILIPPE MALET, PRÉSIDENT

La construction européenne mettra dans quelque temps la profession salinière dans un contexte différent de celui que nous avons traditionnellement connu. Votre compagnie se doit de figurer parmi les meilleurs pour tirer parti de façon fructueuse des changements qui interviendront, des opportunités qui se présenteront, moins du fait de l'importance de ses ventes — les marchés ont une croissance limitée et les capacités de production sont surabondantes — que par sa souplesse et son efficacité. Notre objectif est de répondre d'une manière exemplaire aux attentes des consommateurs. L'organisation interne de la compagnie doit favoriser les efforts de tous pour parvenir à ce but exigeant mais passionnant.

En 1989, votre compagnie a fortement augmenté ses investissements et ses efforts de formation afin d'adapter ses structures à l'évolution des marchés et de la technologie.

On retrouve pour 1990 les caractéristiques principales de l'exercice écoulé : Les premiers mois de l'année ont apporté un léger tassement du résultat en raison, notamment, de l'extrême faiblesse des ventes de sel de déneigement. Par contre, les ventes à l'exportation progressent fortement.

La division viticole poursuit sa croissance à un rythme cependant moins élevé et contribue de façon significative au résultat. Les objectifs de ventes pour cet exercice sont de l'ordre de 46 millions de colis contre 39 millions de colis en 1989.

Compte tenu de la saisonnalité de certains marchés, il serait cependant prématuré d'en tirer une estimation sur l'année entière.

S'agissant de diversification, votre compagnie s'est associée à FRANCE-DECHETS, du groupe de la LYONNAISE DES EAUX, au sein d'une filiale commune, LORRAINE-ENVIRONNEMENT, pour réaliser un centre de stockage de déchets industriels ultimes dans les cavités non exploitées de la mine de sel gemme de Saint-Nicolas à Varenneville.

Ce projet, dont l'enjeu pour votre compagnie est important, a pour but de conforter la pérennité de la mine en lui assurant une deuxième activité, en croissance, et non aléatoire comme la première qui consiste essentiellement à fournir le marché du déneigement.

Pour conclure, je tiens à vous faire part de ma confiance dans les destinées de votre compagnie qui est parfaitement en mesure d'attendre le retour des saisons plus propices à une de ses activités importantes, celle de la livraison de sel de déneigement, tout en accélérant la diversification, traditionnelle, dont elle dispose avec ses activités viticoles, et en recherchant d'autres voies de développement de son action.

NEW-YORK, 20 juin =

Stabilité

Dans un marché volatil, la Bourse de New York a terminé la journée de mercredi sur une légère hausse, l'indice Dow Jones gagnant 1,74 point à 2 895,30 points.

Quelque 138 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 783 contre 668 ; 557 titres demeurant inchangés.

Selon les observateurs, les investisseurs institutionnels s'abstiennent largement depuis le début de la semaine, les inquiétudes sur l'évolution des taux d'intérêt et les bénéfices des entreprises américaines ralentissant leurs initiatives.

La progression des taux d'intérêt obligataires s'accroît à la mi-séance après le rapport de la Réserve Fédérale américaine (Fed) sur l'activité économique. Cette dernière devrait rester faible avec une inflation proche des niveaux actuels, ce qui laisse penser que la Fed n'assouplira pas, tout au moins dans l'immédiat, sa politique monétaire.

Dow Chemical a perdu 1-1/8 à 51-1/8, Monsanto 1-1/4 à 48-3/4 et J. C. Penney 1-3/8 à 62-3/4. Unihon a gagné 2 à 42, Warrenton a gagné 1/2 à 63 et Hilton Hotel 1-1/4 à 57-1/4.

VALEURS	Cours de 19 juin	Cours de 20 juin
Alcoa	55	56
AT&T	42 3/8	43 1/8
Bear Steer	52 1/2	53 1/2
Boeing	54 3/8	55 1/8
Chemical Bank	29 1/4	29 1/4
Du Pont de Nemours	27 3/8	28 1/8
Eastman	47 3/8	48 1/8
Ford	45	46 1/8
General Motors	49 1/4	49 1/2
IBM	112 1/4	113 1/4
ITT	58 1/4	58 7/8
Johnson & Johnson	62 3/4	63 1/4
Merck	64 3/4	65 1/4
Schering-Plough	58 3/8	59 3/8
Schlumberger	158 1/4	158
Union Carbide	19 5/8	19 5/8
Westinghouse	36 1/2	36 1/2
Xerox Corp	48 3/8	48

LONDRES, 20 juin =

Peu de variations

Pour la seconde séance consécutive, la Bourse de Londres a fait du surplace mercredi après avoir néanmoins enregistré une hausse sensible en début de séance.

L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en progrès de seulement 1,5 point à 2 371,2. Il avait perdu 0,8 point mardi.

Les fonds d'Etat ont bénéficié de la bonne tenue de la livre sterling et gagné jusqu'à près d'un point par titre.

La marché a été encore très calme avec 434 millions de titres échangés, un bon nombre de boursiers préférant actuellement plus les champs de courses d'Ascot que les salles de marché.

Les valeurs de défense ont continué à perdre du terrain après l'annonce de restrictions budgétaires dans ce secteur lundi. British Aerospace a perdu 28 pence à 520.

Imperial Chemical Industries est tombé de 30 pence à 1 182 pence après avoir été accusé d'être responsable de pollution en Calais. Le possible mise au point de nouveaux traitements de l'air a fait chuter Wellcome, qui produit le seul traitement actuellement autorisé.

FAITS ET RÉSULTATS

q Sabena : bénéfices en hausse... sans dans l'année... La compagnie belge Sabena a enregistré pour 1989 un bénéfice net (part du groupe) de 658 millions de francs belges (environ 107 millions de francs français), contre 334 millions en 1988. Mais ce résultat est lié aux bénéfices des filiales qui ont atteint 722 millions de francs belges. En revanche le transport aérien, activité principale de Sabena par suite d'une année difficile (grèves des contrôleurs aériens, du personnel navigant, crise belge-italienne) a vu baisser de 2 % son chiffre d'affaires, tombé à 41,89 milliards de francs belges, ce qui a entraîné une perte d'exploitation de 1,25 milliard de francs belges.

q Un japonais sur le MATIF : Daiwa... Une firme japonaise fait son entrée sur le MATIF. Il s'agit de Daiwa Europe (France), appartenant au groupe Daiwa Securities, deuxième maison de titres japonaise mais également deuxième société de placement mondiale en termes de bénéfices net. MATIF SA a donné son accord à cette candidature en qualité d'adhérent compensateur individuel. Précedent sur les marchés de Chicago (CBOT) et de Singapour (SIMEX), premier intervenant sur le LIFFE (CB) parmi les sociétés japonaises membres du marché.

q L'intermédiaire de la filiale anglaise Daiwa Europe Ltd, le groupe Daiwa Securities, a été créé.

PARIS, 21 juin ↑

L'avance reprend

Pour la troisième journée consécutive, la tendance s'est orientée à la hausse jeudi à la Bourse de Paris. Mais, cette fois, le mouvement s'est accentué au fil des cotations au lieu de se ralentir comme la veille. En progrès insignifiant à l'ouverture (+0,03 %), l'indice CAC-40 enregistrait vers 13 h 15 une avance déjà sensible de 0,56 %. Plus tard dans l'après-midi, la hausse se limitait toutefois à 0,50 %.

Cette séance n'était pas ordinaire, puisque marquée par la liquidation générale de mai, elle ponctuait ainsi le mois boursier, qui, en dormant, en outre, les investisseurs, n'a pas été brillant. Cependant, ces trois jours de hausse ont contribué à réduire quelque peu l'impact négatif enregistré d'un mois sur l'autre. Perdante de plus de 6 % en début de semaine, la liquidation ne l'était plus que de 4,8 %.

Pourquoi cet ultime sursaut en fin de période ? Manifestement, en haut lieu, on s'efforce de dédramatiser la fâcheuse impression causée par la petite phrase assésienne sur la taxation des gains réalisés en dormant. En outre, les analyses de conjoncture se multiplient pour prévoir en France une croissance plus importante que prévue pour 1990 et même 1991. Après le BIPE, COE, OFCE, REXECO et la Banque de France, c'est au tour des économistes d'entreprise (AFED) de publier leur diagnostic. Selon eux, le taux de l'expansion sera de 3,4 % cette année et de 3,2 % la suivante, alors que le gouvernement avait pronostiqué en avril sur des taux, respectivement de 3,2 % et de 2,8 %. Bref, tout laisse à penser que l'atterrissage se fera en douceur.

TOKYO, 21 juin =

Stabilité

La Bourse de Tokyo a coté jeudi en fin de journée une partie de l'avance enregistrée à l'ouverture, terminant quasiment au même niveau que mercredi. L'indice Nikkei a perdu 0,49 yen à 32 087,27. Mercredi cet indice avait progressé de 47,38 yens.

Le volume d'échanges a progressé à environ 250 millions d'actions contre 220 millions d'unités mercredi matin et 400 millions pour l'ensemble de la journée.

Les boursiers ont noté que le Nikkei avait ouvert en hausse de plus de 229 yens (+0,7 %) à 32 316,88 yens dans les trente premières minutes de transactions, mais s'était replié par la suite en raison de prises de bénéfices réalisées par des opérateurs attentistes. La baisse du yen face au dollar a jeté un froid sur le marché, déclaraient les boursiers.

VALEURS	Cours de 20 juin	Cours de 21 juin
Alibi	1 040	1 040
Budgeton	1 490	1 500
Canon	7 700	7 700
Fuji Bank	2 650	2 670
Honda Motor	1 740	1 740
Mercedes-Benz	2 100	2 100
Minolta	1 040	1 010
Sony Corp	8 470	8 530
Toshiba	2 280	2 280

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amuch Assurance	438	438	NO	300	300
Asystel	105	105	LP&M	138 10	138 10
B.A.C.	231	231	Loos investis	303	303
B. Demachy Ass.	575	575	Locarnic	142	140
Bouygue	178	178	Matra Comm.	185	200 50
Bureau Bly	385	385	Mécatel	235	230
Boisnet Lyon	240	240	Mécatel	233	235
Cibias de Lyon	3382	3388	Navele-Delmas	1250	1250
C.A.I. de P. (C.C.I.)	1230	1236	Orvati Logitech	580	580
Calsonic	540	545	Orvati Logitech	580	572
Carif	700	700	Prinax	530	530
C.E.F.	354	350 50	Prinax	530	530
CEGEF	278	284	Prinax Assur.	530	530
CFP.I.	278	287 90	Publi-Figaro	789	775
Cinéma d'Origny	718	725	Racal	690	681
C.N.U.M.	1382	1325	Remy et Anselme	373 90	388 20
Codex	315	315	Rhône-Alpes (S.P.)	321	321
Comarog	380	357	St. Helier	289	282 10
Conforama	1142	1142	S.C.G.P.M.	682	682
Crestis	388	394	Ségis (S.)	346	336
Dalson	210 80	210 80	Sélex Invest (S.)	632	632
Dauphin	718	720	Serbo	532	532
Desgarnier et Girard	263	265	S.M.T. Group	255	257
Develuy	1381	1381	Sopra	211 60	211 60
Dowle	488	517	Sopra	205	190 50
Dubois	188 80	188 80	TFI	325	322 90
Editions Belfond	280	288 80	Thomson H. Ely	245	264
Eyrols Invest	15 10	14 95	Union Fin. de P.	481	480
Europ. Population	397	400 10	Union Fin. de P.	184 80	185
Financ	188	188	Y. St-Laurent, Groupe	1111	1116
Garcin	824	801			
OFF (groupement)	482	481 10			
Grand Live	488	488			
Grevogroup	245	245			
Guilini	1100	1100			
I.C.C.	228	224			
IDA	331	340			
Idemov	185	185			
I.M.S.	1290	1278			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 20 juin 1990

Nombre de contrats : 16 801.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	600	46	14,50
COE	27,10	38,50	0,50
ELF-Aquitaine	680	6,50	32
Exxonmobil SA-PLC	50	0,50	3,50
Euro Disneyland SC	110	0,33	—
Havas	637	13	—
Lafarge-Coppée	425	45	—
Michelin	130	1,99	5,50
Midi	1 300	62	—
Paribas	640	7,01	—
Perenod-Ricard	1 250	—	10
Peugeot SA	2 700	100	2,01
Rhône-Poulenc CI	460	—	—
Sabro-Cobalt	560	5	10
Saurer Parier	1 700	—	110
Société générale	560	10,50	33
Suez Financière	440	24	17
Thomson-CSF	140	0,20	19

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 juin 1990

Nombre de contrats : 45 049

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	101,30	101,42
Précédent	101,16	101,24

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
103	0,40	0,81

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,6485 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar s'est échangé, jeudi en fin de journée, sur un marché calme, sensiblement aux mêmes niveaux que la veille, à 5,6485 F français, 1,68 deuschemark, 154,7 yens, 1,72 livre sterling. A signaler une baisse du deutschemark, à 3,3595 F français.	19 juin 20 juin
FRANCFORT 20 juin 21 juin	Valeurs françaises : 97,30 97,20
Dollar (en DM) : 1,6825 1,6785	Valeurs étrangères : 93,40 94,10
TOKYO 20 juin 21 juin	(S&P, base 100 : 31-12-81)
Dollar (en yens) : 153,98 154,60	Indice général CAC : 534,14 539,23
MARCHÉ MONÉTAIRE	(S&P, base 1000 : 31-12-87)
(effets privés)	Indice CAC 40 : 2 000,14 2 003,66
Paris (21 juin) : 9,116 - 9,1316 %	NEW-YORK (indice Dow Jones)
New-York (20 juin) : 8,316 - 8,14 %	19 juin 20 juin

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN AN	DEUX ANS	SIX ANS
+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-U.	5,6320	5,6370	5,6370
\$ can.	4,7998	4,8058	4,8058
Yen (100)	3,6461	3,6497	3,6497
DM	3,3588	3,3614	3,3614
Florin	2,9862	2,9889	2,9889
FB (100)	16,3618	16,3771	16,3771
FS	3,9908	3,9920	3,9920
L (1 000)	4,5794	4,5848	4,5848
E	9,7260	9,7379	9,7379

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 1/2	8 7/16
Yen	7 1/4	7 1/2	7 5/16	7 7/16	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
DM	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16
Florin	7 3/4	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16	8 3/16
F.B. (100)	9 3/8	9 5/8	9 9/16	9 13/16	9 9/16	9 9/16	9 9/16	9 9/16
F.S.	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
L (1000)	3 1/4	4 1/4	4 1/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8	4 3/8
E	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 7/8	15
F franc	9 1/16	9 1/16	9 3/4	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Judi 21 juin

M. Régis Rousselle, directeur de S&P, « Le Monde Affaires » publie le 21 juin, à 22h15, un dossier sur l'évolution de la Bourse de Paris.

Vendredi 22 juin

M. Jean-Charles Inglessi, PDG de Primogest.

BOURSE DU 21 JUIN

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(sélection)

20/6

VALEURS	% du parm.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Emission	Rachet net
Obligations																			
Imp. Ind. 8.95/87	119 75	0 89	Cogit.	438	438	Mors.	195 20	300	A.A.A.	1159 30	1131 02	Foro-Alcomon	59 93	29 80	29 80	Financière C.T.	75552 13	75401 33	
Imp. Ind. 8.75/87	109 76	0 75	Comptech	681	681	Médiparis (Méd.)	281	288	Acton	238 72	222 33	Foro-Cip	35 06	34 54	34 54	Financière C.T.	6245 22	6204 15	
Imp. Ind. 8.75/87	101 25	0 68	Ci Industrielle	7110	7110	Nord	251	260	Agroparc	859 28	819 41	Foro-Cip	11822 47	11822 47	11822 47	Financière C.T.	57376 58	57326 33	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Ci Lyonn. Alcomon	534	537	Optique	403	420	Agroparc	6840 84	6840 84	Foro-Cip	234 19	230 73	230 73	Financière C.T.	120 89	117 48	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105 14	104 83	Foro-Cip	558 57	558 57	558 57	Financière C.T.	54775 76	54775 76	
Imp. Ind. 8.75/87	100 01	0 65	Comptech	1008	1010	Optique	403	420	Agroparc	105									

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix président - ■ : marché continu

LECTURES EN VACANCES

Le malentendu exotique

De la Patagonie à l'Afrique,
quand le passé, le présent et l'onirique se confondent

UN FLÂNEUR EN PATAGONIE
de William Henry Hudson.
Traduit de l'anglais
par Victor Lloa.
La Table ronde, 246 p., 92 F.

ROUTE D'OXIANE
de Robert Byron.
Traduit de l'anglais
par Michel Péris.
Quai Voltaire, 382 p., 140 F.

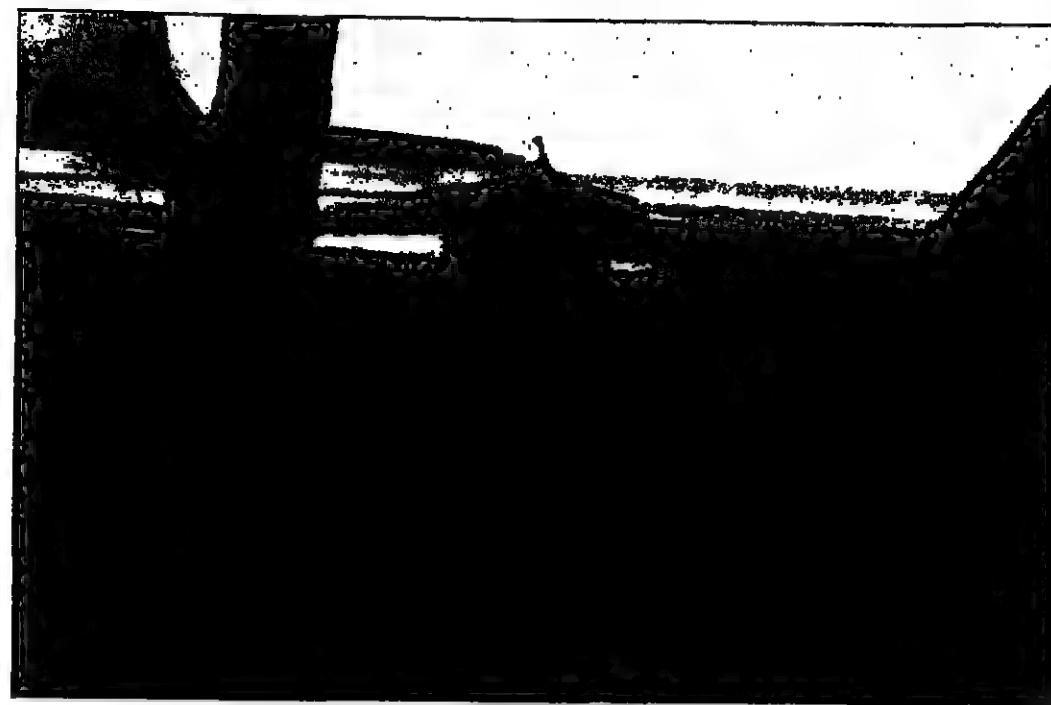
**SUR LES TRACES DE
L'AFRIQUE FANTÔME**
200 photographies
de Françoise Huguier,
texte de Michel Cressole.
Maeght éditeur, 240 p., 360 F.

Les expressions sont innombrables qui désignent le bout du monde. Si les Français parlent de « Perpetue-les-Ouches » ou de « Pétaouschnok », s'ils vous envoient vous « faire voir chez les Grecs » comme les Mexicains « à Chihuahua », les Argentins – plus graves et moins précis – vous indiquent un endroit « où le diable a perdu son poncho ». Et si, naïvement, vous insistez pour savoir où se trouve ce diable vaillant, ils finiront par vous lâcher un nom : Patagonie.

La Patagonie est un ultime cap d'œil. Cela se lit dans les livres de Bruce Chatwin (1) et de Paul Theroux (2). Cendriers l'avait compris aussi qui disait : « Il n'y a que la Patagonie, la Patagonie, qui convienne à mon immense tristesse », et Nicolas Hulot, en intitulant son show télévisuel « Ushuaia » (le bourg le plus austral du monde), l'utilise comme métaphore de l'extrême.

Les bouts du monde – via les médias – nous ont rattrapés, mais qui connaît vraiment la Patagonie ? Une chose est sûre : personne ne la connaît jamais comme William Henry Hudson l'a connue en 1870. Car cet homme, qui a toujours gardé l'esprit d'enfance, a trouvé là une terre d'élection, un pays providentiel. Tout lui convient : le gris ardoise des collines, le cri de l'oiseau sauvage, l'odeur de l'herbe aux fines, les peupliers de Lombardie, les petits déjeuners faits d'oeufs froids bouillies et de café, le magnétisme des fleuves et l'effet hypnotique de la neige.

Hudson a l'œil aigu par l'enthousiasme. Chaque chose lui semble une fête, même les pires – un naufrage et une balle dans le genou – sont accueillies comme des aubaines. Tout coïncide : le climat



Françoise Huguier, Djibouti, la plage.

et le tempérament. Son bonheur païen sera taxé de pathologique.

Prenons-y garde. Un flâneur en Patagonie, écrit dans une mansarde londonienne, longtemps après l'aventure, est fait de morceaux choisis. Hudson s'y ressouvient de quelques moments précis. Il les agrandit à sa manière. Ce qui nous vaut des passages d'anthologie : l'observation des mouches qui volent sur son lit de convalescence, l'histoire d'une vache devenue reine des cochons sauvages, le portrait d'un chien en exil, l'aventure d'un Indien blanc, l'anecdote d'un gauchiste qui chausse sa première paire de lunettes et n'en croit pas ses yeux, les malices d'un joueur de cartes et la mort d'un hibou magellanique. Joseph Conrad et Jorge Luis Borges y ont succombé. L'un a pu dire : « Hudson écrit comme l'herbe pousse » et l'autre, Robinson de bibliothèque, élabore le mythe du degré zéro de l'écologie : « Vous ne trouverez rien, là-bas. Il n'y a rien en Patagonie. Et c'est bien pourquoi Hudson l'aimait. »

Naturaliste autodidacte, ornithologue passionné, William Henry Hudson apparaît comme une sorte de possédé. Un type ensorcelé par

la terre et les bêtes qu'il étudie. Du haut de son 1,95 mètre viriliste et animiste, à la recherche d'une femme européenne qui aurait les yeux totalement verts, et pensant aux gens qui sont mal dans leur peau, il s'exclame : Essayez la Patagonie !

Un gentleman dévergondé

Le ton change avec Robert Byron. Ce voyageur est un esthète-historien raffiné. Un aventurier doublé d'un homme de salon. Un gentleman passablement dévergondé. Sa *Route d'Oxiane*, publiée en 1937, rapporte un voyage de onze mois à travers la Perse et l'Afghanistan. On gagne l'Oxiane – ex-royaume grec de Bactriane et carrefour de toutes les influences (Inde, Chine, Russie, Iran) – par petites étapes ponctuées de sanctuaires, de grottes, de minarets, de dômes, de mosquées et de ruines. Comme l'auteur, on perd ses pensées dans un rêve combiné d'histoire ancienne, d'hommes enturbannés et de paysages...

Byron – savant qui travaille à son compte – est un infatigable chasseur de monuments. Son idée :

remonter aux sources de l'architecture islamique pour la replacer dans une histoire plus large. S'essayer à l'analyse spectrale d'une civilisation. Faire la part des apports nomades. Mais tout cela serait certainement fastidieux si l'auteur n'avait le génie de rapporter sans cesse le passé au présent. *Route d'Oxiane* vous parle aussi bien de Gonbad-e-Kabous, « qui est à mettre au rang des plus hautes réalisations architecturales de l'humanité », de la mosquée de Tchikhi Lotfollah à Isfahan (« je n'avais jamais rencontré splendeur pareille auparavant ») que d'un Soudois de rencontre, acheteur d'intestins de mouton pour confectionner des pains de saucisses !

Le culte du détail vagabond semble même, au terme du récit, prendre le pas sur le parti pris culturel du reportage, et l'auteur avoue : « La fascination qu'exerçait sur Proust le nom de *Guermanes* n'est pas sans analogie avec la fascination qu'a exercée sur moi le mot « Turkestan ». Les espoirs de Proust furent trahis par le teint de M^{me} de Guermanes. Nous avons trouvé le Turkestan dans l'éclat d'un été précocé. »

Bruce Chatwin avait voyagé sur les traces de Byron et tenait *Route d'Oxiane* pour un « texte sacré ». Le même démarche a inspiré la photographe Françoise Huguier, qui a mis ses pas dans les pas de Michel Leiris et rapporte, après vingt et un mois d'efforts et 20 000 kilomètres de route, une étonnante collection d'images. Michel Cressole, reporter à *Libération*, a tenu le journal de cette aventure.

Sur les traces de l'Afrique fantôme, reprenant, soixante ans plus tard, l'itinéraire de l'expédition Dakar-Djibouti, conduite par Marcel Griaule, se met donc aux trousses d'un « rêve d'Afrique ». Du coup, le livre de Michel Leiris – chef-d'œuvre d'ethnoanalyse – se transforme en une sorte de portulan littéraire : un poème ambulant à déchiffrer. Le passé, le présent et l'onirique s'y confondent.

Coquetteries baroques

Et Michel Cressole, ostensiblement, cultive le caractère hybride de l'entreprise. Son voyage bis, excursion au cœur d'une Afrique méconnue (le silence sur le sida est le principal exotisme de ce voyage), se perd parfois en coquetteries baroques : « A mi-hauteur, sur un plateau rocheux creusé d'arabesques surmontées, où les lianes recommandent les cassures des blocs lisses en surplomb à la façon des ruines d'Angkor, le prêtre antique et son épouse vivent en troglodytes du mont Athos dans un jardin japonais rempli d'anges sacrificiels au fumer tibétain. » Plus loin, il parle d'un « fest-noz d'adolescents », se souvient de Saint-Tropez et du rocher de Monaco, et les cases de pierres lui rappellent « des fromageries d'Auvergne avec des tas de bûches rangées par le décorateur d'Heidi ».

L'incongruité, l'anachronisme et le caractère composite de ce qu'il voit enchante Michel Cressole. Il dénonce assez bien le malentendu exotique mais, après Michel Leiris, ses trouvailles font figure d'exercices d'insolence. Regardez plutôt les photos, fortes et neuves, mélancoliques souvent, frappantes d'originalité, et vous l'aurez compris – relisez *L'Afrique fantôme* (3). Ce livre-là vaut tous les autres réunis.

Jacques Memier

- (1) En Patagonie, Grasset.
(2) *Patagonia Express*, Grasset.
(3) Gallimard.

AU SOMMAIRE

Le feuilleton

de Michel Braudeau

Un bilan de la saison 1989-90. Les romanciers ? Hervé Guibert d'abord et surtout. Et puis Patrick Modiano, Jean-Marc Roberts, François Nourissier, Yann Queffelec... Des essayistes aussi – Yves Vadé et Henry Raczymov – et des rééditions : Lewis Carroll ou Restif de la Bretonne. Un visage pour illustrer ce bilan : Salman Rushdie, le fugitif. Page 34

Voyages

Alexandre de Humboldt, Charles M. Doughty, Redmond O'Hanlon, grand voyageur devant l'éternel, et des nouvelles des quatre coins du monde. Pages 35 et 36

Romans historiques

Une moisson d'aventures, de crimes, d'exotisme et de reconstitutions historiques grâce à Alexis Lecaye. Page 38

Sélection

Trente-cinq livres pour l'été : romans, lettres étrangères, histoire littéraire, voyages, essais, carnets intimes et histoire. Page 39

Histoire littéraire

Jean Giono, Rivarol, Alfred de Vigny et Lamartine. Pages 41 et 42

Sociétés

Georges Balandier consacre sa chronique à une série d'études regroupées sous le titre *À l'Est, la mémoire retrouvée*. Ou comment, du passé, nul ne fait jamais table rase, en aucune société, en aucun temps. Page 43

L'année en chiffres

Ce que les Français ont plébiscité durant la saison 1989-1990 : une enquête de Josyane Savigneau. Et un sondage SÖFRES-Franco-Loisirs-le Monde sur les titres et les écrivains préférés du public. Pages 46 et 47

La chronique de Nicole Zand

Voyages en Russie : une anthologie, une réédition d'Alexandre Dumas et des carnets de route de Jean-Loup Trassard. Page 48

Un Cyrano sicilien

Voici, avec le Bâtard de Palerme, un monument historique de la littérature italienne contemporaine

LE BÂTARD DE PALERME

de Luigi Natoli.
Traduit de l'italien
par Marisa Loria
et Serge Quadrupani.
Ed. A.M. Métailié, 778 p., 150 F.

Inutile de chercher, même dans les dictionnaires italiens, le nom du pseudonyme (William Galt, Maurus) de cet auteur de vingt-cinq romans, qui, sans jamais violer l'histoire, fût-ce dans les situations romanesques les plus hallucinantes, croustillantes, échevelées, lui a fait de fort beaux enfants, pleins de feu et d'une taille gargantuesque ; pour certaines moutures hexagonales, dont on saupoudre les librairies, on en tirerait bien

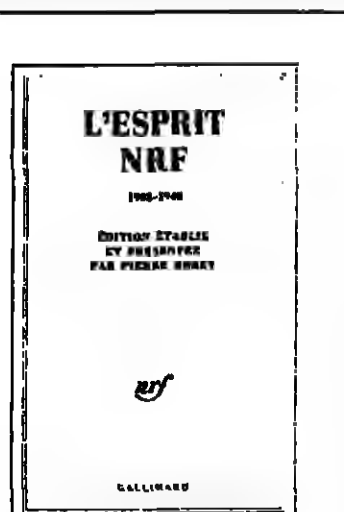
deux cent cinquante, mais tristes, mais ennuyeux, mais exsangues.

Tout le contraire de Luigi Natoli (1897-1941), lequel, en outre, a écrit des centaines de récits groupés sous le titre *Histoires et légendes*, et une grande *Histoire de la Sicile*. Erudition sûre, plume puissante et alerte, Féval, Sue et Alexandre Dumas tout ensemble pour ce qu'on appelle la « narrativité pure », mais aussi héritier du père Hugo et cousin d'Edmond Rostand. Et Sicilien avant tout ; donc, comme Pirandello, comme Sciascia, universel.

Dans le *Bâtard de Palerme*, les deux thèmes principaux, qui s'entretissent à l'infini et forment la trame de mille aventures haletantes, sont précisément la recherche de l'identité du héros,

Blasco – « Je devais être quelqu'un, se dit-il, même si mes parents m'avaient abandonné », – et de l'identité d'un pays, une île aux civilisations mêlées, la Sicile spoliée et abandonnée tout au long des siècles, et pas seulement à l'époque où se passe le roman, début dix-huitième, juste après les traités d'Utrecht qui mirent fin à la guerre de Succession d'Espagne, et par lesquels le roi d'Espagne céda, avant de la récupérer quelques années plus tard, la Sicile à Victor-Amédée de Savoie. D'où l'amertume de tout un peuple peint dans sa vie et ses rites : « D'un maître à l'autre ; là est notre destin ! »

Jean-Noël Schifano
Lire la suite page 38



QUAND
LA LITTÉRATURE,
EN FRANCE,
S'EST CONFONDUE
AVEC
L'INTELLIGENCE...

1908-1940 : un des « âges d'or » de notre littérature. La Nouvelle Revue Française en offre le meilleur miroir. Mais elle fut bien plus que cela. Aucune revue, jamais, nulle part, n'a rempli dans la vie des lettres un rôle comparable. L'esprit NRF a existé. Un demi-siècle après, le lecteur devrait le retrouver aussi vivant et présent qu'à sa naissance.

nrf

GALLIMARD

MAISON DE L'ART
81, Champs-Élysées (1^{er})

DERNIÈRES LIVRAISONS

RELIGIONS

GEORGES MINOIS : *L'Eglise et la Science. Histoire d'un malentendu*, tome 1 : *De saint Augustin à Galilée*. — L'étude des relations mouvementées entre les exigences de la foi et celles de la vérité scientifique, passées en dix-sept siècles de la méfiance à la réconciliation, puis de la tolérance à la séparation, avant que ne se crée une ébauche de science indépendante. Le deuxième tome conduira de Galilée à Jean-Paul II, c'est-à-dire de la rupture aux nouvelles tentatives de synthèse. (Fayard, 487 p., 150 F.)

PHILOSOPHIE

DOMINIQUE LECOURT : *Contre la peur. De la science à l'éthique, une aventure infinie*. — Contre l'idéologie « anti-science » qui accuse la science de détruire la planète mais aussi contre l'idéologie scientiste qui en fait une religion, une tentative pour réhabiliter la pensée scientifique, « une pensée qui ne progresse qu'en détruisant ses certitudes », et pour fonder une éthique qui rende à la science sa vocation première : celle d'une aventure infinie. (Hachette, coll. « Les essais du vingtième siècle », 159 p., 69 F.)

GEORG SIMMEL : *Philosophie de la modernité II*. — Introduit et traduit de l'allemand par Jean-Louis Vieillard-Baron, ce second volume rassemble des essais sur l'esthétique et la modernité — à travers les œuvres de Goethe, Rodin ou Stefan George, — la religion, l'esprit allemand... Ce volume contient également le testament philosophique de Simmel. (Payot, 310 p., 190 F.)

LITTÉRATURE ALLEMANDES

JAKOB MICHAEL REINHOLD LENZ : *L'Ermite de la forêt*. — Écrit par le dramaturge allemand Lenz en 1776, juste avant son effondrement mental, ce bref roman épistolaire, « pendant aux Souffrances de Werther », était inédit en français. Traduit et présenté par François Mathieu. (José Corti, 160 p., 85 F.)

WOLFGANG BORCHERT : *Lettres de Russie et autres poèmes*. — « S'il existe, disons, une poésie de l'insoutenable, Borchert en est certainement l'un des premiers maîtres », écrit, dans sa postface, Jean-Pierre Vallotton, qui a traduit ces quelques poèmes tendus et poignants. Né à Francfort en 1921, Borchert est mort en 1947. Pendant la guerre, il eut à souffrir la persécution de la part des nazis : « Douce et âpre la vie, / âpre le bonheur et doux le triste sort. / La fleur de vie si rouge fleurit — / la fleur de mort fleurit bleue suprême. » (Arfuyen, bilingue, 48 p., 55 F.)

REINMAR DE HAGUENEAU : *Chants d'amour*. — Première traduction française de ces poèmes qui appartiennent à la Renaissance du douzième siècle et à la tradition courtoise. Le lyrisme amoureux du Minnesang a atteint ici l'une de ses plus hautes expressions. Traduit du moyen haut-allemand par Béatrice Weis. Postface de Dorothea Walz. (Arfuyen, bilingue, 80 p., 75 F.)

Les Turcs redécouvrent Théophile Gautier

Remarqué jadis par ses publications savantes sur les relations franco-ottomanes, l'héritage turc de la Bulgarie ou le judaïsme stambouliote, la section francophone de la petite maison d'édition ISIS à Istanbul vient de relancer ses activités en publiant notamment, dans une édition joliment illustrée, le long (trois cents pages) et savoureux texte de Théophile Gautier, intitulé *Constantinople*, fruit d'un voyage de 1852. Du Ramadan chez le Grand Turc aux mystères du mont Bougourlou, l'auteur du *Capitaine Corcoran* s'en donne à cœur joie et ses lecteurs aussi.

Cette réédition d'un introuvable a bénéficié du concours de l'université de Haute-Alsace. Un professeur de cet établissement, M. Jacques Huré, ancien enseignant à Ankara, a rédigé une large et éclairante introduction pour ce *Constantinople* bien-venu.

Dans un genre plus austère, ISIS sort, en même temps, l'essai de M^{me} Semra Galip, chercheuse francophone turque de Chypre. *De l'Empire à la République* est une étude serrée de cent soixante pages sur « le cas turc de modernisation défensive ». Un sujet toujours d'actualité en Anatolie. Les ouvrages d'ISIS sont diffusés en France par les librairies orientalistes, comme Samuelian à Paris.

J.-P. P.-H.

► Editions ISIS, Semaibey Sok-10, Beylerbeyi, 81-210 Istanbul, Turquie. Tél. : 321-38-51.

LIBRAIRIE BUCHLADEN

Toute la littérature d'expression allemande traduite

Ouvert 7 jours/7 de 11 h à 20 h 30

3, rue Burg - 75018 PARIS
Tél. : 42-55-42-13

Autour d'Istanbul

Istanbul a les savants qu'elle mérite. Au premier rang, l'orientaliste de Princeton, l'Anglais Bernard Lewis, qui a marqué une génération de chercheurs tout en faisant, tour de force, les délices d'un vaste public. *Istanbul et la civilisation ottomane*, dont l'édition originale remonte à 1963, est conforme aux mêmes exigences de clarté, de lucidité et de précision : elles lui ont permis de vieillir sans rides. Voici une présentation animée des origines et de l'ascension des Turcs ottomans, une analyse de leurs principes et de leurs méthodes de gouvernement, un tableau de l'administration d'Istanbul la bien gardée où, selon le poète, « tout mérite atteint la gloire, tout talent trouve la mesure de sa valeur ».

Bernard Lewis s'appuie sur des sources ottomanes ou européennes, largement citées — ce qui nous permet d'entrevoir avec un brio anglais, derrière une grille, les concubines du Grand Seigneur, pour leurs jeux courts vêtus d'une cotte « aussi fine que la gaze car je pouvais deviner la peau de leurs cuisses à travers elle » ; qui nous plonge aussi au cœur des controverses sur le commerce du vin, l'introduction du café et du tabac dans la cité « pleine d'islam », Istanbul.

Le livre de Bernard Lewis, s'arrêtant au seuil des premières volontés de réformes et d'occidentalisation manifestées par les sultans à partir du dix-huitième siècle, introduit directement à la lecture du remarquable *Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne* (Fayard, 1988). Dévoilant les réflexions des Ottomans sur leur propre civilisation, il fait aussi pendant à un troisième titre du même auteur, *Comment l'Islam découvrit l'Europe* (La Découverte, 1984). Et pour une promenade plus détaillée dans Istanbul au sommet de sa gloire, la *Vie quotidienne*, très concrète et plaisante, écrite en 1965 par Robert Mantran, vient de connaître une réédition méritée, assortie d'une mise à jour. (Hachette, 332 p., 118 F.)

Pierre Chuvp

► **ISTANBUL ET LA CIVILISATION OTTOMANE**, de Bernard Lewis, traduit de l'anglais par Yves Thoraval. J.-C. Lattès, 100 p., 220 F.

ELLE est tout de même un peu étonnante, cette première sélection publiée par les Goncourt (*Le Monde* du 15 juin) en vue de l'attribution de leur prix en novembre prochain. Pas tellement parce qu'on y trouve deux ou trois titres aberrants qui n'ont avec la littérature qu'une relation lointaine — le mot « roman » y flotte comme un pavillon de complaisance — et des auteurs déjà trop primés pour être véritablement en lice, ces dérapages et ces gentillesse font partie du « genre » particulier qu'est devenue au fil des ans cette liste à surprises, remaniée plusieurs fois, subtil dosage de fausses espérances et de courtoisie diplomatique. Non, l'étonnant est que n'y figure pas le seul titre français qui dans l'année littéraire (faisons-la commencer juste après les prix d'hiver) se soit imposé comme un événement indiscutable, *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie* d'Hervé Guibert.

On a déjà dit, en temps voulu, dans ces colonnes, tout le bien que l'on pensait des romans de Guibert en général, de ses ouvrages les plus récents en particulier et du dernier plus que tout autre. Mais le recul de quelques mois et la dispersion de l'orage médiatique auquel Guibert a fait courageusement face — à « Apostrophes » notamment — n'ont pu que confirmer notre opinion. Ce roman d'une mort annoncée, ce journal d'un sida ordinaire, après lequel son auteur renonce à écrire davantage est bien plus qu'un très beau livre, qu'un témoignage bouleversant sur le mal de cette fin de siècle, il est de ces livres très rares, entièrement traversés par la pure nécessité de sauver leur auteur, où l'on peut relever exactement la frontière entre la littérature la plus aiguë, la plus urgente, et le reste. Il est possible que Guibert soit sélectionné dans une prochaine liste, l'ignorer semble à vrai dire impossible. Mais une fois nommé, il sera difficile d'en couronner un autre que lui.

UN autre roman s'est distingué depuis l'automne, sans tapage mais sûrement, celui de Patrick Modiano, *Voyage de Noces*, qui est déjà depuis *Rue des boutiques obscures* à l'abri du Goncourt. On y reconnaît tous les thèmes chers à Modiano et le ton mélancolique, élégant qui est le sien, porté ici à son point d'excellence, d'émotion parfaite. Tous les romans de Modiano se ressemblent, sans doute, et *Voyage de Noces* encore plus que les autres. On ne s'en plaindra pas. François Nourissier a tracé dans *Bratistava* un féroce portrait d'écrivain vieillissant, observateur minutieux de ses moindres défaillances. On n'est pas plus méchant avec une aussi froide abnégation que dans cet essai d'autopsie anticipée.

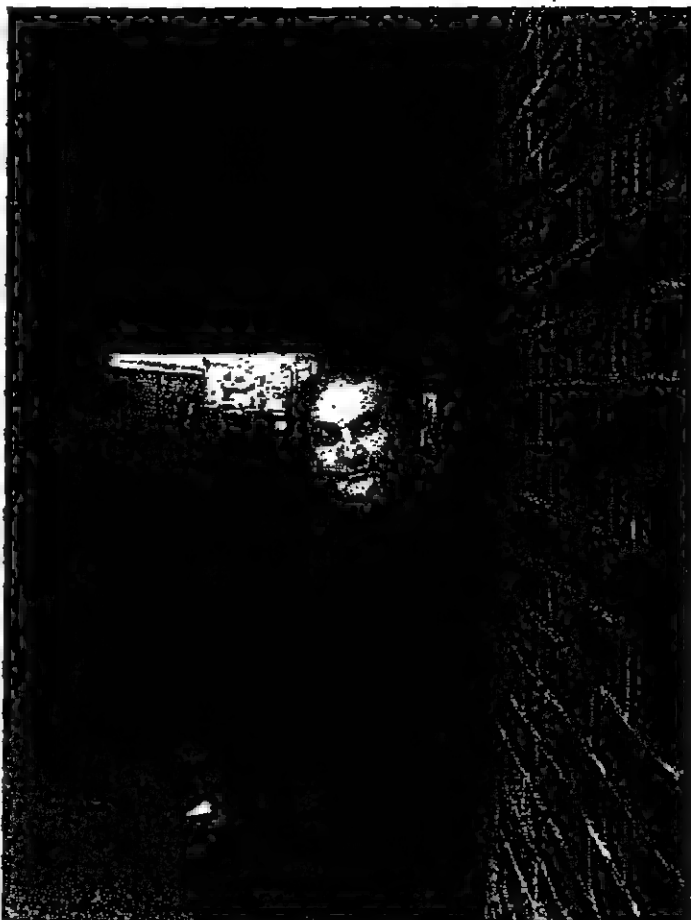
Jean-Marc Roberts avec *Angoisse du tigre* a dénoncé — comme auparavant dans *Méchant* — le masque posé par ses soins sur son visage et que plusieurs de ses personnages empruntent à plaisir tour à tour. Mais quand le visage glisse avec le masque, le geste de la vérité devient assez cruel, même si la main est légère.

Yann Queffelec, qu'on avait cru perdu en mer depuis *La Femme sous l'horizon*, est revenu en force avec *Le Maître des chimères*, son meilleur roman, miroir exagéré d'un menteur qui s'avoue et se délivre devant nous, miroir d'exorciste.

Des auteurs nouveaux sont apparus, dont on est en droit d'espérer une suite favorable, si affinités. Régine Detam-

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Salman Rushdie.

Un bilan de la saison 1989-1990
Les immortels et le fugitif

bel, avec *L'Amputation*, l'*Orchestre* et la *Sémence*, a montré une belle technique de la brièveté et du talent dans la poursuite de quelques obsessions. Lydie Salvayre, avec *la Déclaration*, a donné les preuves d'un tempérament redoutable dont on veut tout craindre délicieusement.

Patrick Roegiers a laissé voir un premier aperçu de ses passions avouables avec un hommage ébouillant au homard (*Beau regard*), et Dominique Noguez a disséqué un outil méconnu (*Sémiologie du parapluie*) et produit un concentré savoureux et réjouissant de la dernière la plus absente des librairies, l'humour (*Les Deux Veuves*).

En revanche, de grandes figures de la mode se sont pris les pieds dans le tapis rouge : M^{me} Duras, lors d'une expédition chez les pauvres dont il ne restera qu'un refrain, « les brothers et les sisters à la casa » (*la Pluie d'été*), et le bouillant M. Attali, qui, à propos de son *Premier jour après moi*, a confessé dans nos télévisions ébahies, vouloir écrire pour l'éternité. Laissons reposer.

S'il en est un que l'éternité tenaille et taraude, c'est Milan Kundera qui, dès la rentrée, a lancé sa bulle d'immortalité en tête des ventes et des couvertures de journaux. Ses premiers lecteurs n'apprécient pas tous le genre mixte de roman et d'essai qui est, depuis plusieurs titres, sa nouvelle manière, parfois un peu pédagogue.

D'aucuns soupçonnent ce succès de n'être qu'un feu de paille attisé par des chroniqueurs bien dupes. C'est sans doute trop sévère, et Kundera ne nous tromperait pas aujourd'hui s'il ne nous avait d'abord séduits pour de

bonnes raisons qui, elles, ont résisté au temps.

Du reste, on peut déclarer tous les écrivains immortels, pour calmer les nerfs de chacun, et parce que c'est peut-être vrai, un jour ou l'autre. Quand Leonardo Sciascia nous quitte sur un chef-d'œuvre (*le Chevalier et la Mort*), quand Truman Capote résiste aux coups de pelle de son biographe-fosseur, l'affreux Gerald Clarke, quand Italo Calvino nous envoie de l'aut-dela ses cours de littérature (*Leçons américaines*) et ses dernières (?) nouvelles (*Sous le soleil jaguar*), il faut bien convenir que la mort chez l'écrivain travaille différemment, avec des aller-retour. Ainsi Henri-Pierre Roché nous revient avec les *Carnets des Années de Jules et Jim*, Jean Paulhan avec *La vie est pleine de choses redoutables*, et André Suarès fait une tentative remarquable de sortie du purgatoire, avec une biographie de Robert Patenôtre et un recueil d'essais, *Ames et visages*.

APROPOS d'essais, dont la production florissante depuis plusieurs années a les faveurs du public dans le domaine de l'histoire et de la biographie, on notera le *Village des cannibales* d'Alain Corbin (auteur du remarquable *Territoire du vide*), un de nos meilleurs historiens culturels. Henry James ne nous quitte plus, non seulement grâce à la monumentale biographie de Léon Edel (cf. l'article d'Hector Bianciotti dans *le Monde* du 15 juin) mais par la publication de ses nouvelles et de ses excellentes chroniques de voyage (*Heures italiennes*).

Dans le domaine strictement littéraire, deux essais se sont détachés de façon singulière. L'un par l'ampleur de son érudition, la profondeur

de ses analyses, *l'Enchantement littéraire*, d'Yves Vadé, sur les rapports de la magie et de l'écriture au dix-neuvième siècle, de Chateaubriand à Rimbaud ; l'autre par sa finesse, son approche toute personnelle d'un écrivain fasciné par le modèle réel d'un héros de roman, *le Cygne de Proust*, qu'Henri Raczymow a consacré à Charles Haas, inspirateur du *Swann de la Recherche*. Raczymow, lui aussi hanté par le spectre de l'immortalité, qui fut décidément le maître-mot de la saison passée.

À l'Ouest, peu de nouveau. Quelques grands noms se sont essouffés. Norman Mailer, en publiant ses fonds de tiroir, *Publicités pour moi-même*, confirme l'égarment d'un ancien talent devenu trop indulgent avec lui-même. John Updike (*Confiance... Confiance...*) piétine agréablement, dans un aimable sur-place, sans trouver une nouvelle ressource à son œuvre qui pâtit. Mario Vargas Llosa, qui vient de manquer de beaucoup la magistrature suprême au Pérou, avait auparavant manqué de peu un court roman érotique, *Eloge de la marâtre*, ainsi qu'un roman ethnographique, *L'homme qui parle*, assez laborieux. Gabriel Garcia Marquez, malgré la luxuriance exotique et « tropicalisée » de son style, ou à cause d'elle, n'a pas ressuscité Simon Bolívar (*le Général dans son labyrinthe*). De jeunes auteurs aux visées moins ambitieuses ne devraient pas trouver là une raison de renforcer leur modestie, même si elle les sert plutôt jusqu'à présent. Ainsi Jay McInerney aux États-Unis (*Toute ma vie*) et David Levitt (*Tendresses partagées*) s'annoncent comme deux chroniqueurs drôles et brillants des mœurs de leur temps, avec un petit faible pour les mauvaises, ça va de soi.

LES morts les plus certains de l'immortalité sont les classiques, et c'est pourquoi il ne faut pas cesser de les traiter sur le même pied que les vivants qui, du fait de la précarité de leur existence — et de la nôtre — prétendraient volontiers devoir bénéficier d'un coupe-file, d'un tarif plus rapide. Mais non, vous n'êtes pas plus pressés que Balzac qui nous a encore fait plaisir la semaine dernière. Ni plus que Carroll, doublement canonisé par Jean Catténo et Francis Lacassin, Carroll, apôtre du calembour, martyr de la petite soquette. Car les classiques ne sont pas tous des gens sages protégés du bizarre, tant s'en faut. On l'a vu avec la réédition de *Monseigneur Nicolas*, de Restif de La Bretonne, extravagante autobiographie d'un fou de l'écriture qui, avec son manteau noir, sa tête de hibou et sa lanterne à la main, dut passer de son vivant pour un fou tout court. Comme ce cher Frederick Rolfe, dit baron Corvo, pauvre et snob, misanthrope et adorateur de la jeunesse, seul dans sa gondole qui lui tenait lieu de chambre parfois (*Lettres de Venise*), dont on aimerait voir promptement rééditer l'œuvre déjà traduite mais indisponible. Lui aussi, un classique, dans la marge.

Mais au moment de choisir le visage de l'écrivain qui doit illustrer ce bilan, partiel et partial, de fin d'année, on ne retiendra pas le plus serein, le plus immortel, le plus classique, mais celui d'un fugitif dont la liberté et l'existence en sursis nous imposent d'être solidaires, l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie.

La deuxième

CORRIGER
ANCIENS
LES DE L'AMÉRIQUEFOTIQUE
DE CUBA

Traité

BIBLIOTHECA

La deuxième découverte de l'Amérique

On réédite les récits de voyage d'Humboldt : il était à la fois géographe, climatologue, linguiste, historien, sociologue, anthropologue et architecte

VUE DES CORDILLÈRES ET MONUMENTS DES PEUPLES INDIGÈNES DE L'AMÉRIQUE
d'Alexandre de Humboldt.
Éditions Erasmé, université
Paris-X-Nanterre,
coll. « Memoria Americana »,
dirigée par Charles Minguet,
Amos Segala
et Jean-Paul Duvols,
350 p., 390 F.
ESSAI POLITIQUE SUR L'ÎLE DE CUBA
d'Alexandre de Humboldt.
Éditions Erasmé,
coll. « Memoria Americana »,
210 p., 270 F.

Le 16 juillet 1799, Alexandre de Humboldt, accompagné d'un savant français, Aimé Bonpland, débarque en Amérique. Il a trente ans ; il appartient à une grande famille d'érudits et d'hommes politiques prussiens. Son frère aîné Guillaume, philologue, ami de Goethe et de Schiller est, en cette fin de siècle, en mission d'études dans le Paris de Bonaparte ; il sera quelques années plus tard ministre de l'intérieur à Berlin.

Pendant presque cinq ans, Humboldt et son compagnon vont silloner les chemins et les sentiers de l'Amérique tropicale, passant du Venezuela à Cuba, de la Nouvelle-Grenade (la Colombie) à l'Équateur, du Pérou à la Nouvelle-Espagne (le Mexique). En digne disciple des encyclopédistes, il observe tout, il prend des notes sur tout. Il est géographe, climatologue, linguiste, historien, sociologue, anthropologue, architecte. Imprégné de romantisme, il est fasciné par le spectacle de la nature, passionné par la description des paysages, mais homme de science, il ne laisse jamais l'émotion brouiller l'observation précise, envelopper la mesure exacte, évacuer le détail significatif. Jamais non plus il ne se permet de théoriser, laissant

en quelque sorte les idées jaillir de ses descriptions elles-mêmes.

Revenu en Europe après un dernier séjour à Cuba, Humboldt entreprend la rédaction de son récit de voyage. L'entreprise durera longtemps ; elle sera monumentale : vingt volumes en grand in-folio, plus dix volumes en grand in-quarto, 1 300 planches gravées en noir et en couleurs. Humboldt englobait dans cette entreprise une partie de sa fortune. Ce *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent* est, du vivant même de l'auteur, devenu une rareté bibliographique. De l'œuvre majeure de Humboldt, on ne pouvait guère lire jusqu'à présent que des guenilles, des morceaux choisis. Le projet d'édition, mis au point à l'université de Paris-X-Nanterre fait donc beaucoup plus que réparer une injustice : il nous place de plain-pied avec l'un des esprits les plus merveilleusement ouverts d'une époque dévorée par le besoin de savoir et de comprendre.

Vingt volumes sont prévus. Ils reprendront, en fac-similé, les trente volumes de l'édition monumentale. Ils en reprendront également les planches. Car Humboldt ne se contente pas d'écrire dans une langue française parfaite : il accumule les plans, les croquis et, lors de la préparation de ses livres, il visite toutes les bibliothèques publiques et privées d'Europe susceptibles de détenir des documents sur l'Amérique pré et post-colombienne. Confrontant ses propres relevés avec ce que les conquérants espagnols ont pu piller et amasser, il fait graver des planches superbes mais qui ne sont pas là pour ajouter au plaisir esthétique. Humboldt veut donner à voir, persuadé qu'un dessin exact renseigne plus justement que le plus objectif des discours.

Les préjugés européens

Humboldt se méfie de la littérature. Celle-ci, suivant à la trace les colonisateurs armés ou, dans une optique philosophique contraire, développant le thème du « bon sauvage », de l'amérindien ingénu et

pittoresque, a créé une Amérique de fiction, peuplée de tous les imaginaires européens, des préjugés, des rêveries, des utopies. Humboldt balaise cette Amérique eurocentriste. Disciple de Diderot beaucoup plus que de Voltaire ou de Rousseau, il ne s'intéresse qu'au savoir positif, quitte, lorsque les faits sont assez sûrement établis, à se risquer dans des rapprochements et des



Un disciple de Diderot

comparaisons entre l'évolution de la civilisation des anciens Mexicains et ceux de certains peuples d'Asie.

Les *Vues des cordillères et monuments des peuples indigènes de l'Amérique* sont, de ce point de vue, si nouvelles, si surprenantes pour un esprit européen, bercé depuis trois siècles par des récits pittoresques et idéologiquement orientés, qu'on a pu parler, à propos de Humboldt, d'une « deuxième découverte de l'Amérique ».

Charles Minguet avait publié il y a vingt ans chez Maspéro une très intéressante biographie de *Alexandre de Humboldt, historien et géographe de l'Amérique espagnole*. Il y montrait notamment comment le savant prussien, approfondissant les innu-

trons de Montesquieu, avait développé de manière originale le concept de géographie politique. *L'Essai politique sur l'île de Cuba* est une surprenante illustration de la méthode totalisante d'Humboldt. Cuba est un carrefour entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique ; et l'historien libéral ne manque pas, avec une vigueur que déploieront bien peu de ses contemporains, de dénoncer l'esclavage et l'économie de traite. Mais il le fait avec des arguments qui ne sont pas seulement humanitaires. Il accumule les données statistiques, qu'il manie avec une extrême rigueur, il analyse les comptabilités, il enregistre les flux des balances commerciales ; bref, il emploie les méthodes les plus sophistiquées de l'économie politique naissante pour les confronter au fait colonial, à la structure de la population, aux tensions ethniques locales et montrer que la mer des Caraïbes peut devenir « la Méditerranée des Antilles », un centre de rayonnement de civilisation pour peu que les hommes ne s'endorment pas dans une « fausse sécurité » et que « la crainte du danger » leur arrache les concessions humanitaires qu'exigent leurs propres intérêts.

C'est merveilleux d'intelligence, de curiosité opiniâtre, d'observation inlassable qui court des hommes aux plantes, des chansons aux courants marins, des outils à la météorologie, des langues à la texture des pierres. Et le tout, sans jamais quitter ou presque le domaine des choses comptées, mesurées et minutieusement décrites, s'élève dans une vaste vision du Cosmos - c'est le titre du testament scientifique et philosophique qui clôt l'œuvre de Humboldt - dans lequel s'interpénètrent en une seule histoire tous les temps et tous les règnes de la nature, hommes compris.

Pierre Lepape

PAUL DU BREUIL

Les Jaïns de l'Inde

Pratiqué par trois millions et demi de personnes le jaïnisme, religion originale qui influence les sectes hindoues et le bouddhisme, se caractérise par une tolérance universelle et une non-violence étendue jusqu'aux animaux.

Aubier

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

Vient de paraître

FREUD 1889-1989

Le voyage à Nancy

Actes du Colloque sous la direction de J. Hassoun

Entre hypnose et psychanalyse, Freud se rend à Nancy auprès de Bernheim. Cent ans après, des analystes témoignent d'un siècle de recherches et d'élaborations.

160 pages au format 16 x 24 : 90 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY
25, rue Baron Louis - 54000

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIIR : 250 F franco.

Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 18 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

— LA VIE DU LIVRE —

100.000 LIVRES
EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 88 58 06

4 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

René BELLETTO
signera

LA MACHINE

(Éditions P.O.L.)

le samedi 23 juin 1990

de 17 h à 19 h à la librairie

LA TERRASSE

DE GUTENBERG

9, rue Emilio-Castelar,

Paris 12^e (43-07-42-15)

Traité de la vie au désert

Charles M. Doughty vécut, en 1878, deux ans d'une dangereuse errance parmi les Bédouins. Pour découvrir la grandeur d'être au pays du manque absolu

ARABIA DESERTA

de Charles M. Doughty.
Traduction de Jacques Marty,
introduction de T.E. Lawrence,
dossier critique
de François Pouillon.
Payot, 373 p., 160 F.

« Parler d'Arabia Deserta n'est pas chose aisée. J'ai étudié cet ouvrage depuis dix ans et j'en suis arrivé à le considérer non pas comme un livre entra beaucoup d'autres, mais comme tout particulier, comme une véritable Bible en son genre. » L'auteur d'un tel éloge est un expert : T.E. Lawrence en personne, qui venait de publier les *Sept Piliers de la sagesse* et s'apprêtait à rendre un hommage appuyé à son devancier. « Avoir réalisé un pareil voyage suffirait à remplir la vie d'un homme moyen. Doughty, pour sa part, n'eût jamais été satisfait avant d'avoir par son livre justifié son entreprise, aussi bien que l'entreprise justifiait la rédaction du livre. A ce double titre, de longtemps il ne trouvera pas de rival. »

Lawrence insiste ici sur la dimension de l'œuvre de Doughty : plus qu'un carnet de route, plus qu'une étude minutieuse, scientifique, sur les lieux et les gens d'Arabie, il s'agit en fait d'une sorte de livre total dont la forme n'est pas moins exceptionnelle que la succession des aventures de l'auteur. Contre l'état de « déchéance » qu'il attribue à la langue de son temps, Doughty s'acharne à retrouver, par un travail systématique sur le vocabulaire et la syntaxe, la vigueur de l'anglais disabéthain. D'où, comme le note François Pouillon, « une écriture somptueuse mais délibérément

archaïque, à la limite de l'excentricité ». D'où, également, l'effacement des éditeurs, les réticences de nombreux lecteurs, et la vénération indéfectible de quelques-uns.

Publié en 1888, soit dix ans après la fin du périple, *Travels in Arabia Deserta* se présentait comme un récit de douze cents pages. Réédité en 1921, avec la préface de Lawrence, il ne connaît une vaste diffusion qu'à travers les « textes choisis » par Edward Garnett en 1931. Ce choix donne à lire un quart de l'original, et c'est ce montage, traduit en français en 1947, qui reparait aujourd'hui.

Deux ans d'une épuisante et dangereuse errance parmi les campements des Bédouins, seul, démuné, mais intraitable pour ce qui est du respect de soi, voilà le parcours de Doughty en Arabie. Géologue de formation, il est en quête de sites bibliques et ce qu'il trouve, c'est le désert, avec ses pèlerins, ses nomades, ses bohémien, ses oasis ; et ce qu'il découvre, c'est la grandeur d'être au pays du manque absolu. « Il faut que le voyageur soit aux yeux des hommes un être

digne de respirer sous la voûte du ciel de Dieu, fût-ce sans professer une religion ; il suffit que batte en lui un cœur humain intègre et connaissant de longtemps la souffrance ; dès lors, que la route soit remplie de maux à subir, peu importe ; il pourra circuler jusqu'au bout du monde. De ce pays mort, s'il n'y succombe pas, il n'aura à rapporter que la perpétuelle fatigue de ses membres. »

Injuré, volé, poursuivi

Parti sans escorte, d'abord avec la caravane du pèlerinage de La Mecque, puis au hasard des pistes, Doughty suit une voie haurtée, endure une sorte de calvaire en des contrées farouches, intolérantes, violentes. Jamais il n'abandonne sa superbe, sa lucidité, son coup d'œil. Sur les terres mêmes de l'islam originel, il refuse de se faire passer pour musulman, non par bravade mais simplement parce qu'il veut, en toute circonstance, être ce qu'il est. Cette exigence lui vaudra d'être injurié, volé, poursuivi et souvent

en réel danger de mort, elle lui vaudra aussi de garder intactes ses facultés de perception et de jugement. Doughty ne « joue » pas au Bédouin, Doughty ne donne pas le change, par là il est sans compromission, sans fausseté, sans mépris. Son regard est d'une étonnante franchise et d'une prodigieuse acuité.

Qu'il décrive des formations géologiques, une chasse au faucon, les préparatifs d'un changement de camp ou les mœurs des nomades, il s'oblige à la plus scrupuleuse précision et parfaitement insensible à l'orientalisme de salon qui multipliait déjà ses lectures, il note implacablement des faits d'expérience jusqu'à proposer un véritable traité de la vie au désert.

Doughty sait aussi prendre de la hauteur, quitter le commerce des hommes et se laisser, littéralement, envahir par le désert. Ce sont alors des instants de lyrisme sombre, presque de commotion « en face de la divine structure du monde élémentaire ! Sommeil de lion des forces cosmogoniques, où l'âme tombe engluée comme une mouche ! Qu'est-ce que la vie dans l'empire de la matière inanimée ? L'occident d'une seconde, un geste sans consistance, l'usurpation parasitaire qui tombe, à peine surgie. Le grand cratère d'Anas m'apparut comme chevauchant le chaos rocheux, à quelque 12 milles de distance. C'eût été une entreprise désespérée que de tenter d'y parvenir à travers ce fouillis de laves tour à tour dressées en récifs et creusées en précipices, à travers ces basaltiques contorts et qui roulent sous les pieds ». A quand la traduction intégrale de ce grand livre ?

André Velter

PARIS DROUOT-RICHELIEU

8, rue Drouot 75009 Paris

Vendredi 29 juin 1990 à 20 h 30 - Salle 6

LIVRES RARES

Velins et miniatures dont :
GESNER (Conrad) Zurich : Exceptionnel ensemble
de 22 peintures sur velin du XVI^e siècle
REDOUTE (J. P.) : Choix des plus belles fleurs, 144 planches
LIVRES ILLUSTRES par BRAYER, FOUILLET, TREMOIS...

Expert : M. LEGUETTEL Tél.: (1) 42 96 56 47

Catalogue sur demande à l'étude FF 100

M^{me} NERET MINET-COUTAU BEGARIE

Commissaires-Priseurs Associés

8, rue Saint Marc 75002 Paris - Tél.: (1) 40 13 07 79 - Fax: (1) 42 33 61 94

Un hurluberlu aux tropiques

Redmond O'Hanlon, un voyageur burlesque
qui rapporte des harengs plutôt que des toisons d'or
et manque ses expéditions pour réussir ses livres

LA VRAIE VIE EST AILLEURS

de Jean-Michel Belorgey.

Laités, 414 p., 150 F.

HELP ! MA CROISIÈRE EN AMAZONIE

de Redmond O'Hanlon.

Traduit de l'anglais
par Gérard Pilquet.

Payot, coll. « Voyageurs », 410 p., 150 F.

Le voyage a le vent en poupe. On réédite les récits d'exploration, on imprime les journaux de bord, on traduit les classiques du travel writing. Une modeste petite industrie s'installe. Les collections prolifèrent. Cela désespère, bien entendu, les purs et durs de la première heure : si l'aventure devient un fonds de commerce, alors autant se faire notaire...

Réflexe élitiste ? Peut-être. A moins qu'il ne s'agisse d'une ultime tentative pour sauvegarder l'individu et que, derrière l'horreur du domicile « invoquée par Baudelaire, ne se cache l'horreur déguisée de toute normalité. Les allumés de l'ailleurs sont aussi des chanteurs de l'Autre, des adeptes du bizarre et de l'exotique. Le goût du relatif, du divers, du multiple — qui fait partie du bagage ordinaire de l'écrivain voyageur — implique le refus de l'Un et, par voie de conséquence, le refus d'appartenir à tel ou tel genre.

Jean-Michel Belorgey, dans *La vraie vie est ailleurs*, a dressé un catalogue presque complet (mais où sont Jean Revery, Frédéric Prokosh, Curt Nimuendaju et Jan Yoon ?) des histoires de rupture avec l'Occident. Il s'intéresse aux voyageurs sans retour et cite plutôt des « récits de séjour » que des « récits de voyage ». En s'attachant à la dimension sexuelle de leur aven-

ture, il montre que les « trans-fuges » sont souvent des déçus du sexe et qu'une sorte d'incertitude, d'étrangeté en eux, les pousse à changer de camp et d'horizon ethnique. Il confond délibérément les symptômes et l'explication. A cette remarque près, *La vraie vie est ailleurs* est une fabuleuse collection de voyageurs excentriques et s'impose comme la première tentative d'un peu crédible d'approche thématique du sujet. Notons encore, pour souligner la témérité de l'auteur, que son entreprise avait une évidence limite : le vrai trans-fuge n'écrit pas, il disparaît. La meilleure des bibliographies ne saurait donc remplacer une enquête sur le terrain.

L'étoffe d'un anti-héros

De tous les voyageurs du moment, Redmond O'Hanlon est sans doute le plus sympathique. Ses livres, fondés sur le « j'étais là, telle chose m'advent », de La Fontaine, sont d'une grande simplicité et, à part peut-être le *Voyage des innocents* (1) et le *Tour du monde d'un humoriste* (2) de Mark Twain, il n'en est pas de plus drôles. O'Hanlon a l'étoffe d'un anti-héros exemplaire.

« *Clown génial* », dit de lui son ami Richard Holmes, et c'est vrai qu'il se promène dans des jungles humides comme dans des abécédaires en folie. Il accumule les contretemps et les incidents de parcours. Le côté farceur et beckettien de ses poches ethnologiques vitamine une littérature qui pêche parfois par nonbrilisme. Après ses tribulations au cœur de Bornéo (3), le voici maintenant dans l'Amazonie vénézuélienne en quête d'une poignée d'Indiens Yanomamis. Son livre, intitulé originellement

In Trouble Again, soit, grossièrement, « Encore une fois dans la merde », a été pudiquement rendu par : *Help ! ma croisière en Amazonie*. Nous lui aurions préféré « le Cul du monde », qui convenait mieux au caractère régressif et scatologique du propos. Passons.

La fange tropicale et la bauge amazonienne sont survolées par des oiseaux rutilants. Redmond O'Hanlon nous donne un récit parallèlement « sauvage, spirituel, obsédant », une manière de cauchemar entrecoupé de fous rires. *La Chasse au shark* revue et corrigée par les Monty Python. Ses compagnons d'expédition ont l'air de figurants dans « Benny Hill », et ne parlons pas du demi-sel londonien, petit bonhomme frappé de *delirium tremens*, qui, asséché, au milieu de 6 millions de kilomètres carrés d'exubérance végétale, se met à crier : « *Où est passée ma sauce to-ma-a-a-le ?* » O'Hanlon a appris à rire avec Shakespeare, très certainement.

Le lecteur averti trouvera que les sauvages d'O'Hanlon sont « exagérés », mais il faut dire que le charme du livre tient justement dans la montée irrationnelle de la peur, dans la panique progressive que ces hommes nous inspirent aux porteurs (comme au temps des colonies !), et surtout dans l'astuce du guide qui, pour exploiter les données précédentes, fait de la surenchère auprès du chef d'expédition. Redmond O'Hanlon, candide consentant, à mesure que l'équipée progresse, n'arrête pas de mettre la main au porte-monnaie...

Help ! vaut le détour. Surtout que l'auteur a émaillé son texte d'observations ornithologiques surréalistes, de souvenirs macabres et d'exquises trouvailles verbales. En réalité, venant après

Waterton, William Beebe et Eric Newby, O'Hanlon s'inscrit dans la tradition du picaresque anglais, fondée par Thomas Nashe, avec — tout un programme — *le Voyageur malchanceux*, en 1954.

Un donquichottisme narquois

O'Hanlon est un voyageur burlesque qui rapporte des harengs plutôt que des toisons d'or. Un Stanley qui ne retrouvera jamais Livingstone. Un Indiana Jones qui rate ses effets. Tout se passe comme s'il manquait ses expéditions pour mieux réussir ses livres. Son donquichottisme narquois devrait normalement donner un coup de vieux aux exploits contrefaits et aux tartarades que, régulièrement, la télévision nous propose. L'un de ses complices, l'écrivain Martin Amis, note : « *Quand Redmond O'Hanlon entreprend ses quêtes éreintantes, il ne cherche pas, en fait, le rhinocéros blanc de Bornéo ni les Indiens Yanomamis. Il est à la poursuite du grand récit de voyage.* »

Loin du Livre des records, où s'inscrivent bientôt le premier Paris-Strasbourg en tondeuse à gazon et le Tour de France en pédalo (je plaisante), O'Hanlon, anachronique et rigolo, érudit et désinvolte, rêve d'un voyage verneien désormais impossible. Et, puisqu'il ne sera jamais Alfred Wallace, ni Richard Spruce, ni Henry Walter Bates, ni Othon Schomburgk, alors autant être Redmond O'Hanlon : l'hurluberlu des tropiques.

J. M.

(1) La Découverte.
(2) Editions maritimes et d'outre-mer.
(3) « Le Monde des livres » du 18 novembre 1988.

Michel Jobert
avocat des Vandales

Le périple « inouï et génial »
d'une tribu germanique de mauvaise réputation

VANDALES !

de Michel Jobert.

Albin Michel, 270 p., 98 F.

Attention, une nouvelle mode historique arrive ! Les Vandales ! Voltaire, le premier, pour désigner ses contemporains destructeurs de monuments anciens, transforma en substantif infamant le nom de cette tribu germanique qui déferla sur la Gaule en 406.

Ces Vandales-là n'étaient pas pires que d'autres migrants de ce temps. Ils pouvaient même arguer de l'arrivée imprévue sur leur sol d'alors, la Hongrie actuelle, d'autres envahisseurs, eux-mêmes talonnés par la grande vague nomade d'Asie.

La Révolution française renforça encore la mauvaise réputation de ces primo-Hongrois, lorsque l'abbé Grégoire présenta à la Convention son fameux *Rapport contre le vandalisme* (1). Vandales, vandalisme, vandaler n'ont cessé dès lors d'appartenir à notre vocabulaire courant, sans que pour autant on se soucie guère de la souche de ces termes.

Ce n'est plus le cas. Nicolas Saudray vient d'achever une pièce *Conversation avec les Vandales*. Dans son travail encore inédit, l'auteur de la *Maison des prophètes* (Points-Seuil) met en mouvement les scènes oubliées qui, autour de l'an 500, firent frémir le monde civilisé entier, lorsque saint Augustin lui-même, le penseur berbéro-latin d'audience universelle, dut affronter les Vandales battant les murs de sa ville d'Hippone

(Bône, Annaba depuis l'indépendance algérienne).

Car la destinée particulière des Vandales et de ce qui, plus que leur « vandalisme », devrait piquer l'intérêt, c'est l'immense serpentin qu'ils dessinèrent du Rhin à Carthage, via l'Ibérie. Ils eurent aussi un chef d'une exceptionnelle énergie, Genséric, sur lequel une biographie est en préparation.

En attendant, on peut sans aucun déplaisir, au contraire, se plonger dans le roman historique intitulé tout simplement *Vandales !* que vient de publier Michel Jobert.

L'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand est, on le sait, resté très attaché à son sol natal maghrébin, inspirateur sans doute de ses meilleures pages de littérature (*la Rivière aux grenades*) ou d'essai (*Maghreb à l'ombre de ses mains*), chez par Albin Michel.

Les obliettes de Byzance

La turbulente peuplade est-européenne l'a donc intéressé comme l'un des « laborieux » du Maghreb où elle aborda dès 429 (après avoir séjourné à la France de 406 à 409, puis passé en Espagne), et en tant que porteur d'une « extravagante aventure humaine étalée en Afrique sur plus d'un siècle (429 - 534), et pourtant presque sans aucun lendemain. Car après la reconquête de Carthage par les Byzantins, nos Vandales disparaissent à jamais dans les obliettes de l'Histoire. A travers un texte romanesque où il a utilisé tout autant les quelques études de la première partie de ce siècle (Martroye, Gautier, Courtois) que son imagination nourrie de paysages euro-maghrébins, Michel Jobert nous entraîne à bride abattue dans les bagages de ces migrants impénitents, toujours anxieux, toujours poussés plus loin par d'autres migrants — jusqu'au goulot carthaginois qui fut finalement leur Capoue et leur tombeau.

Parfois c'est un peu trop rapide, on balète, on se perd presque parmi les personnages vrais ou inventés mêlés, du tempéteux roi Genséric à l'aéleu Héraclide, restés fidèles à Sossan, dieu solaire. L'évocation des pérégrinations de Genséric et de sa smala, mi-armée, mi-gynécée, progressant vers la Tunisie actuelle, parmi la débâcle des Latino-Berberes, est en revanche particulièrement réussie, rappelant les meilleures pages du cheminement des barbares dans *Salammbo* de Flaubert, thème carthaginois d'une époque antérieure.

Au total ces ravageurs naïfs, audacieux et goulus, Michel Jobert nous les rend presque sympathiques, avec juste ce qui convient de compassion pour des perdants. Il parvient à insérer dans notre esprit, à la dépréciative case « vandale », cette « randonnée inouïe et géniale » qui, jadis, strida notre géographie.

J.-P. Péroncel-Hugoz

(1) Jacques Cellard, *Ah ! ce tra, ce tra...* (ces mots que nous devons à la Révolution), Balland, 1983, 352 p., 129 F.

Aux quatre coins du monde

■ Les Riches Heures de Tanger, de Dominique Pons. — L'histoire déconcertante d'une ville qui fut romaine, marocaine, portugaise, espagnole, puis anglaise, avant de devenir internationale en 1923 à la suite de négociations entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Mais, à partir de 1956, le Maroc indépendant ne peut accepter le statut particulier de cette ville cosmopolite : neutralité politique et militaire, liberté économique ; et son histoire exceptionnelle s'achève. (La Table ronde, 365 p., 150 F.)

■ Les Chemins de la Garonne, de Joseph Ribas, photographies de J. Valat. — Des Pyrénées à Toulouse, les regards du photographe et de l'écrivain se déplacent de site en site en suivant la Garonne qui « dessine l'espace » et les légendes qui imprègnent le paysage. Cet album de « paysages d'art » fait redécouvrir une cinquantaine de lieux qui nous semblaient familiers. (Milan, 176 pages illustrées, 250 F.)

■ Guide bleu : la Corse. — La nouvelle édition rassemble toutes les informations pratiques sur la Corse sans négliger les charmes littéraires de l'île. Après les synthèses essentielles sur l'héritage historique, les paysages, l'économie et la société, le guide détaille pour chaque site les itinéraires et les curiosités. Un atlas, des index et une bibliographie complètent l'ensemble. (Hachette, Guides bleus, 418 p., 148 F.)

■ La Route de Samarkand au temps de Tamerlan, de Ruy Gonzalez de Clavijo. — Relation du voyage de l'ambassadeur de Castille à la cour de Tamerlan de 1403 à 1406. Ce voyage de la fin du Moyen

Age dans la cité caravanière affermit les relations qui commencent à s'établir par l'intermédiaire de marchands et de missionnaires. La préface et le prologue précisent le contexte politique et historique de la prise de contact entre les rois chrétiens d'Occident et Tamerlan, le souverain turco-mongol qui constitue son empire éphémère autour de Samarkand et de la mer Caspienne dans la fin du quatorzième siècle, avant l'effondrement au début du quinzième siècle. (Traduit par Lucien Kahren, Imprimerie nationale, 355 p.)

■ Carnets indiens, de Jacques Durand et Jacques Maigne. — Descente le long d'un fleuve mythique de la source à l'embouchure, en compagnie de deux journalistes qui font découvrir l'Andalousie, ses paysages et son histoire, la ferveur religieuse et le douceur de vivre. (Seghers, coll. « Etonnants voyageurs », 235 p., 175 F.)

■ Guides indiens, de Guido Gozzano. — Pour voyager dans un pays disparu, l'Inde de 1912, il faut lire les dix-sept récits, parus pour la plupart dans des journaux italiens de 1914 à 1916, de ce poète piémontais. Le voyage, onirique autant que géographique, conduit à travers ce pays où « l'homme de lettres est continuellement exposé au regret aigu, au dépit indéfinissable qu'on éprouve quand la réalité imite la littérature ». (Traduit de l'italien par Muriel Galbot, Actes Sud, coll. « Terres d'aventure », 175 p., 98 F.)

■ Bivouacs à Bornéo, de Pierre Pfeffer. — Rédaction d'un ouvrage paru en 1963. Témoignage d'un naturaliste du Muséum national d'histoire naturelle parti en expédition à

Bornéo en 1955-1957 et qui a vécu un an au cœur de l'île avec les groupes dayaks et penans, aujourd'hui menacés par la destruction de la forêt. (Arthaud, 203 p., 98 F.)

■ Tibet secret, de Fosco Maraini. — Nouvelle édition d'un livre publié en 1952 qui retrace l'expédition de l'orientaliste italien Giuseppe Tucci, de 1937 à 1948. Ce récit, auquel s'ajoutent pour la réédition de nouvelles photographies, des extraits du journal de l'auteur, un chapitre sur Lhassa et une bibliographie, permet de retrouver le Tibet tel qu'il était avant l'occupation chinoise. (Traduit de l'italien par Juliette Bernard et Sabine Valli-Bosio, Arthaud, 410 p., 135 F.)

■ Une enfance en brousse congolaise, de Pierre Pellerin. — Dans le même esprit que les deux ouvrages précédents, témoignage sur la brousse congolaise et les colonies dans les années 20. (Arthaud, 161 p., 85 F.)

■ Le Cap Horn, de François Pedron. — Dans une collection abondamment illustrée, la présentation de la conquête progressive du Cap Horn. (Albin Michel, coll. « Extrême », préface de Nicolas Hulot, 175 p., 140 F.)

■ Miroirs d'un désastre. Chronique de la conquête espagnole de l'Amérique latine, de Gérard Chailand. — A partir des différents récits et témoignages de la conquête espagnole de l'Amérique latine, Gérard Chailand publie une chronique de cette extraordinaire et cruelle aventure. Comment une poignée d'hommes, désavoués et pourchassés par le pouvoir politique espagnol, se lancent sans espoir de retour sur des

chemins inconnus, sont parvenus à force de ruses, de cynisme, de diplomatie et d'audace, à vaincre un puissant empire, puis à conquérir un continent. A partir d'un sérieux travail de compilation et de lecture géopolitique, Chailand a construit un « roman vrai » tout à fait passionnant. (Plon, 334 p., 130 F.)

■ 1492 : les aventures de Juan Cabezon de Castille, d'Homero Aridjis. — Homero Aridjis, romancier, journaliste et diplomate mexicain, a écrit, lui, la chronique d'une année capitale dans l'histoire de l'Occident : 1492. Cette année-là, Isabelle la Catholique et son mari Ferdinand, appuyés par Rome, signent l'expulsion des juifs de l'Espagne, gagnent la guerre de Grenade contre les musulmans, alors que Christophe Colomb découvre l'Amérique. L'Espagne se choisit, pour des siècles, un autre destin que celui qui lui promettait sa géographie. Abandonnant un passé de tolérance et de riche civilisation intellectuelle au carrefour des trois grandes religions de la Méditerranée, elle bascule vers l'Atlantique et les mirages dorés d'un continent inconnu. Elle y connaît la puissance, la richesse avant d'y rencontrer la décadence. Aridjis, à travers l'histoire de Juan Cabezon, descendant de juifs convertis, peint un tableau haut en couleur de la vie quotidienne de l'Espagne du quinzième siècle, dans une langue savoureuse et emportée. (Traduit de l'espagnol (Mexique) par Jean-Claude Masson, Le Seuil, 370 p., 120 F.)

M.-O. P. et P. L.

MILO MANARA
FEDERICO FELLINIVoyage
à
Tulum.

128 pages - 130 F

Quand un maître
de la Bande Dessinée
rend hommage à
un maître du cinéma

casterman

OU TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
(LE TOUR DU MONDE)
60, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
☎ (1) 43-25-77-04

A collection of ten French-language books arranged in a circular pattern on a dark, textured background. The books are:

- L. FENIMORE COOPER**: *Le roman de Bar-de-Cuir*
- P.G. WODEHOUSE**: *JEEVES*
- C. de TROYAT**
- PETER CHEYNEY**
- CÉCIL SAINT-LAURENT**: *CAROLINE CHÉRIE*
- A.E. VAN VOCHT**
- PIERRE LOTI**
- ELLERY QUEEN**
- CHATELAIN**: *CHATELAIN*
- CHATELAIN**: *CHATELAIN*

TOUT SIMENON:
Tome 12.
La colère de Maigret / La rue
aux trois poussins / La chambre
bleue / L'homme au petit chien /
Maigret et le fantôme / Maigret
se défend / Le petit saint / Le
train de Venise.
896 pages - 115 F.

COLLECTION OMNIBUS : PRESSES DE LA CITÉ

REGARD

Romanesque échevelé

Les amateurs seront satisfaits : voilà une belle moisson d'aventures, de crimes, d'exotisme et de reconstitutions historiques

Si l'orée du Bicentenaire contraignait auteurs et éditeurs à se pencher sur l'avant, le pendant et l'après-Révolution française, l'année 1990, moins gâtée sur le plan de la commémoration, renoue avec la belle tradition du roman d'épée et d'aventures, historiques ou exotiques.

En témoignent d'abord les couvertures, inspirées avec un bon goût très éclectique de Bruegel le Vieux, Hopper, Théobald le Jeune, et de bien d'autres peintres, guerriers, orientalistes, pompiers, ou les trois à la fois. Dromadaires, navires et chevaux, symboles universels d'action et d'évasion, prennent la part du lion.

Certains éditeurs mettent à profit cet engouement saisonnier pour rééditer des classiques étrangers, méconnus ou oubliés. Ainsi *les Quatre Plumes blanches*, d'Alfred E.W. Mason, adapté à plusieurs reprises au cinéma muet puis parlant, trace l'itinéraire épique d'un jeune officier britannique, Harry Feversham, militaire de famille et de carrière, qui se place dans les situations les plus épineuses pour mieux combattre sa trop vive imagination qui dégénère volontiers en peur panique... Il y a du Stevenson et du Conrad dans cet aventurier obsédé par ses propres insuffisances. Oscar Wilde, puis Graham Greene, qui prisaient infiniment ce roman, ne s'y sont pas trompés.

Nul navigateur, professionnel ou amateur, ne peut ni ne doit ignorer, parait-il, le nom et les exploits (réels ceux-ci), de Joshua Slocum, premier et sans doute le plus attachant des « navigateurs en solitaire », ce qui est d'ailleurs le titre de ses *Mémoires*, parus il y a près d'un siècle et présentement réédités dans une nouvelle et excellente traduction de Florence Harbulot.

Pour ceux qui aiment l'océan mais redoutent ses pièges, lire le livre de cet aristocrate de la mer (il a poussé l'élégance jusqu'à disparaître à la fin de sa vie avec son fameux *Spray*), peut-être un heureux palliatif, d'autant que son journal de bord, à la fois minutieux, drôle, et bourré de détails cocasses, vaut tous les récits imaginaires.

Son curriculum vitae, publié au début du livre, donne dans sa sècheresse un aperçu de cette vie de marin hors du commun, alternativement commerçant et guerrier, baleinier, tueur de mutins, écrivain, charpentier de marine — pour survivre après avoir refusé le commandement d'un vapeur —, seul à restaurer son bateau — une épave — pendant deux ans (à une époque où les sponsors se faisaient cruellement remarquer par leur absence), avant de partir de Boston pour le tour du monde.

A l'inverse, les amoureux du roman de terroir trouveront avec *Marven* (1907), de Johann Hinrich Fehrs, une héroïne servante-maitresse digne de Thomas Hardy, d'Erickmann-Chatrain ou de Karen Blixen. Le Holstein, froide province frontalière coincée entre l'Allemagne du Nord et le Danemark, sert de théâtre à ce drame paysan. Traduit par Jean Niquieux, spécialiste des dialectes germaniques, ce récit est axé sur un thème cher à la littérature du dix-neuvième siècle, celui de la mésalliance, par l'âge, la naissance, la langue, la fortune, l'inclination... La langue est simple, directe, pleine d'attraits. Marven, amoureux, généreuse, machiavélique, est un personnage de femme bien séduisant.

A ceux qui préfèrent les déserts

brillants aux froids terroirs germaniques et que *les Quatre Plumes blanches* n'auraient pas rassasiés, signalons trois livres d'inspiration très différente, mais tous trois centrés sur notre continent ancestral. Si Jean-Yves Provost a choisi de nous conter dans son *Troisième Nil* l'amitié virile et contrariée de deux ennemis héréditaires, le jeune lieutenant écossais Sean MacLoughlin, et l'émir Hassein, au cœur d'un Soudan enflammé par le djihad, quelques années avant que le capitaine Marchand ne vienne y mettre son grain de sel, Claude le Borgne, lui, opte dans sa *Prison nomade* pour le Sahara occidental, où il expédie son héros, Joachim, jeune matelot breton, qui ne trouve rien de mieux que de se faire capturer par les Maures, réduire en esclavage, avant de se transformer en chamelier émérite — ne nous y trompons pas, le véritable héros de ce roman est le chamelier, figure haute en couleur trop souvent ignorée par les écrivains.

Sorciers africains

Marc de Gouvenain renoue, pour sa part, avec la belle tradition du récit de voyage sans fard ni déguisement dans ce *Retour en Éthiopie* — une Éthiopie qui ne se réduit apparemment pas à une bande de généraux sanguinaires et aux conflits de l'Erythrée et de l'Opagan. Les souvenirs de l'auteur sont agrémentés de jolis petits croquis d'autochtones, humains et arthoropodes se livrant à leurs occupations habituelles.

Mais peut-être qu'aux insectes et autres sorciers africains vous préférez les drames européens. Qu'à cela tienne, la matière ne manque pas : Ken Follett, après nous avoir régales de romans d'espionnage à haute teneur en amour, cruauté, et suspense (*L'anneau à l'encre*, le *Code Rébecca*), s'attaque, en diable ému de Walter Scott, au douzième siècle et aux dynasties franco-anglaises, dans *Alenna*, deuxième volet (et certainement pas dernier) des *Piliers de la Terre*, vaste brassage d'actions laches, héroïques ou trahissances. Dès le début du livre, Follett frappe fort, décrivant par le menu le viol collectif d'une prostituée paysanne par des preux qui n'avaient probablement pas lu leur code de chevalerie au paragraphe « amour courtois ». Le livre ne se résume pas à cela : *Alenna*, c'est aussi une belle histoire d'amour entre une femme d'affaires avisée et un poète inventeur de machines... Des personnages d'exception qui méritent le détour.

Moins exalté en surface, mais tout aussi violent sur le fond, le *Judith* de Joseph Bialor, auteur volontiers sanguinaire (qui ne se souvient de son *Salon du pré-salmon* ?), touche à un drame de l'âge classique, la tragédie des huguenots assassinés, envoyés aux galères, chassés de France à une époque où RPR signifiait « religion prétendument réformée ». Judith, la belle protestante, vit ce drame, alors qu'à Paris la première police d'Etat digne de ce nom, organisée et galvanisée par le célèbre La Reynie, traque les empoisonneurs disciples de la Brinvilliers. Le rapprochement n'est pas gratuit. Ces deux événements marquant de la fin du dix-septième siècle, la révocation de l'Edit de Nantes et l'affaire des poisons, sont liés à la Compagnie du Saint-Sacrement et ses confesseurs

consentent à fermer les yeux sur les crimes de cour à condition que le glaive séculier s'abatte sur les huguenots...

Un Paris truculent et poulieux

Denise François, pour sa part, amoureuse du quartier des Buttes-Chaumont, nous entraîne avec fougue dans son *Aube du grand balcon* et le Paris des années 1830 où révolution rime avec Belleville et Montfaucon, le Paris d'Eugène Sue restitué avec une précision anatomique, un Paris truculent et poulieux, encore très proche de l'Ancien Régime, un Paris soumis à une terrible et sournoise invasion, celle de la dernière des grandes pestes : le choléra.

Bibliographie

Les Quatre Plumes blanches, de A.E.W. Mason, trad. de l'anglais par Pierre Nozani, éditions Phébus, 288 p., 118 F.
Le Chemin de France, de Francis Fèvre, Presses de la Renaissance, 408 p., 120 F.
Le Baron de Saint-Castin, d'Yves Cazaux, Albin Michel, 431 p., 135 F.
Amanda, d'Ellen Gilchrist, trad. de l'anglais (États-Unis) par Martine Béguin, Éditions Aléa, 22, rue Victor-Ludov, 13100 Aix-en-Provence, 317 p., 110 F.
Billy Phelan, de William Kennedy, trad. de l'anglais (États-Unis) par Claude Grimal, Belfond, 295 p., 130 F.
Hollywood, de Gore Vidal, trad. de l'anglais (États-Unis) par Gérard Joulé, Éditions de Falcois/L'Age d'homme, 535 p., 140 F.
Chacal, d'Odessa, les chiens de guerre, de Frederick Forsyth, trad. de l'anglais par Henri Robillot et Claude et Anny Mourthé, Mille Feuille, 198 p., 169 F.
Les Piliers de la Terre, Alenna, de Ken Follett, trad. de l'anglais par Jean Rosenthal, Stock, 607 p., 130 F.
Judith, le vent du sud, de Joseph Bialor, Belfond, 309 p., 110 F.
L'Aube du Grand Balcon, de Denise François, Filipacchi, 480 p., 119 F.

Invasions encore, innombrables et incessantes, que celles des barbares, des Romains, des Germains, de toutes les peuplades d'Europe ou presque à travers la pauvre Lorraine, de 52 avant JC, jusqu'au milieu du douzième siècle (et plus tard). Francis Fèvre, dans son *Chemin de France*, a choisi d'en étaler la douloureuse chronologie à travers le destin d'un petit village, Kreuzwiller, depuis l'installation de la tribu gauloise des Médiomatriques jusqu'au sac du village par les Suédois pendant la guerre de Trente Ans. Les destins médiomatriques, gageons-le, se seraient plutôt installés à la pointe du Finistère s'ils avaient deviné ce qui les attendait, eux et leurs descendants.

Paris en 1830, la Lorraine de 52 à 1750, c'est beau, mais les

individus dans tout ça ? Grâce à Yves Cazaux, voici ressurgie de l'ombre la vigoureuse personnalité de Jean-Vincent d'Abbadie, *Baron de Saint-Castin*, d'Artagnan qui a préféré les Amériques aux forêts de la Reine, un chef de guérilla cadet de Gascogne qui a épousé une princesse indienne, la belle Pidianské (rebaptisée Mathilde) et mené la vie dure aux Anglais, en Acadie, pendant un bon demi-siècle avant d'être lâché par son propre gouvernement. Saint-Castin est de cette race d'aventuriers conquérants nés deux siècles trop tôt, que la III^e République impérialiste a grandement appréciés sans toujours les trouver, alors que l'Ancien Régime et son système d'héritage nobiliaire fondé sur la primogéniture les produisait à l'envi sans savoir qu'en faire, ce qui rend d'ailleurs ces glorieux perdants d'autant plus sympathiques.

« Ellen Gilchrist is terrific »

Autre destin individuel, contemporain ou presque celui-ci, *Amanda*, conté avec verve et allant par Ellen Gilchrist, Amanda, fille pauvre et catholique du sud des États-Unis, élevée par un oncle qui la hait, dispose apparemment de bien peu d'atouts. C'est compter sans son exceptionnelle vitalité — et celle de son auteur. « *Ellen Gilchrist is terrific* », annonce Norman Mailer sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'une promesse ou d'un avertissement. « *Terrific* », en tout cas, Amanda l'est, redoutable créature dont la force et l'égo-centrisme fascinent, avant de les détruire, ces créatures imparfaites, veules, au psychisme défilant, que l'on nomme les hommes.

Le Billy Phelan de William Ken-

nedy est démocrate et catholique, comme Amanda. C'est leur seul point commun. Bookmaker au grand cœur, Phelan est une figure attachante des bas-fonds d'Albany (capitale de l'État de New-York) dans les années 30. Joueur de billard et de bowling émérite, Billy est de ces personnages qui ne se sentent à l'aise qu'au cœur de la corruption sans se corrompre eux-mêmes, sauvés par une grâce mystérieuse qui est peut-être simplement leur manque d'intérêt pour le pouvoir et pour l'argent.

Hollywood, avec le pouvoir et l'argent, nous y voici, justement, pour clore ce périple américain. Gore Vidal, spécialiste des romans à format, contenu et titre quasi bibliques, s'attache à décrire sur une période charnière (qui va de 1916 à 1924), les rapports de fascination réciproque entre les politiciens et le cinéma naissant. Une relation violente et passionnelle qui atteindra son apogée bien plus tard, avec le macabrysm, avant de disparaître au profit d'une autre union malsaine : celle de la politique et de la télévision. Le prochain roman de Gore Vidal ?

Enfin, signalons d'un mot une excellente affaire. Le Mercure de France réédite les trois premiers romans de l'Anglais Frederick Forsyth en un seul volume : *Chacal*, *Odessa*, les *Chiens de guerre*. Pour tous ceux qui aiment pénétrer de vastes complots politico-criminels ou financiers, décrits avec une extraordinaire précision qui n'exclut ni l'humour tout britannique, ni un sens du suspense inimitable, pas une seconde d'hésitation : trois bons romans sous une jolie couverture et pour 169 francs, c'est donné.

Alexis Lecaye

Un Cyrano sicilien

Suite de la page 33

Eh bien non ! Et c'est là le second thème : la conscience de cette exploitation fait germer et exploser la rébellion dans les esprits, qui ne veulent plus de cette société féodale — elle le fut, en Sicile, jusque dans les années 50 — dont la justice « est la plus monstrueuse des iniquités ». Et Leonardo Sciascia lut Natoli, notamment le *Bâtard de Palerme*, dès avant ses quatorze ans, et bien des situations et des personnages historiques de Natoli, sans compter l'esprit d'érudition et de révolte, se retrouveront dans l'œuvre de l'auteur de *Racalmuto* ; outre l'honnêteté sans faille du citoyen en quête de l'apre vérité.

Natoli est né trois ans avant le débarquement garibaldien des Mille en Sicile et dix ans après la publication d'un livre fondamental du socialiste hégélien Andrea Luigi Mazzini, *De l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation*, dont le *Manifeste* de Marx et Engels reprend bien des thèmes.

A l'âge de trois ans, le petit Luigi commence son éducation politique : avec ses parents, il est arrêté par la police bourgeoise et mis sous les verrous dans la terrible prison de la Vicaria — la même que l'on retrouve dans le roman. Pourquoi cette arrestation ? C'est que, à l'annonce de l'imminente arrivée de Garibaldi, la mère de Luigi fit endosser à ses enfants la fameuse chemise rouge, alors que son mari était un fonctionnaire de l'administration bourgeoise. Tous les biens de la famille furent confisqués et brûlés. Un souvenir qui s'enracine dans le cœur de l'enfant et produit bien des pages dans ses livres.

A dix-sept ans, Luigi Natoli écrit dans les journaux : à vingt-trois, il gagne sa vie en enseignant dans les lycées de plusieurs villes d'Italie. Accablé à la tâche dix-huit heures par jour, c'est qu'il doit aussi nourrir les cinq enfants de sa première femme et les dix de la deuxième : ce qui dément gaillardement le *aut libri aut liberi* de Nietzsche !... Pen-

dant le fascisme, bien qu'il tire plutôt le diable par la queue — « *J'ai beaucoup travaillé* », écrit-il dans son testament, on en a longuement fait des lectures à haute voix au coin des rues ; on suit, dans la ville, livre en main, comme une Bible, les parcours des personnages ; très diffusé en Amérique, c'est le best-seller de la « Little Italy ».

Le cadre, les mœurs y sont aussi rigoureusement historiques

Alors qu'il se trouve sur son lit de mort, un prêtre se présente à son chevet, au nom de ses supérieurs, afin qu'il désavoue *in extremis* son roman consacré au frère Diego La Maddalena, historien homonyme (repris par Sciascia dans la *Mort de l'Inquisiteur*, « un de mes livres que je préfère », disait-il) d'un augustinien de Dix-septième siècle, sur un bûcher de l'Inquisition après avoir lutté contre les atroces injustices du clergé manœuvré par les Espagnols. En échange de ce reniement, le prêtre promet à Natoli qu'on fera disparaître de l'« Index » tous ses autres livres. « *L'Histoire ne se peut désavouer ou recouvrir d'un voile* », répond le mourant. *Ni moi ni le pape n'avons un tel pouvoir*.

Voilà l'homme de courage et d'archives qui fera vivre dans ses romans, plus vrais que nature, la grande comédie humaine de la justice et de l'injustice, de la justice contre la pitié, de la haine et de l'amour, de la richesse et de la pauvreté, de la vengeance et de la réparation. Et, notamment, dans ce chef-d'œuvre de cruauté et de générosité qu'est l'histoire de la secte vengeresse des Beati Paoli, le *Bâtard de Palerme*, publié d'abord en livraisons dans le *Giornale di Sicilia* (1909), et édité pour la première fois en volume, à Palerme, en 1921 ; hasard objectif : c'est l'année de

naissance de Leonardo Sciascia. Pas de livre qui soit plus populaire en Sicile : comme pour les histoires de paladins, on en a longtemps fait des lectures à haute voix au coin des rues ; on suit, dans la ville, livre en main, comme une Bible, les parcours des personnages ; très diffusé en Amérique, c'est le best-seller de la « Little Italy ».

Le cadre, les mœurs y sont aussi rigoureusement historiques

L'Histoire défile à un train d'enfer sous le sabot doré des occupants venus du Nord, devant la morgue des nobles et derrière les masques nocturnes des Beati Paoli déchirant dans l'ombre les mailles serrées d'un réseau de pouvoirs arbitraires : « *La justice du roi est administrée par elle non la source de leurs devoirs, mais celle de leurs revenus* ». Autour de Blasco de Castiglione — « *Moi, bâtard sans nom ! Moi, graine d'épaveur jetée au vent du monde* », — ce chevalier errant des temps modernes, à la fois Roland, Quichotte et Cyrano, solitaire et rebelle par habitude et par instinct, qui se bat à lui seul pour défendre son honneur d'homme devant les princes ou prendre le parti des sans-défense, comme les « trois » mousquetaires, mais tout en sachant que la justice est « *un masque tragique sur le visage d'un bouffon* », et que souvent « *l'heure est à rire de cette longue plaisanterie qu'est la vie* », c'est le tourbillon des passions, où Gabriella l'ardente duchesse et Violante la suave pucelle viennent se brûler ; et, sur une lame de Toledo, s'empaler les sbires déguisés en prêtres, dans l'opéra baroque d'un monde où se reflètent étonnamment les mensonges et les convulsions de notre époque.

Après les *Fiancées de Manzoni*, les *Princes de Francalanza* de De Roberto, la *Storia d'Elsa Morante* et le *Nom de la rose* d'Umberto Eco, voici, enfin traduit, avec le *Bâtard de Palerme*, le cinquième monument historique de la littérature italienne contemporaine.

Jean-Noël Schifano



Luigi Natoli



LIBRAIRIES VIRGIN MEGASTORE

Les ouvrages sélectionnés par Le Monde sont disponibles aux VIRGIN MEGASTORES

PARIS

52-60, avenue des Champs-Élysées

MARSEILLE

75, rue Saint-Ferréol

Ouverts tous les jours jusqu'à minuit

J. J. in. L. T.

Trente-cinq livres pour l'été

IMANS

MACHINE
René Belletto
Journées ultramodernes et vieilles
machines. Par un « ingénieur »
oman (P.O.L., 412 p., 110 F.).

'AMI QUI NE M'A PAS
J.V. La Vie
témoignage cruel et poignant
le sida (Gallimard, 267 p.,
75 F.).

AGE DE NOCES
Patrick Modiano
Journées troubles, quartiers
omatiques, « la magie
lano » (Gallimard, 157 p.,
75 F.).

PETITE MARCHANDE
Rose
Daniel Pennac
Journées des êtres et la jubilation
mots. Par un transfuge de la
noire » (Gallimard, 370 p.,
75 F.).

TRES ÉTRANGÈRES

IN PALACE
J.V. Auster
Journées « quichottien » par le
séduisant des nouveaux
niers américains. Traduit de
l'anglais (États-Unis) par Christine
Lévesque (Actes Sud, 363 p.,
75 F.).

HISTOIRE DU MONDE
IX CHAPITRES ET DEMI
Jean Barnes
Journées inédites et très humoris-
tiques de relater « l'Histoire du
monde ». Traduit de l'anglais par
le Courtois-Fourcy (Stock,
120 F.).

INS AMÉRICAINES
J.V. Calvino
Journées sur l'écriture et l'art de pas-
ser chaque chose à son
sens. Traduit de l'italien par
Hersant (Gallimard, 204 p.,
75 F.).

LE TOMBEAU DE PALINURE
de Cyril Connolly
Les dévergondages littéraires d'un
éblouissant écrivain anglais qui dia-
logue avec Pascal, Chamfort,
Sainte-Beuve. Traduit de l'anglais
par Michel Amaud (Fayard, 212 p.,
95 F.).

L'IMMORTALITÉ
de Milan Kundera
Variations libres sur l'immortalité
par un virtuose du roman. Traduit
du tchèque par Eva Bloch (Galli-
mard, 412 p., 110 F.).

LA PLUIE JAUNE
de Julio Llamazares
Le beau et triste chant de la soli-
tude et du désespoir humain par
un jeune écrivain espagnol. Traduit
de l'espagnol par Michèle Plassat
(Verdier, 150 p., 80 F.).

ET MON FANTÔME
EN RIT ENCORE
de Somerset Maugham
Le journal, publié en 1949, de cet
auteur prolifique : certainement son
chef-d'œuvre. Traduit de l'anglais
par Corinne Derblum (Éd. du
Rocher, 406 p., 120 F.).

LA NEIGE DE L'AMIRAL
d'Alvaro Mutis
Sous forme d'un journal, l'aventure
de la remontée d'un fleuve par le
romancier colombien. Traduit de
l'espagnol par Annie Morvan (Éd.
Sylvie Messinger, 218 p., 96 F.).

MADAME T.
de Camil Petrescu
La condition d'un poète maudit
dans la Roumanie des années 20.
Traduit du roumain par J.-L. Cour-
niol (Éd. Jacqueline Chambon,
380 p., 110 F.).

LE CHEVALIER ET LA MORT
de Leonardo Sciascia
Fable politique ou sottise policière,
une des dernières nouvelles du Sic-
ilien disparu. Traduit de l'italien par
Claude Ambroise (Fayard, 140 p.,
72 F.).

LE TEMPLE
de Stephen Spender
Témoignage sur une génération lit-
téraire en Angleterre et en Alle-
magne dans les années 30. Traduit

de l'anglais par Guillaume Ville-
neuve (Bourgeois, 310 p., 120 F.).

BRIGITTA
de Adalbert Stifter
Un superbe récit d'apprentissage
par l'un des maîtres de la prose
allemande du dix-neuvième siècle,
encore trop peu connu et traduit en
France. Traduit de l'allemand par
Marie-Hélène Clément et Sébastien
Hass (Éd. Fourbis, 122 p., 69 F.).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

CARNETS D'UN VOYAGEUR
ROMANTIQUE
de Richard Holmes
Un voyage en France sur les traces
de Shelley et Stevenson qui révèle
la vocation d'un biographe. Traduit
de l'anglais par Isabelle Py Balibar
(Fayard, 354 p., 185 F.).

LES ANNÉES JULES ET JIM
Carnets, première partie
1920-1921,
d'Henri-Pierre Roché
Un journal longtemps inédit. L'his-
toire de l'étrange trio qui forma
l'auteur avec Helen et Franz Hessel.
Édition établie par Blandine Mas-
son, Antoine Raybaud et André
Dimanche, annotations de Karin
Grund, avant-propos de François
Truffaut (Éd. André Dimanche,
488 p., 180 F., dist. Distique).

LA VIE EST PLEINE
DE CHOSES REDOUTABLES
de Jean Paulhan
Les textes autobiographiques d'un
rhetoricien à l'humour délicieux et
discret. Textes établis et annotés
par Claire Paulhan (Seghers,
360 p., 175 F.).

LE VOYAGE EN ÉGYPTE
de Jean-Claude Smoën
Recueil de textes et de peintures
des voyageurs du dix-neuvième
siècle en Égypte (Lattès, 315 p.,
495 F.).

AMES ET VISAGES
d'André Suarès
Une promenade dans la littérature
française en compagnie d'un grand
portraitiste. Édition établie et pré-
sentée par Michel Drouin (Galli-
mard, 308 p., 140 F.).

MAUPASSANT
d'Henri Troyat
Biographie minutieuse et émou-
vante d'un écrivain brutal (Flamma-
rion, 288 p., 110 F.).

L'ENCHANTEMENT
LITTÉRAIRE
de Chateaubriand à Rimbaud
Enquête sur la « magie » littéraire
dans la littérature française (Galli-
mard, coll. « Bibliothèque des
idées », 489 p., 190 F.).

VOYAGES, ESSAIS ET CARNETS INTIMES

CARNETS (1952-1956)
d'André du Bouchet
Présentés par Michel Collet, ces
carnets correspondent aux pre-
mières années du travail poétique
de du Bouchet et en constituent la
passionnante genèse (Flon, 122 p.,
100 F.).

LETTRES D'AOUT
d'Alain Bontand
L'an et l'amour se conjuguent dans
ces lettres singulières à l'absence.
La découverte s'y fait émue, la
vacuité effort du regard et de la
pensée (La Différence, 238 p.,
79 F.).

SMARA
Carnet de route d'un fou du
désert
de Michel Vieuchange
L'expérience bouleversante de la
soif et de la mort, par un jeune
Français qui s'est perdu dans le
désert saharien en 1930 (Phébus,
260 p., 118 F.).

L'ÉTONNEMENT
DU VOYAGEUR
de Claude Roy
Carnet d'un homme qui écrit
comme on se dévise et comme
on s'étonne (Gallimard, 374 p.,
120 F.).

CAMPAGNES DE RUSSIE
de Jean-Loup Trassard
Un voyage de vingt-cinq jours pour
découvrir l'immense campagne
russe (Gallimard, 288 p., 92 F.).

PANÉGYRIQUE
de Guy Debord
Les Mémoires d'un écrivain
méconnu et sans concession (Éd.
Gérard Lebovici, 92 p., 80 F.).

LA PERSUASION
ET LA RHÉTORIQUE
de Carlo Michelstaedter
Un jeune philosophe italien mort à
vingt-trois ans : une étoile filante
pour un petit volume flamboyant.
Traduit de l'italien par Mariène
Raisle, présenté par Sergio Campa-
nella (Éd. de l'Éclat, 206 p., 87 F.).

HISTOIRE

BOUKHARINE MA PASSION
d'Anna Larina Boukharina
Le témoignage de la veuve du diri-
geant soviétique nous invite à révi-
ser notre conception du person-
nage. Traduit du russe par
Véronique Garros et Denis Paillard
(Gallimard, coll. « Au vif du sujet »,
410 p., 160 F.).

LE VILLAGE
DES CANNIBALES
d'Alain Corbin
En 1870, un jeune noble est mas-
sacré, sans raison apparente, par
des paysans de Dordogne (Aubier,
204 p., 88 F.).

L'INNOCENCE PERDUE
de Neil Sheehan
Un journaliste fait le récit, à travers
l'expérience d'un colonel, de la
guerre du Vietnam. Traduit de l'an-
glais (États-Unis) par Roland Mehl
et Denis Beneich (Seuil, 662 p.,
140 F.).

L'OR ET LE FER
Bismarck et son banquier
Bleichroder
de Fritz Stern
Incapable de faire vivre ensemble
la vieille aristocratie prussienne et la
nouvelle bourgeoisie juive, l'Alle-
magne impériale a ouvert la voie
aux catastrophes de notre siècle.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par
Odile Demange (Fayard, 736 p.,
195 F.).

Sempé sans paroles

VACANCES
de Sempé
Préface de Jacques Réda
Dessins/Galerie Burtch
et L'Artiste
96 p., 195 F.

Sempé est en vacances, c'est-à-dire au travail. Il nous observe, car c'est bien nous qu'il dessine, c'est bien soi que l'on contemple dans ces pages limpides, que l'on soit charcutier ou PDG, ouvrier ou journaliste. Dans les fêtes de village ou sur les plages, il nous croque lucidement, tendrement, silencieusement.

Pas une voix dans ce nouveau recueil presque tout en couleurs, où les dessins sont muets, sans légendes. Il n'y a presque pas de gags non plus. Sempé présente ici ses personnages avant le moment comique, qui surviendra plus tard, hors du dessin. Comme dans cette vieille pension des bords de mer où, sous la pluie, les estivants semblent attendre l'arrivée de M. Hulot.

Ils sont pourtant là, les M. Lambert, les petits Nicolas, les Catherine Certrude, tous les personnages si familiers de Sempé, mais ils ne parlent pas, ils ne commentent pas, ils sou-
rient à peine. Ils sont là à ne rien faire. Ils sont en vacances.

« Vacances », c'est le titre du recueil, et le seul mot du livre. Sempé illustre la grande trêve estivale mais aussi l'« état de vacance ». Il saisit nos moments de vide, ces moments de creux imperceptibles, de douleur indéfinissable, que peu d'artistes ont su vraiment représenter et que Sempé s'est, humblement, proposé de dessiner.

Alain Salles

LA BIBLIOTHÈQUE VERTE

HOROWITZ,
KAHN,
SAUTEREAU,
CASSABOIS...
POUR VOUS
ILS SONT
L'ACTUALITÉ,
POUR EUX
ILS SERONT
L'AVENTURE.

Intéresser les 11-14 ans aux
classiques de la littérature et
inédits français et étrangers,
la volonté aujourd'hui de
faire jeunesse par la création
la Verte Aventure dans la

Bibliothèque Verte. La Verte Aven-
ture offre de grands auteurs et de
grands récits d'aventure avec des
illustrations de grande qualité, une
typographie claire, une présenta-
tion aérée. Cette forme, attrayante,

allée à une politique éditoriale de
qualité va permettre aux 11-14 ans
d'accéder aux grands auteurs dont
ils liront les œuvres comme une
aventure. En 1990, Verte Aventure,
c'est 50 titres, les plus grands

CRÉE LA VERTE AVENTURE

En avant la lecture!

auteurs de Hugo, Horowitz,
Conrad, Jules Verne et les
plus grands titres de Notre-Dame
de Paris à Mort sur le Nil, le Faucon
Malin, la Vague Noire ou les Der-
niers Jours de Pompeii. Explorant

l'aventure dans ses dimensions
humaine, policière, héroïque, fantas-
tique, mêlant littérature et distrac-
tion, la Verte Aventure va vous per-
mettre de familiariser les 11-14 ans
aux grands auteurs de toujours.

HACHETTE
Jeunesse

LECTURES EN VACANCES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Les deux Giono

Il y a Jean qui rit et Jean qui se lamente, Jean le sage et Jean le menteur.
Pierre Citron raconte la vie d'un solitaire qui rêvait d'embrasser le monde

GIONO
de Pierre Citron.
Seuil, 665 p., 160 F.

Le 11 novembre 1940, Jean Giono sort de la forteresse Saint-Nicolas où l'a mené, deux mois plus tôt, la reprise en tract de plusieurs de ses textes, déclarations et pétitions pacifistes. Il a quarante-cinq ans, il se jette dans un livre : *Pour saluer Melville* (1). La tentation d'être un homme d'action s'est dissipée. Du prophète de Contadour, une autre voix sourde, paradoxalement personnelle. En peignant Melville, le nouvelliste qui déteste les villes, cache son grand rire sauvage dans sa barbe, avance en trébuchant, poussé par son ange qui souffle un vent étouffant, mange deux riz doubles, se déguise en marin, et tremble en pensant à ce que va dire sa femme si elle ne le voit pas revenir en tenue d'écuyer célèbre. Giono se livre davantage qu'en des centaines de pages d'autobiographie un peu arrangées, qu'en des heures d'entretiens radiophoniques charmantes, et remplies de détails imaginaires (2). Comme il l'explique suavement, s'il mentionne un fait général, c'est quelquefois vrai ; quand il se met à donner des détails précis, il invente presque à coup sûr.

Quand Melville se plaint : « J'ai envie de pantalonne comme on le monde », on voit bien que, protégé par le « solitaire désordre » de son imagination, Giono se déclare. Il n'a plus, voyageur immobile, que dans la dangereuse croisière de ses rêves. Seulement voilà, ce livre dans lequel je suis allé carment tout entier, d'un seul coup, eh bien, il est arrivé trop tard. Giono parle de lui. Et ses vers, qui, toute sa vie, vont lui porter gloire et subsistance, s'écrit comme le « chant du monde », et la joie, et l'exultation d'un tempérament énorme lyrique, prêt à embrasser le monde, sont la lamentation d'un homme traversé par sa propre voix, trop grande pour. Comme lui dit Henry Poulle : « Tes livres sont d'un gars naïf, et tu dois être l'homme des livres. » Giono fait ce qu'il lui.

C'est ce que s'est appliqué à conter Pierre Citron dans la graphie minutieuse qui paraît. Seuil, tandis qu'en contrepoint Gallimard publie les aversations de Giono avec M. Amrouche et Marguerite Taos Amrouche. Année après année, livre après livre, Pierre Citron essaie de reconstituer, entre vérités et inventions, entre jesses et vraies légendes, un oiseau qui est évidemment bien tre chose et bien davantage.

que le merveilleux conteur à la voix d'or, l'homme de la Provence, défenseur des paysans, écolo et pacifiste, au comportement douteux sous l'Occupation.

Ce n'est d'ailleurs pas dans son récit des années 1940-1945 que Citron est le meilleur ; il pardonne trop à l'avance à son personnage ses lâchetés, ses erreurs ou ses sottises. Il est avocat et non plus enquêteur, il plaide. Cela se sent. En

pas tenu en esclavage, comme ils l'ont fait de mon père... Ma mère n'aime que son frère, elle lui parle, le pomponne, et ils vont dans Manosque où on me déteste aussi, ma mère et moi, avec leurs visages de martyrs. Drôle de paradis. » On croirait Jules Renard, ou Joubert.

Pierre Citron, progressivement, non sans ce « soigneur désordre » dont parlait Giono à propos de son Melville, mais se



Jean Giono : la réalité, sans cesse, le rattrape.

revanche, il a su recréer la vie au Paradis, « le Paradis ». La maison de Manosque de ce travailleur de force, de ce coureur de fond qu'est Giono. Il l'éternise, cloué à sa table huit heures par jour, avec une ardeur lente et réfléchie, établissant sans trêve de nouvelles listes d'opus (car c'est ainsi qu'il nomme son travail) de Colline — le livre préféré avec le Melville — au très beau *Fragments d'un paradis* opus 26, en passant par le célèbre *Russard sur le toit*, opus 28, écrit au sortir de la guerre, comme une décalogie qui doit être une revanche... « De l'ardeur, de l'ardeur en fusion. Un volcan se dégorge dans mon assiette quand je vais pour manger. Un flot de Durand me ruisselle dessus quand je vais pour dormir... » Il y aura soixante-quatre opus...

Amoureux de Stendhal

Au Paradis, il n'y a pas que l'air exquis de Manosque, les oliviers, le bleu, les pierres, les souvenirs d'enfant de l'homme qui plantait des arbres au hasard des glands, jetés comme on fait de la magie. Si Giono excelle à laisser de l'air autour de ses personnages, à ne pas fixer les choses avec précision, c'est que la maison est aussi une prison. « Il y a toute la famille du côté de ma mère qui sont d'horribles gens qui ne se consolent jamais de ne m'avoir

gardant bien d'inventer, on en est sûr, fait ainsi surgir deux silhouettes de son massif héros. Giono n'est pas un paysan matois doté d'une voix divine, mais cet amoureux de Stendhal, de l'Arioste, du bonheur inaccessible, qui a fait « deux parts dans ses rouages ». Un passage de *Jean le Bleu* le peint ainsi : « Vingt ou trente petites roues pour la politesse digne et la belle écriture. Toute cette partie du mécanisme, on l'appellait « Viens

ici » et ça gagnait 30 francs par mois, et ça servait à acheter des pommes de terre. La grande partie, nul n'y touchait. » Giono est cet homme qui écrit : « La réalité ne me sert que par reflet ». C'est « une matière presque inutilisable pour moi », mais il se trompe sur son propre compte : c'est une matière qui l'oblige à se sauver par la magie et le mensonge, et l'invention énorme.

Pierre Citron nous montre, outre le mage de Contadour et le sage de Manosque, un Giono menteur, incapable de remplir une fiche d'hôtel sans triquer les noms et les dates, capable de déclarer devant l'intéressé : « Nous ne pouvons jamais sortir le soir parce que ma belle-mère boit. »

Giono est moderne parce qu'il est ce déserteur impénitent et paniqué, serré à la gorge par son besoin de fuir, protégé comme par une cuirasse par son didactisme de la joie, et ses rêves d'engloutissement dans la nature, par son chant qui le ramène pourtant toujours au même personnage solitaire, au « même drame de la solitude, au même antagonisme contre les dieux ».

Giono est moderne car, dans ce combat, la réalité sans cesse le rattrape, et qu'alors surgissent les figures du vieux Dominici réinventé, d'une Italie immense, du bussard Angelo, traversant cette peau si mince d'un homme pas si costaud, cette peau qu'il dit être comme un enduit de glu qui « colle mes viscères à vif sur le monde ». C'est ce qui explique si bien le rêve de s'envoler.

Geneviève Brisac

(1) Gallimard.
(2) *Conversations avec Giono*, de Jean Amrouche et Marguerite Taos Amrouche, Gallimard, 331 p., 155 F.

Lucide Rivarol

RIVAROL
LE FRANÇAIS
PAR EXCELLENCE

de Jean Lessay.
Librairie académique, Perrin,
346 p., 140 F.

Chateaubriand considérait que l'esprit de Rivarol nuisait à son talent, sa parole à sa plume. Avec mesure, le prince de Ligne regrettait « son abus d'esprit ». D'autres, comme Taine, qui le plaça, ou Faguet, qui le rabaisa, embottèrent le pas. Ce ne fut pas l'avis de Jünger, pour ne citer que lui. Dans le but d'étayer son propos, l'écrivain allemand encensa d'abord l'art de la conversation. « A son apogée, dit-il, il est loisible de considérer la conversation comme un chef-d'œuvre, tout comme au Japon la composition d'un bouquet. Son caractère éphémère ne s'y oppose pas, puisqu'en dernier ressort tout est éphémère. » « Rivarol, ajoute-t-il, était né pour être comme le poisson pour nager ou l'oiseau pour chanter. »

Jean Lessay nous parle avec ferveur de Rivarol. Le Français par excellence (mot emprunté à Voltaire) est le sous-titre de sa biographie. On y voit comment Antoine Rivarol, dit le comte de Rivarol, fils d'un cabaretier, né à Bagnols-sur-Cèze en 1753, devint et demeura un exemple pour les gardiens de notre langue à l'heure où un « slang international » (selon René Dumassini) pervertit la pensée et berne l'exactitude.

Du Languedoc, qu'il quitta adolescent et ne revit jamais, à Berlin, où il mourut à quarante-huit ans entouré de fidèles, les éblouissent par ses propos malgré les souffrances, on suit l'existence de ce « champion de la grammaire », ce « virtuose le plus accompli du style », dont l'érudition n'amoindrit ni l'instinct ni l'irritation. « Qu'il ait besoin de souscrire à l'Encyclo-

pédie ? Rivarol vient chez moi ! », disait un seigneur de l'époque.

Les temps étaient durs pour les émigrés ; l'exil mortel aux faibles. Détracé, Rivarol jamais ne regna son indépendance d'esprit et ne freina son audace. Ce frivole, ce polémiste manié, cet épicurien admirateur de Pascal, qui « ne vécut pas comme bien d'autres aux dépens de son nom, mais donna à ce nom du prestige », faisait rire et réfléchir à la fois.

« César viendra »

Sa profondeur, son sens de l'analyse firent que l'histoire ne le grugea pas. Il sentit que l'égoïsme de la cour et la pusillanimité du roi ne pouvaient engendrer que la fin d'une époque. Il prédit l'avènement de Napoléon dès les commémorations de la Révolution : « César viendra, gardez-vous d'en douter. » Jusqu'aux folies idéologiques et aux terreurs de notre siècle qu'il annonça, car il résista à tous les fanatismes et sut discerner « les faiblesses de la sincérité aussi bien que celles de l'artifice ».

Jean Lessay est de ceux que l'histoire inspire. Ses biographies de La Fayette, de Washington, de Thomas Paine en témoignent. Sa passion pour les personnages dont il ravive le souvenir ne le pousse jamais à la complaisance. « Lorsque les hommes s'égorgent au nom de quelques principes philosophiques ou politiques ; lorsqu'ils le font pour établir la domination de leurs dogmes, la philosophie a alors le malheur d'entourer des esprits dont les excès déshonorent son nom », écrivait en substance Rivarol. Jean Lessay est pénétré de cette mise en garde. Sa quête de la vérité en découle.

Louis Nucera



A 25 ans, Jérôme Leroy vient d'écrire le roman d'une génération qui du style a fait une morale.

Jean Tiberi
Maire du V^e arrondissement

L'INFINI

Le mouvement démocratique en Chine

30

Précédé de : On ne peut pas...
Thèmes : Chine, Démocratie, Mouvement, Révolution, Société, Travail, Vieillesse, Jeunesse, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement, Culture, Économie, Politique, Religion, Philosophie, Art, Sport, Loisirs, Famille, Sexualité, Droits de l'homme, Éthique, Écologie, Technologie, Science, Médicine, Agriculture, Industrie, Commerce, Transport, Communication, Énergie, Espace, Défense, Sécurité, Justice, Éducation, Santé, Environnement

Les masques d'Alfred de Vigny

Figure légendaire du romantisme,
le poète fut pourtant l'objet de fréquentes attaques.
Nicole Casanova s'attache à restituer sans fard une personnalité complexe.

**VIGNY
SOUS LE MASQUE DE FER**
de Nicole Casanova.
Calmann-Lévy.
334 p., 130 F.

La réputation d'éloquent stylistique d'Alfred de Vigny (1797-1863) n'est plus à établir, même si son œuvre, de par ses multiples références bibliques et sa froide concentration, semble promise à un cercle de plus en plus restreint de lecteurs érudits. Mais la réputation de l'homme qu'il fut historiquement, dans une époque affolée par les révolutions de 1830 et de 1848, demeure entachée d'ambiguïté. Niant le serin biérisme que Vigny le poète symbolise encore, Nicole Casanova propose, dans cette nouvelle biographie, un portrait chaleureusement humanisé, souvent allusif et personnel, parfois défensif, de l'auteur des *Destinées* (1864).

En butte, de son vivant, aux attaques de ses contemporains, aux insinuations de Sainte-Beuve, aux coups bas de l'Académie française, où il n'avait accédé qu'à grand-peine, Alfred de Vigny voulut mettre ses papiers en de bonnes mains, pieuses et fidèles : il nomma Louise Lachaud - fille de Virgile Azelet, dont il fréquentait le salon littéraire - légataire universelle, et Louis Ratisbonne - son disciple - exécuteur testamentaire. Et précisait qu'on ne devait accompagner d'aucun appareil critique ses ouvrages à venir : « L'expérience a démontré que, pour exciter et renouveler la curiosité publique, les éditeurs souillent par des préfaces et des annotations douteuses, quand elles ne sont pas hostiles, perfides et malveillantes, les éditions posthumes des œuvres célèbres », écrit-il en 1863.

Mais si Louis Ratisbonne n'ajouta rien aux textes autobiographiques qui allaient constituer le *Journal d'un poète*, il censura tout ce qui touchait au ralliement du comte à l'Empire - ralliement qui, en dissociant le triumvirat du romantisme, formé avec Hugo et Lamartine, avait véritablement scandalisé les âmes républicaines.

Ces carnets si partiellement décryptés furent, à sa mort, dispersés puis revendus plus tard aux enchères : parmi les acquéreurs se trouva Henri Guillemin, qui exploita alors des documents inédits, parfois codés. Avec un certain cynisme, son livre (1) révélait, avec force citations, jusqu'où était allé le bonapartisme de l'exquis « gentilhomme » : « Je ne vois pas

pourquoi l'on dissimulerait, quand on en a fait la découverte, que le comte Alfred de Vigny s'est conduit, des années durant, au bénéfice du Second Empire, en indicateur de police », disait Guillemin.

François Mauriac, vouant aux gémonies ce « Guillemain [qui] a inventé la chasse aux manuscrits, inspiré par le désir d'atteindre la réputation de morts illustres... », répliqua, choqué et à bout d'arguments : « L'auteur d'Eloa, l'auteur des *Destinées*, ne peut pas être un indicateur de police, et, en fait, il n'en est pas un ». Nicole Casanova, quant à elle, réduit ces accablants rapports qui dénoncent les agissements suspects des nommés Boreau, Joly, Perrot, etc., à des « notes légèrement paranoïaques », destinées à un seul usage personnel.

« Ce cœur chimérique et tendre »

Trois ans après le brûlot lancé par Guillemin, Jean Sangnier - descendant de Louise Lachaud et fils de Marc Sangnier, fondateur du Sillon, - publia le décriptage intégral de la totalité du fonds littéraire confié en 1863 à son arrière-grand-mère. Cette publication (2) devait non seulement servir l'histoire littéraire, répondre à la demande de « vigneristes » frustrés par l'inaccessibilité des archives, mais aussi redorer le blason terni de l'écrivain à la noble origine, aux vertus aristocratiques, au destin supérieur, dont Guillemin avait déboulonné la statue.

légendaire, en aveugle serviteur de la vérité historique.

On en était donc globalement là dans les années 50 : pour les uns, Vigny restait le « pur esprit », l'inaltérable figure du romantisme poétique, en amont de Victor Hugo et d'Alphonse de Lamartine ; pour les autres, le « comte Alfred » se révélait un dangereux individu, délateur et terriblement paranoïaque.

Marcel Ariand, dans un court texte, qu'il consacra à l'auteur de *Stello* (3), tira parti de cette dramatisation appauvrissante pour reconsidérer la personnalité complexe - rendue enfin à sa nudité sans masque - de celui que Vigny se proposait d'incarner pour la postérité : « Cet homme, à qui ne manquent ni l'orgueil, ni le courage, ni les faiblesses, ce cœur chimérique et tendre, trouble, blessé d'un rien, déchiré dans l'amour comme dans la gloire et l'amitié, ce comte Alfred de Vigny, dernier du nom, a besoin de se raidir et de chercher une armature. [...] C'est dans cette mesure que Vigny incarne l'une des plus belles heures de notre poésie et de notre sensibilité ».

Nicole Casanova ne démontre pas autre chose, qui met au jour, dans son comportement social, amoureux, intellectuel, un Vigny secret, protégé et contraint en même temps par cette attitude de retrait, ces manières compassées et courtoises, cette nostalgie d'une ancienne noblesse enfuie, cette dignité extrême qu'il exprimait de tout son être : « De Vigny ne touchait jamais à la terre par néces-

sité, écrit Alexandre Dumas. Quand il reployait ses ailes, et qu'il se posait, par hasard, sur la cime d'une montagne, c'était une concession qu'il faisait à l'humanité... »

Cette absence au monde, que tous ont dénoncée ou admirée chez Vigny, composait la défense d'un homme trompé, dès l'enfance, par ses aspirations, meurtri par une vie conjugale sans grâce et stérile, humilié par des amours avilissantes - un homme pareil au Masque de fer, prisonnier inconnu qui meurt sans avoir été son masque rouillé par ses propres larmes : « Une sensibilité extrême, refoulée dès l'enfance par les maîtres et à l'armée par les officiers supérieurs, demeura enfermée dans le coin le plus secret du cœur », confia Vigny dans le *Journal d'un poète*, le 20 mai 1832.

Suivant la lettre le message d'un fragment autobiographique de 1844 - « Je n'ai jamais vu un masque sur un visage sans être tenté de l'arracher » - Nicole Casanova tente de détacher de la vie profonde d'Alfred de Vigny ces lambeaux d'humanité douloureuse qui, seuls, peuvent faire comprendre le masque derrière lequel il se cachait avec pudeur et discipline, et corriger les masques successifs que lui imposèrent ses disciples, zélés et destructeurs.

Clair Paulhan

(1) M. de Vigny, *homme d'ordre et poète*. Ed. Gallimard, 1955.
(2) Alfred de Vigny, *Mémoires inédites. Fragments et projets*. Ed. Calmann-Lévy, 1958.
(3) *Tableaux de la littérature française*, volume III. Ed. Gallimard, 1974.

Lamartine, le parent pauvre

Une somme alerte
pour un homme trop négligé

LAMARTINE
de Xavier de La Fournière.
Librairie académique Perrin.
320 p., 130 F.

De toute évidence, Lamartine reste le type même du « parent pauvre » dans la famille littéraire du dix-neuvième siècle. Alors, joie de voir paraître un gros ouvrage en son honneur ! Tout est bon de ce qui peut ramener l'attention sur ce personnage aujourd'hui si négligé, si mal connu, et qui cependant, poète, vaut mieux que sa réputation et, homme politique, a laissé dans notre histoire nationale une trace noble, inoubliable. Honneur, donc, à l'ouvrage alerte que vient de lui consacrer Xavier de La Fournière.

Bien sûr - et forcément - des inexactitudes, quelques légèretés à propos de choses graves, et, sur Lamartine en 1848, une page consternante. L'inexactitude principale concerne cette Nina de Pierrefeu que le biographe s'imagina vivant à deux pas de Milly. Hé non ! elle habitait Cormatin - qui est à bonne distance de Milly - dans ce splendide château que lui avait laissé son père (un aventurier nommé Desoteux) et qu'elle avait apporté en dot à son mari Pierrefeu (beaucoup trompé).

Je pense aussi que Xavier de La Fournière n'a pas mesuré la profondeur du remords laissé dans l'âme de Lamartine par son aventure avec Antonietta, l'employée napolitaine. Il s'était amusé avec elle, comme avec tant d'autres (au début de 1812, il a vingt et un ans), alors qu'elle

l'avait aimé avec un emportement total et la poignante et naïve illusion qu'il pourrait faire d'elle sa compagne. Et il a sur elle, parlant à son camarade et ami Virieu, ces mots inconsciemment atroces : « Où le cœur va-t-il se nicher ? » Chez une ouvrière ! C'est grotesque.

Encore un regret : Xavier de La Fournière croit que la mort de Julie Charles n'a rien changé dans la pensée religieuse de Lamartine, où la foi, en 1817, tenait peu de place. C'est oublier les notes du petit carnet intime : quand Julie va mieux et que Lamartine reprend espoir : « O mon Dieu, ayez pitié de nous ! » Quand il apprend sa mort : « O mon Dieu, recevez-nous dans votre sein ».

Mais le pire - et qui fait mal - c'est l'incompréhension absolue de ce biographe (qui n'est certes pas historien) quant à la tragédie, au piège, à l'abomination de ce que les Falloux et les Montebert préparent, sous les pas de Lamartine, avec les Ateliers nationaux, cette caricature finalement utilisée comme détonateur pour renverser un gouvernement devenu dangereux pour les « grands intérêts ». Soyons du moins reconnaissants à l'auteur d'avoir osé citer la phrase hidenue de Tocqueville sur Lamartine : « Toujours prêt à bouleverser le monde pour se distraire » (et : « Je n'ai jamais connu d'esprit moins sincère ni qui eût un mépris plus complet pour la vérité »). Il faut dire, à la décharge de Tocqueville, que Lamartine nourrissait des projets fous et criminels : la nationalisation des chemins de fer et l'impôt sur le revenu.

Un « athlète du sexe » ?

Ce qui retient sans cesse et tout particulièrement l'attention du nouveau biographe, c'est la vie « sentimentale » de Lamartine. Son chapitre sur Julie Charles est pénétrant, comme aussi l'image qu'il nous donne, vivante et juste, de Liza de Larche, à propos de laquelle Xavier de La Fournière n'omet pas de citer cet avertissement de Lamartine à Virieu, le 26 avril 1819 (il a vingt-neuf ans) : « Je n'ai pas une force vitale avec un tempérament, même médiocre, à plus forte raison avec un tempérament d'Italie [...]. J'en sens le besoin, et si je me livre, je suis en danger. » Ce dont Xavier de La Fournière s'autorise pour voir en Lamartine « un très piètre athlète du sexe ».

Mais sans doute n'a-t-il pas lu les lettres - enfin révélées, et admirablement présentées, par Marie-Renée Morin - de Lamartine adolescent à Virieu. On y découvre que, de dix-huit à vingt-cinq ans, Lamartine s'est dépensé, sexuellement, avec une extrême prodigalité (et un fâcheux accident vénérien de mai 1813, qui le faisait encore « saigner » dans l'été 1814). Ce qui explique un peu sa vigueur rapidement éteinte en 1819.

Des pages très fines et très remarquables sur les difficiles fiançailles de Lamartine avec Mary-Ann Birch ; et surtout une sérieuse étude sur les rapports de Lamartine et de sa nièce Valentine. Je crois, moi aussi, qu'il y eut, entre eux, des liens charnels. Mais quand ? Après le décès de l'épouse, en 1863 ? Lamartine avait alors soixante-treize ans... On voudrait un document - preuve concernant la « dispute » - qu'aurait accordée Pie IX à l'oncle désireux d'épouser sa nièce. Et il semble bien (mais, là aussi, la preuve manque) que l'étrange Père Hyacinthe ait célébré, clandestinement, ce mariage « religieux » de Lamartine.

Seule certitude : le décret impérial du 31 août 1868 qui permet à « M^{re} de Cezail » de s'appeler désormais, officiellement, « M^{re} de Lamartine ». Elle a quarante-sept ans, alors, et Lamartine (soixante-dix-huit ans) n'a plus que six mois à vivre.

Henri Guillemin



**LIBRAIRIES VIRGIN MEGASTORE. QUE LES LIVRES
NOUS ÉLÈVENT ET NOUS TRANSPORTENT.**

Toute la sélection
du Supplément Livres
Le Monde
disponible aux Librairies
Virgin Megastore
de Paris et Marseille.



PARIS
52-60, avenue des Champs-Élysées
MARSEILLE
75, rue Saint-Ferréol
Ouverts tous les jours jusqu'à minuit

Jules Renard le Nivernais

A l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la mort de Jules Renard, un colloque consacré à son œuvre et inauguré par François Mitterrand s'est déroulé du 8 au 10 juin dans la Nièvre. Un colloque qui, fidèle à l'esprit libre de l'écrivain nivernais, a pris l'allure d'une promenade au cœur de la campagne où Jules Renard a puisé l'inspiration de ses œuvres « bucoliques » - *Poils de carotte*, *les Histoires naturelles*, *Regotte*... Là s'est inscrit aussi l'essentiel de son engagement politique, puisque Jules Renard, idéologiquement proche de Jean Jaurès, a été le maire socialiste de Chitry-les-Mines.

Les interventions, à la fois vives et rigoureuses, des universitaires - notamment celle de Pierre Brunel - ont réussi à dévorer l'œuvre de Jules Renard des stéréotypes qui lui étaient attachés. On a montré sa vitalité caustique, les vertus intactes de son ironie, et incité le nombreux public à lire d'autres ouvrages que *Poils de carotte* ou le *Journal*.

Jean-Noël Pancrazi

Journal

LECTURES EN VACANCES

**À L'EST
LA MÉMOIRE RETROUVÉE**
Sous la direction d'Alain Brossat,
Sonia Combe, Jean-Yves Potel
et Jean-Charles Sureau.
Préface de Jacques Le Goff.
La Découverte, 570 p., 250 F.

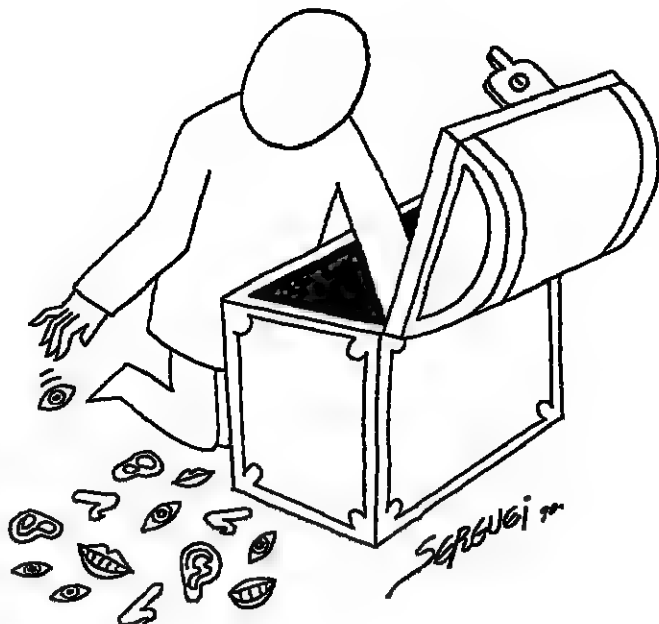
Du passé, nul ne fait table rase, en aucune société, en aucun temps. Il est toujours présent, toujours actif. Tout forme mémoire, autour de nous, en nous, et non pas seulement en ces conservatoires que sont les divers patrimoines. Mémoire multiple, diffuse, masquée aussi, mutilée souvent, que les circonstances conduisent à utiliser, à « programmer » à la façon d'une mémoire informatique. Aucun peuple, aucune société, aucun individu ne saurait exister et définir son identité en état d'amnésie ; la mémoire trouve des refuges lorsque les pouvoirs veulent la rendre captive ou l'abolir. Mais, les sciences sociales et l'histoire nous l'apprennent, la relation des hommes à la mémoire est toujours complexe, ambiguë, affectée par les calculs et les émotions. Elle ne va pas sans l'oubli, le refoulement, le tri sélectif. Elle s'inscrit dans l'espace de l'imaginaire et du symbolique, elle les nourrit. Surtout, elle est constamment un enjeu politique : elle se trouve sous la surveillance du pouvoir en place, et les adversaires de celui-ci lui empruntent certaines de leurs armes.

La chute des totalitarismes de l'Est européen redonne à la mémoire collective le plus vaste et le plus foisonnant des champs de manifestation. Le grand dégel fait surgir de toutes les fractures d'un monde que le communisme stalinien avait unifié et figé, par tous les moyens de la violence. C'est à ces pays des renaissances et des combats de la mémoire qu'est consacrée une série d'études, due à un groupe allant des témoins de l'événement et des spécialistes des sciences humaines.

La mémoire collective - dont l'Europe orientale devient la « terre électorale » - est le centre de ces recherches, et non pas l'analyse politique des situations. Une fois les maîtres de l'oubli « abattus », ouvertes les prisons où elle était enfermée, elle envahit un monde en fusion et d'un coup « possède le passé ». C'est du rapport de la mémoire au pouvoir totalitaire et à l'événement libérateur, de la relation de la mémoire à l'histoire immédiate qu'il est ici question. Et, dans ce mouvement, la connaissance s'effectue en quelque sorte à chaud, dans les turbulences, les ambiguïtés, les incertitudes identitaires, les rivalités et les conflits. Il faut, selon la formule des présentateurs de l'ouvrage, se transformer en « chasseur de mémoire ».

En cette chasse, la mémoire se saisit sous trois aspects principaux : « effacée, manipulée, disputée ». L'effacement affecte plus que les sources d'information alimentant la conscience

SOCIÉTÉS par Georges Balandier



Les recompositions de la mémoire

historique, il atteint les lieux, leur dénomination, leur dramatisation ritualisée. Les toponymes deviennent un enjeu politique. Les célébrations du régime nouveau se transforment d'autant plus en une liturgie que sa légitimité est déficiente et que son enracinement historique est faible. Certains des lieux - comme le manoir polonais, le *dwor*, objet de l'un des articles - sont voués à la destruction parce qu'ils évoquent une « mauvaise tradition ». Les mythes anciens, contraires, doivent périr avec leurs supports.

La mémoire manipulée se montre pleinement dans l'organisation du culte des fondateurs. Mais, si la libération entraîne une désacralisation et une passion iconoclaste, il n'en subsiste pas moins une relation ambivalente. Les statues de Staline sont abattues, mais la pratique populaire entretient encore la « religion stalinienne », une sorte de dévotion accordée à une icône. Le rejet actuel ne peut tout abolir, pas plus que la révolution n'avait pu imposer une rupture totale avec le passé. De même, la commémoration s'ajuste aux circonstances, se charge d'apports opportuns ; jusqu'à en être paradoxale. Ainsi en RDA, où la

capitulation allemande devient la référence fondatrice, le signe des résistances héroïques au régime nazi, le moment originel d'une communauté d'hommes « victimes du fascisme et du militarisme ». L'une des études de ce bel ensemble rapporte et interprète des histoires de vie : celles de ceux qui souffrirent doublement, avant l'avènement du communisme, après leur éviction du pouvoir sous l'effet du stalinisme. Il s'y montre un affrontement de la mémoire personnelle et de la mémoire « officielle », une inhibition où tout s'annule afin de taire la servilité, la peur, la répression subie. La clôture de la mémoire se traduit en règle du silence.

Les événements de l'année passée ont imposé, entre autres revendications, celle du « droit à la mémoire ». Dès la fin des années 70 en Union soviétique, des écrivains, des créateurs, et non plus les seuls dissidents, commencent à en faire le thème de leurs œuvres ; ils osaient « explorer les taches blanches de leur histoire ». C'est maintenant, et pour tous, que l'heure est à la mémoire - cet « océan sans rivages ». Le passé revient par élargissements successifs, par vagues qui se contra-

rient et se mélangent, qui entraînent des recompositions changeantes. On aperçoit malgré tout ce qui est en jeu. Et, tout d'abord, une thérapie ou, mieux, une catharsis par laquelle la société se libère d'un passé oppressant, marque la fin du temps de la soumission et de l'oubli. C'est, ensuite, une reconquête mise au service du rétablissement d'une identité et d'une généalogie collectives altérées par le stalinisme, une entreprise nécessaire au refaçonnage du lien social. La mémoire apparaît ainsi comme la reprise d'un « acquis » et la condition de l'action.

MAIS, il faut le souligner, le singulier est trompeur. La renaissance est celle de mémoires affrontées, engagées dans de véritables batailles, « vendettistes » parce que liées à des enjeux différents ou contraires. La mémoire est toujours plurielle, fragmentée ; en URSS, les mouvements Memorial et Pamiat sont à cet égard des révélateurs. Le premier lutte contre l'oubli des victimes de la période stalinienne, tente de redonner une vigueur au civisme, de contribuer à une transformation démocratique ; tant il apparaît que la démocratie ne va pas sans mémoire libre. Le second vise la sauvegarde de l'héritage, provoque le retour des traditions, réactive les différents courants du nationalisme russe - et même les exclusions dont ceux-ci étaient porteurs. D'une part une mémoire antistalinienne, d'autre part une mémoire nationale, qui obéissent à deux logiques radicalement distinctes. Dans les turbulences et les incertitudes du présent, les recompositions de la mémoire peuvent aussi exacerber les divisions, les particularismes et les confrontations, ranimer les passions néfastes.

Les responsables de cet ouvrage collectif - essentiel pour la compréhension des événements de l'Est - ne manquent pas de nous rappeler que la question de la mémoire est aussi la nôtre. La modernité nous a, pour des raisons autres et évidemment moins tragiques, mis en état de déficit. Certains n'hésitent ni à proclamer la déroute de notre mémoire, ni à dénoncer la substitution de multiples mémoires artificielles à la mémoire vivante. L'« obsession commémorative » manifeste un sentiment d'arrachement au passé, un affaiblissement de la légitimation par la tradition, une inquiétude face à une histoire immédiate éclatée et d'orientation incertaine. Les donneurs de certitude en peuvent d'autant mieux tendre leurs pièges à mémoire afin d'imposer leur ordre.

Signalons en complément l'ouvrage de Henry Bogdan, *Histoire des pays de l'Est, des origines à nos jours* (Perrin, 624 p., 140 F.). Signalons aussi, puisque l'événement entraîne l'oubli du marxisme, la constance de Joseph Gal, à sauvegarder la dialectique et ses acquis avec *Études dialectiques* (Méridiens Klincksieck, 156 p., 80 F.).

Autres parutions

● *La Fin de ma Russie. Journal 1914-1919*, de la princesse Catherine Sayn-Wittgenstein. - Le témoignage d'une jeune fille de l'aristocratie russe qui a vécu les années de guerre puis de révolution avant de gagner la Roumanie avec sa famille à la fin de 1918. (Édition préparée par Maria Razumovsky, introduite de l'allemand par Vera Michalski-Hoffman, les Éditions Noir sur Blanc, 273 p., 120 F.).

● *Les Saisons de Moscou, 1933-1990*, de Lila Loungina. - Recueilli par Claude Kiejman, journaliste à France-Culture et à l'« Événement du jeudi », les souvenirs d'une intellectuelle moscovite sur la vie en URSS, de Staline à Gorbatchev. (Pion, 222 p., 150 F.).

● *Dictionnaire des nationalités et des minorités en URSS*, de Roger Canat. - Des Abasas du Caucase aux Zyriènes de l'Oural, une recension des quelque trois cents ethnies qui peuplent l'Union soviétique, le plus grand État multinational du monde. (Larousse, 772 p. dont 15 cartes, 145 F.).

● *L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik. - Entre l'Allemagne et l'URSS, ses deux adversaires historiques, « une nouvelle Europe centrale est en gestation ». (Odile Jacob, 385 p., 140 F.).

Le dernier livre d'Alison Lurie



Alison Lurie
Conflits de famille
Prix : 110 F

Julia Kristeva

Julia Kristeva

Lettre ouverte à Harlem Désir

Rivages

Julia Kristeva
Lettre ouverte à Harlem Désir
Prix : 49 F

Il est urgent de trouver des pensées et des actes qui refusent les oppositions schématiques (à vous le racisme et le nationalisme, à nous l'humanisme et le cosmopolitisme) et cherchent les causes de la crise politique et morale.

Julia Kristeva

EDITIONS
RIVAGES

NOUVEAUTÉ

France Borel
Le modèle ou l'artiste séduit
200 pages 177 ill. 390 FF

Le parfum des jours

ODEUR DU TEMPS.
DEUXIÈME SUITE
de Maurice Deleforge.
Éditions Kim, Dunkerque,
170 p., 100 F.

Rien n'est plus indigeste que certaines chroniques d'actualité, réservées froides plusieurs années après leur parution. Égrenées dans un journal au fil des événements, elles emportaient l'enthousiasme. Enfermées sous la jaquette d'un ouvrage, elles tombent des mains.

Mais Maurice Deleforge se fiche bien de nos événements. L'actualité qu'il traque, lui, à longueur d'année est d'une autre nature. Ses chroniques, parues de 1981 à 1989 dans diverses publications, dont *Le Croix*, semblent se bonifier avec le temps et trouver leur vraie place, toutes ensemble, sur papier veillé. Les sujets les plus graves se succèdent dans ces pages, selon l'ordre des saisons : une gelée de grosse, une poussée d'enfant, « un matin frisquet où l'héline blanche des écoliers se voyait si fort que leur bicyclette semblait marcher à la vapeur »... Mais, mine de rien, il y est question aussi du Tour de France et du roi

des Belges, de Mios Forman, de la comète de Halley... Car Maurice Deleforge ne vit pas sur un petit nuage, contrairement à ce que laisserait croire sa barbe fleurie de Père Noël : ce professeur de littérature partage ses journées, depuis un quart de siècle, avec des apprentis greffiers de l'histoire immédiate. N'a-t-il pas formé « quelques dizaines de douzaines de journalistes d'appellation contrôlée » à l'École supérieure de journalisme de Lille, dont il est directeur des études depuis une éternité ?

Le titre choisi pour ce deuxième recueil de chroniques, *Odeur du temps*, méritait explication. « A la différence de l'argent, qui n'en a pas, le temps pourrait bien avoir son odeur, qui varie avec les saisons, les heures du jour et les âges de la vie. » Maurice Deleforge n'a pas seulement du nez, mais une plume admirable. « On n'écrit bien, je crois, on ne trouve le ton juste, qu'en s'adressant à des visages », remarque cet amoureux de la langue française. Avec ce constat, sous forme de témoignage : « A mesure qu'il grand de l'âge, tout homme avance dans sa longue maternelle ainsi qu'en forêt profonde. »

Robert Solé

Les orphelins de Bernard Pivot

Suite de la première page.

Partout, ce ne sont qu'éloges, regrets, sanglots étouffés. « Personne n'a jamais eu une telle influence sur le métier », commente Jean-Claude Lattès, directeur du Livre du groupe Hachette. « Il a enlevé la littérature à ses ghettos, et montré qu'un Nabokov ou un Albert Cohen pouvaient être lus par n'importe qui », renchérit Olivier Orban. « A lui seul, analyse l'ancien éditeur André Baland, il incarnait tous les lecteurs de France. Chacun se reconnaissait dans Pivot ».

« La sensibilité pour le grand public et le respect pour les livres, c'est un cocktail toujours gagnant », complète Teresa Crenisi, bras droit d'Antoine Gallimard. « Je ne crois même pas, conclut Yves Berger, directeur littéraire chez Grasset, qu'un éditeur soit aujourd'hui capable de se souvenir de l'avant-Pivot. » La toute-puissance de la presse écrite, d'un Pierre-Henri Simon, d'un Kléber Haedens, semble si loin !

Le tout doublé d'une indépendance sans faille à l'égard de toutes les coteries et chapelles. Certes, *Libre*, le magazine fondé par Pivot, est affilié au groupe Express : le producteur d'*Apostrophes* ne s'est cependant jamais senti obligé d'inviter les collaborateurs de l'hebdomadaire auteurs de livres. Certes, Pivot dispute chaque dimanche une partie de tennis avec l'éditeur Olivier Orban : on n'a pourtant pas noté d'affluence suspecte d'auteurs Orban à *Apostrophes*. Et les jurés du prix Renaudot ont dû se consoler : L'animateur a aimablement décliné leur invitation à les rejoindre.

L'homme de science et la bête de scène

Certes, « j'ai eu mes chouchous, c'est la vie, je ne suis pas de glace », reconnaît l'intéressé. L'invitation systématique d'Henri Vincenot, la fulgurante ascension littéraire de France Huser, ne sont-elles pas à ranger au nombre de ces « faveurs » du prince du vendredi soir ? Mais, « s'il avait des chouchous, c'étaient



« Avec un nouvel officiant, la messe sera-t-elle aussi suivie ? ».

des auteurs, pas des maisons d'édition », conclut Teresa Crenisi.

Cette prodigieuse machine à vulgariser avait bien sûr des limites. L'aventure désormais proverbiale du linguiste Claude Hagège suffit à le démontrer. Son livre, *L'Homme de paroles*, était promis à l'audience confidentielle des travaux savants et ardu. Alors directrice de collection chez Fayard, Odile Jacob avait abandonné le manuscrit sans regrets en partant fonder sa propre maison.

Mais une attachée de presse persuasive parvint à convaincre une assistante de Pivot que l'homme de science était aussi une bête de scène. On connaît la suite : un éblouissant numéro de duettistes entre Raymond Devos et Claude Hagège ; le

livre qui s'envole vers les soixante-dix mille exemplaires ; et, quelques jours après, le retour dans les librairies d'acheteurs furieux de n'avoir pu dépasser la page douze du livre de ce monsieur si sympathique.

« A long terme, ce type d'effet est catastrophique », accuse Eric Vigne, conseiller littéraire chez Gallimard. Et de souligner : « C'est une formidable illusion de croire que la télévision puisse servir le livre. C'est un média autonome, avec ses propres grammaires. Nous ne pourrions jamais le maîtriser. »

Point de vue ultraminoritaire, que partage un Edouard de Andreis, PDG des éditions Rivages, même s'il ne s'agit pas d'*Apostrophes* : « Nous ne souffrirons pas de la disparition de l'émission, dit-il. Pour le

démarrage d'un livre, je parle sur la presse. On continuera, comme avant, à faire les livres qu'on a envie de faire. »

Certes, les « grandes » maisons d'édition surclassent nettement les « petites » sur le plateau d'*Apostrophes*. Privilège ? *Ridicule*, balaise catégoriquement Yves Berger. C'est tout simplement parce que la production littéraire de qualité se trouve concentrée au sein des grandes maisons, et que les petites ne publient que ce que les grandes ont refusé.

Les « petites » apprécieront, mais Bernard Pivot fit si bien figure de divinité qu'il laissa bien peu d'espace aux concurrents potentiels. Patrick Poivre d'Arvor en sait quelque chose qui, souhaitant inviter des auteurs dans son émission *Ex Libris*, se heurta souvent à des refus embarrassés : « on » attendait encore la réponse de Pivot.

Les malédictions du sorcier

L'humiliation culmina quand un auteur martiniquais, Raphaël Confiant, fit le sourd plusieurs semaines, sur les conseils de son éditeur Grasset, pour échapper aux sollicitations de l'équipe d'*Ex Libris*. Il est vrai que la maison Grasset est la seule à proclamer tout haut ce que toute l'édition ne murmure qu'avec des promesses angoissées de *off the record*. « L'émission de PPDA ne fait pas vendre un seul livre », assure Yves Berger.

Fulmination sans doute excessive. PPDA tient à disposition de qui le souhaite « une liste d'une vingtaine de titres », dont le seul passage à *Ex Libris* aurait assuré le lancement. Ainsi par exemple l'ouvrage de physique de Stephen Hawking ou les Mémoires du « Chinois » Nguyen Van Loc, ancien « grand flic » à Marseille.

Certains libraires opinent. « *Ex Libris* » est moins performant qu'*Apostrophes*, mais une bonne prestation donne tout de même sa

chance à un auteur », confirme Jean-Marc Levent, représentant du groupe Hachette pour la rive gauche de Paris. Bref, les « miracles », c'est-à-dire l'atteinte de scores himalayens par des livres promis à une audience confidentielle, sont tout de même restés une spécialité de Pivot.

Ainsi le roman de William Boyd, alors inconnu en France, *Comme neige au soleil*. « Si vous ne l'aimez pas, je vous le rembourse », promet-il aux téléspectateurs. « Le lendemain, les gens venaient réclamer le livre de Pivot », se rappelle André Baland. La vente atteindra soixante-dix mille exemplaires. « Avec Pivot, un ouvrage qui avait dix mille exemplaires dans le ventre pouvait tripler », regrette aujourd'hui Olivier Orban.

Ecrasant pouvoir ! L'animateur put pleinement en mesurer l'étendue en se trouvant plusieurs fois en face d'éditeurs moyens qui lui assuraient : « Si je n'ai pas un livre à *Apostrophes* dans les deux mois, ma maison saute. » « Cela m'a posé un vrai problème de conscience », explique Pivot. « Ça m'a donné le bourdon. Mais j'ai toujours fini par refuser. Ce n'est pas mon rôle de sauver des maisons d'édition. »

A l'inverse, le Sorcier était aussi capable de malédictions : qu'il exprime, à propos d'un ouvrage, la critique la plus légère sur une faute de syntaxe, une redite ou une lourdeur, et la carrière du livre était alors condamnée. Au point que, la mort dans l'âme, il dut parfois renoncer à toute remarque.

De l'affolement à l'expectative

A l'annonce du départ du Père Noël, on comprend donc que l'édition plonge dans la perplexité. « Notre chiffre d'affaires va chuter, c'est sûr », pronostique somberement Yves Berger. « On vend moins qu'avant et on vendra encore moins désormais », renchérit Odile Jacob. Le grand lamento s'est tout de même assourdi lorsqu'un communiqué d'Alainette ? a fâché le bonhomme : Pivot partait, certes, mais Bernard Rapp arrivait.

« L'édition est passée de l'affolement à l'expectative », explique Claude Durand, PDG de Fayard. « Pivot n'avait d'influence que sur un créneau particulier de l'édition, la littérature générale, relatait Jean-Claude Lattès. C'est-à-dire en gros le quart du chiffre d'affaires total de la profession. » Outi !

« Dans le passé, à chaque fois qu'un grand critique de la presse écrite parlait en retraite, les éditeurs pleuraient, c'était une catastrophe nationale, se souvient avec amusement Lattès. Or l'édition a survécu. Cette fois encore, les éditeurs devront faire preuve d'imagination, et trouver d'autres techniques de lancement. Au fond, c'est plutôt stimulant. »

Le départ de Pivot va-t-il pour

autant rendre leur rôle d'antan aux feuilletonistes de la presse écrite, dépossédés de leurs magistères par l'audiovisuel ? Certains, comme Olivier Orban, l'espèrent sans trop y croire. « Aujourd'hui, il n'y a pas de grand critique littéraire qui soit un incontestable baromètre de la hiérarchie des valeurs. C'est regrettable, mais la critique n'est plus capable de lancer un livre. »

Une seule chose paraît sûre : le départ de Pivot pourrait bien redonner du lustre à la profession de libraire, quelque peu éclipée par la suprématie d'*Apostrophes*. « Il va falloir mieux communiquer avec eux », reconnaît Dominique Missika, directrice littéraire chez Fayard. La communication n'est pas à réinventer mais à inventer purement et simplement. On en est au degré zéro. »

Les télémaniques du samedi matin

Et il est au moins une catégorie – parmi eux – qui voit sans chagrin disparaître la suprématie pivotote : les petits libraires qui, depuis quinze ans, se voyaient envahis le samedi matin par des télémaniques pavloviennes en mal de lecture dominicale venant chercher un livre sans se souvenir ni de l'auteur ni du titre, parce qu'hier soir, chez Pivot...

Incontestablement, le phénomène *Apostrophes* a bouleversé les conditions de travail de cette profession, soudain privée d'une grande partie de son rôle de découvreur et de conseiller influent. Obligés chaque semaine de débiter les importants stocks de livres « pivotables » envoyés d'office par les éditeurs, de les remballer si le miracle ne s'était pas produit, avant de les renvoyer à leurs frais vers les maisons d'édition – système qui les fait buter, – ils sont presque devenus des manutentionnaires », constate un représentant.

« A présent, les gens perdus dans les grandes surfaces viendront chez nous profiter des compétences du libraire », explique ainsi Michel Thiercy, gérant de la librairie Siliot à Laval. Les libraires devront être eux-mêmes des petits Pivot.

Gérant d'une librairie plus importante (Ombres Blanches, 900 mètres carrés à Toulouse), Christian Thorol relativise pour sa part les effets de l'émission phare du vendredi soir : « De toute façon, dans la dernière période, quatre émissions sur cinq ne produisaient quasiment aucun effet sur les ventes. *Apostrophes* a surtout servi à renforcer des clous, à promouvoir des auteurs qui, en tout état de cause, auraient fait de bonnes ventes. » Enfin, c'était tout de même une émission qui faisait parler du livre », nuance M^{me} Marianne Gladioux, gérante de la librairie Autant en emporte le vent, à Paris-12.

L'inconnue Rapp

Libraires, représentants, éditeurs : pour tout ce petit monde aujourd'hui confronté à la nouveauté d'un paysage sans Pivot, la principale inconnue s'appelle en réalité... Bernard Rapp. Le successeur de Pivot sera-t-il capable de conserver à la cause sacrée de la lecture les téléspectateurs entraînés dans les librairies par le joueur de flûte d'*Apostrophes* ? Autrement dit, peut-on faire de la sorcellerie sans le Grand Sorcier ? « Avec un nouvel officiant, la messe sera-t-elle aussi suivie ? », s'interroge Claude Durand.

L'actuel animateur de « My tété is rich », qui partage avec son prédécesseur un regard gentiment ironique sur ses contemporains et une totale indépendance à l'égard des chapelles, promet que sa future émission « ne sera pas une révolution par rapport à Bernard Pivot ». Même jour, même heure de diffusion à quelques minutes près... Ce sera une émission pour « faire partager son plaisir de la lecture » et ne pas gâcher un solide « fonds de commerce ».

Et puis, pour les inconditionnels, les inconsolables, une émission culturelle, parlant de tout, et donc aussi des livres, n'est-elle pas programmée sur Antenne 2 à partir de l'année prochaine ? Son animateur ? Un certain Bernard Pivot, bien entendu... Comme le dit Jean-Claude Lattès avec le sourire : « Dans six mois, tout le monde attend le retour de Tarzan... »

Laurent Grelsamer et Daniel Schneidermann

LETTRE INTERNATIONALE n° 25 en kiosques

LE FOOT !

L'EUROPE ET SON NORD

À GAUCHE, C'EST PAR OÙ ?

LETTRE INTERNATIONALE, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, tél. : 42.47.57.34

« On trouve l'actualité au moment opportun ? Dans LETTRE INTERNATIONALE. »

La meilleure revue culturelle européenne.

TVAR Prague

« C'est la seule et seule grande revue de l'Europe latine. C'est la référence. »

Abonnements : France : 175 FF Europe : 195 FF Autres pays : 240 FF

PRIX BLAISE PASCAL 90

MICHEL SERRES

LE CONTRAT NATUREL

Editions François BOURIN

décerné par LA VILLE DE CLERMONT-FERRAND ET LE CLUB DES OUVREURS

JOSEPH HERMET

A LA RENCONTRE D'ALBERT CAMUS

Beauchesne Essais

224 pages 132 F

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Importante maison parnassienne recherche, pour ses nouvelles collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésies, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Contacter par courrier 49 de la rue de Valenciennes sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

maison fondée en 1970, Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. (1) 48.97.06.21. Fax. (1) 48.97.27.01.

FICTION : Hélène Cixous, George Sand,
Clarice Lispector, Yûko Tsushima,
Jeanne Hyvrard, Nélida Piñon,
Michèle Ramond, Sandra Reberschak,
Pham Thi Ha, Elisabeth Bing

ESSAIS : Ingeborg Bachmann,
Naoual el-Badoui...

LA PHILOSOPHE : Catherine Clément

PSYCHANALYSE : Sudhir Kakar,

F. Ferraro, A. Tuzia e Cerraro,

Karen Horney, Margaret Little

POLITIQUE : États généraux des femmes,

1989 **BIOGRAPHIES :** Havelock Ellis,

M. M. Einstein, Simone Weil.

des femmes

Antoinette Fouque

Ce que les Français ont plébiscité

Du Grand pas vers le Bon Dieu, de Jean Vautrin, au Billy Bathgate, de E.L. Doctorow, 178 titres à succès.

Dans les prix littéraires, Grasset, comme souvent, se taille la part du lion : c'est assez logique pour une maison qui consacre tant d'énergie à sa stratégie de prix. Jean Vautrin, qui avait opportunément quitté Mazarine pour Grasset, a vu son *Grand pas vers le Bon Dieu* récompensé par un Goncourt qui vogue vers les 350 000 exemplaires. Le Médicis est revenu à Serge Doubrovsky (*Le Livre brisé*, autour de 100 000) ; le Médicis essai à Vaclav Jemel (*Traité des courtes merveilles*, autour de 30 000) ; l'Interallié à Alain Gerber (*Le Verger du Diable*, entre 50 000 et 100 000) ; le prix des Libraires à Claude Duneton (*River d'homme entre deux pluies*, entre 30 000 et 50 000).

Pour son prix Renaudot, les *Comploirs du Sud*, de Philippe Doumenc, Le Seuil annonce quelque 100 000 exemplaires. C'est possible. Mais si on jouait aux cartes, on demanderait à voir. Parmi les autres prix, quatre ont récompensé des auteurs Gallimard : le Femina (Sylvie Germain, *Jours de colère*, autour de 60 000) ; le prix du Livre Inter (Daniel Pennac, *La Petite Marchande de prose*, plus de 80 000) ; le prix Colette (Hervé Guibert, *L'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, plus de 90 000) ; le grand prix du Roman de l'Académie française, attribué le 14 juin (Paule Constant, *White Spirit*, entre 15 000 et 20 000).

Le prix des Maisons de la presse a été attribué, d'une part, à la *Mémoire des cœurs*, de Jacqueline Messadki (Laffont, autour de 55 000), de l'autre, à *Rue des Bons Enfants*, de Patrick Cauvin (Albin Michel, autour de 80 000). Enfin, pour le premier Goncourt du premier roman, on a distingué Hélène de Montferriand (*Les Amies d'Hélène*, éditions de Fallois, plus de 25 000).

Parmi les essais et documents, on relève peu de très gros succès. au-dessus de 100 000 exemplaires : le *Président*, de Franz-Olivier Giesbert (Seuil, déjà 200 000) ; *Plus grands que l'histoire*, de Dominique Lapiere, sur le sida (Laffont, plus de 170 000) ; *Argent fou*, d'Alain Minc (Grasset, 100 000), et *Dieu en questions*, d'André Frossard (Stock, 100 000). Mais beaucoup d'éditeurs annoncent de « bons chiffres, au-dessus de 30 000 exemplaires, ce qui est un bien meilleur signe ».

On regrettera toutefois que les Français, révélant ainsi trop évidemment leurs « parts d'ombre », la mémoire et le plaisir, aient peu acheté le *Crime et la mémoire*, d'Alfred Grosser (Flammarion, 9 000), et *Casanova*, la contagion du plaisir, de Jean-Didier Vincent (Odile Jacob, 15 000). En revanche, les *Amours juives*, de Denise et Pierre Stagnara, chez Fayard, ont trouvé quelque 30 000 acheteurs.

Odile Jacob, pour le reste de sa production, affiche quelques beaux succès, notamment la *Diététique du cerveau*, de Jean-Marie Bourre (autour de 50 000) ; *Maitre à penser*, de Jean-Pierre Changeux et Alain Connes (autour de 40 000) ; *Gros Temps sur la planète*, de Pierre Morel et Claude Duplessis (autour de 40 000) ; *Espaces d'une vie*, de Ricardo Bofill (autour de 35 000) ; *Manifeste pour une fin de siècle obscure*, de Max Gallo (autour de 40 000).

Chez Fayard, l'année a été bonne, avec la *Roue de la fortune*, de Pierre Moussa (30 000) ; le *Métier de patron*, de Jean-Louis Servan-Schreiber (60 000) ; les *Vrais Penseurs de notre temps*, de Guy

Sorman (70 000) ; *Lignes d'horizon*, de Jacques Attali (78 000) ; par ailleurs, le deuxième roman d'Attali, *le Premier Jour après moi*, atteint 55 000 exemplaires ; la *Troisième République*, de Pierre Miquel (25 000) ; le *Tour du monde d'un écologiste*, de Jean-Marie Pelt (40 000) ; *Moi ta fille*, de Christiane Collange (75 000).

Chez Flammarion, on cite les 40 000 exemplaires d'*Esquisse d'une philosophie du mensonge*, de Jean-François Kahn ; les 30 000 exemplaires de la *Médiacritique*, de François-Henri de Virieu, mais aussi les moins attendus 15 000 exemplaires d'*Idees reçues*, d'Albert Jacquard, et les 10 000 du *Savant et la foi*, de Jean Delumeau. Chez Grasset, on relève les *Virtus de l'ombre*, de Marcel Chalet et Thierry Wolton (entre 30 000 et 50 000). Chez Calmann-Lévy, la *République des loups*, d'Airy Routier (35 000), le *Pouvoir sans visage*, de Pierre Marion (20 000).

On sait que les pays de l'Est font recette ces temps-ci, ce qui permet à Calmann-Lévy d'annoncer 40 000 exemplaires de *Jusqu'au bout*, de Boris Eltsine, et le Seuil déjà 40 000 exemplaires des *Mémoires de Sakharov* parus au début de juin... De même, s'il est vrai que l'Américain Neil Sheehan a déjà vendu 50 000 exemplaires de son très beau livre sur John Paul Vann, *L'innocence perdue* (Seuil), on ne peut que s'en féliciter. En revanche, on ne s'étonnera pas du succès de *L'autopsie d'une psychanalyse* de Françoise Dolto (Seuil, 65 000 exemplaires) ou de *La Suisse lave plus blanc*, de Jean Ziegler (Seuil, autour de 80 000 exemplaires). Mais on aimerait bien aussi vérifier les 40 000 exemplaires annoncés par Albin Michel pour *La chienne qui miaule*, de Philippe de Villiers, les 30 000 exemplaires de *L'Histoire secrète de SOS-Racisme*, de Serge Malik, toujours chez Albin Michel, les 40 000 exemplaires annoncés par Payot pour *Le Pays des asphodèles*, d'Adrienne Durand-Tulou.

Chez Plon, on est plus modeste, en citant les 20 000 exemplaires de l'album de Philippe de Gaulle sur son père, les 17 000 exemplaires des *Mémoires turbulents*, d'Alexandre Minkowski, les 12 000 exemplaires de *Cancer aide-toi*, de la science l'aidera, de Claude Jamin, les 18 000 exemplaires de *Quand Rome condamne*, de François Leprieux, dans la collection « Terre humaine ». Chez Denoël aussi, avec les 10 000 exemplaires de *Boite n'est pas pêcher*, de Lucien Israël. Tout comme chez Belfond avec les 20 000 exemplaires de *Dieu et les siens*, de Florence Muracciole. Chez Laffont, on met les *Mémoires de Nancy Reagan*, *A mon tour*, à 50 000 exemplaires ; ceux d'Henriette Nizan, *Libres Mémoires*, à plus de 20 000 exemplaires. Toujours dans les *Mémoires*, *Une vie*, d'Elia Kazan, entre 30 000 et 50 000 exemplaires (Grasset) ; *Profession menteur*, de François Perrier, dépasse les 50 000 exemplaires (le Pré aux clercs) et, chez le même éditeur, *Ma part des choses*, de Georges de Caunes, est autour de 20 000 exemplaires. Au Pré aux clercs, le succès, comme l'an dernier, vient aussi de Jean-Pierre Coffe avec le *Vrai Vivre*, qui dépasse les 50 000 exemplaires.

Enfin, chez Hachette, la *Vie quotidienne dans les maisons closes 1830-1930*, de Laure Adler, sorti récemment, atteint déjà 15 000, tandis qu'à La Découverte le traditionnel *Etat du monde* dépasse les 30 000 exemplaires.

Le genre biographique, comme toujours, a ses lecteurs. Les biographies historiques de Fayard se vendent souvent autour de 10 000 exemplaires. Cette année, l'exception est le *Louis XV* de Michel Antoine (30 000 exemplaires). Parmi les autres biographies de l'année, citons *Michel Foucault*, de Didier Eribon (autour de 30 000 exemplaires), *Maupassant*, d'Henri Troyat (autour de 40 000 exemplaires), tous deux chez Flammarion ; *Theodore Monod*, d'Isabelle Jarry (autour de 20 000 exemplaires), et *Nelson Mandela*, de Jean Guilloineau (de 15 000 à 20 000 exemplaires), tous deux chez Plon ; *Bernard Grasset*, *vie et passion d'un éditeur*, de Jean Borthol (Grasset, entre 10 000 et 20 000) ; dans la collection « Elle était une fois » de Laffont, *Nini parte en l'air*, de Françoise Dorin

Ce que les Français ont lu cette année, depuis la rentrée littéraire de septembre... Ou plutôt, parmi les nouveautés, ce qu'ils ont acheté. Les deux actes ne sont pas identiques, si l'on en croit le sondage réalisé à l'initiative de France-Loisirs (voir l'article de Pierre Lepape). Il ne s'agit pas, bien sûr, de livrer ici une liste précise et exhaustive (d'autant que ne sont pris en compte ni les éditions de poche ni les clubs de livres), mais de dresser un rapide panorama de la saison littéraire. Cette année, les éditeurs ne se plaignent pas. Certains, emportés sans doute par leur optimisme recouvré, donnent toutefois l'impression d'être « arrondis » à leurs chiffres, à la hausse, un peu plus encore qu'à l'accoutumée. A défaut de pouvoir prouver qu'ils mentent, on ne saurait trop conseiller aux auteurs de regarder attentivement les chiffres qui sont avancés et de demander à être payés en conséquence. Quoi qu'il en soit, on peut continuer de préférer les approximations des éditeurs aux sondages aboutissant à faire croire que Paul-Loup Sulfizer est un écrivain, à toutes ces évaluations pseudo-scientifiques dont il est grand temps de remettre en question non la validité technique, mais la pertinence culturelle.



(45 000) : chez Lattès, le *Jean Moulin* de Daniel Cordier (deux volumes, autour de 30 000), les *Yeux noirs*, de Dominique Bona, une biographie des sœurs Heredia (autour de 20 000) ; la *Du Barry* de Dominique Muller (de 15 000 à 20 000) et le *Gainsbourg* d'Yves Salgues (autour de 30 000) ; aux Presses de la Renaissance, le *Valentin Hugo* de Cathy Bernheim (plus de 30 000). Enfin, Gallimard se réjouit des 10 000 exemplaires de la biographie de Truman Capote par Gerald Clarke, ce qui nous ramène vers la littérature de fiction, dont certaines ventes, cette année, sont réconfortantes.

Les romans à plus de 200 000 exemplaires. Qui ne se réjouirait de voir en tête des succès de « vrais » écrivains ? Ce n'est pas si courant, et ils sont trois : Milan Kundera avec *L'immortalité* (Gallimard, autour de 200 000), Salman Rushdie avec *Les Versets sataniques* (Bourgois, 210 000) et, bien sûr, Umberto Eco avec le *Pendule de Foucault* (Grasset, 300 000).

Entre 200 000 et 100 000, on trouve Gabriel Garcia Marquez avec *Le Général dans le labyrinthe* (Grasset), Robert Sabatier et la *Souris verte* (Albin Michel), John Le Carré et la *Maison russe* (Laffont), et Alexandre Jardin avec *Fanfan*, sorti en mars dernier (Flammarion).

Entre 100 000 et 50 000 se retrouvent les habitudes du succès, de Patrick Modiano, *Voyage de noces* (Gallimard), à Marguerite Duras, la *Pluie d'été* (POL), en passant par Tahar Ben Jelloun, *Jour de silence à Tanger* (Seuil), Françoise Mallet-Joris, *Adriana Spina*, Nicole Avril, *Dans les jardins de mon père* (tous deux chez Flammarion), Gilles Lapouge, les *Folies Kanigsmark* (Albin Michel), Elie Wiesel, *L'Oublié* (Seuil), P.D. James, *Par action et par omission* et *A visage couvert* (Fayard), Yann Queffelec, *le Maître des chimères* (Julliard). Chez les auteurs dits « grand public », on remarque Brigitte Le Varlet, *le Bel Amour*, Ysabelle Lacamp, *l'Éléphant bleu* (tous deux chez Albin Michel), Irène Frain, *Histoire de Lou* (Régine Deforges), Jeanne Boissard, la *Reconquête* (Fayard). Plus inattendu est le beau succès de Katherine Pancol avec *Les hommes cruels ne courent pas les rues* (Seuil).

Entre 50 000 et 30 000 se placent, comme souvent, les « valeurs sûres ». A commencer par de grands écrivains avec, cette année, Claude Simon, *l'Acacia* (Minuit), Nathalie Sarraute, *Tu ne l'aimes pas* (Gallimard), Doris Lessing, *le Cinquième Enfant* (Albin Michel) ;

Ismaïl Kadaré, *le Concert* (Fayard), Italo Calvino, *Sous le soleil Jaguar* (Seuil).

Marguerite Yourcenar, avec un recueil posthume d'essais littéraires – assez inégaux –, assure sa place dans cette catégorie des « valeurs sûres » tout comme Jean D'Ormesson avec *Garçon, de quoi écrire*, des entretiens avec François Sureau (tous deux chez Gallimard). Julia Kristeva fait, elle, une belle entrée avec son premier roman, les *Samourais* (Fayard). Et Jean Eche- noz confirme les espoirs que son éditeur met en lui avec *Lac* (Minuit).

Plus attendus étaient les « habitués » du palmarès. Parmi eux, François Nourissier, *Bratistava*, Yves Berger, la *Pierre et le Sogaro* (tous deux chez Grasset) ; Pascal Guignard, les *Escaliers de Chambord*, Daniel Boulanger, *Mes coquins* (tous deux chez Gallimard) ; André Chédid, *L'Enfant multiple* (Flammarion), Pierre-Jean Rémy, *Toscane*, Michel Ragon, *la Mémoire des vaincus* (tous deux chez Albin Michel) ; Remo Forlani, *Gouttière* (Ramsay), Madeleine Chapsal, *Si aimé si seule*, Patrick Süskind, la *Contrebasse* (tous deux chez Fayard) ; Julian Barnes, *Histoire du monde en dix chapitres* (Stock) ; Jean Raspail, les *Pêcheurs de lune*, Christian Signol, la *Rivière Espérance* (tous deux chez Laffont) ; Patrick Grainville, *l'Orgie*, la *neige*, Jean-Marc Roberts, *l'Angoisse du tigre*, William Boyd, la *Chasse au léopard* – des nouvelles – (tous trois au Seuil) ; Cavanaugh, *Mignonne, allons voir...* (Belfond) ; Françoise Xenakis, *Chéri, tu viens pour la photo* (Lattès).

Entre 30 000 et 20 000, on remarque plusieurs auteurs étrangers qui ont été pour leurs éditeurs de bonnes surprises. Par exemple, Christoph Ransmayr avec *Le Dernier des mondes* (POL/Flammarion) et Ishiguro avec les *Vestiges du jour* (Presses de la Renaissance). Mentionnons aussi Nina Berberova, *De cape et de larmes*, Paul Auster, *Moon Palace* (tous deux chez Actes Sud), Alison Lurie, la *Vérité sur Larin Jones* et *Confils de famille* (Rivages), Toni Morrison, *Beloved* (Christian Bourgois), Patricia Highsmith, *Cadavres exquis* – des nouvelles – Ruth Rendell, la *Maison aux escaliers* (tous deux chez Calmann-Lévy), et, parmi les Français, Anne Wiazemski, *Mon beau navire* (Gallimard), Pierre Magnan, les *Mystères de Séraphin Monge* (Denoël), Hubert Monteilhet, la *Part des anges*, Yves Beauchemin, *Juliette Pomereuse* (tous deux chez Fallois), Mouloudji, le *Petit Invité* (Balland).

Entre 20 000 et 10 000 : ceux qui l'ont violemment moquée seront sans doute déçus de trouver là Simone de Beauvoir pour deux gros volumes de *Lettres à Sartre* et pour son *Journal de guerre* (Gallimard). Julien Green est aussi dans cette catégorie pour un nouveau volume de son journal, *l'Expatrié* (Seuil). Tout comme Gabriel Matzneff, lui aussi pour son journal *Mes amours décomposés* (Gallimard).

Citons aussi, dans des genres très divers : *Jeu de société*, de David Lodge (Rivages) ; *l'Amour noir*, de Michel Grisolia, *Avenida B*, de Christine Bravo, les *Nuits fauves*, de Cyril Collard (tous trois chez Flammarion) ; la nouvelle édition du *Journal d'Anne Frank*, *Baptiste ou la Dernière Saison*, d'Alain Absire, le *Fils de Marthe*, de Marie Chaux (tous trois chez Calmann-

monde (8 000) ; l'Indien Satyajit Ray, *Autres Nouvelles du Bengale* (7 000), prix de la FNAC.

Il convient de saluer aussi les éditions de la Différence et leur collection « poésie au format de poche » (*Orphée*) (les volumes sont tirés à 5 000 exemplaires et certains sont épuisés, pour avoir publié les *Mémoires de Maurice Girodias* et entrepris l'édition des œuvres complètes de Henry James).

Et puis, pêle-mêle, quelques bonnes surprises de la saison littéraire, à des titres divers : *le Voyage en Egypte*, de Jean-Claude Simon, un album de 495 F (20 000, Lattès) ; le catalogue de l'exposition Van Gogh en deux volumes chez Albin Michel, 850 F (10 000) ; *le Paradis*, de Dante, dans la nouvelle traduction de Jacqueline Risset (6 000, Flammarion) ; *Une éducation philosophique*, d'André Comte Sponville (10 000, PUF) ; le premier roman de l'italien Ermanno Cavazzoni, que Fellini a adapté, *le Poème des lunatiques* (6 000, POL), le texte du *Maharabha*, de Jean-Claude Carrière (20 000, Belfond) ; *Faust* et des *Poèmes*, de Fernando Pessoa chez Christian Bourgois (6 000) ; *l'Incompréhensible Bassington*, de Sali (6 000), la *Déclaration*, le premier roman de Lydie Salvemeyre (6 000), *l'Orchestre et la Semeuse*, l'*Amputation*, les premiers textes de Régine Detambel (6 000) (tous chez Julliard) ; *Saturne et la mélancolie*, de Jean Starobinski (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 7 000).

Enfin, dans les titres récemment sortis, qui « démarrent bien », comme disent leurs éditeurs, on relève *l'Empire nocturne*, de Jean-François Deniau (qui vient d'obtenir le prix Paul-Morand de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre), chez Orban ; la *Machine*, de René Belletto, chez POL ; le *Petit Lexique de la langue créole et des oiseaux*, de J.M.G. Le Clezio, chez Seghers, la biographie de Simone Signoret par Catherine David (Laffont), celle d'Hubert Beauvillier par Laurent Gressier (Fayard), le nouveau François de Closets, la *Grande Manie* (Seuil), la *Femme de David*, le dernier Troyat, et le *Mari de l'ambassadeur*, le nouveau Frédéric Hébrard (tous deux chez Flammarion), et Billy Bathgate, de Doctorow, un excellent auteur américain qu'on aimerait bien voir les Français emporter en vacances (Julliard). S'il faut dire un dernier mot, ce sera : piochez donc dans tous ces livres parus depuis septembre pour vos jours de congés, et délaïssez les prétendus « livres d'été ».

Josyane Savigneau

Les « grandes »

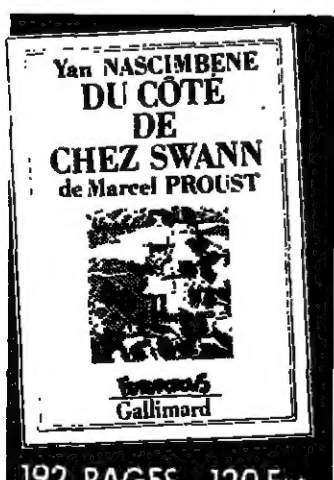
Avec une moyenne de cinq ou six titres par an à leur catalogue, les « petites » maisons d'édition ont à cœur de faire vivre et perdurer un fonds de littérature internationale. Bien que fort différentes les unes des autres, la curiosité, un certain goût du risque, des traductions soignées, sont quelques-uns des traits qui les caractérisent et, pour beaucoup, une relative modestie des ventes.

Par exemple, aux éditions Le Temps qu'il fait, à Cognac, Georges Monti avoue sa réussite avec *Il n'y avait plus qu'à marcher* de Giono (2 000 exemplaires). A Grenoble, chez Jérôme Milon, le *Livre des subtilités des créatures divines* en deux volumes, d'Hildegarde de Bingen, mystique du douzième siècle, parvient en tête avec 1 000 et 700 exemplaires.

Les prix et les distinctions sont, bien entendu, une aide. Chez Phébus, le *Palais des nuages* de Patrick Carré, prix du Premier Roman, s'est vendu à 24 000 exemplaires. Aux éditions Verdier, les 9 500 exemplaires vendus de *Toreros de salon* ne sont pas sans rapport avec l'attribution du prix Nobel, en octobre 1989, à l'écrivain espagnol Camilo José Cela. De la même façon, Naguib Mahfouz, « nobélisé » en 1988, est, cette année encore, en tête des ventes du catalogue de

Sindbad, avec le *Jour de l'assassinat du leader*. Mais on ne sait quelle pudeur bien française a déterminé Sindbad, comme Bernard Barrault, à ne « plus » ou « jamais » communiquer de chiffres. Bernard Barrault avoue quand même que c'est à *l'Homme aux pitres*, de Michel Field, et au *Ventre de la Chine* qui se sont intéressés les lecteurs cette année. Dans un registre proche, *l'Histoire du thé*, de Paul Butel, a fait la réussite annuelle des éditions Desjonquères (4 000 exemplaires).

Les écrivains des pays de l'Est ont indéniablement suscité l'intérêt. Ainsi aux éditions de l'Aube, les réflexions de Vaclav Havel, *Quelques mots sur la parole*, et le recueil d'entretiens *Interrogatoire à distance*, se sont respectivement vendus à 6 000 et 8 000 exemplaires ; grand classique de l'entre-deux-guerres, *Madame T*, de l'écrivain roumain Camil Petrescu, publié chez Jacqueline Chambon, a rencontré 4 500 lecteurs ; quant au premier texte de Cioran, *Sur les cimes du désespoir*, il s'est vendu à plus de 6 000 exemplaires aux éditions de l'Hermès. Il arrive aussi que des auteurs à succès garantissent une performance inhabituelle. C'est le cas de Jean Lacouture chez Arles, avec *Enquêtes sur l'autre* (13 000 exemplaires) ; ou de Jeanne Bourin, mère de l'éditeur



192 PAGES 120 FRS.

مكتبة لافون

Une étude SOFRES - France-Loisirs - « le Monde »

Les millionnaires de la lecture

Richard Bohringer, Alexandre Jardin, Erik Orsenna et Philippe Labro
ont eu plus de deux millions de lecteurs.
Henri Troyat désigné comme « l'écrivain français le plus important du vingtième siècle ».

Dans leur *Journal*, les frères Goncourt établissaient déjà une différence entre les livres qu'on lit et ce qu'ils nommaient « les livres meublants », ces bouquins qu'on achète sous l'effet d'une impulsion, ou parce que c'est la mode ou encore parce qu'il est gratifiant de les posséder dans sa bibliothèque, mais qu'on n'ouvre jamais ou qu'on abandonne définitivement après quelques pages.

A l'inverse, il existe des livres qui circulent beaucoup, qu'on se prête, qu'on échange, qu'on emprunte dans les bibliothèques publiques ou les cabinets de lecture et dont le lectorat dépasse largement les ventes. Les livres les plus achetés sont connus. Des listes de meilleures ventes - de la semaine, du mois, de l'année - sont publiées par plusieurs journaux et périodiques.

Pour France-Loisirs et le Monde, la SOFRES a donc établi, en recoupant ces différentes listes, une série de quarante titres - les plus achetés entre avril 1989 et avril 1990 - et a demandé aux personnes interrogées lesquels ils avaient lus pendant cette période. Certains titres - comme l'*Exposition coloniale* d'Erik Orsenna, prix Goncourt à l'automne 1988, ont paru plusieurs mois avant la période qui nous intéresse. A l'inverse, ces ouvrages publiés au cours de ces derniers mois n'ont pas encore fait le plein de leurs lecteurs et se trouvent donc probablement sous-estimés. La photographie réalisée n'en est pas moins saisissante.

Pour mesurer plus exactement l'impact des best sellers sur la lecture, il fallait préalablement connaître les habitudes de lecture des Français. L'enquête commandée par le ministère de la culture sur les pratiques culturelles donne des résultats très proches de ceux obtenus par le sondage SOFRES pour France-Loisirs et le Monde : au cours des trois derniers mois, 36,2 % n'ont lu aucun livre, 19,1 % un ou deux livres et, à l'autre bout de la chaîne, 7,9 % ont lu plus de onze livres. Ce qui, reporté sur une base annuelle, correspond à une moyenne de lecture de

14,8 livres par an, avec des écarts considérables puisque plus d'un tiers de la population ne lit pratiquement pas, cependant qu'à peine 10 % de la population effectue, à elle seule, les deux tiers des actes de lecture (400 millions de livres lus sur un total de 618 millions).

Ces « gros lecteurs » lisent quarante livres par an et plus, soit près d'un livre par semaine. En revanche, les « petits lecteurs » ne lisent que de manière sporadique, pendant leurs vacances peut-être : 61 % des personnes interrogées n'avaient aucune lecture en cours pendant la période de l'enquête.

Le poids de la médiatisation

Quatre livres sont bémillions en lecteurs : c'est *beau une ville la nuit*, de Richard Bohringer (2 799 000), *le Zèbre*, d'Alexandre Jardin (2 720 000), *l'Exposition coloniale*, d'Erik Orsenna (2 053 000), et *Un été dans l'Ouest*, de Philippe Labro (2 024 000). Si l'on compare ces chiffres à ceux des ventes, toutes éditions confondues - 800 000 pour Bohringer, 730 000 pour Jardin, 705 220 pour Orsenna, 540 000 pour Labro - on constate que ces titres-vedettes ont eu trois à quatre lecteurs par livre acheté.

Les dix-huit livres les plus lus l'ont été par plus d'un million de lecteurs. Le roman, cela ne surprendra pas, se taille la part de lion. On note cependant à la huitième place *le Horsain*, de Bernard Alexandre (1 600 000 lecteurs) ; à la quinzième, *Paroles pour adolescents*, de Françoise Dolto (1 134 000) ; à la dix-septième, *la Grande Illusion*, d'Alain Minc (1 035 000). Mais ce qui frappe davantage que la faveur dont jouit le roman est traditionnel - Irène Fraix (5^e), Jeanne Bourin (6^e), P.-L. Sulitzer (7^e), Geneviève Dormann (10^e) ou Régine Deforges (11^e) - c'est l'importance de la médiatisation dans le choix de la lecture. Outre le comédien Richard Bohringer et le journaliste Philippe Labro, nous trouvons en effet, dans la

liste des plus lus, Nicolas Hulot et ses *Chemins de traverse* (1 560 000 lecteurs), Alain Decaux racontant la Révolution aux enfants (1 239 000), Guy Bedos, ses *Petites drôleries et autres méchancetés* (1 010 000).

Bohringer est presque aussi lu par les hommes (46 %) que par les femmes. C'est une exception. Pour l'ensemble des titres retenus, les lectrices participent au succès de manière prépondérante ; elles représentent 70 % du lectorat de Sulitzer, 67 % de celui de Labro, 66 % de celui de Jardin. Bohringer fait encore exception en attirant le lectorat jeune des quinze - vingt-quatre ans (plus d'un quart de ses lecteurs) alors que celui-ci est sous-représenté par ailleurs (4 % des lecteurs d'Orsenna, 9 % de ceux de Bourin). A l'inverse, les lecteurs âgés de soixante-cinq ans et plus (18 % de la population) sont de forts lecteurs de best-sellers et tout particulièrement de l'abbé Alexandre (39 %), de Jeanne Bourin (36 %) et de Philippe Labro (31 %).

L'étude de la lecture selon les catégories socio-professionnelles réserve également quelques surprises. On y constate que *le Horsain*, le journal d'un curé de campagne de Bernard Alexandre, n'a pas été lu chez les agriculteurs, mais que 54 % de ses lecteurs se recrutent chez les « inactifs ». 27 % des lecteurs d'Orsenna appartiennent à des familles de cadres supérieurs et de professions libérales et 32 % habitent la région parisienne. Cette région (15 % de la population totale) lit davantage que le reste de la France, davantage surtout que les communes rurales. On pourra donc s'étonner que *le Zèbre* d'Alexandre Jardin comptabilise 28 % de ses lecteurs dans les communes de moins de 2 000 habitants, alors que Labro apparaît comme un auteur pour petites villes : 27 % de ses lecteurs habitent dans des communes de 2 000 à 20 000 habitants.

L'enquête montre également le rôle, nouveau, que jouent les bibliothèques dans la circulation

des livres : elles se taillent désormais une part égale à celle de l'emprunt aux amis et à la famille, l'achat en librairie et la vente par correspondance conservant leurs positions.

Proust, cet inconnu

Une question était également posée qui concernait l'appréciation des lecteurs sur ces quarante best-sellers. Les cinq ouvrages ayant obtenu la meilleure cote de satisfaction ne figurent pas dans la liste des vingt livres les plus lus. Il s'agit du *Mal noir*, de Nina Berberova, de *l'Œuvre de Dieu*, la part du diable, de John Irving, de *la Vie éternelle*, roman, de Jacques Attali, d'*Une prière pour Owen*, encore de John Irving, et de *Printemps et autres saisons* de J.-M.-G. Le Clézio. En revanche, deux livres apparaissent très contestés par leurs lecteurs : *les Derniers Jours de Charles Baudelaire*, de Bernard-Henri Lévy (7 % d'opinions très positives, 33 % d'opinions négatives ou très négatives), et *Crocodiles* de Philippe Djian (6 % de « vraiment beaucoup aimé » contre 20 % de « pas tellement » à « vraiment pas du tout »).

Henri Troyat est « l'écrivain français le plus important du vingtième siècle ». Telle est l'opinion de nos concitoyens. Les personnes interrogées avaient la possibilité de citer cinq noms. En fait, très peu l'ont fait - par ignorance ? - la plupart se limitant à un ou à deux. L'auteur de *la Gouvernante française*, qui figurait à la onzième place dans la liste des livres les plus lus cette année, est cité par 11,1 % des personnes interrogées, loin devant Camus (7 %), Sagan (6,3 %), Sartre (5,8 %), Sulitzer (5,4 %), Bernard Clavel (5,3 %), Pagnol (5,1 %), Decaux (4,6 %). Viennent ensuite Bazin, Malraux, Bourin, Deforges, qui précèdent Mauriac et Simenon.

Proust ? Céline ? Gide ? Breton ? Giono ? Bernanos ? Inconnus. Sur les quatorze noms les plus cités, huit sont ceux d'auteurs (pour certains, on n'ose parler d'écrivains) vivants. Aucun n'a cessé d'écrire avant 1960. La mémoire littéraire des Français, pour ne pas parler de leur culture et de ce qu'ils sont censés apprendre à l'école, semble la chose du monde la plus volatile. On ne s'étonnera donc pas que seuls 0,9 % d'entre eux se soient souvenus du titre (*Un grand pas vers le bon Dieu*) et de l'auteur (Jean Vautrin) du dernier prix Goncourt.

P. L.

■ FICHE TECHNIQUE. - Les données commentées ci-dessus sont extraites d'une enquête réalisée par la SOFRES en mai 1990 sur deux échantillons de 2 000 personnes, représentatifs, selon la méthode des quotas, de la population française métropolitaine âgée de quinze ans et plus, correspondant à un ensemble de 41,8 millions d'individus.

Aux éditions Gallée, la *Transparence du mal*, essai sur les phénomènes extrêmes, de Jean Baudrillard, est parti à plus de 10 000 exemplaires. Même chiffre chez Picquier pour l'étonnant document de David E. Kaplan et Alec Dubro, *Yakusa, la mafia japonaise*. En dépit de son prix relativement élevé (450 francs), *l'Encyclopédie de l'histoire juive*, publiée par Liana Levi s'est vendue à 3 500 exemplaires. Enfin, également lié à l'actualité, chez Lieu commun, le *Seigneur du lotus blanc*, le dala-lama, de Claude B. Levenson, s'est vendu à 30 000 exemplaires.

Valérie Cadet.

ventes des « petits » éditeurs

François Bourin, dont les *Périples* ont entité 220 000 lecteurs.

Les « classiques » ne sont pas standardisés. Chez Arles, *Apprendre à vivre*, de Sénèque, a dépassé les 4 500 exemplaires ; chez José Corti, l'édition désormais intégrale du *Manuscrit trouvé à Saragosse*, de Jan Potocki (paru en juin 1989), s'est vendu à 25 000 exemplaires, chiffre exceptionnel. Enfin, aux éditions Salvy, *Avril enchanté*, de la romancière anglaise Elizabeth von Arnim, a acquis plus de 7 000 lecteurs.

Certains auteurs étrangers régulièrement traduits depuis une quinzaine d'années bénéficient à présent d'une audience soutenue. Ainsi de l'Espagnol Manuel Vazquez Montalban, pour son roman *Happy End* chez Complexe (8000 exemplaires) ; de la Brésilienne Clarisse Lispector, avec *Une de famille*, aux éditions des Femmes (4 500). Plus récemment redécouverts, l'écrivain russe, Evguén Zamiatine, dont *l'Invention* (paru en mai 1989) et le *Gouverneur* ont constitué un véritable succès chez Solin (5 000 et 4 000 exemplaires) ; et l'écrivain tchèque d'expression allemande Hermann Ungar, aux éditions Ombres, dont on a pu lire cette année la *Classe* et le *Voyage de Colbert* (2 800 et 2 500 exemplaires).

Parmi les découvertes, il faut signaler celle des écrivains grecs Nikos Kavvadias, avec le *Quart*, vendu à 4 000 exemplaires chez Climats, et Georges Cheimonas, avec les *Bâtisseurs*, publié par Maurice Nadeau (1 500 exemplaires) ; celle de la singulière Dorothy Richardson, dont les éditions Bernard Coutaz ont déjà publié trois des treize parties de son unique roman, *Pèlerinage* (cette année : *Rayons de miel* et le *Tunnel*, 1 000 exemplaires chacun). Ou encore celle de Rosette Loy, dont le beau roman *les Routes de poussière*, s'est vendu à 8 000 exemplaires chez Alinea. L'Italie encore, une des spécialités des éditions Le Promeneur, avec un *prince romain* d'Aldo Palazzeschi (3 000 exemplaires), et les *Agents secrets de Venise* au XVIII^e siècle, de Giovanni Comisso (2 500). Aux éditions Desjonquères, *Vie, aventures et mort de Don Juan*, de Giovanni Macchia s'est vendu à 2 500 exemplaires.

Toujours séduisante, l'aventure solitaire, maritime, ou liée à l'exploration des extrêmes. Les fabuleuses *Mémoires du capitaine Alonso de Contreras* ont bénéficié de la toute jeune maison d'édition de Viviane Harvy (3 500 exemplaires) ; chez Phébus, *Smara, carnets de route d'un fou du désert*, de Michel

Vieuchange, a dépassé les 7 000 exemplaires ; classique des années 30, la *Route d'Oxide*, de Robert Byron publié chez Quai Voltaire a séduit 2 500 lecteurs ; aux éditions Souffles, les deux pôles ont eu le premier rôle dans les meilleures ventes, avec le *Livre de l'Antarctique*, de John May (12 000 exemplaires), et *Klondike, la ruée vers l'or*, de James E. Michener (8 000 exemplaires). Enfin, chez Maren Sell, c'est le premier roman de l'écrivain autrichien Christoph Ransmayr, *les Effrois de la glace et des ténèbres*, qui a créé l'événement (10 000 exemplaires).

Aux éditions Gallée, la *Transparence du mal*, essai sur les phénomènes extrêmes, de Jean Baudrillard, est parti à plus de 10 000 exemplaires. Même chiffre chez Picquier pour l'étonnant document de David E. Kaplan et Alec Dubro, *Yakusa, la mafia japonaise*. En dépit de son prix relativement élevé (450 francs), *l'Encyclopédie de l'histoire juive*, publiée par Liana Levi s'est vendue à 3 500 exemplaires. Enfin, également lié à l'actualité, chez Lieu commun, le *Seigneur du lotus blanc*, le dala-lama, de Claude B. Levenson, s'est vendu à 30 000 exemplaires.

Miles HYMAN
MANHATTAN
TRANSFER
de DOS PASSOS

240 PAGES 160 Frs.

PAULE

CONSTANT WHITE SPIRIT

ROMAN



GRAND PRIX DU ROMAN
DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

nrf

GALLIMARD

Le Grand Prix de l'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre méconnue. Toutes les œuvres sélectionnées sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias.
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

PRIX ALBERT CAMUS 1990

JACQUES FIESCHI

L'homme
à la mer



Photo: Imbelé Weisgerber

Jacques Fieschi a retrouvé l'Algérie de son enfance. A le lire on sourit souvent, on rêve beaucoup, on a un peu envie de pleurer. Et à la fin de l'envoi, on est heureux.

Jean-François Josselin, *Le Nouvel Observateur*

Poignant parce qu'il ne cherche pas à l'être, M. Fieschi, qui se révèle un écrivain dans la pleine acception du terme, a peut-être donné le seul livre qu'on puisse lire au sujet d'un drame auquel on n'a pas été soi-même directement mêlé.

L'Express

Un récit dont la densité et la sobriété prudente renforcent l'émouvante beauté.

Hector Bianciotti, *Le Monde*

Le texte d'un Juste, sans amertume et sans nostalgie, lucide et émouvant, qui évite l'apitoiement hors de saison.

Jean Contrucci, *Le Provençal*

158 p.

JOLattès

85 F

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Voyages en Russie



Une photo de Jean-Loup Trassard : « Franchie la rivière par un bac à treuil, la piste continue sur les herbages inondables... »

LE VOYAGE EN RUSSIE

Anthologie des voyageurs français aux 18^e et 19^e siècles par Claude de Grève. Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 340 p., 130 F.

LE CAUCASE

d'Alexandre Dumas père. Ed. François Bourin, 180 p., 135 F.

UN RUSSÉ EN ARMÉNIE

Souvenirs d'un pays qui fut par André Bitov. Traduit du russe par Dmitri Sesemann. Albin Michel, 232 p., 98 F.

UNE IMAGE DE LA TERRE RUSSIE

Photos de Jean-Loup Trassard. Ed. Le temps qu'il fait, 60 p., 96 F.

AVANT l'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer, ce n'était pas une médiocre entreprise que d'aller à Moscou (...). Tout enfant, Moscou préoccupait notre imagination et nous restions souvent en extase sur le quai Voltaire devant la vitrine d'un marchand de gravures, où étaient exposées de grandes vues panoramiques de Moscou. Ces clochers en forme d'olignon, ces coupes surmontées de croix à chaînettes. Ces maisons peintes, ces personnages à large barbe et à chapeau évasé, ces femmes coiffées de popovnik et portant la tunique courte à ceinture sous le bras nous semblaient appartenir au monde de la Lune et l'idée d'y faire jamais un voyage ne se présentait pas à notre esprit; d'ailleurs, puisque Moscou était brûlée, quel intérêt pouvait offrir ce monceau de cendres? Visant la Russie, en 1858-1859, Théophile Gautier, qui, contrairement à d'autres voyageurs diplomates et fonctionnaires enclins à critiquer la politique despotique de ce pays lointain, ne se veut que « touriste », a finalement retrouvé les images et les rêves de son enfance. Est-il en Europe, est-il en Asie cet empire des tsars qui va exercer une fascination incroyable sur des générations de « voyageurs-écrivains », « journalistes-voyageurs » ou fonctionnaires de tout grade? Est-il somptueux ou misérable, ce pays gigantesque? Ou les deux à la fois?

Le Voyage en Russie, gros volume consacré par Claude de Grève, professeur à l'université de Paris-X, à une anthologie des écrits des voyageurs français des dix-huitième et dix-neuvième siècles, fournit au lecteur une masse d'informations, d'anecdotes et de « choses vues » qui ne sont pas forcément une incitation au voyage; mais un guide d'une exceptionnelle richesse qui, même après deux siècles, met en pleine lumière des constantes que soixante-dix ans de soviétisme n'ont pas fait disparaître. Une équipée lointaine, le plus souvent dépourvue de confort, qui laisse transparaître constamment le sentiment d'étrangeté, d'exotisme, qui s'empare du voyageur quel qu'il soit.

Il serait peu décent d'inclure parmi les voyageurs en Russie Napoléon et les militaires de son armée, eussent-ils été l'auteur de Mémoires pas plus qu'il ne serait convenable de citer les soldats de la Sainte Alliance dans un Voyage en

France », signale dans sa préface, avec une certaine causticité, l'auteur de cette anthologie de voyageurs, diplomates, savants, religieux, en mission dans ces terres à peu près inconnues. Les premiers textes retenus ici datent du milieu du dix-huitième siècle, d'abord sous le règne d'Elisabeth, la seconde fille de Pierre le Grand, puis sous celui de la Grande Catherine, grande militante en faveur de la philosophie de nos encyclopédistes Saint-Petersbourg n'a que cinquante ans.

Au dix-huitième siècle, la plupart des « voyageurs » qui ont laissé des Mémoires sont des inconnus de la littérature: outre des diplomates; La Mesnilière, un des rares envoyés de Louis XV favorable au gouvernement russe, le comte de Ségur, ancien soldat de La Fayette, et le prince de Ligne qui purent profiter, en 1787, du voyage en Crimée que Potemkine organisa pour sa souveraineté; les religieux, l'abbé Georgel, parti pour la Russie à près de soixante-dix ans après avoir été impliqué en 1786, avec son protecteur, le cardinal de Rohan, dans la célèbre affaire du Collier de la reine, l'abbé Chappe, membre de l'Académie des sciences, parti pour la Sibérie en 1761 avec pour mission d'observer le passage de Vénus sur le Soleil; des capitaines de dragons devenus précepteurs, pédagogues ou historiens, etc., on trouve

aussi le futur auteur de Paul et Virginie, le jeune Bernardin de Saint-Pierre, venu tenter fortune en Russie avec un « Projet d'une compagnie pour la découverte d'un passage aux Indes par la Russie »; le Vénitien Casanova, qui prétend vouloir introduire l'industrie de la soie en Russie; et Denis Diderot dont l'impératrice, grande admiratrice du libéralisme des encyclopédistes, appréciera peu les conseils de limitation de despotisme. Et même Voltaire, qui fut longtemps sur le point d'aller en Russie, mais qui n'y alla jamais, et qui consacra un livre (faute d'erreurs) à la gloire de Pierre le Grand, élaborant l'histoire imaginaire d'« un pays qui n'était que celui des ours il y a cinquante ans », et où, dorénavant, on parle français et on joue Zaïre... Après la Révolution, vinrent des émigrés, le peintre Elisabeth-Louise Vigée-Lebrun, Joseph de Maistre, l'auteur des Soirées de Saint-Petersbourg ou d'Entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence, puis, plus tard, M^{me} de Staël, qui écrivit, entre 1810 et 1813, Dix années d'exil.

Au dix-neuvième siècle, c'est le marquis de Custine qui est le plus célèbre des « voyageurs » pour la virulence de son livre-pamphlet La Russie en 1839, à peu près introuvable jusqu'à la réédition d'extraits en collection « Folio » il y a une dizaine d'années en raison de l'actualité de ses descriptions. L'antho-

logie nous donne en outre des passages d'écrits de Théophile Gautier, Jan Potocki, Honoré de Balzac, qui viendra à Berdichev en Ukraine épouser M^{me} Hanska et mourir le mois suivant, Alexandre Dumas père qui, de juin 1858 à mars 1859, fait un voyage à la taille d'un long feuilleton de Paris à Berlin, Stettin, la Baltique, Saint-Petersbourg, Moscou, Nijni-Novgorod, la Caspienne et la traversée du Caucase, évoquant le combat contre l'armée russe de Chamyl dans la montagne du Daghestan (1), s'arrêtant à Derbent, Bakou, Tiflis, pour s'embarquer à Poti vers Trébizonde et Marseille... On pourrait ajouter d'autres auteurs, tel le livre de cette grande archéologue que fut Jane Dieulafoy et qui dans Une amazone en Orient raconte bien Erivan et le chemin, qui par Djoulfa, mène en Perse, « au mépris du fanatisme des mollahs » (2).

AU Caucase, Alexandre Dumas père est toujours célèbre; c'est une bonne idée qu'a eue François Bourin de rééditer, avec En Russie, ce reportage géant, plein, trop plein parfois, et sérieusement documenté sur cette région indomptable où coexistent et s'affrontent jusqu'à nos jours plusieurs dizaines de peuples: Arméniens, Abkhazes, Lezghiens, Tchétchènes, Azéris, Tatars, Géorgiens,

Russes... Une contrée biblique, de vieille culture, de grande cuisine, Géorgie orthodoxe où les grandes fêtes valent bien une messe, région christianisée depuis le quatrième siècle, mais où la chrétienté n'exclut pas les résidus de religions païennes où l'Arménien vient prier à Echmiadzine ou à Geghard, tourné vers ce mont Ararat, où même on ne désespère pas de trouver un jour l'Arche de Noé.

Mont Ararat, montagne sacrée des Arméniens, hors du territoire de la République d'Arménie, visible de l'autre côté de la frontière, chez les Turcs.

« Ce pays m'a bouleversé parce qu'il était autre que la Russie », explique le romancier André Bitov, dans Un Russe en Arménie, un livre de voyage d'aujourd'hui, écrit il y a vingt ans par un homme qui pour la première fois éprouve le sentiment de se rendre à l'étranger dans cette Arménie que l'on situe pourtant à l'intérieur des frontières de l'empire soviétique. (« Je l'en prie, n'écrivez pas que l'Arménie est un pays ensolonné et hospitalier », implore un ami). Un non-Arménien nous livre un reportage, et, à l'issue d'une « leçon de langue » (avec un alphabet inchangé depuis un millénaire et demi), d'une « leçon d'histoire », d'une « leçon de géographie », d'une « visite au patriarche », à l'issue d'une rencontre dans les rues d'Erivan avec Aelita, une Arménienne de dix-sept ans ne parlant pas un mot de russe, éprouve avec une profonde émotion le choc des cultures, se retrouvant, qu'il le veuille ou non, « russe par le sang ». Plus riche d'inspiration, plus russe aussi par la contamination avec une authentique existence nationale. « Quand on écrit, on apprend ce que l'on ignorait auparavant. Ecrire, c'est une méthode de connaissance », écrit l'auteur de la Maison Fouckine, avouant sa surprise « de découvrir que ce monde que je croyais mien appartenait à tout le monde. Désappointé d'avoir perdu cette exclusivité, j'ai entrepris de faire la connaissance des aborigènes de ce monde, ne fût-ce qu'en leur serrant la main ». Un beau livre de la découverte de soi.

Notons aussi que vient de paraître un petit album de photographies qui complète les Campagnes de Russie de Jean-Loup Trassard (3). Un repas de fête chez les cosaques d'aujourd'hui fait écho au chapitre sur la « cuisine » du Voyage en Russie de la collection « Bouquins »; le rituel du repas copieux, arrosé, la recette des côtelettes Fojarski, la technique de la pêche de l'esturgeon et de la récolte du caviar, un regard sur les humbles photos en noir et blanc: notes de voyage prises au niveau de l'herbe, au niveau des chemins de terre, de la boue sèche, des ornières, des flaques d'une pluie récente qui reflètent le ciel, sur les chemins de terre qui conduisent dans la profondeur du pays.

(1) A propos de Chamyl, il faut lire le beau livre de Louis Blanch, Les Sabres du pacha. Editions Laffont. (Voir le Monde du 16 février 1990.)

(2) Aux Editions Pléiade viennent de paraître les trois volumes de Jane Dieulafoy: Une amazone en Orient. L'Orient sous le voile (De Chiraz à Bagdad, 1881-1882). En mission chez les Immortels (Journal des fouilles de Susse, 1884-1886).

(3) Gallimard voit « le Monde des livres » du 27 octobre 1989.

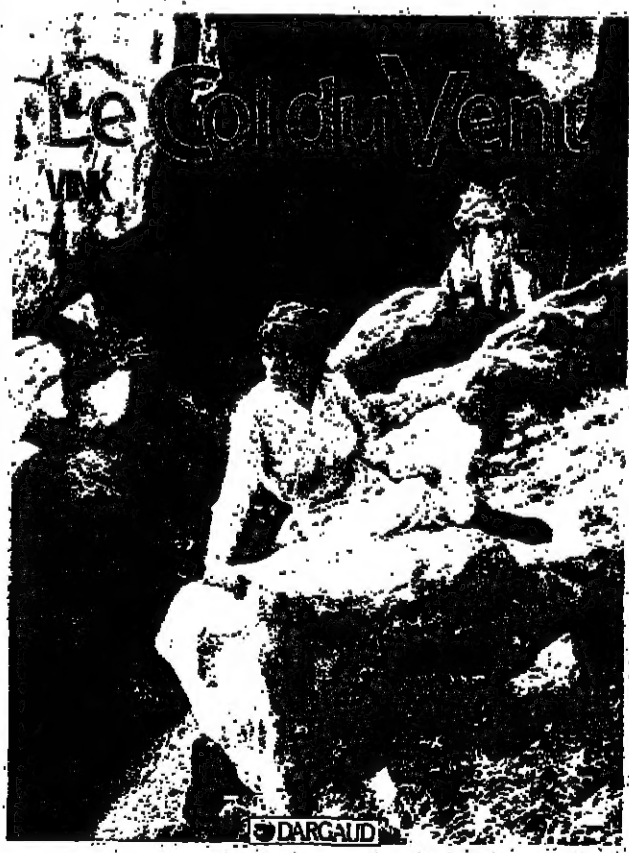
Fronde africaine

Le 21 juin, le journal Le Monde a publié une page de la Fronde africaine. Cette page est une compilation de textes et de photos qui traitent de la situation politique et sociale en Afrique. Les textes sont écrits par des auteurs africains et traitent de sujets tels que la démocratie, la corruption, la violence, et la situation des femmes. Les photos illustrent ces thèmes et montrent des scènes de la vie quotidienne en Afrique.

La Fronde africaine est une page régulière du journal Le Monde. Elle est dirigée par un comité de rédaction africain et vise à donner une voix aux auteurs africains. Les textes sont écrits dans la langue maternelle de l'auteur et sont traduits en français. Les photos sont également prises par des photographes africains. Cette page est une importante source d'information sur l'Afrique pour les lecteurs du Monde.

La Fronde africaine est une page régulière du journal Le Monde. Elle est dirigée par un comité de rédaction africain et vise à donner une voix aux auteurs africains. Les textes sont écrits dans la langue maternelle de l'auteur et sont traduits en français. Les photos sont également prises par des photographes africains. Cette page est une importante source d'information sur l'Afrique pour les lecteurs du Monde.

NOUVEAUTE JUIN



DARGAUD, la plus grande signature de la BD

DARGAUD



DARGAUD, la plus grande signature de la BD

NOUVEAUTE JUIN



DARGAUD, la plus grande signature de la BD

Handwritten signature or text at the bottom of the page.